

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14353 - 6 F -

BOURSE

MERCREDI 20 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Victoire pour qui en URSS?

VICTOIRE à la Pyrrhus ou partie nulle pour tout le monde? Les résultats définitifs du référendum soviétique de dimanche 17 mars ne seront pas connus event plueleurs jours, mais ce que l'on en sait confirme l'Impression que donneit la pré-paration de cette consultation : celle-ci e eggravé les clivages plus qu'elle ne les e surmontés, sane epporter de solution nou-veile aux problèmes du moment.

Du côté des indépendantistes le fosse e'est encore epprofondi entre les mejorités nationales des six Républiques qui on refusé ce scrutin et les minorités russophones, mobilisées par l'armée et le parti communiste pour voter dens des conditions douteuses : que vaut le chiffre de 650 000 votants dénombrés par l'egence Tese en Lituenie, lorsque l'on eelt que rien n'empêchait en fait l'électeur de voter plusieurs foie? De même iee 90 % et plue que le « oui » e obtenus en Asie centrale ne sont pes tout à fait conveincants. nême s'îl est vrai que ces Républiques, compte tenu de leur environnement international, ont tuut intérêt pour le moment à préserver leur elliance evec le grand frère du Nord.

IL reste que c'est à la péri-phérie relativement loin-I phorie relativement loin-taine, au vote des campagnes solidemant tenues en main par l'eppareil, que M. Gorbatchev devra finalement son « succès ». Même l'Ukraine s'est montrée réticente, notamment à Kiev et dans sa partie occidentale, où les électeurs unt plébiscité qui la suuveraineté, qui « l'indépen-dance » de la République.

Quent à M. Eltsine, qui d'eil-leurs ne préconleait pas le « nan » à la Fédération, il recueille un succès plus convain-cant en mobilisant largement les grandes villes russes telles que Moscou, Leningrad et son fief de Moscou, Loningrad et son het de Sverdlovsk, autrement dit les couches les plus modernes de la soclété. Et son intention de sa faire élire président de Russie au suffrage univarsel a d'eutant plue de chances d'être approu-vée qu'il lui suffit pour cela d'obtenir, contrairement eux pre-mières informations, le soutien de 50 % des votants, et non des inecrits. Il sera, dans ces condi-tions, bien hasardeux de le faire destituer par son Perlement ectuel, comme les conservateurs en avaient l'intention.

li serait égelemant hasar-deux pour M. Gorbatchev de chercher à pousser son « avan-tage » en utilisant la menière forte contre son opposition, comme certains lui en prétaient l'intention. D'autant que le président dent soviétique es retrouve devant les mêmes problèmes qu'avant. A commencer par celui du « traité de l'Union », puisque l'accord partiel annoncé au début de ce moie entre neuf Républi-ques reste contesté et qu'il n'e pas été discuté par les Perle-ments respectifs : les électeurs euront en somme epprouvé une « Union rénovée »... qui n'existe

Mais la première échéance eera celle des problèmes écono-miques et sociaux. Sans attendre le heusse des prix de détail que le premier ministre, M. Pavlov, e annoncée pour le début du mois antonce par la prochein, 50 000 mineurs d'Ukraine et de Russie se sont déjà mis en grève. M. Gorbatchev eura passé un hiver un peu moins difficile que prévu, mais il n'est pas sorti de la zone des

Lire page 4 les articles de JEAN-BAPTISTE NAUDET MICHEL TATU et DANIEL VERNET



Contre l'aggravation du chômage

dans l'ancienne RDA

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé, lundi soir 18 mars, dans plusieurs villes de l'ex-RDA, et notemment à Leipzig, pour protester contre l'aggravation du chômage et la politique du chancelier Kohl. Ces rassemblements ont eu lieu un lundi, en mémoire des rendez-vous hebdomadaires qui précipitèrent la chute du régime communiste à l'automne 1989. Le mécontentement social ne cesse de croître dans les cinq Lander de l'est de l'Allemagne. Selon les experts, entre 30 et 50 % de la population active pourrait se trouver sans emploi d'ici à la fin de l'année.

A Dessau, rien n'a changé...

DESSAU (Anhalt)

de notre envoyé spécial

Dessan déprime. Dans cette ville iodustrielle de taille mnyenne, rien n'e vraiment changé depuis l'union monétaire do la juillet dernier. On s'est certes habitué en deutschemark, aux étalages de produits de l'Ouest, oux vnitures occideotales. Le elocher de l'ancienne cathédrale est entouré d'un échafaudage : signe qu'un jour on en commencera la restauration. Le nouvean supermarché est installé sous son chapitean au milieu de la place centrale, transformée en

un vaste marché de plein air per-manent. Dessau ne sort pas du

L'Office du travail local vient de rendre publiques ses statistigoes poor le mais de février. Sur uoe populatiun active de 156 000 personnes pour Dessau et trute sa région, 11 698 (soit 7,5 %) étalent sans emploi. 36 000 autres sont eu chômage partiel dont 7 400 dans la catégorie « Kurzarbeit nul » (travail partiel zéro) : officiellement, ils sont employes... mais à ne rien faire! HENRI DE BRESSON

Lire la suite et nos informations page 5

La rentrée parlementaire

Importantes manifestations M. Rocard cherche l'appui des centristes pour sa politique de la ville

en session extraordinaire, prélude à la session contraignante de l'engagement de responsabiordinaire, qui commencera le 2 avril. Après un lité du gouvernement. débat sans vote sur la crise du Golfe, les dépufinances locales, et les sénateurs, du statut de de l'aide de l'Etat. M. Rocard e indiqué, lundi, PIERRE SERVENT.)

Le Parlement devait se réunir mardi 19 mars qu'il « espàre » ne pas recourir à la procédure

M. Delebarre, ministre d'Etet chargé de la tés se saisiront du projet de réforme des ville, défendra, à l'Assemblée netionele, ce projet souhaité par M. Mitterrand, rejeté par le la Corse. Sur le premier texte, qui tend à favori- RPR et le groupe UDF, mais que les centristes ser les communes pauvres dans la répartition n'excluent pas de voter, (Lire page 9 l'article de

Les habits neufs de François Mitterrand

par Jean-Marie Colombani

Alars que la France retrouve avec la session parlementaire le cours de ses jaurs ordinaires, sinon tranquilles, alors que les milieux politiques continuent de spéculer sur la durée du bail consenti à M. Michel Rocard et que celui-ci s'en sort comme il peut, c'est-à-dire en feignant de ne pas se poser la question, le président est tout à la joie de cet instant privilégié où le sort des armes l'a placé. Il a retrouvé loules ses prééminences. Tout est de nouveau suspendu à la moindre inflexion de ses décisions

ou de ses humeurs. Et surtout. il est à l'aise comme sans doute il ne l'a jamais été, manifestement heureux d'avoir pu enfin endosser son propre habit, être lui-même sans complexes, libéré de toute contrainte opparente.

Comment, au reste, n'apprécie-rait-il pas une situation qui lui permet, dans l'ordre extérieur, de retrouver sa langue maternelle, ses propres options, sans être obligé de parler le gaullien, et dans l'ordre intérieur de donner le « nouvel élan» qui doit le conduire à para-chever son second septennat? La guerre n'a donc pas été qu'une simpie et gigantesque apération de

qué de multiples ondes de choc que l'un commence à peice à dis-

Ainsi, le nouveau cours exterieur mis en lumière par le conflit peut-il epparaître comme un nouvel aggiornamento, une sorte d'ultime conversion au réalisme, qui n'est peut-être que le suite logique du tournant libéral de 1982-1983. Certains y verront d'ailleurs la poursuite d'un processus d'alignement du pays sur les normes des grandes démocraties occidentales; la fin, en quelque sorte, de l'exception fran-

Lire la suite page S

Un mort-né de soixante-treize ans, la Yougoslavie

Du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes aux déchirements d'aujourd'hui les peuples de Slavie du Sud n'ont jamais fait bon ménage

La Serbie poursuit son offen-sive de déstebilisation de la présidence collégiele de la Yougoslevie. Le Parlement serbe e destitué, lundi 18 mers, le représentant du Kosovo eu sein de l'instance suprême de l'Etat. Celle-ci, après les démissions des délégués de Serbie, de Volvodine et du Monténégro, ne compte plus que quetre membres et n'atteint plus le quorum requis par la Constitution fédérale. Toutefois, des intellectuels serbes, opposés à cette politique jugée ∢ dengereuse », ont réclamé la démission de M. Slobodan Milosevic.

par Bernard Féron

Depuis plus de soixante-dix ans, tout le monde se demande comment peut vivre encore cet Etat nomme Yougoslavie, on Slavic du Sod. Il naquit en décembre 1918 et se donna pour premier père un membre de la dynastie des Kar-genrgevitch. C'était alnrs le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, constitué par l'an-cienne Scrbie iodépendante, qui avait ramassé dans le voisinage les débris de l'empire des Habsbourg. Pour gagner à leur cause Croates et Slovènes, les Serbes avaient promis, pendant la guerre, de créer un ensemble qui les mettrait en valeur. Sitôt après avoir établi sa propre dictature, le roi s'empressa d'oublier cet engagement. Les nou-veaux territoires furent traités en

pays ennexês. Entre les deux guerres, la Ynugoslavie fut, pour son malheur et celui de l'Europe, un Etat centralisé. Des Croates révultés par le «chaovinisme serbe» voulurent riposter par la violence à ce qu'ils tenaient pour l'oppression. Sous la conduite de Pavelitch, qui evait fait de Mussolini son modèle, ces extrémistes se retrouvèreot dans une société secrète, celle des austachis, qui prétendait conquérir par la terreur pouvoir et indépendance. Ce sont eux qui commanditèrent l'assassinat à Marseille par un Macédonien, le 9 octobre 1934, du roi Alexandre, et par la même occasion, de Louis Barthou, ministre français des affaires étrangères.

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN

La révocation de l'inspecteur Gaudino



L'inspecteur Antoine Gaudino a été révoqué per le ministre da l'intérieur. Il evait été au cœur de l'anquête sur les faussee factures du Sud-Est et le financement du Parti socialiste.

> Lire nos informations page 34 et le point de vue de THIERRY PFISTER page 2

ANNIE KRIEGEL

Ce que j'ai cru comprendre

Mémorialiste, historienne, témoin privilégié: une vie, telle qu'en elle le siècle se reflète.

L'historienne remet de l'ordre dans la destinée d'une personne privée bousculée par l'histoire. André Laurens / LE MONDE

Il faut lire les Mémoires d'Annie Kriegel: notre passé retrouve une ame. Georges Suffert / LE FIGARO

> Un monument de memoire et d'histoire. Mona Ozouf / LE NOUVEL OBSERVATEUR

🔝 ROBERT LAFFONT

Le commerce extérieur convalescent

L'elturdissement de la facture énergétique a conduit, en 1990, à un léger gonfiement du déficit du commerce extérieur français, passé de 43,9 milliarde à 50,3 milliards de francs. Le solde déficitaire des échanges induetriels s'est toutefois stabi-lisé, grâce au développement des ventes en Allemagne.

Lire page 23 l'article d'ALAIN VERNHOLES

La nouvelle mairie de Tokyo

La cepitale japonsise vient d'inaugurer l'hôtel de ville construit par l'architecte Kenzo Tenge : un gigantesque complexe compasé da trois bâtiments, dont deux tours parallèles hautes de 243 mètres, qui se veut « le reflet d'une ère d'opulence à l'aube du vingt et unième siècle ».

Lire page 19 l'article de PHILIPPE PONS

SCIENCES • MÉDECINE

■ La stérilisation des malades mentaux. ■ Recherche : des économies bien tempérées # Les faux de l'artifice.

A L'ETRANGER: Algérie, 4.50 DA; Merce, 7 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagns, 2.50 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 40 FB; Canadia, 2.25 S CAN, Antitet-Réunion, 9 F. Côte-d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 12 KRD; Espagne, 190 PTA; G. B., 70 p.; Grèce, 200 DR; Irlande, 90 p.; Italie, 2 200 L; Luxembourn, 42 R.; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,75 R.; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 375 F CFA; Suècle, 14 KRS; Suèc

par Thierry Pfister

'INSPECTEUR de police la tête de grandes institutions finan-Antoine Gaudino a été révoqué pour avoir rédigé l'Enquête impossible. Comment son éditour ne se sentirait-il pas concerné par cette sanction? A ce stade, deux questions méritent d'être posées.

I) A quelle étbique se réfère désormeis le parti majoritaire co matière de conduite des affaires publiques? Un ancien ministre de la coopération a été gravement mis en cause dans la gestion des crédits de son ministère. Les faits ont été qualifiés par la justice, même si une trop opportune amnistie a soustrait le coupable à toute sanction.

Si prompte à traduire en commission des conflits le moindre de ses clus qui déroge aux accords électoraux, la direction du Perti socialiste n'a pas jugé utile de faire comparaître Christian Nucci devant ses pairs. C'est done que rien dans son comportement n'a heurté le PS et ses dirigeants. La meilleure preuve en est qu'il conserve des fonctions et des responsabilités significatives dans l'appareil d'Etat.

La dette abyssale de le ville d'Angoulème illustre de manière saisissaole les ravages que peut provoquer l'alliance des coquins et des copains, surtout lorsque les copains se trouvent au sommet de l'Etat et à

cières publiques; 2) De quelle autorité morale dis-

pose le gouvernement qui prétend sanctionner l'iospecteur Gaudino? On a déjà pu légitimement s'étonner que la décision de poursuivre les élus corrompus et les responsables du racket qui elimentait les caisses du PS dépende d'un garde des sceaux qui était lui-même l'un des rouages de ces circuits de finance-

Comme pour Dreyfus

Et voici à présent que la révocation de l'inspecteur Gaudino est prononcé par uo ministre de l'iotérieur lui aussi cité dans les « cahiers Delcroix », ces accablants comptes rendus internes rédigés par le méti-culeux directeur d'Urbe-Gracco. M. Philippe Marchand s'est en effet intéressé de très près à certains de ces grands équipements qu'affectionneit le bureau d'études du PS. Comment dans ces conditions. peut-on le laisser apprécier les limites du devoir de réserve d'un fonctionnaire de police qui enquêtait sur ces sujets?

Si Antoine Gaudino a accepté de se tourner vers l'opinion, c'est après avoir épuisé, co vain, toutes les voies légales qui s'ouvraient à lui, le a informé sa hiérarchie des conclusions de ses investigations sans

résultat. Il a saisi la justice sans que la moindre inculpation soit prononcée. Il a écrit à son ministre par la voie biérarchique sans être honoré de la plus petite réponse.

Lorsque les coupables sont vas chefs et lorsqu'en bloquant les procédures et en entérinant les dossiers ils mettent en cause le fonctionnement de la démocratie, où se situe le devoir du fonctionnaire? Parce qu'il est au service de l'Etet, il doit demeurer pour les citoyens un garant de la démocratie. Sa fidélité première est là et non dans l'obéissance servile au clan qui, pour un temps, accapere le pouvoir et en abuse. Ou, sinon, que oul ne reproche oux Papon et oux Bousquet leur sttitude durant l'Occupation. Il fout savoir ce que l'on veut : la docilité des hobiles ou la rigidité des hommes intègres.

Par son livre, Antoine Gaudino a honoré et la police et la démocratie. Par la sanction qui plane sur sa tête, le gouvernement s'apprête à choisir définitivement son camp. En effet, toutes proportions gardées, l'affaire Gaudino e des relents d'affeire Dreyfus. A l'époque, les partisans de l'ordre étaient prêts à payer d'une injustice individuelle le défense d'institutions militaires et judiciaires défaillantes. Que triomphe l'institutioo et tant pis pour le grain de sable! Dans le choix entre l'ordre et la justice, la gauche, jusqu'à pré-sent, disait préfèrer la justice. Et la

voici qui sanctionne l'innocent pour mieux protéger ceux des sicos qui sont coupables. Oui, c'est bico à nouveau la terrifiante mécanique de l'affaire Dreyfus qui est à l'œuvre.

La gauche française est-elle à ce point moribonde qu'aucune voix ne s'élèvera en son sein pour défendre un citoyen contre l'abus de la raison d'Etat, pour préférer le justice même an prix du désordre – à un ordre fundé sur l'injustice et la corruption? Ne reste-t-il plus au sein du PS un seul homme de caractère capable de faire passer les principes républicains avant la protection du elan, de préférer les règles de la démocratic à la loi du milieu?

Et que, surtout, pour justifier sa timidité ou sa lâcheté, nul ne vienne susurrer que tout ceci ne serait qu'une vulgaire opération politique au prétexte que quelques députés opposition ont en le courage de se saisir du dossier exbumé par Antoine Gaudioo. A quoi servirait l'opposition si elle n'interpellait pas le gouvernement sur un pareil sujet? Au demeurant, ses velleités de combat ont disparu dès que le trésorier du Parti républicain a pris la présidence de cette formation. Quel aveu d'échec pour la vie politique fran-

► Thierry Pfister, encian conseil-ler de M. Pîarre Mauroy à Matignon, est éditeur chaz Albin Michel, qui publie le livre d'An-toine Gaudino.

delà, briser la conscience collective

des peuples arabes, les atteindre

poteotialités pour permettre que se réalise le rêve du Grand Israel,

objectif que oous estimous irréalisa-

ble, car l'Histoire nous a prouvé

qu'on ne peut jamais anéantir un

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le « mal » populiste

Lech Welesa en Pologne, Boris Eltsine en Russie, Slobodan Milosevic en Serbie. Jeen-Merie Le Pen en France - et bien d'autres... La fin du vingtième eiècle sera-t-elle sous le signe du « populisme » ? Telle est la question que pose Cosmopolitiques, dans un dossier en forme d'evertissement : « Populisme, le mel européen?»

AR-DELA les diversités netionelee, tous cea mouvements ont en effet des caretéristiques communee : rejet de l'idéologie et de la politiqua, adhésion à des personnalitée chariemetiques, exaltation du « bon sens popu-Isire > contre les intellectuels et las technocratas, retour à des valeurs communauteiree « euthentiquee » ... S'appuyant aur lee fruatrations socielae produites par la développament, ils cherchent à ressurer par des diecoure effectife et eimplificateurs.

Dena les paye de l'Est, cette émergence s'explique aisément par l'ebsence de vie démocratique, eprès des décennies d'oppression totelitaire. « Le retour au peuple e'analyse comme un choc en retour logique, eprès une période de confiscetion totele du pouvoir et de le perole», constete Georgee Ayache. Le feit que seule la Tchécoslovaquie, peys qui e connu une expérience démocratique dens son histoire, semble épargnée par cette épidémie, confirmerait cette hypothèse. A l'inverse, les thèmes populistes ont une longue tradition en Russie, qu'illustre bien l'exemple de Soljenitsyne. Georges Avache fait observer qu'on s eu tort, en Occident, de s'étonner des thèses développées per cet écrivain dens. son dernier livre Comment réaménager notre Russie?, tent elles éteient fidèles à ce qui a toujours été son idéologie politique : « le thème agrarien, le thème de la pureté nationale, le thème enti-Impérieliste, le

La communauté communiste

thème antidémocratique,

il ne faudrait pee, malgré tout, feire du populisme une spécialité de Sleves réactionneires. Elergiseent la perspective, Josef Krulic souligne l'ectuelité de le vieille distinction des sociologues ellemends entre le « communeuté » (Gemeinschaft) et la « société » (Gesellschaft) et felt observer que ce couple rend bien compta da l'évolution dea sociétés contemporalnes : à la « société » démocratique et Industrielle, issue de la civilisation judéo-chrétienne, de le Réforme et du capitelisme libéral, et mettant l'eccent sur l'autonomia individuella et la libre entreprise, s'opposent dea tendencaa tribales ou communeuteiree, qui pronent dee veleure de eoliderité, de compegnonnega at d'enrecinement culturel. D'où la confusion propre à ce débat, où le populieme peut evoir des connotetione tsntôt démegogiques et faecisentes, tentôt geuchieentee ou écologiques. Ainei Gérerd Belloin voit dans le mouvement dee Varte des relante pételnistee qui se sont noternment exprimée dene le refus d'Antoine Waechter de prendre position contre le Front natio-

Société et communauté... cette opposition peut ee retrouver eu sein mêma da la peneée merxiste, héritière en cela du rousseauiema. Ainsi, la ravua néomarxiete Actuel Marx s'interroge, dens aon dossier « Liberté-Egelité-Différencee », sur l'aspiretion communiste à réaliser une société égeliteire débarressée à le fois de l'individualisme et de la politique. «La vraie communauté de l'homme, écrit Stefano Petrucciani, (...)

n'est pas una communeuté le politique, parce que la politilaboration entre individus qui eéparés des processus de reproduction des vies indivi-

En attendent la réalisation (fort hypothétique, on en conviendra...) de la société écalitaire rêvée par l'auteur du Canital, on peut se demander, avec les perticipants du dossier eur « la France des banlieues » dans la revue Esprit, si lee aspiratione communeuteires ne constituent pae une issue pour les populetions de ces zones ebandonnées, qui prolifèrent aux marges des grandes métropoles. Si elles tendent à s'homogénéiser et à réduire les entagonismes eociaux, comme le relève Alain Toureine, les sociétés démocratiques sécrétent des phénomènee d'exclusion lourds de meneces, « Nous disposons de fort peu d'années, prophétise le sociologua. evant que nous connaiesions des explosions urbaines de grende envergure à l'américaine. » Voilà M. Delebarre pré-

recherche de soliderités nouvelles - même artificielles et éphémères - dans les bandes ou lee nostalgies ethniques, permettent de compenser le fatalité de l'isolement et de l'échec. Ces tentatives de regroupement, sux formes souvent provocantes ou agressives, doivent-elles être comattues, comme des menaces à l'ordre public et à l'unité nationele, ou encouragées, comme des releis nécessaires à le construction des personnalités ? La réponse, pour Philippe Genestier, ne feit pas de doute. A ses yeux, le force d'attraction du e modèle français » d'intégration, par le vertu de l'effort individuel et de l'égalité républicaine, n'est pes suffisante pour e'imposer à des populations totalement déstructuréee. Il faut, pour leur permettre de e'en sortir, l'aide de résaaux de proximité, da groupes de eoutien conviviaux et informels. De communautés vivantes, même si ellee ne sont pes très orthodoxes aux yeux d'un démocrate policé à la françeise. « « Soyone frencs et n'eyone pas peur des mote, écrit Philippe Genestier : dans l'ordre eociel, la communauté réelisée, c'est le ghetto. Car celui-ci est une formation sociale qui ee carectérise par l'intensité de sa vie communau-

Eloge du ghetto? Sans doute pes... Nul ne songereit à en feire une eociété idéale. Meis son existence peut être une réponsa provisoire à une situation pire encore : la solitude et le peuvreté ebeoluse. De le son epperition, en plein cœur doute un vide de le société

Cosmopolitiques. Février 1991. 60 F. 71, bd Richard-Lenoir, 75011 Paria.

politique evencée...

politique et n'a plue besoin de que est réintégrée dans la colcoopèrent et reproduisent leur vie, selon un plan rationnel, et qui ne sont plus divisés par des. intérêts égoistes et par la propriété privée. Pour Marx, le communisme est la suppression tant de la séparation des individue privés, caractéristique de la société civile moderne, que de la ephère politique comme sphère dietincte et coopération concrète et de

Eloge du ghetto...

Pour les victimes de cette

sécrécation - les ieunes en

particulier, - les perspectives

d'intégration s'éloignent en effat de plus en plus. D'où le teire et per eon orgenisation interne. »

mêma façon, ei le populisme est bian un emal o politique. de l'Europa démocratique (ou aspirant à l'être), remplit sans

Actuel Marx, Deuxlème semestre 1990. 105 F. PUF. 156, av. Parmentier, 75010 Paris

Esprit. Février 1991. 70 F. 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.

TRAIT LIBRE



MANIÈRE DE VOIR Nº 11 108 pages 42 F NATIONALISMES. ISLAM, PÉTROLE EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

COURRIER peuple palestinien lui-même et, par

Persécuteur et persécuté

M. Aït-Ahmed s'inquiète, dans le Monde du 9 mars, du sort « des femmes et des enfants privès d'eau potable » en trak à cause de la guerre, confond le persécuteur de Bagdad et le peuple persécuté, sans avoir un scul mot, pas plus qu'il n'en a cu les sept derniers mois, pour le « martyre du Koweit », sans comprendre aussi la diversité des conditions sociales et des options politiques des victimes koweitiennes de l'occupation irakienne, sans vouloir enfin reconnaître que le vrai malbeur du peuple imkien lui a été infligé par ses dirigeaots. Aujourd'hui, et par la faute de ces derniers. ce sont deux pays erabes qui sont

... Qui « décrète que les peuples arabes ne sont pas dignes de la démocratie » ? L'Occident ? Comment oe pas voir que ce qui menace aujourd'hui le monde arabe est dû å des facteurs ioternes, au climat d'in-sécurité et d'instabilité nationale qui le frappe en raison des menées saddamistes. D'autant plus que la guerre de Saddam Husseio n'e laissé derrière elle que le désastre écono-

TAREK RAZZOUQUI ambassadeur du Koweit è Paris

L'OLP disqualifiée ?

Il est peut-être utile de rappeler à ceux qui considèrent l'OLP comme « disqualifiée » que celle-ci tire se légitimité du peuple palestinien uniquement et non des supputations des chancelleries étrangères.

Aujourd'hui, « disqualifier » l'OLP ou ses dirigeants signifie fermer tout dialogue pour le recherche d'une solution pacifique. Une telle attitude porte en elle-même les germes de risques graves, à savoir l'intransigeance voire l'extrémisme, qui se traduira infailliblement par l'intégrisme islamique, de l'Atlentique iusqu'à la mer de Chine. Uo tel risque transformera le cassure émotionoelle ectuelle entre le moode arabo-musulman et l'Occident eo rupture socioculturelle, voire en hos-tilité politico-militaire qui pourrait affecter les nombreux liens eotre les deux rives de la Méditerranée.

A ceux qui reprochent à l'OLP de s'être alignée sur le position irekienne, nous dirons qu'il s'agit bien plutât d'un engagement en feveur de le paix contre les ve-t-en-guerre et du témoignage de solidarité fraternelle evec le peuple irakien contre la destruction de soo pays par les adeptes de l'idéologie technologiste et destructrice, car tout le monde sait que si le quart des efforts qui ont été déployés à la guerre avaient été investis pour la recherche d'une solution pacifique, la destruction de l'Irak et du Koweit et la tragédie humaine qui s'en est suivie ouraien] été évitées.

(...) Vouloir « disqualifier » l'OLP, c'est chercher à « disqualifier » le

qu'on ne peut jamais aneantir un peuple, quels que soient les moyens qu'on utilise cootre lui. Au contraire, la force dirigée contre le peuple palestinien ne fait que renforcer de jour en jour sa foi et sa détermination pour se libérer et édi-

Frustration?

OMAR MASSAUHA observateur permanent de Palestine à l'UNESCO

On nous parle de frustration arabe. Or, celle-ci n'est que le reflet de l'incapacité des dirigeants à faire avancer leur pays vers l'avenir. Ils iovoquent la colonisation, mais quel est le peuple qui aurait plus et plus loogtemps subi le joug des autres que le peuple juif ? Ne soyez pas jaloux, amis arabes, de ce que les juis oot réalisé en Israël. Vous seriez capables de faire aussi bien, si sculement vous acceptiez de vous assumer vous-mêmes pleinement et de pousser vos nations vers la démocratie. Vous savez ce que Wiostoo Churchill en pensait, meis vous savez aussi qu'elle est la seule voie vers la liberté de l'individu et le progrès économique et social.

Et encore ceci : vous êtes bumiliés, dites-vous, par la préseoce d'« infidèles » sur une terre arabe sacrée. Qu'est-ce qu'une terre sacrée fermée oux outres ? Scrait-ce un droit réservé aux seuls musulmans? vous evez votre terre sacrée, n'aurions-nous pas droit, nous sussi, nous juifs, à ootre terre sacrée ?

Et où pourrions-nous le situer, si ce n'est justement sur la terre d'Israel que vous nous contestez?

THÉO KLEIN ancien président du CRIF

Gainsbourg à Limoges

Contrairement à ce qui a été affirmé, je puis vous assurer que jameis Gainsbourg et sa famille, réfugiés à Limoges pendant l'Occu-pation, n'ont porté l'étoile, ni aucun juif de Limousin. Elle n'e jamais été imposée ni distribuée.

Cela dit, la «chasse aux juifs» était active et a été menée surtout par les miliciens, et la terreur était grande parmi ceux qui cachaicot leur origine et leur identité dans la

Nous sommes les témoins survivants de cette époque et nous evons même bien connu le père de Serge Gainsbourg, qui travaillait comme pienisto sous le nom de «Jo d'onde». C'était un ami opprécié et

LEO PARUS

YOUGOS

Par 207 voix contre 9 et 6 votes revis, le Parlement de Serbie a limogé, fundi 18 mars, M. Rica Sepundzija, le représentant du Kosovo (province du sud de la Sasbie, peuplée à 90 % d'Albanais de souche) à la présidence collégies de la Yougoslavie. Selon les diputés, M. Sapundzija cagitasit diji depuis longtemps au sein de fa présidence yougoslave contra les intérêts de la Serbie et du Konses et défendait ouvertement fea thèses séparatistes de la minorité

> BELGRADE de notre correspondante

La mise à l'écart de M. Sapondaga avait été demandée, samedi 16 mars, par le président de Serbie, M. Millosevic, qui comptait ainsi destabilite. la presidence. En effet, la direction collective de l'Etat fédéral est compesee de huit membres représentant les

albanaise a

Un mort-né de soixante-tre

Suite de la première page Les oustaches se courent vainagemes

en 1941 lorsque Hitler envalut in Yougoslavie. Ils avaient choix, le camp de l'Axe. Avec ils léasédission de leur protecteur, ils s'ongenations de proclamer l'Etat, indépendant et l'envalut de frontier de l'environment de l'env de proclamer l'attat interpersonné est fasciste de Creatie, qui allait bien middelà de l'actuelle république de de nom. Certes, ils n'avacant pas la Desmatie, cédée à l'Italie, pa bien suc, l'escentui de la Sloyènie, que se partis-genient Alleinandie et l'aniest, mais se partis de manuel tunt pas les la manuelle de la facilité. mangeaunt un bon morcean de la Serbie pusque leur territoire s'étable; jusqu'à la porte de fleigrade. L'Afonnie, – en luit l'Italie, qui avait, fait de ce. pays son protectorat, annesant de Kosovo. La Hongrie prenant la Volleit-dine, peuplée de Magyars. La Langue ne s'élendait en Maccloire : e esté tachis croates croyalent prendre less revanche en massacrant par aggassesde milliers les Serbes que refusament leurs choix et leurs pranques A 1600 libération, la note fut lessels Chief. estime à environ 100000 le santine

battu parmi les oustachis Qui aurait osé prédire à agite este que la reconstitution d'une Yougosisvic? La notion de Slaves du Sud Stad et reste, dans une large messire, amilicielle, d'autant qu'elle envelopée des gens, Magyars ou Afbanais, que n'est rien de slave. Quant aux armes, ils n'ont en common ni l'histoire, ni la religion, ni le niveau économique. L'a peu la langue, mais sur ce poma, de s'acharnent à marquer beut dell'érence.

La ligne de démarcation végare:

coux qui, au nord et à l'ouest, fissent,

imprégnés de la civilisation des Habsbourg, et ceux qui an vad et à l'est; furent marques par Constantinople et l'empire ottoman. Les premiers, Siovenes et Croates, professent le authori-cisme; les seconds, Serbes, Macedoniens, Bosniaques pratiquent la religion chrétienne orthodoxe ou l'islam. Les dispantés économiques sant aussi grandes. C'est au milion de ce pays que passe la frontière nord-sud; Et la langue? Les Serbes écrivent en cyrillique, les Croates en caractères latins. Pour le lecteur, ces deux peu-

ples vivent, pensent, s'expriment dans des univers complètement étrangers Pun à l'autre. En fait, quand ils perient, ils se comprennent fort hien pour peu qu'ils consentent à s'econ-

Tito, Kardeli et le goût de la complexité

La construction de 1918 n'aurait pri résister à l'épreuve de 1941-1945 pir résister à l'epreuve de 1991-1995...
si Tito n'avait bénéficié d'un concours de circonstances exceptionnel pour la remettre d'apionab. Avec son armée de partisans, il disposait en 1945 de la seule force qui fût en était de contrôler le naux Create hispanie. de contrôler le pays. Croate lui-même. bien que son communisme d'alors l'éloignat du nationalisme, il offrait à ses compatriotes une chance de presdre dans l'Etat nouveau la place qui leur était refusée avant la guerre. Tout en laissant, ou en faisant, tuer les Croates oustachis, il luttait avec autant de viguenr et parfois de cruanté contre ce qu'il appelait le

a charginisme grand serbe ". Mihailoritch, zinsi que ses Tchetniks, fut condamné à mort (il avait quand même combattu lui aussi l'occupant) perce qu'il faisait obstacle à l'instauntion du communisme et aussi parce qu'il pouvait rémeamer le chauri-Afin d'empêcher la reprise des

Le représentant du Kosovo à la présidence collégiale a été limogé

Par 207 voix contre 9 et 6 votes nuls, le Parlement de Serbie a limogé, lundi 18 mars, M. Riza Sapundzija, le représentant du Kosovo (province du sud de la Serbie, peuplèe à 90 % d'Albanals de souche) à la présidence collègiale de la Yougoslavie. Selon les dépu-tés, M. Sapundzija «agissait déjà depuis longtemps au sein de la présidence yougoslave contre les intérêts de la Serbie et du Kosovo et défendait ouvertement les thèses séparatistes de la minorité

> BELGRADE de notre correspondante

La mise à l'écart de M. Sapundzija avait été demandée, samedi 15 mars, par le président de Serbie, M. Milosevic, qui comptait ainsi déstabiliser la présidence. En effet, la direction

collective de l'Etat fédéral est compo-

Les oustachis se crurent vainqueurs

en 1941 lorsque Hitler envahit la Yougoslavie. Ils avaient choisi le

Yougoslavie. Ils avaient choisi le camp de l'Axe. Avec la bénédiction de leur protecteur, ils s'empressèrent de proclamer l'Etat indépendant et fasciste de Croatie, qui allait bien audelà de l'actuelle république de ce nom. Certes, ils n'avaient pas la Dalmatie, cédée à l'Italie, ni, bien sûr, l'essentiel de la Slovénie, que se partageaient Allemands et haliens, mais ils mangeaient un bon morceau de la

mangeaient un bon morceau de la Serbie puisque leur territoire s'étalait

jusqu'à la porte de Belgrade, l'Albanie

de soixante-treize ans

Un mort-né

ainsi que les deux provinces auto-nomes (Voivodine et Kosovo) de la Scrbie. Après la démission des repré-sentants du Monténegro, de la Serbie et de la Volvodine, le week-end dernier, et lundi, le renvoi du représen-tant du Kosovo, la présidence collé-giale ne compte plus que quatre membres représentant la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, Aux termes de la constitution yougoslave, le quorum n'est done plus atteint. Par cette mancuvre, M. Milosevic essaie de rendre illégitime la présidence collégiale du pays qu'il avait décrétée «morte» ns son discours du samedi 16 mars (le Monde du 19 mars).

Durant la session du Parlement de Serbic, les députés ont également voté par 221 voix (et une abstention) l'abrogation pure et simple de la présidence de la province du Kosovo. En effet, avec sa nouvelle constitu-tion (1990), la Serbie avait récupéré ses deux provinces «autonomes», le Kosovo et la Voivodine, en supprimant tous les attributs d'Etat dont

Tito se mit d'accord avec le roi Pierre en décembre 1944 pour mettre sur pied un Etat fédéral et démocratique. Il se débarrassa des monarchistes à la

première occasion. Il ne se soucia guère de la démocratie telle que l'en-

tend le sens commun (au tout début de son règne, Tito passait non sans raison pour le plus farquehe des nou-veaux chess communistes). Du moins fut-il convaincu, dès la victoire, que hors des structures fédérales, il n'y

avait point de salut pour la Yougosla-

Il constitua donc un Etat composé

représentait « une violation brutale des constitutions locales et fédérales ».

Appel d'intellectuels

Par aillears, M. Tupurkovski (Macédoine), membre de la prési-dence collégiale, a déclaré à la presse qu'en accord avec la constitution fédérale seul le Parlement du Kosovo pouvait révoquer M. Sapundzija. La décision des députés serbes est donc, à ses yeux, illégale. Personne ne savait, lundi soir, si M. Sapundzija continuait à représenter ou non le Kosovo à la présidence yougoslave, et s'il participerait à la prochaine réunion prévue jeudi 21 mars...

Le discours télévisé de M. Milosevic, samedi 16 mars, continue à pro-voquer des remous. Selon la majorité des observateurs, le président serbe

yougosiave et à isoler ainsi de plus en plus sa République. C'est la raison pour laquelle plusieurs monvements de Serbie ont demandé sa démission Les intellectuels serbes constatent que « le président de Serbie prône la politique de la guerre». La présence des chars dans les rues de la capitale les 9 et 10 mars, et la « sape du dialo-gue sur l'avenir de la Yougoslavie » témoignent « de l'aventurisme et des attitudes égoistes que le peuple serbe ne peut plus supporter ». « Dans l'intérêt des habitants de Serbie», plu-sieurs centaines d'éminents intellectuels réclament la démission immédiate de M. Milosevic. Pour leur part, les membres de l'Alliance des forces réformatrices de Serbie (proches du premier ministre. M. Ante Markovie), en'acceptent plus de vivre dans une Serbie que le président a isolée de l'Europe et du monde, et est en train d'isoler de la

est fermement décidé à s'opposer au

FLORENCE HARTMANN

un système qui défie la description. En dépit des conceptions étranges et très doctrinaires de ses auteurs, ce système laissa heureusement la part belle à l'improvisation.

Cela ne marchait pas toujours très bien d'ailleurs du temps de Tito, Déjà les républiques se chamaillaient, les riches du Nord répugnaient à subven-tionner les panvres du Sud qui gaspil-laient cette aide en dépenses de prestige. Les sudistes prétendaient que pour décoller il leur faliait tous les equipements de base, même si ceux-ci fassient double emploi avec ceux des républiques voisines. Le pouvoir exé-cutif se concentrait dans les républiques. Le pouvoir fédéral ne représen-tait presque plus rien.

En 1970-1971, les discussions étaient vives et ouvertes entre le chef des communistes de Serbie, M. Nikezitch, que l'on qualifierait aujourd'hui de démocrate, et son collègue croate, le flamboyant Tripalo, disciple de Tito, mais qui tablait ostensiblement sur le nationalisme de ses compadoine, revendiquée jusqu'à une date récente par certains Bulgares. Il y avait surtout la menace soviétique.

Cette menace fut en effet un des facteurs essentiels de la cohésion yougoslave, maintenue co dépit de tont. Le pouvoir réel pessant aux républiques, qui pouvait encore tisser le lien fédéral? La Ligue des communistes? Elle s'était pratiquement divisée en autant de ligues qu'il y a de républiques et de régions. De son vivant, Tito gommait cette réalité.

Depuis dix ans, la Ligue et l'Etat sont dirigés par une présidence collé-giale et tournante. Il y a huit membres (un par république et région) et le cher change tous les ans. Les admi-nistrateurs de jeux télévisés auraient certainement gagné une fortune s'ils avaient su svant sa démission que le tout dernier chef de l'Etat yougoslave s'appelait Borisav Jovic. Avec la rotation constante des ministres et hautsfonctionnaires, et les nominations à ces postes en fonction, non des compétences, mais de la «cié nationale»,

GRANDE-BRETAGNE : refonte de l'administration régionale et locale

La poll tax est vouée à disparaître

Un peu de confueion peut se revéler utile des lors qu'il s'agit de brader une partie de l'héritage thatcherien. Des fuites massives, organisées par le gouvernement. permettent à toua les quotidiens d'ennancer, mardi 19 mars, le mort prochaine de le poll tax. l'impôt local instauré per Me Thatcher. Meis l'événement lui-mâme devrait être noyé au milieu d'un vaste plan de réforme des collectivités locales, qui supprimarait nombre d'entre elles. M. John Major cherche visiblement une solution qui lui permette d'en finir une bonne fois avec un impôt très impopuleire sans pour autant paraître trahir ostensiblement « le Deme de

> LONDRES de notre correspondant

Rarement les confidences auront té aussi nombreuses avant une décision gouvernementale. Celle-ci doit être prise jeudi 21 mars. Le cabinet devra alors se prononcer sur l'abolition de la poll tax, sur le type d'impôt qui doit la remplacer et sur

la restructuration de l'administration régionale et locale. Cette réforme considérable a été préparée par M. Michael Heseltine, ministre de l'environnement, qui fut le «tombeur» de M. Thatcher en novembre demier, lors de la crise d'autorité au sommet du Parti conservateur. Les fuites devraient permettre à M. John Major de savoir jusqu'où il peut aller, en fonc-tion des réactions de l'opinion, y compris au sein de son propre parti.

Grand

La poli tax ello-même, cet impôt local par tête, identique pour tous, riches et pauvres, sur le territoire d'une même commune, devrait dis-paraltre. Elle serait remplacée par une taxe d'habitation qui, d'une façon générale, serait nettement moins élevée. Celle-ci serait calculée cellon la taille de l'habitation mais elle serait modulée en fonction du nombre d'adultes qui résident sous un même toit. M. Major pourrait ainsi déclarer aux adversaires inconditionnels de la poll tax que celle-ci est supprimée, tout en laissant entendre que le principe cher à M= Thatcher, sclon lequel tout adulte doit contribuer aux finances locales, ne disparaît pas complétement. Cet exercice de grand écart n'est pas toujours aisé. Recevant, mentaires conservateurs furieux devant la perspective de l'abolition de la poli tax, M. Major leur a affirmé que les rumeurs qu'ils entendaient étaient excessives.

Le projet de M. Heseltine consiste en fait à transférer au gouvernement central une partie cousidérable, certains disent jusqu'à 50 %, des dépenses qui incombent actuellement aux collectivités locales. Nul ne sait très bien où seront trouvées les ressources nécessaires. Une solution possible consiste à augmenter la TVA, plus basse en Grande-Bretagne, sur nombre de produits, que dans la plupart des pays européens. L'Angleterre et le pays de Galles sons divisés en 47 comtés, lesquels comptent à leur tour 333 districts.

sabilité de l'éducation, de la police, des services de pompiers et de l'aide sociale. Les conseils de district sont chargés du logement, du maintien de la voirie et du ramassage des ordures, sauf dans les grandes villes telles que Londres où ils assument les tâches normalement réservées aux comtés

Une centralisation plus forte

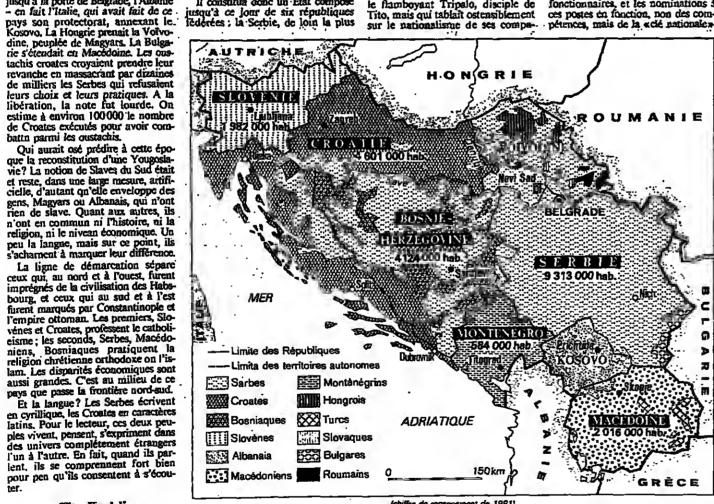
M. Heseltine souhaiterait rempla-cer ce système à double niveau par Des référendums seraient organisés pour demander à la population de choisir entre le comté et le district. De nombreux comtés seraient supprimés. Il n'y aurait plus dès lors qu'un seul niveau d'administration locale, qui assumerait la charge de tous les services cités plus haut, avec des allocations plus élevées du gou-vernement central. Ces nouvelles collectivités locales auraient des maires élus directement au suffrage universel et disposant de pouvoirs accrus, alors que ceux-ci sont actuellement élus par les conseils et changent pratiquement chaque année.

Il s'agit done d'une refonte d'ensemble de l'administration locale qui va dans le sens d'une plus grande centralisation. L'éducation et la police, qui sonl pour l'essentiel gérées par les comtés, seraient davantage financées et dirigées par le gouvernement central. La création d'un corps national de police serait une des conséquences logiques de cette évolution. Il n'existe en effet que des polices régionales qui se sont révélées à l'occasion, comme dans l'affaire des « six de Birmingham», incapables de faire leur travail correctement. La police métropolitaine de Londres, mieux connue sous le nom de Scotland Yard, apporte déjà son aide teebnique pour certaines enquêtes. Il s'agirait d'officialiser ce rôle en créant un corps de policiers ayant compétence pour l'ensemble du pays.

Toutefois, la grande réforme fis-cale de l'ère Thatcher n'est pas en cause. Les Britanniques dever continuer à bénéficier du régime le plus simple du monde, comportant seulement deux tranches d'imposition, à respectivement 25 % (pour la plupart des contribuables) et 40 %.

DOMINIQUE DHOMBRES

D GIBRALTAR : L'armée de terre britannique quitte le «Rocher». -Le dernier détachement de forces terrestres britagniques présentes à Gibraltar a abandonné officiellement, lundi 18 mars, ses fonctions, mettant sin ainsi à près de trois siécles de présence sur le «Rocher». Ce départ des dernières troupes terrestres présentes à Gibraltar depuis 1704, sera compensé par le renforcement des effectifs du Gibraltar Regiment, l'unité territoriale locale. La décision de retirer les soldats britanniques avait été annoncée le décembre dernier à Londres par le ministère de la défense. Selon les autorités britanniques, le maintien d'une garnison à Oibraltar ne se justifie plus maintenant que l'Espagne est membre à part entière de l'OTAN et de la CEE. - (AFP.)



Tito, Kardelj et le goût de la complexité

La construction de 1918 n'aurait pu résister à l'épreuve de 1941-1945, si Tito n'avait bénéficié d'un concours de circonstances exceptionnel pour la remettre d'aplomb. Avec son armée de partisans, il disposait en 1945 de la seule force qui fût en état de contrôler le pays. Croate lui-même, bien que son communisme d'alors l'éloignat du nationalisme, il officit à ses compatriotes une chance de prendre dans l'Etat nouveau la place qui leur était refusée avant la guerre. Tout en laissant, ou en faisant, tuer les Croates oustachis, il luttait avec autant de vigueur et parfois de cruauté contre ce qu'il appelait le chauvinisme grand serbes. Minailovitch, ainsi que ses Tchetniks, fut condamné à mort (il avait quand meme combattu lui aussi l'occupant) parce qu'il faisait obstacle à l'instauration du communisme et aussi parce qu'il pouvait réincarner le chauvi-

Afin d'empêcher la reprise des

importante par la population; la Slovénie et la Croatie, qui se hissent au niveau des nations développées; le Monténégro, qui apparaît comme une excroissance de la Serbie; la Bosnie Herzégovine, suffisamment bybride pour que beaucoup de ses habitants, même s'ils professent l'athéisme inté-gral, se réclament ouvertement d'une nationalité musulmane, ce qui n'existe nulle part ailleurs; en queue de peloton, la Macédoine. Deux enciaves ont le statut de région auto-nome, à l'intérieur de la République serbe : le Kosovo albanais et la Voi-

La fédération yougoslave prend véritablement son essor après la rup-ture avec l'URSS. Condamné par Staline contraint de chercher à l'Ouest les concours indispensables, Tito cultiva sa différence et joua l'ouverture. Avec l'aide de théoriciens, tel Kardelj, qui avait l'art de compliquer les choses simples et de rendre inextricable une situation aussi complexe que celle de la Yougoslavie, il échafauda

triotes. Tito, qui n'était plus tout jeune, prit peur. Il n'était d'ailleurs pas homme à admettre que ces que-relles fussent vidées sur la place publique. Il croyait aussi que l'ennemi guettait le moment propice pour dépecer la proie Yongoslavie. Nikezitch, Tripalo et quelques autres tom-berent définitivement en disgrace. Six ans plus tôt, il avait limogé un de ses plus anciens compagnous Ranko-vitch, soupcouné, entre autres choses, de complaisance pour le «chauvinisme serbe».

La crainte de l'explosion plus ou moins provoquée de l'extérieur n'était pas vaine. Le problème du Kosovo se posait déjà avec acuité. Cette région ne compte guére moins d'Albanais que l'Albanie voisine (cette popula-tion qui avait été installée par les Ottomans). Les Serbes ne constituent alors que le cinquième de la population, mais ils ne sont pas prets d'abandonner une province qui fut le berceau historique de leur Etat. Il y avait aussi le problème de la Macé-

l'administration fédérale de la Ligue, ou ce qu'il en reste, et de l'Etat n'est qu'apparence. La crainte du pire – le pire est évidenment la menace soviétique - a disparu depuis que l'URSS a suffisamment à faire avec ses propres problèmes sans se charger de ceux des antres. Avec cette crainte, a peut-être dispara le ciment de l'unité yougoslave. Reste la seule institution dont la compétence, quoique contestée, s'étende à toute la fédération l'armée, une armée qui se préoccupe de la défense du socialisme. Qu'est-ce que ce socialisme? On ne le sait trop, mais il faut bien s'approvisionner de quelques formules de ce genre pour affirmer une légitimité. Tito avait inventé, ou réinventé l'autogestion. pour justifier son communisme privé du label moscovite. Les perspectives de la Yougoslavie ne sont pas brillantes, e'est le moins qu'on puisse dire, mais sait-on jamais avec ce mort-né qui va sur ses trois quarts de

BERNARD FERON



ì.

Les grandes villes ont plutôt boudé le « oui »...

Les premiers résultats partiels du référendum du 17 mars sur le maintien de l'Union soviétique montrent que les grendes villes ont plutôt boudé le « oui », qui n'a recueilli que 50,02 % des suffrages exprimés à Moscou, 50,9 % à LenIngrad, 44 % à Kiev, 34,1 % à Sverdlovsk. En Russie, la question

supplémentaire sur l'élection d'un président au suffrage universel, test de la popularité de M. Boris Eltsine, fait un bon score à Moscou et à Leningrad.

Les résultats du vote rural pourraient toutefoie contrebelancer celui des villes. Les Républiques d'Asle centrale, d'autre part, ont massivement voté pour l'Union. En Lituanis, l'ermée soviétique a libéré, lundi 18 mars, le responsable républicain de la défence, M. Audiue Butkeviciue, douze heures après l'avoir arrêté (nos dernières éditions du 19 mars) .

En Moldavie, le triomphe du président Smirnov

TIRASPOL

de notre envoyé spécial

Igor Nikolaīevitch Smirnov triomphe. 97 % de «oui» à l'Union dans sa République : qui osera dire mieux? Les résultats pas encore officiels - de la petite « République » russophone du Dniestr, qui s'est déclarée l'an dernier indépendante de la Moldavie nationaliste et ronmanophone, confirment avantageusement la ligne prosoviétique de son prési-

D'autant plus que la République dn Dniestr a voté, selon M. Smirnov, qui avance des chiffres à faire pâlir des dictateurs de républiques bananières, à près de 84 %. Qu'importe si le territoire de cette région russophone, dont Tiraspol est la s capitale», compte plus de 30 % de Moldaves... « Les Moldaves veulent vivre en Uninn soviétique, ils ne sont pas d'accord avec les autorités de leur République», affirme-t-il, bien que de l'autre côté du Dniestr, la population moldave ait masssivement boyeotté le référendum, comme l'avaient demandé les autorités élues de Kichinev, la

capitale moldave. La République de Moldavie était l'une des six Républiques d'URSS (sur un total de quinze) à refuser d'organiser le référendum gorbatebévien du

A Slobodia, ville à majorité mol-

ve mais incluse dans la micro-République dn Dniestr, la popula-tion a voté, selon lui, à plus de 86 %, dont 98 % pour l'Union... «Si la République moldave avait pu voter, les résultats nuraient été similaires », assure Igor Smirnov. Le téléphone sooce pour lui annancer les résultats de l'eutre «République» russophune de Mol-davis déclarée indépendante par des nationalistes de Kichinev, la Gagaouzie. « En République de Gagaouzie, le taux de participation, déclare-t-il, a été de 98 %. Et 98,9 % ont voté pour l'Union. » Voilà qui est mieux. A Kichinev, capitale de la Moldavie soviétique où, dimanche, les nationalistes ont presque totalement bloqué le vote, président du Dniestr concède 150 000 votants sur 400 000 électeurs, passant sur le fait qu'aucune liste électorale n'était là pour

empêcher les votes multiples. Pour

Anna Volkova, membre da soviet du Dniestr, « l'nrmée soviétique auralt dû intervenir dimanche à Kichinev, mais elle n'a rien fait à cause de la tragédie de Tbilissi » (1) qui fut, comme celle de la Lituanie, « une provocation ». M. Smirnov a télépboné an ministére soviétique de l'intérieur « mais il n'a rien fait », se désole-t-il.

A Kichinev, dénnnçant les fraudes, M. Alexandru Mosanu, président du Parlement de Molda-

Un « succès » pour M. Gorbatcher et sn «échec» pour M. Elfsine, 'affirme M. Marchais. - M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a estimé, mardi 19 mars sur France-Inter, que le référendum sur le maintien de l'Union était « un succès pour Mikhaīl Gorbatchev» et «un échec pour Boris Eltsine, qui est un homme de droite et voudrait ramener l'URSS au capitalisme», «Il y a un mois, je n'aurais pas parié un kopeck sur les résultats », a ajouté M. Marchais en affirmant que M. Gorbatchev e « une majorité pour son projet d'union. (...)

résultats des républiques du Dniestr et de Gagaouzie. «Le centre, dit-il, cuntinue sa politique basée sur la force et le mensonge ». JEAN-BAPTISTE NAUDET

(1) Le 9 avril 1989, l'armée soviétique nationaliste géorgien à Tbilissi, tuant une vingtaine de personnes. Le 13 janvier

Sur ses bases-là, une URSS nouvelle peut être mise en place avec des droits réels pour les Républiques ; c'est un pas en avant et je m'en félicite ».

□ Visite de parlementaires français en Litmanie. - Deux sénateurs français, MM, Claude Huriet et Michel Pelchat, et un député, M. Michel Destot, se sont rendus en Lituanie pour assister, le 11 mars, aux cérémonies marquant le premier anniversaire de la proclamation d'indépendance de cette république balte. A cette occasion, ils ont remis le Prix populaire de la paix eu président lituanien, M. Vytautas Landsbergis. **ALLEMAGNE**

M. Björn Engholm a présenté la nouvelle équipe du SPD

M. 8jörn Engholm, ministreprésident du Schleswig-Holstein, qui doit succéder eu moie de mai prochain à M. Hans Jochen Vogel à la présidence du Parti social démocrate, a présenté, lundi 18 mars, au comité directeur ses deux principeux collaborateurs. Il e'egit da M. Kariheinz Blessing, jusqua-là bras droit da M. Franz Steinkühler, président du puissant syndicat da la métallurgie, qui deviendre secrétaire général en remplecement de Mr. Anke Fuchs, et de M. Comélie Sonntag, guarante-neuf ans, député, qui a été désignée comma future porte-parole du parti.

de notre correspondant

La relève social-démocrate est ainsi plus « nordique » et plus proche du mouvement syndical. M. Björn Engholm, cinquante et un ans, avait accepté d'ajnuter à sa cherge de ministre-président du Land le plus septentrional d'Alle-magne la responsabilité de diriger le parti après le refus de M. Oskar Lafontaine de devenir chef de l'oppositioo à Bonn. Il avait cependant mis comme condition que le direction lui donne carte blenche pour eboisir les personnes qu'il allait placer oux postes-clés du parti.

Le SPD n'avait en fait guère le choix. La cuisante défaite aux élections législatives du 2 décembre et le retrait boudeur en Sarre de son « porteur d'espoir », M. Lafon-taine, avaient laissé un parti déségalement constitué une épreuve pour une social-démocratie allemande partagée entre ses réflexes pacifistes et son souei de ne pas s'isoler des autres partis socialistes et sociaux-démocrates européens qui soutenaient l'actinn des alliés.

M. Engholm a réfléchi longtemps avant de choisir ses plus proches collaboreteurs, et s'est en définitive décidé pour des personnalités peu connues du grand public, mais dont le parcours indique bien la direction qu'il entend imprimer au parti. M. Karlheinz Blessing, trente-trois ans, écnnnmiste et sociologue, est tout à la fois le penseur et le stratège de l'IG Metall, le plus pnissant syndicat de hranche du monde occidental.

Style moins baroque

ll s'était attaché ees derniers 🐔 mois à l'implantation du mouvement syndical dans l'ex-RDA, non sans quelque succès comme le démontre la mohilisation, sous l'égide de l'IG Metall, des manifestants de Leipzig. Sa nomination devrait contribuer à normaliser les relations entre le SPD et les syndicats, qui s'étaient quelque peu dégradées dans la période où M. Lafontaine contestait leur stratégie de lutle pour la diminution du temps de travail sans réduction de salaire.

Mª Cornélie Sonntag, quaranteoeuf ans, sera la première femme à exercer les fonctions de porte-parole du SPD. Ancienne journaliste 🦸 à la radio de Hambourg, elle a fait son eotrée au Bundestag en 1988 comme remplaçante de Mª Heide Simonis, deveoue ministre des finances du Schleswig-Holstein. Elle fait partie de cette «équipe de Nordiques», qui, dans le sillage de M. Engholm, est en passe d'imposer au parti uo style moins baroque, mais, espèrent-ils, plus efficace que celui de M. Lafontaine.

LUC ROSENZWEIG

Une conséquence inattendue de la perestroika en France

La mort de « Dom Knigi » la Maison du livre étranger

La Maison du livre étranger, de distribution occidentaux, ni spécialisée dans la fourniture les règlements douaniers, ni les soviétiques et plus connua soue le nom de Dom Knigi (« la maison du livre »), a été mise ce mois-ci an liquidation judiciaire. Son chiffre d'affaires avait baissé de 40 % an qualques mois, principalament en raison des difficultés qu'alla éprouvait à s'approvisionner en URSS.

C'est une très mauvaise nouvelle pour les soviétologues et pour les étudients de le chone russe en général, et pas seulement en Frence : le Meison du livre étranger len feit du livre ruesel était en effet leur grand fournieaeur, et sa dinparition n'eat pas le moindre paradoxe à un moment où l'intérêt pour l'URSS est plus vif que jamais.

Autre paradoxe : la vieille meisna da la rue de l'Eperon. qui evelt aurvéeu eux cherretions du stalinisme et aux hanquises de la guerre fruide a succombé eux charmes de le perestrolka.

Uu monopole cassé en 1989

A la «bnnne» époque, is Meison du livre étranger recevait régulièrement de 10 000 à 12 000 ouvrages soviétiques par sn., sur les 50 000 publiés sonuellement so URSS et les 15 000 qu'alle commandait. Tnut passait par l'organisation soviétique Mejknigs (le « livre international »), seula habilitée à exportsr et hien entendu à recueillir les devises dont ni lae éditeurs, ni les auteurs ns

voyalent la couleur. Ce systèma et ce monopole nnt été cassés en 1989, date à lequells le anuvernsment de Moscou s autorisé les maisons d'édition, comme d'silleurs d'autres entreprises, à commercer diractement evec l'étranger. Mais catte mesure bonne dans son principe n'e pas eu l'effet escompté : les édileurs soviétiques, à Moscou comma dans les républiques, ns connsissent ni lae circuits

4:

modee de facturation. Si plueieurs ont pris l'habitude de vendre les droite de traduction pour leurs livres, ils ne se sont pas montrés intéressés à commercialiser leur production onginale, nurtout à un nombre aussi réduit d'examplairea (pas nlun de dix an moyenne pour les ouvrages que commanden la maison parisiennel.

Maie il n'éteit pas queetion pour autant de leisser ce eoin eux « perasites » de le Meikniga, victimes da leur mauvaise réputation pessée. Résultat : plue rien n'arrive à Paria, de gros ellenta comme la Bibliothèque de documentation internstinnele contemparaine de Nanterre, qui commendait et recevait quelque 200 titree par mois, en reçoit mains d'une

Un émigré hant en couleur

Quant aux ahonnemente eux périodiques, ile sont servis tant bien que mel (encore que maints nouveeux inumeux « perestroikistes » solant hoycottés par les canaux afficiels, mais ils ne représentaient que le quart des 10 millions de chiffre d'affaires de la maison.

La Maison du livre étranger evait été fondée en 1932, sous son premier nom de Dom Knigi, par un émigré d'Odessa haut en couleurs, paseé presque sans transition de l'armée tsariste à la légion étrengère, Michel Ksplan. Après sa mort en 1979, ses deux fils Boris et Georges Delorme (du nom qua leur père evsit pris sous l'Occupation| avaient repris et déve-Inppé l'entreprise, natamment par une gestion informatique sussi moderne que la vieille boutique de la rue de l'Eparon était poussiéreuse, at qui leur evait permie de bettre leurs reree concurrents dens la monde: 60 % des ventes allaient vers l'étrangar, notamment vere las grandes bibliothèques univsraitelrae das Etats-Unis et du Canada.

MICHEL TATU

La visite du ministre allemand des affaires étrangères M. Genscher a dû traiter à Moscou

de plusieurs différends germano-soviétiques

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Pour sa première visite en URSS re des attaines etra gères de l'Allemagne réunifiée, M. Hans-Dietrich Genscher s'est efforcé, lundi 18 mars, de dissiper l'impression que le transfert de l'ancien dirigeant est-allemand, Erich Honecker, d'un hôpital de la banlieue de Berlin à Moscou, avait jeté un froid dans les relations avec l'URSS. Les protestations allemandes ne semblent pas devoir aller au-delà des pétitions de principe. Personne, en effet, n'avait intérêt à ce qu'un procès soit l'occasion d'un grand déballage sur les rapports entre Moscou et Berlin-Est dant quarante ans.

Le deuxième problème bilatéral

concerne le retrait des troupes soviéti-ques stationnées dans la partie orien-tale de l'Allemagne. La encore, M. Genscher s'est vouln rassurant: le départ de ces soldats suit le calendrier arrêté, a-t-il dit. Cela n'a toutefois pas été le cas en janvier et février, où seulement la moitié du contingent prévu a quitté l'ex-RDA. Les difficultés sont de deux ordres : la Pologne, par laquelle une partie de ces troupes devrait transiter, bloque le passage à cause d'un désaccord sur le calendrier de retrait des troupes soviétiques pré-sentes sur son propre territoire. Var-sovie voudraît que tout soit terminé d'ici à la fin de l'année alors que Moscou veut conserver les troupes jusqu'en 1994, sous prétexte qu'elles sont nécessaires nu transit de ses forces stationnées en Allemagne, d'où

elles doivent partir avant la fin 1994. Le différend soviéto-polonais pourrait être réglé lors de la visite que le prési-dent Walesa doit faire en URSS, mais dont la date o'a pas encore été fixée. A Bonn, on craint aussi que les

Polonais, comme les Soviétiques, demandent une «rallonge» en deut-schemarks pour accélérer l'évacuation, M. Gorbatchev a Cailleurs sou-levé, devant M. Genscher, le problème du rachat des biens immobiliers soviétiques dans l'ex-RDA.

Les Allemands déportés de la Volga

Les Allemands se sont déjà engagés à verser à l'URSS 13 milliards de DM (environ 44 milliards de francs) pour financer le départ des troupes ainsi qu'à construire des logements en URSS pour les militaires rapatriés, mais les Soviétiques commencent à mais les Soviétiques commencent à dire que l'ou e vu trop juste. Les Aliemands ue paraissent pas disposés à payer plus, du moins tant que les lignes de crédits déjà accordées ne seront pas épuisées et que les transformations économiques en Union soviétique ne permettront pas une utilisation optimale de ces fonds.

A propos des troupes soviétiques en Allemagne, Moscon a, en outre, mani-festé une certaine irritation face au refus des autorités de Bonn de rendre les quelque deux cents déserteurs.

L'Etoile rouge, journal de l'armée, soulignait, mardi, que ce refus était contraire aux accords passés.

Enfin, M. Genscher a attiré l'atten-tion de ses interlocuteurs sur le sort

des Soviétiques d'origine allemande dont il e rencontré des représentant Ces Allemands, descendants d'immigrés artirés en Russie par Catherine II, out été pour la plupart déportés par Staline pendant la guerre, de leur République de la Volga vers le Kazakhstan. Ils seraient encore su total deux millions en URSS. Réunis en congrès à Moscou à la mi-mars, leurs représentants ont réclamé la reconstitution de leur République autonome, laissant clairement enten-dre qu'un refus de Moscou les pousserait vers l'exode.

M. Gorbatchev a promis à M. Genscher de les recevoir personne

mais n'a pris aucun engagement sur la reconstitution de la République de la Volga. Moscou souhaite visiblement régler le problème sans créer un précédent. La situation de l'Union est suffisamment chaotique pour que le pouvoir central ne se lance pas dans des transferts de population et des rectifications de frontières entre les Républiques qui ne feraient qu'accélé-rer le démembrement de l'empire.

cer le demembrement de l'empire.

Coïncidence? L'Etoile rouge de mardi dénonçait une « opération de diversion idéologique » dans la publication, à Kalimingtad, d'un nouveau journal intitulé le Messager de Konigsberg, dont la dernière page est rédigée en allemand. « D'un point de vue juridique, Königsberg n'existe pas », affirme le quotidien de l'ammée. Une manière contre l'idée évoquée ici on en garde contre l'idée évoquée ici ou là d'installer les Soviétiques de souche nande dans la ville de Kant.

DANIEL VERNET

GRÈCE

Rome a demandé à Athènes l'extradition de l'organisateur du détournement de l'« Achille-Lauro »

La police grecque a ennoncé, lundi 18 mars, que l'Italie a demandé à la Grèce l'extradition du militant palestinien Abdoul Rahim Khaled, accusé d'evoir organisé la prise d'otages à bord du paquebot italien Achille- Lauro en octobre 1985. Le «cerveau» de ce détournement a été arrêté le 5 mers à Athénes en compagnie de trois Grecs (le Monde du 19 mars). La police n découvert une bomhe au domicile des quatre hommes et estime qu'ils préparaient un attentat contre une succursale de la banque Barclays dans la capitale grecque.

Abdoul Rahim Khaled, cinquante-sept ans, est considéré comme le hras droit du chef du Front de libération de la Palestine (FLP), Aboul Abbas. Jugé par contu-mace en Italie, il a été condamné en 1987 à la prison à perpétuité. Lors du détonrnement, un passager infirme, Léon Klinghoffer, avait été tué et son corps jeté par-dessus bord. - (Reuter.)

D ROUMANTE : l'ancien chef de la Securitate condamné à trois ans et demi de prison. — La Conr suprême de Ronmanie a condamné, lundi 18 mars, à trois ans et deni de misonie de la condamné. ans et demi de prison le général Iulian Vlad, ancien chef de la police secrète (Securitate) pour l'arrestation illégale d'un dissident, M. Dumitru Mazilu durant le soulévement populaire de décembre 1989. Le général Vlad est impliqué dans deux autres procès. Il est notamment accusé d'arrestation illégale de manifestants et de complicité de meurtres en série. -(Reuter.)

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

BELGIQUE « Parijs (Paris) »

8RUXELLES de notre correspondant

Un des charmes - et aussi une des difficultés - du voyage en Belgique, destination plus exotique qu'il n'y paraît depuis Paris, est le

qui il ri y paran depuis rans, est le mutilinguisme franco-ménfandais et la rivalité entre communautés. Sur l'autoroute Paris-Liège, par exempla, des dizaines de penneaux ponctuent le trajet pour indiquer à l'automobiliste qu'il sort d'une récion francophone pour antrer dans une autre région, néerlandophone celle-là, et inversement. Pour faire bonne mesure, le nom

des destinations change aussi à chaque fais : la Britannique qui avait prie la route de Liège sa retrouve brusquement à destination ds Luik, à charge pour lui de sere utilisée. Cela donnera per

Les autorités viennent de prendre conscience du danger que consti-tuent, pour le sécurité de tous les usagers, les hésitations d'un chauffeur étranger qui, croyant rouler vers Lille, se trouve brusquement devent un panneau indiquant Rijsel le nom flamand de la métropole

française du Nord. Un arrêté royal publié au Moniteur du jeudi 14 mars et modifiant le code de le route tente de pallier l'inconvénient. A partir du 1= avril, les destinations étrangères devront être mentionnées dens plusieurs langues. Les gros caractères serviront pour indiquer la chemin dans la langua de la région; entre parenthèses, et en petits caractères, la langue du pays de la destination

exemple en région linguistique flamande : Parijs (Paris); en région linquistique francophone : La Haye (Den Haag); et en région bilingue : Aix-la-Chapelle-Aken (Aachen). Le quotidien le Soir, qui donne

ces exemples, souligne que certains panneaux risquent d'être passablement chargés. Pour accorder aux gestionnaires des routes le temps de s'adapter à le nouveille situation, un délai de mise en application est préw jusqu'en 1995 Pour compliquée qu'elle soit, cette isation est sans doute préférable à l'utilisation systématique de l'anglais, préconisée par certains Belges, qui voient dens le parler anglo-américain un remède aux maux du bilinguisme.

JEAN DE LA GUERIVIERE

La maria de la companya del companya de la companya del companya de la companya d

A Dessau, rien n'a changé...

sonnes, sur une population de 100 000 habitants, sont parties l'an-née dernière chercher un travail à

Un ghetto difforme

Antant devraient les suivre cette

année. « Ceux qui s'en vont sont sur-tout des jeunes, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés » remarque M. Thomas Steinberg, passé de l'op-position an régime communiste à la

rédaction du journal local Mittel-

deutsche Zeitung. C'est une perte de matière grise que ne compenseront pas les sommes importantes dont dispose l'Office du travail pour atté-nuer le coût social de la crise. Syndi-

calistes, patrons, responsables com-munaux : tout le monde est d'accord

pour estimer que l'on va vers la catastrophe si l'on ne réussit pas, d'une manière ou d'une autre, a

relancer rapidement l'activité. «Le couvercle de la marmite est prêt à

sauter», affirmait, le 7 mars dernier, le directeur d'Abus, une entreprise

de mécanique, an cours d'une réu-

Suite de la première page

Plutôt que d'allonger les listes des chômeurs, le gouvernement fédéral préfère payer les entreprises – tant qu'elles sont encore en vie – pour qu'elles gardent leur main-d'œuvre current des leur main-d'œuvre surperflue dans leurs effectifs...

La capitale de l'ancienne princi-pauté d'Anhalt n'est pas au bout de ses tracas. S'il n'y a pas eu jusqu'ici encore de faillites retentissantes, on ne donne pas cher de la peau de plune donne pas cher de la peau de plusieurs grosses entreprises aux installations trop vétustes, notamment dans la chimie. Les dégraissages en cours sont sévères. «40 à 50 % des places de travail sont menacées dans la métallurgie et l'électromécanique à Dessau même, soit 10 000 emplois», constate amèrement M. Michael Schorer, le représentant du syndicet IG Metall venu sentant du syndicat IG Metall, venu de Hanovre pour diriger l'organisa-tion locale. En 1990, les métallos avaient obtenu une garantie de non-licenciement qui expire en juin 1991. Sa prolongatinn n'est pas à l'ordre du jour.

La fragilité de l'industrie locale est encore accentuée par son extrême dépendance (estimée à près de 80 % des commandes) du marché soviétides commandes) du marché soviéti-que et des pays d'Europe de l'Est. «Si les contrats avec l'URSS sautent, ici personne n'a aucune chance l'», souligne M. Schnrer. L'exemple typique est la firme Waggonbau Dessau, dant la production de wagons frigorifiques était jusqu'ici pratiquement exclusivement desti-néa à l'Ilaina soviétique. Au cours née à l'Uninn soviétique. Au cours du dernier semestre (après l'union monétaire), son chiffre d'affaires est tumbé de 404 à 216 millions de

A la suite de longues négociations entre Moscon et Bonn, qui a garanti un crédit à l'URSS, la société vient de signer pour 1991 un contrat de livraison d'un montant de 500 millions de dentschemarks. « Il n'y aura pas de licenciements massis », affirme le jeune chef du comité d'entreprise, M. Mathias Putze. Sur les tableaux d'affichage syndicaux, est ableaux d'affichage syndicaux, la liste de ceux qui sont au chômage partiel pour la semaine est aussi lon-gue que celle de ceux qui travaillent.

« On est sauvé pour cette année, assure un jeune homme, mais tout sera à recommencer pour l'année prochaine ».

Pertes de matière grise

« Waggonbau» n'a pas échappé à une réduction de ses effectifs qui sont passés de 3 500 à 2 750 per-sonnes, par le jeu des retraites anti-cipées ou des départs valontaires 250 licenciements sont programmés de licenciements sont programmés 250 licenciements sont programmés pour juin prochain. La firme Magnetband, fundée il y a une dizaine d'années pour fuuruir elle aussi les marchés du Comecon et qui produit des bandes magnétiques, a vu ses effectifs fundre également en quelques mnis de 2 000 à 600 personnes.

A ce prix, et à condition de trouver des capitaux, cette entreprise a quelque chance de s'en tirer si l'URSS reste solvable, le temps de trouver d'autres débouchés. « On neut recommencer à travailler ». peut recommencer à travailler», souffle le directeur, M. Walter Hersouffle le directeur, M. Walter Her-rmann, qui envisage avec optimisme les négociatinns en cours avec un pool d'investisseurs pour la privati-sation de sa société par la Trenhand, le fameux holding d'Etat auquel a été confiée la tutelle des 8 000 entre-prises de l'ancienne RDA. Le coût humain des compressions d'emploi est lnurd pour la ville. 5 000 per-

Cinquante mille personnes ont manifesté à Leipzig contre le chômage

BERLIN

de notre correspondant

Les Saxnus ne sont pas peu fiers d'avoir été le fer de lance du mnu-vement de contestation de l'automne 1989 dans l'ancienne Allemagne de l'Est qui précipita la chute du régime communiste et aboutit à la réunifica-tion allemande. Un an jour pour jour

Si la coîncidence avec l'anniver-saire des électims était un peu un hasard, le chnix d'un lundi ne l'était pas. En 1989, le lundi était à Leipzig le «jour de manifestatinn» après la prière pour la paix de l'église Sait-Ni-coles.

nion de chefs d'entreprise à l'occa-sion de la naissance de la société municipale d'encouragement à l'in-

EUROPE

Dessau n'est pas Dresde nu Erfurt, mais elle n'est pas sans atout. A mi-chemin entre Berlin et Leipzig, sur l'Elbe, ancien fief d'une famille sur l'Ebe, ancien fief d'une famille princière; les princes d'Anhalt, renommés pour leur avant-gardisme, Dessan était le siège, avant guerre, des fameuses usines d'avions Junkers. Son nom est associé an célèbre mouvement du Bauhaus, qui a tant influencé l'architecture mondiale, et qu'elle a abrité jusqu'à son interdiction par les nazis. L'école est toujours là. L'exemple du Bauhaus n'a guère influencé malheureusement les urbanistes communistes. Détruite à près de 80 % lors des bombardements de 1945, Dessau est l'exemple même d'une reconstruction absurde, avec un centre-ville qui ressemble à un ghetto de banlieue difforme.

La nonveile société d'encourage-

La nouvelle société d'encouragement à l'investissement entend prendre la municipalité par les épaules pour faire le nécessaire. Il faudra aux responsables davantage de poigne qu'anjourd'hui et une bonne dase d'imagination ponr redorer le biason de leur cité. Un an et demi après la chute du régime communiste, celle-ci bâille toujours d'ennui autour de sa seule attracd'ennui autour de sa seule attrac-tion : un énorme théâtre de 1 200 places construit par les nazis,

ENCORE UN PETIT EFFORT!

En apparence, rien n'a changé à Dessau depuis l'unina manétaire, sauf le commerce. Les VRP de l'Ouest grouillent en ville. Pour essaver de se prémunir contre des lendemains difficiles, tout le monde s'adonne au porte-à-porte pour tenter de vendre quelque chose. Le petit commerce a été largement privatisé. Gaby, la petite libraire, n'a

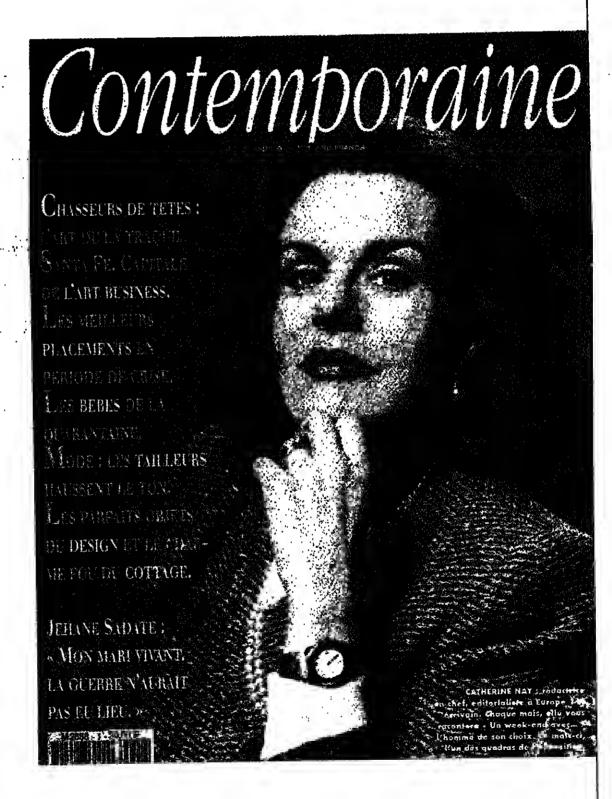
pas eu de chance. Elle avait trouvé les crédits, mais le géant de l'édition allemande, Bertelsmann, lui a-t-on dit, a fait une meilleure enchère. Beaucoup de ses collègues not pu en revanche racheter.

cer une nouvelle société, est une entreprise hasardeuse, car nn ne trouve pas d'endroit où s'installer. Les banques ne prêtent que si elles ont des garanties, c'est le cercle

vicieux. Tout le monde attend que partis à l'exception des anciens communistes, et conduite par un maire dn parti libéral, M. Jürgen Neubert, – fasse quelque chose. Jusqu'à présent elle a géré l'attente. Le bud-get de 1991 (130 millions de deutschemarks) a été préparé sans que l'on connaisse les recettes. Elles sont, de facto, quasiment nulles.

PANL

HENRI DE BRESSON



Contemporaine. Le magazine des femmes qui ont du pouvoir. Nº 1. Aujourd'hui chez tous les marchands de journaux.

Lundi soir, les syndicalistes, l'aile militante de l'Eglise, les mouvements qui ont lancé ce fameux automne 1989 et ceux qui ont manifesté cette année contre la crise du Golfe, ant défilé sur le Ring, comme il y a un an ci demi. Et un nouveau rendez-vous a ci demi. Et un nouveau rendez-vous a cit emi. Et un nouveau rendez-vous a cit emi.

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

L'ayatollah Khamenei, le guide spirituel de l'Iran, préconise un gouvernement « islamique » à Bagdad

guerre civile irakienne se précise de plus en plus. Au cours d'une rencontre avec une délégation libano-palestinienne, le Guide de la république slemique, Ali Khamenei, e déclaré, lundi 18 mars, que le président irakien Saddam Hussein était «dangereux » et «devait partir», et e préconisé un gouvernement «islamique» à Bagdad.

Selon Ali Khamenei, M. Saddam Hussein est « dangereux et nuisible pour le mouvement islamique et pour les intérêts des musulmans ». « Nous espérons, a-t-il dit, qu'un gouvernement islamique et vraiment populaire arrivera au pouvoir dans ce pays ». Il s'agit de la première déclaration offimeioy, appelant explicitement à l'instauration d'un régime religieux en Irak. Auporavant, il avait été moins précis et s'était contenté de déclarer que « seul l'islam pourait sauver le peuple d'Irak des malheurs

L'intervention de l'Iran dans la qu'il connaît depuis si longtemps, sous la politique maléfique de ses dirigeants ». Pour sa part, le président iranien Rafsandjani avait été plus prudent en invitant à plusieurs reprises Saddam Hussein à se démettre, sans toutefois préconiser la création d'un Etat islamique à Bagdad.

Les grands ayatollahs iraniens - ils sont une demi-douzaine - commencent également à prendre part à le campagne anti-irakienne. L'eyatollah Mohamed Reza Golpayegani, qua-tre-vingt-neuf ens, et généralement fort discret, a dans un message rendu public lundi, déconcé « le silence des instances internationales devant les crimes perpétrés par le régime de Bugdad contre le peuple irukien». Il a stigmatisé en outre les attaques con-ire les lieux saints de Nadjaf et de Karbala qui, a-t-il souligné, constinuent une insulte contre « les sanctuaires de l'islam et son prophète».

La radio de Téhéran continue à consacrer l'essentiel de ses informo-

M. George Bush souligne l'urgence d'une solution de paix au Proche-Orient

une paix globale au Proche-Orient, e déclaré le président George Bush, lundi 18 mars, en soulignant qu'il fallait faire vite pour ne pee retomber dans le statu quo de l'evant-guerre du Golfe qui serait « inacceptable ».

Le président américain qui venait de recevoir le secrétaire d'Etat. M. James Baker, de retour de sa tournée au Proche-Orient et à Moscou e également sjouté : «le climat (..) est probablement meilleur qu'il ne l'a jamais été » Il a toutefois indiqué que M. Baker et lui même devaient se retrouver pour une nouvelle réunion de travail approfondie

Interrogé plus tard lors d'une cérémonie à la Maison Blanche, M. George Bush a insisté sur les

ell y a des raisons d'espérer » trois problèmes prioritaires à régler : celui du Liban, celui du Golfe et la question israélo-arabe. Se refusant à faire état d'un calendrier précis en ce qui concerne une solution su problème israelo-palestinien, le président américain s confirmé que les dates du voyage qu'il envisage de faire su Proche-Orient n'evaient pas encore été fixées. Selon des sources américaines, ce voyage qui devrait

conduire M. Bush en Egypte, su

Ue soldat de retour du Golfe tué à Detroit. - Un soldat américain reotré du Golfe e été tué lundi 18 mars, à Detroit (Micbigan), dans le quartier où il bebitait, d'uoe balle tirée depuis une voiture, a annoncé la police. Anthony Riggs, un ieune Noir de vingt-deux

Koweit, en Arabie saoudite, en Israel et peut-être en Turquie devrait avoir lieu dans la troisième ou quatrième semaine d'avril.

Enfin, M. Bush a souligné que la première tâche à laquelle il allait se consacrer serait d'obtenir un cessezle-feu définitif dans la région du Golfe. A cet égard les ailiés préparent un texte de résolution qui devrait être proposé à l'ONU en fin de semaine et qui devrait imposer dee sevères conditions à l'Irak. -

sns, était rentré le 8 mars du Golfe, où il s'occupait de batteries de missiles anti-missiles Patriot. Il deveit reprendre son poste à la base de Fort Bliss (Texas) la semaine prochaine. Oo ignore si sa mort a un rapport avec le consiit du Golfe. ~ (AFP.)

Au Koweït

plus limité que les eutres jours. On e mangé du riz, bu de l'eau.

D'habitude, la nuit venue, on se

gavsit de sucreries, de man-

ques, de fraises. Cette ennée,

Un jeune

de huit mois

La télévision, rétablie de jus-

tesse deux joure evant le début du smaden, ne diffuse qu'une

heure d'informations chaque

soir. On est loin des pro-

ment distrsysnts, réservés jadis

à cette période de l'année. Frus-

tration. La fête souligne plus

cruellement encore les priva-

Certaina ee réfugient dans la

prière : «Lorsqu'on e vu la mort

de près, on est forcément plus

religieux», dit un leuns homme.

D'eutres se ratranchent dens la

protestetion peasive : «Ce

matin, reconte un catholique

j'ai rencontré deux de mes voi-

sins musulmens; l'un e sorti

une cigarette en disant : « Nous

evons dějà jeûné depuis huit

mois, pourquoi se priver main-

VÉRONIQUE MAURUS

tenant?»

tions de la vie quotidienne.

grammes epéciaux, particul

on a eu deux oranges. »

Triste ramadan

KOWET

« Ah I ce n'est pas un ramsdan i ». Odette s secoué la tête, l'œil noyé. L'appartement encombré de bibelots, de tapis et de plantes vertes, est éclairé faiblement à la lueur d'une unique bougie « ... donnée par une volsine », précise-t-elle en offrant du thé, du riz et en ejoutent : « C'est tout ce qu'on e. » Elle soupire. « mes nerfs sont usés », et s'évanoult tranquillement dans un fauteuil tandis que sa fille nous rassure : « Ce n'est rien, ce lui arrive tout le temps depuis l'arrestation de papa par les trakiens. »

ell n'y a pas de maison sans chagrin, dit Nadie, une jeune étudiante en arts décoretifs. Ce ramadan est différent à cause de ceux qui msnquent et que I'on e perdus. » Nostalgie, frustration, lassitude. Le ramadan à Koweit, cette ennée, ne respays e connus. « Jadis, raconte Leila, le cerême était une vraie féte. On se levait tard, on jeūnait, mais, le soir, les rues étaient pleines. Les familles, les emis se réunissaient pour diner, bavarder, regarder la télévision. grignoter des friandises. On se couchait à 3, 4 heures du metin. C'étsit le meilleur mois de l'ennée... ».

Nostelgie. Le couvre-feu a beeu être levé depuie le premier jour de la fête religieuse, les rues de Kowelt, le nuit tombée, restent désespérément vides Même le perede qui, cheque soir depuis le libération, remplit le front de mer, s perdu de se spontenéité. L'euphone des débute est depuis longtsmps les chents, lea cris, lee tirs de

s'inquiète fusil vers le ciel. Les voltures bondées de gens silencieux de Palestiniens

bala. - (AFP.)

Fête sociale sutsnt que religleuse, le rsmeden, cette snnée, a perdu l'une de ses d'électricité et de nourriture e tué toute vie sociale. Si certains Koweltiens ont été en Arsbie seoudite pour procéder à leure depuis deux semaines. emplettes, le plupert sont restés chez eux craignant de ne pouvoir revenir. e Hier, dit Nsdis, l'ordineire était encore

troirement arrêtés et torturés, aussi De son côté, le département

que des membres des forces de l'ordre et de la résistance koweïtienne maltraitaient des étrangers et en expulsaient certsins, mais a assuré que le gouvernement y était opposé et tentsit de les en

L'smbassade des Etsts-Unis à Koweit a trouvé « des preuves de mouvois traitements isoles contre des personnes occusées de colloboration », s déclaré un porte-parole du département d'Etat. – (AFP.)

Amnesty International des accusations de torture

tions à lo situation en Irak. Elle o

effirmé que, « depuis le début des

troubles en Irak, entre douze mille et

seize mille personnes ont été tuées

dans les villes saintes de Nadjaf et de

Karbala». Le porte-parole du dépar-

tement d'Etat, M. Richard Boucher,

lieux saints chiites dans la ville de

Karbala, avaient été endommagés au

cours des récents combats. Il e par

eilleurs confirmé que les rebelles

kurdes contrôleot une grande partie

du Kurdistan, précisant que les

pechmergas semblaient contrôler les

villes d'Erbil et de Souleymanieh,

tendis que Kirkouk et Mossoul

nementales. Il a ajouté que la situa-

tino d'ensemble dans le sud était

«incertaine» et que les combats

continuaient le loog des coors infé-

rieurs du Tigre et de l'Eupbrate et

aux alentours de Nadjef et de Kar-

seraient oux mains des forces gouver-

également confirmé lundi que les

Amnesty Internetional a demandé, lundi 18 msrs, uoe « enquête indépendonte » sur de nombreuses informations qu'elle orbitraires et de torture » de Palestiniens et de ressortissants de certains autres pays srabes su Koweit.

L'organisation de défense des droits de l'homme indique que des Palestinieos ainsi que, notamment, des Soudanais et des Irakieos ont été, selon ces informations, « arbibien par des civils koweiliens ormés que par des membres des forces ormées». Amnesty note toutefois qu'il « est trop tôt pour que nous pulssions confirmer » ces informa-

d'Etat sméricain a reconnu, lundi,

M. Shamir refuse d'envisager la restitution du Golan dès l'ouverture de négociations avec la Syrie

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Pas question de négocier svec la Syrie sur le Golan, pas question noo plus de se retrouver à une table de discussions avec les Palestinions réputés modérés qui oot récemment pu rencontrer M. Jsmes Baker à Jérusalem, A prendre au pied de la lettre, les déclarations faites, lundi 18 mars, à la Knesset par le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, il semble que le « nouvel étot d'esprit » noté par le secrétaire d'Etst américaio lors de sa tournée d'après-guerre au Proche-Orient n'aura pas résisté longtemps aux exigences de la politique intérieure israélienne.

Invité par deux partis d'extrême droite participant à sa coalition gouvernemeotale à s'expliquer sur les déclarations d'ouverture à la Syrie faites pendant le week-end à (le Monde du 19 mars), le premier ministre, qui s'exprimait à huis clos devant la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, a, selon la radio israélienne, fait la mise au point suivente : « Ce que M. Ehud Olmert a voulu dire, c'est que lorsque nous arriverons à la table des discussions, les Syriens pourront nous réclamer le Plateau du Golan et nous, nous répondrons non. C'est alors que les négociations pourront

Cette approche du problème, qui cadre parfaitement avec la stratégie traditionnelle du gouvernement contacts directs avec les pays arabes sans sucun préalable. pourrait permettre, selon M. Shamir, « de parler de paix, de coopération économique et des chemins qui y menent», « Mois je ne connois pas beaucoup de pays, a ajouté le premier ministre, qui seroient disposés à mener des négaciotions à condition d'occepter de renoncer à une partie de leur terri-

Possible conférence à onze

Occupé depuis 1967, le plateau du Golan n'a pas encore été formellement annexé - comme le fut Jerusalem-Est – mais, depuis 1981. e'est la loi israélienne qui y règne. Une nuance juridique qui explique en partie l'inquiérude de quelques milliers d'Israéliens qui s'y sont installes (le Monde du 23 février).

Quant à uoe éventuelle conférence à onze (Etats-Unis, URSS, Israël et huit pays arabes de la région) qui pourrait avoir lieu an Caire et dont la presse sméricaine

se fait l'echo depuis quelques jours, M. Shamir n'a pas vonlu s'engager outre-mesure, fout en réaffirmant son soutien à l'idée. d'une initiative régionsle, le premier ministre a fait savoir aux députés que « rien de spécifique n'u été progrommé » sur ce sujet avec le secrétaire d'Etat américain. Il a fait part, co outre, de sa « ferme opposition » à la participation, au seio d'une delegation jordano-palestinienne, des persoonslités nationalistes des territoires occupés qui avaient rencontré M. James Baker la semaine dernière à Jérusalem,

4 De Yasser Arojot ou de Foyçal llusseini, a déclaré M. Shamir, je ne sais pas qui est le plus dangereux. " Considéré comme l'on des leaders palestiniens les plus marquants des territoires occupés. M. Husseini, qui dirigeait la delégation reçue par le secrétaire d'Etat, avait fait savoir que le siège de l'OLP à l'unis avait autorise cette rencontre. Alors qu'un député travailliste lui demandait, lundi. avec quels Psiestiniens il accepterait éventoellement de discuter. le premier ministre s rétorqué : ∠ C'est oux pays orabes de trouver. des représentants modérés pour . remplocer les rodicaux de l'ancienne générotion, »

PATRICE CLAUDE

de l'Acadèmie française

DIAGONALES

EUX cent mille morts ? Trois cent mille ? On ne sevait toujoure pes, cette aemaine-ià, combien de victimea irekiennee evalent fait la guerre du Golfe ; et B5 % des Français, apparemment. vivalent trae bien evec cette epproximation.

Après des centaines d'heures de « direct » et de tables rondes entre experts galonnés, il éteit devenu évident cette semelne-là, que l'information n'était pas plus fiable, en économie de marché, que dens les pires dictatures : et on s'eccommodait fort bien de ce dément eu catéchisma libéral.

Cette semeine-là, George Bueh demenda à toutes les Eglises américaines de ramercier le ciel pour la victoire occidentale sur l'obscurantieme. Il étain enfin envisageable que la planàta entière reconneisse comme universel le droit mede in USA, gsgé sur la monnaie et lee ermes les plue écrasantes. Que les affamés des sntipodee courent eprès les rêves du Midde-West, telle était l'unique pensée de le fin du siècle. Et personne pour trouver à redira à cet « ordre nouveeu » du plue performent, einon quelquee tiers-mondistes attardés, quelquea curetone meeos.

Cette semaine-là, on e'apprêtait à condamner définitivement l'intégrisme musulman, et à célébrsr Léon Bloy, prophète d'un temps sans berguignsge politique où Dleu « egira enfin seul, comme il lui plaira ».

Cette semaine-là, le pouvoir ami des faiblee décide de texer les vieilles bagnoles, les buveurs d'eau, et de fêter le printemps par la reprise des expulsione de locataires. On est un Etat de droit ou on ne l'est pas 1

Cette semaine-là, un intellectuel chouchou des médiae décréta à la foie la fin des maîtresà-penser et... ce qu'il fallait penser de cette feillite, réduisant les espérences décuee de millions d'humiliés à des bsssesses Rive

maie en fonction de la surface publicitaire de chacun, sucune voix discordante ne e'éleva : et personne ne vit dens catte ebsence de débat un danger pour la recherche de le vérité

Cette semaine-là parut eur les écrans un film de Bertrand Blier, Merci la vie, d'où il rassortait que le vérole et le sida étaient les seulee melfaçone de l'existence dignes d'ettention parce qu'inexorablee; et on trouve bien ertistiques cette rudesse sans Issue, ce gommage des frontières entre le réel et les fantaemes, cet enterrement décisif des luttee économi-

Cette semeine-là, on entandit un vieil aner ex-enfant de le rue reprocher eux ouvriere d'erseneux, ses frères d'hier, de profiter de ls guerra, comme il l'eureit reproché à des petrons, libree, eux, de choisir leur gagne-pein ; et personne pour rappeler à cette grande gueule gauloise que l'habileté du capitalisme à « mouiller » ses victimea est la plus eournoise de see ruees. Depuis que le profit est devenu la « moins mauvaise » des solutions, lui voir des tarea, c'est être suspect de préférer Ceausescu

Cette semaine-là, les jeunes paumés de l'île de le Réunion, comme ceux des benlieues métropolitaines, n'sn pouvaient plue de rester le nez collé eux vitrinee de la eociété merchande, et de subir, sans travail, sans même l'espoir de s'endetter, ses incitations de drogueuse. Et personne pour trouver mieux à leur envoyer que les CRS.

Cette cemeine-là, des voyous mystérieux ont continué à feire gicler eur nos beaux veguement srebee, sans même dire suprême insulte aux honnêtes gens - le pourquoi de ces crachats peints. Et personne pour se demander ce qu'il en coûte de ne posséder sur terre qu'une bombe à salir le bien d'eutrui.

BERTRAND POIROT-DELPECH

Cette semaine-là, les désordres d'Albanie et de Yougoslavie, einsi que le référendum de Gorbatchev, ont confirmé le non-viebilité de tous les communismes, quels qu'ils soient ; et personne, psrbleu I, pour regretter la sale alternative faiseuse de goulag et de misère.

Cette eemaine-là, il fut un peu plus admis que droit, vérité et talent eppartenaient dorénsvant sux seuls détenteurs de la force, de l'entregent et du pognon.

ETTE semeine-là, ce fut aussi celle où les bourgeons ont explosé. C'était si soudein, cette éclosion des feuilles futures, cet avenir poieseux qui se déchiffonneit en une nuit, qu'on aurait dit du temps rendu visible, comme les nuages rendent palpable l'espece. La nature était bonne fille, elle si chienne à ses heuras avec ses virus furtifs, de ne pas manquer le vieux rendez-vous.

Plece aux puissants, ou sux faibles ? Ces suintements mireculeux eu aecret des branches et de nos cœura, ces fragilités duveteuses brusquement changées en conquête, en gloire : fallait-il y chercher des leçons pour nos affaires humaines ?

C'était tentant, depuie que la raison, discréditée à force d'evoir cautionné des systèmes criminels, ne hasardait plus sucun enseignement, n'osait plus voir, dans les événements, qu'une erborescence sans loi...

Sane loi ? Allons donc ! Celle du plus fort, plus que jamais. Et, cette foie, sans psrtage,

EN BREF

☐ M. Rocard en Snisse le 26 mars. - M. Michel Rocard se rendra le 26 mars à Berne où il devreit notemment rencontrer le président de la Coofédération, M. Flavio Cotti. Il sers secompagné de Mer Elizabeth Guigou et de MM. Pierre Joxe et Louis Besson.



☐ Inauguration do Centre de prévention des conflits de la CSCE. -Le Centre de prévention des décidée lors du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Peris en novembre 1990, e été Il est dirigé par M. Bent Roseothal, un diplomate danois spécialiste des questions militeires, et comprend manent de la CSCE s été inaugure le mois dernier à Prague. – (AFP.)

□ Retour des premiers Mirsge-2 000 de l'opération « Daguet ». -Les quatre premiers Mirage-2 000 RDI nyant pris part à la guerre du Golfe sont rentrés, lundi 18 mars. sur la base aérienne 115 d'Orange, en provenance d'Arabie saoudite. où ils étaient stationnés depuis le 18 janvier. Les pilotes ont été accueillis par le général Jesn Fleury, chef d'état-major de l'armée de l'air. Mercredi 20 mars, un Jaguar et deux autres Mirage-2 000 RDI devaient regagner la France. Il restora alors dans lo Golfo vingtquaire appareils de combat et de

Ce printemps-là

ou le libra formetion des opinions.

quee sur fond de ciel plein de pue et d'or.

geuche. Le contradiction s'exerçant désot- monuments ravalée de neuf leurs aignetures

deperce estima specialistics i Part And Leave MARKETINE A Photo Citob et a Secretary and marie didirector CAMBER SERVICE S

Limited As **HUNGENCOMP** coconci. Fi v WHIS OD DIES

PLANS IN LIS GRA

DETATOR VINE CONTRACTOR COMME DEVERSOR BER unperson. - Being there er ag THE PROPERTY OF

nous chez Pa considerate con DA SINT THE Cest to much développe le 1 monde, perme d'accumuler de volent sur Pro-MOUS DESCRICE OF ingiaer bankiga Pan Ant, en tar De même,

estime que les - d'être recompe A poster du office de ant l'opportunité d rapidement, su destinations qu Airlines pougra

> sur Pan Am. et WorldPass sar I Et chaeun e mainicnant de programme de Pan Am et celui

PAN AM 1991 RAPPORT D'ACTIVITE NO 5

ET MAINTENANT LES BONNES NOUVELLES.

Dans le monde des affaires, un évènement a rarement fait couler autant d'encre et donné lieu à autant de spéculations que l'accord Pan Am/United Airlines, approuvé maintenant à la fois par le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement britannique.

Ses implications promettent d'être particulièrement bénéfiques pour les deux compagnies ainsi que pour les passagers.

United Airlines y a gagne d'importantes nouvelles routes pour Londres. Pan Am un nouveau capital d'exploitation qui lui est essentiel. Et vous, passagers, y gagnerez sur tous les plans.

PLUS DE MILES A GAGNER POUR LES GRANDS VOYAGEURS, PLUS : SOUVENT, VERS PLUS DE DESTINATIONS QUE JAMAIS.

Dans de nombreux pays, là où la règlementation le permet, les compagnies aériennes ont développé des programmes de fidélisation - Frequent Flyer Programs - donnant droit à des voyages gracieux aux passagers ayant accumulé un mileage

Alors que de nombreuses compagnies aériennes traitent ces programmes de fidèlisation comme de simples promotions, nous, chez Pan Am, nous les avons toujours considérés comme une façon de dire à nos passagers "Merci d'avoir choisi Pan Am". C'est la raison pour laquelle nous avons développé le WorldPass®, programme de fidèlisation des voyageurs le plus complet au monde, permettant aux passagers d'accumuler des miles à chaque fois qu'ils volent sur Pan Am. Plus vous volez, plus vous gagnez de miles, pour ensuite les utiliser pratiquement à travers tout le rèseau Pan Am, en tant qu'invité Pan Am.

De même, United Airlines a toujours estimé que les grands voyageurs mentaient d'être récompensés, et le fait avec son formidable programme Mileage Plus®.

A partir du 3 avril, chaque programme offrira des améliorations notoires, dont l'opportunité de gagner des miles plus rapidement, sur plus de vols, vers plus de destinations que jamais.

Les membres du Mileage Plus de United Airlines pourront désormais gagner des miles sur Pan Am, et inversement, ceux du WorldPass sur United Airlines.

Et chacun de ces programmes offrira maintenant de nouvelles récompenses - le programme de récompense du Mileage Plus proposera les destinations internationales Pan Am et celui du WorldPass comprendra toutes les destinations desservies par United

Airlines - offrant ainsi aux passagers des deux compagnies de multiples destinations à travers le monde.

Les membres du WorldPass volant sur Pan Am bénéficient également de comptoirs spéciaux d'enregistrement, du traitement prioritaire des bagages ainsi que du privilège exclusif de pouvoir réserver à l'avance leurs repas parmi les menus WorldClass Cuisine. Les surclassements commencent à 10 000 miles seulement, les voyages internationaux gratuits à 30 000 miles.

L'accord entre Pan Am et United Airlines a eu une autre conséquence bénéfique. United Airlines a créé un fond de garantie de 100 millions de dollars pour les billets émis par Pan Am. Pour tout renseignement, contactez United Airlines.

PERSONNE NE CONNAIT L'AMERIQUE LATINE AUSSI BIEN, ET NE L'A DESSERVIE DEPUIS AUSSI LONGTEMPS QUE PAN AM.

L'Amérique du Sud fut le premier des cinq continents ouverts par Pan Am au voyage aérien américain à partir des USA. Nous avons grandi avec l'Amérique

Nous avons grandi avec l'Amérique Latine et l'avons aidée à grandir, depuis plus de 60 ans maintenant.

De Mexico à Maracaibo, en passant par Rio de Janeiro, Sao Paulo et Buenos Aires, nous avons des horaires qui peuvent aider à rendre les voyages d'affaires plus faciles et vos vacances plus réussies.

Au cours de l'année 1990, nous avons ouven trois nouvelles destinations en Amérique Latine - San Pedro Sula, Belize et Managua. En 1991, nous en avons ajouté deux - Cancun au Mexique et Recife au

Pan Am offre des correspondances faciles vers 17 destinations latino-américaines importantes, au départ de Miami et New York, nos portes d'entrée vers l'Amérique Latine.

TOUJOURS N°1 AU DEPART DE L'EUROPE, ET DE LOIN.

L'une des clauses de l'accord entre Pan Am et United Airlines dont on a beaucoup parlé était le transent d'un certain nombre de routes sur Londres de Pan Am à United Airlines.

Nous souhaitons mettre l'accent sur le fait que Pan Am continue à voler vers Miami et Détroit au départ de Londres (aéroport de Garwick).

Nous prévoyons pour l'été plus de vols transatiantiques non-stop au départ de

l'Europe continentale et de l'Europe de l'Est que jamais auparavant dans notre histoire. En fait, nous ajoutons des vols directs de Oslo, Amsterdam, Zagreb, Lisbonne et Barcelone pour New York,

Globalement, nous continuons à avoir des vols sans escale à partir d'un plus grand nombre de villes européennes vers les Etats-Unis qu'aucune autre compagnie aérienne au monde.

Au départ de nos principales portes d'entrée américaines, New York, Miami, Détroit, San Francisco, Los Angeles et Washington, Pan Am propose des correspondances pour 40 villes américaines.

"LES BERMUDES, LES BAHAMAS, LES CARAIBES. PAN AM A INVENTE LES VACANCES AU SOLEIL.

Le premier voi commercial américals jamais effectué au-dessus des eaux internationales a été le vol Pan Am à

destination des Caraïbes en 1927. Aujourd'hui, nous volons vers les Bermudes, les Bahamas et les Caraïbes, desservant 18 îles au soleil.

5 nouvelles destinations supplementaires cet hiver: la Jamaïque aux Caraïbes et 4 desservies par Pan Am Express - Marsh Harbour, Treasure Cay, Rock Sound et Governor's Harbour, toutes aux Bahamas.

Et le plus agréable, c'est que ce large éventail de destinations, associé à la fréquence de nos vols, vous permet à la fois de sélectionner les vacances au soleil qui vous plaisent et de partir lorsque vous le désirez - ou lorsque vous en avez besoin.

LE MONDE DE PAN AM, TOUJOURS UN TRES GRAND MONDE.

Aujourd'hui, Pan Am conúnue à être la compagnie aérienne américaine numéro un sur le plan international, volant au départ des 6 plaques tournantes américaines vers plus de 110 villes dans 51 pays sur 5 continents.

Appelez votre agent de voyages ou Pan Am pour toute réservation ou tout renseignement.

Nous sommes impatients de partager notre monde avec vous. Encore et encore.

Soland

Thomas G. Plasken
Président Directeur Général
PAN AMERICAN WORLD AIRWAYS, Inc.

PAVAM

DIPLOMATIE

Le voyage de M. Roland Dumas au Mexique, au Venezuela et au Nicaragua

Paris et Caracas insistent sur l'idée d'une conférence pour régulariser le marché pétrolier

A l'issue d'un voyege marathon qui l'a conduit en trois jours dans trois pays - le Mexique, le Venezuela et le Niçaragua, – le ministre des effaires étrengères, M. Roland Dumas, est rentré à Paris mardi 19 mars. A Mexico et à Ceraces, il a évoqué le projet franco-vénézuélien d'une conférence des pays producteurs et consommateurs de

MANAGUA

de notre envoyé spécial

Malgré un train d'enfer imposé par la longueur des trajets entre les capi-tales visitées, et des programmes sur-charges, M. Dumas était visiblement ravi par les contacts établis avec ses différents interlocuteurs, auxquels il s'est souvent adressé dans un espa-gnol très châtié.

Chez le président mexicain, M. Carlos Salinas, il a naté la force de caractère impressionnante pour mener à bien une entreprise, di-il, visant à transformer le pays en profondeur sur les plans économique et politique S'accept de M. Parent il et politique S'accept de M. Parent il et plans et politique S'accept de M. Parent il et plans il et plans et politique S'accept de M. Parent il et plans et politique s'accept de M. Parent il et plans e politique. S'agissant de M. Perez, il a souligné sa « sagesse dans la gestion des offaires de son pays » et il a rap-pelé que, lors d'un séjour à Caracas, en octobre 1989, le président Fran-çois Mitterrand avait établi des « relations personnelles de grande qualité » avec lui.

M. Dumas a annoncé à cette occasinn que M. Perez se rendrait en visite officielle en France au cours du deuxième semestre de cette année. Il a évoqué aussi la «très grande identité de vues entre la France et le tite de vues entre la France et le Venezuela à propos de la situatian dans le Golfe, en particulier sur le point le plus fondamental, le problème palestinien ». Affirmant que « rien de juste ni de stable ne pourro être entrepris ou .Mayen-Orient sans un règlement en profandeur du problème palestinien », il a souligné, « compte tenu des circonstances invoacompte tenu des circonstances favo-rables, l'urgence d'engager le proces-sus de paix en organisant une uu des conférences internotionales » sur ce thème,

M. Komplektov

ambassadeur d'URSS

à Washington

successeur désigné de M. Bes-

smertnykh, recemment nommé

ministre des affaires étrangères,

au poste d'ambassadeur de l'URSS à Washington, ont indi-

qué lundi 18 mats des soutcea

quante-neuf ans, M. Komplektov a le même «prafil» que son ministre : sorti comme lui de l'Institut des

relations internationales de Moscou dans les années 50, il a été deux fuis

en poste aux Eiats-Unis, pendant

plus de huit ans au tutal, avaot de

prendre, en 1978, la direction du

service chargé du même pays au

En décembre 1982, quelque temps

après la murt de Brejnev, il laissait ce poste à M. Bessmertnykh pour

devenir vice-ministre des affaires

étrangères, charge plus spécialement

de l'Aménque latine et des relations économiques internationales. A ce

titre, il a voyagé bien davantage, ces dernières années, chez les «enne-

mis» de Washington, tels Cuba et le

Nicaragua, qu'aux Etats-Unis, et n'a participé à aucun sammet avec Washington.

Tout en lui dannant leur agré-

ment, les autorités américaines ont

tenu à souligner l'impression mitigée que leur a laissée cet ancien de la

périade de «stagnatian» : « Il est

généralement considéré comme quel-

qu'un manquant quelque peu d'hu-

dure, et à l'occasion comme un polè-

niste », a commenté l'un de ces res-

M. Michel Levêque

ambassadeur à Rabat

M. Michel Levêque s été nommé

ambassadeur de France au Maroc

en remplacement de M. Jean-Ber-

[Né en 1933, M. Michel Levèque est licencié en droit et ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-

mer. Il e été mitamment en poste à

comme conseiller politique auprès du secrétarist de l'OTAN. Directeur

adj $oldsymbol{a}$ inı des affaires africaines et mal-

gaches à t'administration centrale de

1983 à 1985, il a été ambassadeur à Tripuli de 1985 à 1989. Depuis,

affaires africaines et malgaches au

ministère des affaires étrangères.]

Leveque était directeur des

Moscou, Sofia, Tunis et Bruxetles

ne un partisan de la ligne

ministère à Moscoul

diplometiques américaines. Diplamate de carrière agé

M. Viktor Komplektov est le

pétrole pour éviter les fluctuations trop fortes des cours du brut.

A Managua, il a participé lundi à la séance inaugurale de la septième rencontre ministérielle des pays membres de la Communauté économique européenne et des cinq gouvernements d'Amerique centrale, euxquels se sont joints cette ennée les représentants du

Haîti a occupé une place plus importante que prévu dans une cunversatiun de trois beures dimanche avec le chef d'Etat vénézuélien. « Nous avons constaté, a déclaré le ministre français, une volonté commune d'aider la démocratie en Haïti et d'agir ensemble dans notre appui au président Aristide pour assainir la situation inquiétante dans loquelle d o trouvé son pays : confu-sian des pouvoirs, rôle de l'armée, désorganisation de l'Etat, etc. » La France pourrait notamment partici-per à la reconstruction du réseau électrique, qui est en très mauvais

Le projet d'une conférence visant à a rapprocher » les producteurs et les consommateurs de pétrole a été évoqué à Caracas et à Managua. M. Dumas a rappelé qu'il s'agissait à l'origine d'une initiative de M. Perez et que celle-ci était devenue depuis une « praposition franco-vénézué-lienne visant à régulariser le marché du brut, la crise du Golfe ayant révélé la frogilité du marché pétrolier ».

« Il ne s'agit pas, a-t-il ajouté, d'une démorche similaire à celle des Etats-Unis qui veulent ovant tout assurer leur approvisionnement. Natre objectif cunsiste à éviter les fluctua-tions trop brutales qui nuisent oussi bien aux pays consommateurs qu'aux poys producteurs, les baisses de prix pouvant remetire en cause les projets développement de ces derniers. » M. Dumas a annoocé que des consultations auraient lieu dans les procliaios jours avec l'arrivée à Mexico d'une mission française char-

gée du dossier et le voyage à Paris de « personnalités vénézuéliennes »,

A Mexico comme à Caracas, le ministre a « constaté et regretté les insuffisances des rapports bilaté-raux». Plusieurs projets d'investisse-ment ont été évoqués, en particulier avec le Mexique, où France-Télécom a récemment pris une importante participation dans Telmex, au moment de la privatisation de la société des téléphones.

Selan M. Dumas, le Mexique, « partenaire de l'avenir », souhaiterait accroître la coopératioo evec la France – son sixième partenaire économique - dans les secteurs des transports (trains et prolongement du métro), du traitement des eaux, de l'environcement mais aussi dans l'amélioration de l'enseignement, avec la créatian d'écoles sur le modèle des instituts universitaires de technologie. Le ministre a rencontré à deux reprises le responsable de l'éducation, M. Manuel Bartlett, et annoncé que celui-ci inviterait soo collègue français, M. Lionel Jospin, à se rendre à Mexico pour «approfondir les discussions sur ce thème».

Eloges à M™ Chamorro

Le séjour à Managua s'est déroulé dans un contexte tout à fait différent, compte tenn de la tragédie économi que que vit ce pays après plus de dix ans de guerre et de révolution. C'est une capitale qui porte encore les marques du séisme de 1972 qui accueille cette année la réunion des ministres des affaires étrangères de la Cummunauté européenne et des pays d'Amérique centrale (la rencontre a lieu alternativement en Europe et en

« groupe des Trols » (Colombie, Mexique,

Au cours d'une brève intervention, il e confirmé la volonté de l'Europe et de la France d'accroître leur coopération avec cette région du monde et d'a sider à le consolidation des droits de l'homme en Amèrique centrale ».

> Amérique centrale depuis 1984). Au Nicaragua, il a donc été davantage question d'assistance au développe-ment que d'échanges économiques. M. Dumas a évoqué la «possibilité d'une aide exceptionnelle» en faveur de ce pays. Il a abordé en même temps les problèmes que poserait l'extension aux pays d'Amérique centrale des avantages douaniers accordés aux produits tropicaux en provenance des pays andins pour les aider à lutter contre la culture de la coca en développant des produits de substitution. La Commission européenne devra donc étudier le préjudice subi par l'Amérique centrale pour décider s'il y a lieu de lui accorder de tels Les autorités oicaraguayennes ont

fait part de leur « très grande satisfaction » à propos de la «solidarité» exprimée par M. Dumas à l'égard du processus de démocratisation engagé depuis la victoire de M= Chamorro aux élections de février 1990 qui ont mis fin à dix ans de révolution sandiniste. Il est vrai que le ministre a eu des mots très agréables pour la prési-dente, dont il a vanté « le charme tranquille et l'autarité naturelle qui lui ont permis de convaincre tous les secteurs de lo société d'accepter un plan d'austérité extrêmement dur », «En privilégions le dialogue et la réconciliation, a-t-il ajouté, elle o fait ovoncer lo démocratie, et la France l'aidera donc dans toute lo mesure de

BERTRAND DE LA GRANGE

AFRIQUE

A TRAVERS LE MONDE

BULGARIE

Deux travailleurs immigrés vietnamiens tués

lors d'affrontements

avec la police

Ls gnuvernement vietnemisn a nfficiellsment · pruteeté, lundi 18 mars, à la auite d'incidenta entre travailleurs immigrés vietnemiena et palice bulgere, qui ant fait deux morts et une vingtaine de blessés dimanche à Sofia. Le viceminietre vietnemien des effaires étrangàres s demandé à la Bulgerie que soient « punies sévèrement les personnes ayent ceusé cet incident grave et que soient prises des mesures urgentes et fermes pour mettre fin à ces activités » envers le cammuneuté vietnemienne, dont lea effectifs sont estimés à environ treize mille.

Ces Vietnamiens, qui traveillent pour des entreprises bulgeres en vertu d'sccorda signés psr les enciene dirigeents communistes de Bulgerie, ont ls réputetion d'être responasbles de nombreux délits. Environ aept mille sont sans emploi et ettendent leur repatriement. De nombraux Vietnamiens sa trouvent dene une situation simileire dens les eutres paya d'Europe de l'Est et en URSS. -

COLOMBIE

Le cartel de Medellin menace de reprendre

la guerre

Les « extradables », bras armé du cartel de la drogue de Medellin, ont menacé lundi 18 mars, dens un communiqué à la presse, de reprendre la guerre contre les autorités. les affirment qu'ils feront exploser des bombes d'une tonne de dynamite chaque fois qu'un des leurs sera arrêté par la police. Ils ennoncent également que les journelistes qu'ils retiennent en otages « seront exécutés si les disparitions de nos compa-

gnons se poursuivent». Les «extradables » détiennent depuis six mois M. Francisco Santos, directeur de la rédaction du principal quotidien colombien, El Tiempo, et depuis quatre mois M= Maruja Pachon, directrice de l'institut cinématographique Focine. - (AFP.)

ITALIE

Décès

du ministre du travail Carlo Donat Cattin

Carlo Donat Cattin, ministre du travail italien, est mort dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 mars dans une clinique de Monaca, à l'âge de soixante et onze ans. Il a succombé à des complications rénales et respiratoires à la suite d'une intervention dans un centre de chirurgie cardiaque

Né en 1919 en Ligurie, connu pour ses talents oratoires parfois abrupts et sa pugnacité de négociateur, il avait débuté comme journaliste avant de s'engager dans le syndicalisme chrétien. Député démocrate-chrétien de Turin en 1958, puis ministre du travail en 1969, il avait réussi une médiation difficile entre le patronat italien et les syndicats des métallurgistes durant «l'automne chaud » de 1969, soutenant dans les faits les revendications des leaders syndicaux. Par la suite, il avait été ministre chargé du Mezzogiomo, de l'industrie et de la santé avant de retrouver le poste de ministre du travail en juillet 1989. Sa disparition porte à trois le nombra des portefeuilles vacants dans la gouvernement. - (AFP.)

a INDE : cinquante-six morts au Pendjab. - Vingt-sept extremistes sikhs militant en faveur de l'indépendaoce du Pendjab ont été tués par les forces de sécurité indieooes, an cours de fusillades, samedi 16 et dimanche 17 mars, a annoncé Inndi l'agence indicoce PTI, Vingt-neuf autres personnes des civils, pour la plupart - ont tronvé la mort daos des incidents liés à la campagne sikh. ~ (AFP.)

SOMALIE : face aux risques de disette et aux rivalités claniques

Le gouvernement provisoire souhaite obtenir la reconnaissance des pays arabes

Le premier ministre, M. Omar Arteh Ghaleb, deveit entemer, lundi 18 mers au soir, une tournée dans les pays arabes (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Qatar, Omen et Bahrein), afin de faire reconneître le gouverne-ment provisoire installé à Mogadiscio et d'obtenir des aides financières pour la reconstruction du pays. De son côté, le secrétaire d'Etat françaia à l'action humaniteire, M. Bernard Kouchner, était ettendu, merdi. en Somelie. M. Kouchner devrait faire escale à Mogadiscio, Berbeira et Hergheise, evant de gagner l'Ethiopie, jeudi, pour une visite de quelques heures. MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Sanglés dans leur uniforme beige, béret bleu sur la tête, les policiers ant réapparu dans les rues de Magadiscio, après deux mois d'absence. Ssns armes, munis de leur seul sifflet paur régler une circulation quasi inexistante, ils sont surtaut là pour rassurer la populatian et symboliser ce retour à la normale vaulu par les autorités.

Dans les quartiers, les babitants se mobilisent contre l'insécurité. ils s'organisent sous la direction d'un respansable, appuyés par des miliciens du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), le mouvement armé qui cuntrole la capitale. Après l'anarchie, les pillages et les vials qui unt eu lieu pendant le « bataille de Magadiscia », ces mesures d'autodélense collective permettent, sans nul doute, de

réduire la délinquance. A l'aeroport, les policiers veillent désormais à ce qu'aucuoe arme ne circule. Il y a deux semaines, l'arrivée d'un avion-cargo italien avait fait munter la tension sur le tar-mac, où des dizaines de personnes attendent toujaurs de pouvoir quitter la Somalie. Au moment où l'ap-

pareil décollait, après avoir déposé quelques tonnes de vivres, une fusillade avait éclaté, faisaot quatre morts et une vingtaine de blesses, selon des témoins. Cet incident meurtrier, peu propice à encourager les organisations huma-Oitaires désireuses de rouvrir leurs bureaux désertés depuis décembre, avait conduit le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, à annuler sa mission daos la capitale soma-

> Sanpoudrage alimentaire

Tant que les combats cootinuent contre les deroiers fidèles de l'ex-président Syaad Barre, explique un officiel, il sera difficile de désarmer les miliciens. « Et comment accueillir de nouveaux délinquants en prisan, njaute-t-il, alars que naus n'avons pas les mayens de nourrir les détenus?

A Mogadiscio, on s'affale à l'idée que les secours n'arrivent pas à temps et que les pénuries alimentaires entraînent une nouvelle vague de pillages. Les stocks épuisent et aucune livraison massive n'est en vue. Les Italiens ont opté paur le saupoudrage : quel-ques tonnes de vivres déposées, ici et là, dans les grandes villes somaliennes. Incamprébensible pour beaucoup, l'attitude italienne signi-fierait, selon les observateurs, que Rome donnerait beaucoup plus si les Sumaliens s'attelaient à la réunification du pays.

« En ce moment, nous avons des problèmes bien plus cruciaux que la réconciliatian natianale, rétorque le docteur Mohamed Daher, chargé de réorganiser les services de santé. Naus ne demandons pas que l'un reconnaisse le gouvernement provisoire mais les besoins vitaux de lo

Les diplomates hésitent, eux aussi, à s'aventurer en Somalie, msis leur préoccupation se réfère aux divisions elaniques plus qu'à l'insécurité. L'ironie du sort veut qu'aujourd'hui la volonté de dialo- gouvernement. « Nous devons ouvrir

gue du gouveroement soit anuibi-lée par l'impossibilité de communiquer avec les autres forces politiques, octamment le Mouvement oational somalien (MNS), qui contrôle le nord du pays. Le réseau téléphonique est hors d'usage et le deroier avion qui assurait les liaisons intérieures vient de tomber en

« Il nous fout un gouvernement mondoré par le peuple, insiste M. Hussein Bod, présideot du comité exécutif du CSU, et cette conférence de réconcilintion natlo-nale doit avoir lieu. » Le gauvernement provisoire, soupçooné par les autres mouvements d'être à la solde du CSU, a fioi par accepter de les consulter pour fixer la date et le lieu de cette réunion, que certains voudraient voir se tenir en terrain neutre.

> Des voisins aux aguets

Autre sujet d'inquiétude pont les dirigeants du CSU: l'évolution de la situation à Kisimayo, le grand port du Sud, où sont retranchés les derniers fidèles de l'ex-président: ces soldats professionnels résistent foniones aux combattant inspecté. toujours aux combattants inexpérimentés du CSU. Et la population d'origine darod (confédération de clans opposés aux Hawiyés du CSU et aux Issaks du MNS) aurait décidé de faire front cootre ces communautés rivales et de s'opposer à leur domination. Dans les pays voisins, on suit la

situation avec attentian. Le Kenya e accneilli quelques boat people qui ont débarqué à Mombasa,

a CENTRAFRIQUE: comination d'un premier ministre. - Le président Kolingba e nommé, veodredi 15 mars, à la tête du gouvernement, M. Edouard Frank, cinquante-sept ans, ancien ministre d'Etat chargé de la coordination du conseil des ministres et des relations avec le Parlement. Auparavant, le président assumsit lui-même la direction du

alors que les dignitaires de l'ancien régime oot investi les grands hôtels de Nairobi. Mais, à Mogadiscio, oo se dit préoceupé par la réserve keoyane, qoi pourrait cacher uo soutien noo avoué aux nouveaux rebelles qui tieoocnt Kisimayo et la régioo frontalière.

L'Ethiopie, qui se mésie des visées de son voisin sur l'Ogaden, n'e pas oon plus réagi au changement de régime à Mogadiscio. Mais elle n's jamais fait mystère de son soutien aux maquisards du MNS. Cherche-t-elle à exploiter l'inimitié qui oppose, au sein du CSU, le président provisoire, M. Ali Mahdi, et le général Aideed, son rival malheureux, voire à attiser la sourde concurreoce que se livrent les Hewiyés et les Issaks ? Une Somalie divisée et affaiblie rassurerait le président Menguistu, qui, de surcroît, fait face, en ce momeot, à une offensive générali-sée des rebelles érythréens et

Le gouveroement provisaire a déjà annoncé l'envoi d'une déléga-tion à Addis-Abeba puis à Nairobi. Pour l'heure, la Somalie, tournée sur elle-même, affronte des problèmes plus graves que l'isolement diplomatique, à savoir la séche-resse et la disette. Le Comité interoational de la Croix-Rouge a déchargé 350 tonnes de vivres et de médicameots dans le port de Mogadiscio. Seloo les estimations de l'UNICEF, quatre millions et demi d'eutochtones ont besoin d'une aide d'urgence. JEAN HÉLÈNE

grandes les portes et procèder à un ras-semblement, afin que tous les fils du pays se senient concernés par l'œuvre importante à mener», a notamment déclaré M. Frank. – (AFP, Reuter.)

a ÉTHIOPIE : les étrangers ont commencé à quitter Addis-Abeba. ~ Les familles de diplomates en poste à Addis-Abeba ont commencé à quitter le pays, en raison des combats qui ont

TOGO: après les manifestations en faveur du multipartisme

Le président Eyadéma amorce le dialogue avec l'opposition

Après avoir reçu les représentants de l'opposition pendant plus de cioq beures, lundi 18 mars, à Lomé, le président Eyadéma a finalement accepté le priocipe d'une amnistie générale en faveur des personnes condamoées pour des délits à caractère politique et a donné son seu vert pour la création de partis. C'est, en tout cas, ce qu'ont sonnoncé, lundi soir, les responsables du Front des associations pour le renouveau (FAR), à l'issue de leur entretion svec le chef de l'Etat. Celui-ci, précisentils, a également screpté la réunion d'uo « Forum nutinnal de dialogue » et la créstion d'uoe « commission mixte poritaire», composée de personnalités de son choix et de représentants de l'opposition. Cette « commission » sera chargée d'établir « les modalités d'opplication de ces décisions », a indiqué le

Cette amorce de dialogue, qui survient après plusieurs journées de manifestations et d'effrontements dans les rues de la capitale, n'a fait l'objet d'aucun commeotaire officiel du gouvernement. Toujours selon l'opposition, les étudiants - fer de lance de la contestation - devaient être reçus, mardi, par les ministres de l'éducation et de l'enseignement technique. Quant au mot d'ordre de gréve générale de quarante-huit beures, que le FAR avait prévu de lancer à partir de mercredi, on ignorait encore, mardi matin, s'il serait maintenu au non. - (AFP, .AP, Reuter.)

lieu au nord de l'Ethiopie, a-t-on appris, samedi 16 mars, de sources diplomatiques. Dix-huit Américains et uoe vingtaine de ressortissants de la Communauté européenne, ont dérà quitté Addis-Abeba. - (AFP.) a GASON : le président Bongo en

visite à Paris. - Le président Omar Bongo devait quitter Libreville, mardi 19 mars, et gagner Paris paur une « visite de travail ».

Dernier déb

Pour le deuxième fois cette. esiele, les députés et les sées formes sont de les sées formes de les sesses formes de les sesses formes de les ses form session erdinaire de priesence.

(2 avril). Les periementaires avaient été consequie en aujusient été consequie en aujusient entracritinaire le 18 janvier denier pour approprer le participation de la France à le guerre du Golle. Its denient, dies mares, tirer les unseignements de percentit en entandant, dans l'anne et l'autre accombiée, une déclaet l'antre accomitée, une déche cation du gouvernement autrie d'un débat sons votg. Le servail législatif communeurs marcaull avec l'exemp. à l'Ausanthie mationale, du géolet de les laufiteurs une périeuntien de législation glottale de fonctionnement (DGF) un faussir des communes urbaines défauctaires per Monde dans 17-18 mars et calul, au Sénat, de projet de statut de le Carrie. bet de le Cures.

La rocce se déceule, le 38 Moran-dernier, dips le salon james de l'hôtel Matignos. C'est la deceater réunice d'information sur le Goille cutre la plumier ministre, ses conseillers et les délégations de parlementaires qui, durant soute lu guerre de Goille, out obtens musi, une information persilégade, et confidentielle. L'acure est gus

425 du pr

senie ci ca microo, co

fact (tigate Studies (the

voyage ca C plus number

La majorité est au projet de statut d

première lecture, mercredi 20 mars, le projet de lei pertini struct de la collectioné territo. riale de Corse, adopté le riale de Corse, adopté le 24 novembre deteler per l'Ap-semblée pétingele. Limité 18 mars, le Philippe Mandend-ministre de l'intérieur, à intégré qu'il entend défendre d'anne aucun dest d'éloses l'article pro-mier du tente, qui letroduit d'a-notion absolutement adoptes à de a peuple corsié s, connectés une le maiorité adoptes se

Le Sénat souhaitait prendre non temps pour examinet le projet de loi réformant le statut de la Corre. Les circomtantes l'aurent pari mi-deix de set expérances. Le cappor-teur du projet, M. Isoquis Larché (Rép. et ind., Soine-al-Marael, pré-sident de la commission des lois.) avait obtenu un premier menti-ca décembre dernier. Les évine-ments du Golfe, en rapoussait le senton extraordinaire prévue à out-effet à la du mois de janvier. out fait to reste.

En trois mots, le contexte a dvo-Per trois mois, le contexte a que-toé. En Corse, le tension infe de la vague d'assassinats de l'automne est retoribée. A Paris, M. Pierre Jose, qui s'était considérablement inventi dans le dossier, a cèdé la-place à M. Marchase, et l'oppesition feathit ses armet en voe de la harafile qui s'annonce pone la réforme de la docation globale de fonctionnement. Le thèhe de non-veau ministre de l'Intérieur n'en sera pas pour aniant facilitée. Vou-loie «étudier un texte au-fond», ca language sénatorial, doit se comprendre comme une laçon bon-houme de s'opposer fermement au

La majorité sénatoriale, qui s'en tient volontiers, su sujet de la Corse, à un discours sécuritaire,

POLITIQUE

Le Parlement en session extraordinaire

Dernier débat sur le Golfe avant la reprise du travail législatif

Pour la deuxième fois cette année, les députês et les sénateura vont retrouver, merdi 19 mars, le chemin du Parlement pour une session extraordinaire. Elle les mènera jusqu'à la session ordinaire de printemps (2 avril). Les parlementaires avaient été convoqués en session extraordinaire le 16 janvier dernier pour approuver la participation de la France à la guerre du Golfe. lla devaient, dès mardi, tirer les enseignements de ce conflit en entendent, dans l'une et l'autre assemblée, une déclaration du gouvernement auivie d'un débat sans vote. Le travall législatif commencera mercredi evec l'examen, à l'Assemblée nationale, du projet de loi Instituant une péréquation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) en faveur des communes urbaines défavorisées (la Monde datê 17-18 mars) et celui, au Sénat, du projet de statut de la Corse.

La scène se démule, le 28 février dernier, dans le salnn jaune de l'hôtel Matignon. C'est la dernière réunion d'informatinn sur le Golfe entre le premier ministre, ses ennseillers et les délégations de parlementaires qui, durant toute la guerre du Golfe, unt obtenu, ainsi, une information privilégiée et ennfidentielle. L'beure est aux

Le Sénat deveit examiner en

première lecture, mercredi

20 mars, le projet de loi portant-

statut de la collectivité territo-

riale de Corse, adopté le

24 novembre dernier par l'As-

semblée nationale. Lundi

18 mars, M. Philippe Marchand,

ministre de l'intérieur, e indiqué

qu'il entend défendre « sans

aucun état d'âme ». l'article pre-

mier du texte, qui introduit « la

notion absolument nécessaire »

de « peuple corse », contestée

Le Sénat souhaitait prendre son

temps pour examiner le projet de

loi réformant le statut de la Corse.

Les circonstances l'auront servi au-

delà de ses espérances. Le rappor-

teur du projet, M. Jacques Larché (Réo. et ind., Scine-et-Marne), pré-sident de la commission des lois,

avait obtenu un premier sursis

en décembre dernier. Les évéce-

ments du Galfe, en repoussant la

session extraordinaire prévue à cet effet à la fio du mois de janvier,

En trois mois, le cootexte a évo-lué. En Corse, la tension née de la

vague d'assassinats de l'aotomoe

est retombée. A Paris, M. Pierre Joze, qui s'était considérablement

investi dans le dossier, a cédé la

place a M. Marchaod, et l'opposi-

tion fourbit ses armes en vue de la

bataille qui s'annooce pour la réforme de la dotation ginbale de fooctionnement. La tâche du oou-

veau mioistre de l'intérieur n'en sera pas pour autant facilitée. Vou-loir « étudier un texte au fond », en langage sénatorial, doit se comprendre comme noe façon bon-

homme de s'apposer fermemeut au

La majorité sénatoriale, qui s'en tient volontiers, ao sujet de la Corse, à un discours sécuritaire,

ont fait le reste.

par la majorità sénatoriale.

. An Sénat

La majorité est hostile

au projet de statut de la Corse

ses droits », souligne M. Michel Rocard après cette longue pause consensuelle. « Oui, on va se refoutre sur la gueule », phaisante le pré-sident du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua. « l'ai été heu-reux de la façon dont nos réuninns se sont déroulées et de la manière dant chacun s'est comparté », reprend le premier ministre, en sonlignant la qualité des échanges et le respect par mus de la règle du

L'opposition va-t-elle chercher à rompre le « charme » d'antant plus brutalement qu'elle a été contrainte à une cure de silence? Le RPR a déjà annancé une « bataille d'amendements » contre le prajet de M. Michel Delebarre sur la réforme de la dotatinn glo-bale de fonctinnnement (DGF). M. Bernard Pans, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a donné le ton en annoncent que le temps du consensus est « ter-miné ». « N'ous voulons apparaître, a-t-il déclaré, comme l'élèment dynamique au sein de l'apposition pour dénoncer la politique économique et sociale [du gouvernement]. »

L'examen du projet de réforme de l'administration territoriale, celui, en seconde lecture, du statut de la Corse, la réforme du mode de scrutin régional fourniront matière à affrontements. Paur autant, il n'est pas sûr que le débat dérape dans l'bémicyle, ni que le RPR, toujours eo pointe des ebevau-légers de l'apposition depuis juin 1988, soit suivi sans ciller par les troupes UDF et UDC.

rité nationaliste. Confirmément au

souhait de M. Larché, une déléga-tion de sénateurs de la commission

des lois s'est rendue en Corse à la

crise du Gulfe. Le moment était

mal eboisi. Après avoir entenda

gnée par les élns nationalistes,

devait regagner précipitamment

Paris au bout de quarante-buit

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, les hammes politiques nat plutôt « reduré leur blasm », ces derniers temps, grâce à leur attitude pendant la guerre du Golfe. Numbreux sont les parlementaires, de droite comme de gauche, qui souhaitent préserver ce contrel en internations. capital, en évitant, par exemple, de donner de nauveau le spectacle sanvent pitenx des séances de questinns d'actualité du mercredi.

L'UDF a publié, au début du mnis de mars, un communiqué précisant qu'elle entend e conduire sa mission d'opposition et de propo-sition en gardant un tan mezuré, cahérent avec son altitude pendant la crise internationale ». Les adhérents directs de la confédération, par la bouche de M. Pierre-André Wiltzer, député (UDF) de l'Es-sonne, ont émis le soubait de vair le débat politique conserver la « dignité » observée tout au long de la crise du Gulfe. M. Raymand Barre, thut en exprimant des réserves sur les trais textes qui viendront en discussion lars de la session extraordinaire, déclare, dans le numéro de mars du mensuel Vie publique, qu'il o'y est pas fandamentalement bostile.

« Poser les vraies questions »

Les centristes se félicilent de ces propos, qui les conforteot dans leur souci ancien d'avnir, face au gouvernement, une attitude d'ap-position « canstructive ». Confortaire maintenant bien rodée, M. Pierre Mébaignerie, président du graupe UDC, a présenté à l'avance les amendements au pro-jet de DGF dont dépendra le vote final de ses amis. A Matignon, on se dit, bien sur, ouvert à la discus-sion. M. Charles Millon, président da graupe UDF, n'écarte pas, quant à lui, la possibilité d'aboutir à des « convergences ».

Elles sont, selon lui, envisageables sur les dossiers de l'immigration, de l'éducation ou de la politique de la ville, mais à condition que le gouvernement « pose les vrnies questions et accepte le débat », insiste-t-il. Très sévère pour le premier mioistre, qu'il accuse de voulnir aseptiser toute discussino, il estime qu'one saioe confrontation permettrait à chaenn de trouver ses marques. «S'il y avail un premier ministre comme M. Jaxe, dit-il, un se « beugnerait », mais, nu moins, les débats seraient francs et constructifs. »

Le premier ministre devra, une nouvelle fais, jauer sur des majorités variables pour faire adopter ses projets. Sa situation n'a jamais été confortable depuis juin 1988, mais il est parveou, jusqu'à présent, à faire passer ses textes en n'utilisant que modérément, quoi qu'on en dise, le fameux article 49, alinéa 3 (engagement de responsabilité). La dernière session a montré que la conjunction des contraires (UDF-RPR-UDC-PCF) daos le vote d'une même motion de censure ne suffit pas à menacer l'existence du atouts face à ceux que l'on présente, ici nu là, comme ses successeurs potentiels. Le gouvernement n'a pas de majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais il y a des «majorités Rocard » de substitu-

Les difficultés viendmnt-elles des rangs du gronpe socialiste? Certaios amis de M. Jean-Pierre Chevenement unt « franchi le Rubicoo ». le 16 janvier, en ne votant pas la déclaration du gouvernement nu en s'abstenant. Sur plusieurs dossiers, celui des

Pour provoquer une législative partielle, sa suppléante, M= Gilberte Marin-Mosknvitz, est toute disposée à se démettre de son mandat dès qu'nn le lui demandera.

déjà marqué nettement leur diffé-

rence. Pnursuivront-ils dans cette

voie? La convention nationale du

PS des 6 et 7 avril permettra

peut-être d'y vair plus clair en attendant un éventuel retour au

Parlement de M. Chevenement.

PIERRE SERVENT

M. Michel Rocard « espère » ne pas recourir au «49-3»

M. Michel Rocard a indiqué, deuxième) afin de sortir d'un étal lundi 18 mars, sur Antenne 2, qu'il souhaite trouver « la majorité la plus large » pour voter le projet de lai sur la réforme des finances communales. Le premier ministre "espère" qu'il pourra éviter d'avoir recours à l'article 49. alinéa 3 (engagement de responsabilité du gouvernement), pour faire passer ce projet, mais il ne fera « pas de compromis » sur l'enve-Inppe financière de la « redistribu tion nécessaire » qu'il attend du vnte de ce texte pour mettre en œuvre la solidarité entre enmmunes riches et communes pauvres (400 millions de francs la première année, I milliard de francs la

de fait « scandaleux ». Interrogé sur le fait que cette ses-

sinn allait entraîner la fin du consensus et la reprise des « affrontements » politiques, M. Rocard, après avnir rendu hommage à l'« esprit de responsabilité » des éins et de l'ensemble de la population pendant la guerre du Golfe, a affirmé : « Depuis quand est-ce que les Parlements de la planète devraient etre unanimes pour que l'on soit content? En démocratie, il est logique que l'an discute, Je vous signale (...) que les Parlements, cela succède à l'arbitraire des rois et des

Les habits neufs

Cantentons-nous d'observer que la guerre a porté un coup martel à quetques mytbes nationaux qui semblaient tenir encore debout, celui du général.

ooe lumiére crue sur une certaine réalité. La référence au gaullisme devient en effet de plus en plus historique, elle est de mains eo mains npérationnelle, elle ne fonctionne plus comme un interdit, pas plus ques exemples.

à l'Amérique, qui est une constante personocile, quaod de Gaulle Ini opposait un démarquage quasi sys-tématique. Mais outre que George Johnson, l'opinion française elle-même, tous électorats confundus, est devenue majnritairement prend ainsi tout son sens, car si la

France officielle espère, par ce jeu, exercer une iofluence sur la ligne amériesine, la France profonde ne distingue plus fundamentalement les deux pays. Sans doute faut-ll y vnir le résultat des puissants mou-vements d'unification culturelle, et bientôt d'hamosénéisation idéolo-gique, qui ne suppriment pas la réalité des ennsits d'intérêts (comme le mootrent les négneia-tions dans le cadre du GATT),

L'ONU? Le « machin » brocardé par le général est devenu l'un des axes de la politique du pays accro-chée à cet attribut de la puissance – au demeurant aussi réel que le deutschemark – qu'est le siège de membre permanent an Canseil de sécurité. Au-delà, les Nations unies sant le lieu où se farge l'état de drait ioternational qui est, là enenre, une vue constante chez

L'Europe? La France s'était arcboutée sur la construction commu-nautaire des Douze pour y intégrer, et donc y tempérer, ce qui devait être la surpuissance alle-mande. Aujnurd'hui, la guerre a dissipé l'illusinn d'un rapport de forces tout entier favorable à l'Alet moins « supra-national ». Il dévoile en fait sa propre inclina-tion, qui n'est pas fédérale, mais qui sera peut-être un juur confédé-

L'indépendance enfin? La ennscience des ioterdépendances multiples et variées conduit à la recherche de nouvelles solidarités, qui ne sont pas exclusives d'une réelle autonomie.

Ce onuveau cours, qui enmporte d'ailleurs un valet OTAN non

negligeable, puisqu'il s'agit de ennvainere George Bush de la nécessité d'un pôle européen de défense permettant de refunder l'allinnee sur une hase paritaire, s'explique en grande partie par les eirconstances. Mais, d'inflexinns en inflexinns, il est elair que la politique extérieure d'aujaurd'hui a peu de choses à vair avec ce qu'elle était il y a dix ans.

Dix ans pour se défaire de l'ha-bit imposé par de Gaulle, pour se dégager des obligations gaullistes et pour pouvnir imprimer sa prapre marque. Dix ans aussi pnur se défaire de ce qui apparaîtra peut-ètre, avec le recul, comme une pareothèse, de Mitterrand premier secrétaire du PS, faisant un bnut de chemin avec la vulgate marxiste ser large - et à gauche - dans la ennquête du pnuvnir. Encure faut-il, comme aurait dit un persnnnage décidément célèbre, que « l'intendance suive ».

L'intendance, ce soot les moyens de eette politique mitterrandienne enfin révélée. Or « tenir son rang », c'est « tenir le franc »! Uoe mon-naie forte, une inflation qui pourrait bien être inférieure à celle de l'Allemagne - les experts apprécieront, - une économie ouverte, donc libérale : tous ces ingrédients restent nécessaires. Mais comment cooserver le soutien des milieux financiers internationaux sans ecotinuer siono de contrarier, du moios de faire attendre les urgences sociales? Et comment diable imprimer un a nouvel élan » sans changer de politique?

> « Raison d'Etat et fait du prince »

Il v a en théorie deux réponses possibles : soit en changeant de premier mioistre (mais ce dernier n'est-il pas l'honnête courtier de

En attendant que les contours de ce « nouvel élan » soient définis par le principal intéressé, il n'est pas d'abserver qu'avec quelques mesures de bon

empereurs. » sens, allant précisément dans le bon sens, et avec beaucnup d'allant, il est possible de faire face à un enjeu central de la société française. De ce point de vue, l'exemple de M. Delebarre, affrantant le problème de la ville en même temps qu'une bataille politique à partir d'un constat, el de mesures d'urgence, devrait être médité par

le premier ministre. Quant au président, qu'un eertain numbre de socialistes regardeot aujnurd'hui camme Lean Blum regardait Georges Clemenceau, e'est-à-dire « nu premier chef comme l'incarantion de la raison d'Etat et du fait du prince », il lui faudra malgré tnut conjurer une menace snuterraine, mais réclle, Lui qoi sait, en tous damaines, selon une formule qu'il a rendue célèbre, « donner du temps nu temps », il ne peut pas ne pas voir - hélas! - que le cours inexorable du temps lui enlévera, et ce chaque année qui le rapprochera de la fin de san septennat, une parcelle, puis une autre, de san autorité. Il lui faudra donc, à un moment ou à un autre, chercher à transformer son avaotage actuel en proposant un changement, voire un choc élec-

A moins qu'il ne continue mais cela lui a-t-il si mai réussi? de « prendre l'Histoire comme elle

JEAN-MARIE COLOMBANI

tt) Selon le sondage IPSOS publié par

□ M= d'Ornano candidate à Trouville. - M= Anne d'Ornano, maire (UDF-PR) de Deauville, a annncé, lundi 18 mars, qu'elle sera candidate à l'élection canto-nale partielle qui devra être organisée, probablement le 14 avril, dans le canton de Trouville, à la suite du décès de son mari, Michel d'Ornann. - (Corresp.)

de François Mitterrand Saite de la première page

n'éprouve guère d'attraits pour cette réforme du statut, perçue comme un cadeau fait à la minoqu'ils appartiennent à la gauche (l'anti-impérialisme, en l'espèce l'anti-américanisme, et sa versinn positive, le liers-mondisme), à la droite (l'indépendance nationale, mi-janvier, soit au plus fart de la la politique dite arabe de la France), nu au centre (la perspective d'une Europe supra-nationale). Nun pas qu'il faille imaginer M. Mitterrand tapi dans l'ombre, plusieurs acteurs institutionnels de l'Ile, la mission, d'ailleurs dédaiattendant le moment nu il pourrait enfin liquider uo héritage pesant, beures, pour cause de session extraordinaire du Parlement.

Le rapport adopté la semaine dernière en commission des lois vide en partie de soo sens le projet de loi. En s'opposant à une refonte des listes électorales, en refusant l'existence d'un véritable pouvoir exécutif et co réécrivant entièrement le fameux article premier du projet, relatif au « peuple corse » (le Monde du 15 mars), M. Larché fait le nart helle aux revendications d'un des détracteurs les plus obstinés du projet, M. François Giacobbi, sénateur (Rass. dém.) de Haute-Corse, qui s'est beaucoup dépensé pour convaincre ses collègues de la justesse de ses vues. La portée du projet devrait donc être singulièrement atténoée après soo passage à la «mulinette» sénato-

Cependant, l'opposition, très lar-gement majoritaire ao palais do Luxembourg, oe parlera pas d'une seule es même voix. Une autre mission, composée de deux sénateurs centristes, MM. Jacques Golliet (Haute-Savoie) et Marcel Rudinff (Bas-Rhin), a retiré de son voyage en Corse des enseignements plus nuancés, mais ces quelques serves ne devraient pas ébrécher la majnrité sénatoriale.

GILLES PARIS

Deux réponses possibles Plus sûrement, la guerre a jeté François Mitterrand, et qu'il peut désormais afficher sans complexe.

qu'elle n'est ane occasion de clivages internes (autres que marginaux), qui obligerait à cootinuer de s'en réclamer. Si bien que se renouvellent sous nos yeux la cooceptinn de la relatino avec les Etats-Uois, comme la visinn que l'on a de l'ONU; l'idée que l'an se fait des rapports avec les pays arabes, comme la vision que l'oo peut avoir de la construction euro-péenne, pour ne citer que ces quel-

Le soutien à l'Amérique

Les Etats-Unis? François Mitterand joue sans complexe le soutien Bush n'a rien à voir avec Lyndon pro-américaine (1). Le tnurnant

lemagne, celle-ci étant absorbée par sa propre unification : M. Mit-terrand joue done plus « national »

n est-il pas y nominete contret de cette politique qui réussit si bien au président?); soit en changeant de discours (une pratique cooser-vatrice tempérée par de bonnes paroles, ou par les bonnes œuvres, diront les méchantes langues).





libraire spécialisé ou Litec. 27 place Dauphine 75011 Paris 26 rue Souflot 75005 Paris 158 rue Saint-Jacques 75005 Paris.

En vente chez votre

Le RPR et le PR minimisent la portée du résultat de Biarritz

M. Jacques Tnubnn, député (RPR) de Paris, a regretté, lundi 18 mars sur Radio-Mante-Carlo, la défaite de l'ancien maire de Biarritz (Pyrenees-Atlantiques), M. Bernard Marie (RPR), large-ment devancé, la veille, au second tnur de l'élection municipale anticipée, par le premier adjaint sor-tant, M. Didier Barotra (UDF-CDS). Il a affirmé que ce scrutin n'était pas « une affaire entre partis ou à l'Intérieur de l'opposition ». Scion M. Touban, « if ne faut pas lui accorder lo signification politi-

Pnur sa part, le Parti républicain a indiqué qu'« il ourait préféré vair la victoire d'un moire qui n'oppar-tienne pas à la minorité outono-

HERAULT : Courunnterrul (2º tour). Inscr., 2 587; vot., 2 066; abst., 20,13 %; suffr. expr., 1 986. Liste div., conduite par M. Jean Réginard, 1 171 vnix (58,96 %), 22 sièges (22 div.); liste conduite par M. Guy Régis, PS, m. s., 815 voix (41,03 %), 5 sièges (4 PS et 1 div. s.).

[Ce scrutin a été rendu ubligatoire par une série de démissions en chaîne de colistiers de M. Régis et des cinq conseillers élus sur une liste adverse en 1989, en désaccord avec le maire sur l'endettement de la commune. Pour le second four, la liste de M. Réginard secueillait des condidets en fleuraient accueillait des candidats qui figuralent sur la liste de M. Joulié (ce dernier u'était plus candidat) au premier tour.

L'était plus candidat) au premier tour.
Les résultats du premier tour étaleut
les suivants : inscr., 2 586; vot., t 921;
abst., 25,71 %; snifr. expr., 1 852.
Liste conduite par M. Guy Régis, PS,
an, s., 641 volx (34,61 %); liste div.,
conduite par M. Jean Réginard, 627
(33,85 %); liste div., conduite pur
Etienne Joullé, 584 (31,53 %).

Etlemse Joullé, 584 (31,53 %).

Au promier lour de 1989, la liste d'anion de la gauche conduite par le maire sortant, M. Guy Régis, PS, avait obtena 1 116 volx (58,76 %) et 22 sièges (2 PC, 7 PS et 13 div, g.) contre 783 (41,23 %) et 5 sièges (1 PC, 2 div. g., 1 RPR et 1 div. d.) à la liste coadaite par M. René Sarabia, siv. g., 1 y avait eu 1 899 suffrage exprimés et 2 026 votants (soit 20,95 % d'abstention) ser 2 563 inscrits.]

MOSELLE: Montigny-lès-Metz

In tour).

Inscr., 16 388; vot., 9 073; abst., 55,36 %; suffir. expr., 8 621. Liste UDF cooduite par M. Raymood Doerflinger, UDF-CDS, m. s., 4 620 voix (53,59 %), 27 sièges; liste du PS cooduite par M. Daniel

miste basque renforcée des électeurs socialistes». Le PR souhaite que « le cas de Biarritz constitue une exception et non un précédent ». M. Gérard Longuet, président du PR. evait participé, à la veille du secnnd tnur, à une réuninn publique de snutien à M. Marie, en compagnie de M. Alain Juppé. secréteire général du RPR, qui evait dénnncé « l'alliance scandaleuse » pratiquée par M. Borotra, è la tête d'une liste comprenant des nationalistes basques, ee qui relevail, selnn lui, d'un « comporte unent irresponsable ». MM. Juppé et Longuet étaient les seuls dirigeants politiques nationaux à s'être rendus à Biarritz paur cette campagne électorale.

Cantini, PS, 1417 (16,43 %), 3 sièges (3 PS); liste RPR conduite par M. François Zieger, RPR, 1390 (16,12 %), 3 sièges (3 RPR); liste du Front national conduite par M. Jean-Marie Nienlay, Frnnt national, 705 (8,17 %), 1 siège (I Front national); liste dn PC conduite par M. Joël Grosjean, PC, 489 (5,67 %), 1 siège (1 PC).

[La liste conduite par le maire sor-tant, M. Raymond Doerflinger (UDF-CDS), obtient au prender tour la majo-rité absolue en dépit de la présence de quatre autres listes. Ce scrutin était rendn obligatoire par la démission da maire sortant et d'une partie de son conseil municipal à la suite de dissensions au sein de la majorité UDF-

La liste conduite par M. François Zieger (RPR), ancien adjoint, arrive en troisième position derrière celle du PS qui perd 7,5 points par rapport au scru-tin de mars 1989, Le Front national est en recui de quatre points.

En mars 1989, la liste d'union de la droite conduite par M. Raymond Door-flinger, UDF, avait devancé avec 5 219 voix (57,72 %) et 28 sièges (6 UDF, 4 RPR et 18 div. d.) la liste du PS condulte par M. Daniel Contini qui, avec 2 170 voix (24 %), avait nbtenn 4 slèges. La liste du Front national, conduite par M. Jean-Marie Nicolay, avait recueilli 1 106 voix (12,23 %) et 2 sièges (1 Front national et 1 div. d.) et celle du PC conduite par M. Joël Il y avait eu 9 041 suffrages exprimés et 9 392 votants (soit 40,97 % d'abs-tention) sur 15 911 Inscrits.]

Devant le congrès du RECOURS-France

Le délégué aux rapatriés agite la menace de sa démission

de notre correspondant régional

Lors du premier congrès national du RECOURS-France (Rassemblement et coordination unitaire des Français rapatriés et de métro-pole), samedi 16 mars, à Cannes, M. Maurice Benassayag, délégué du gouvernement chargé des rapa-triés, a menacé de se démettre de ses finctions an cas où il n'obtiendrait pas du gouvernement une amélioration de la lni d'indemnisatinn de 1987. « Une délégation de rapatriés doit être reçue d'ici à une semaine par le premier ministre, a-t-il indiqué. Si le gonvernement devait donner des réponses négations des filses de la contra del contra de la contra del contra de la contra del sives on dilotoires aux problèmes posès, je ne continuerais pas la mis-sian qui m'a été impartie.»

M. Benassayag, qui s'est dnnné « jusqu'à l'été» pour prendre sa décision, estime que, « le semps passant, le dossier des rapatriés risque d'avoir de moins en moins de

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EPARGNE

Envoyer 60 F (timbres & 2,30 F ou châque) à APRÈS-DEMAIN, 27, me Jean-Dolant 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'amoi cratoir de ce numéro

44

défenseurs dans l'administration comme parmi les élus ». e La dernière loi d'indemnisation, e-t-il souligné, dalt permettre, à l'échéance de 1995, d'apurer la situation de 85 % des deux cent mille rapatriés Indemnisables, mais il reste encore de trois cents à quatre cents dossiers en suspens, qui ne peuvent être résolus que d'une manière sociale. » « Or, a-t-il ajouté, la lui coûtera muins cher que prévu. Entre les 30 milliards de francs votés et les indemnités qui ont été calculées par l'ANIFOM, il y a un boni de 3 milliards de francs. Je demande danc au souvernement de maintenir son effort et d'accélèrer l'indemnisation des per-

sonnes ägées, » Lors de la réunion de son conseil national, le RECOURS-France a lance un appel un gouvernement ponr nbtenir l'ubrogation des accords d'Evian des 18 et 19 mars 1962, « un traité, s déclaré M. Jacques Roseau, porte-parole du mouvement, qui est un véritable déni de justice, tonjours violė, toujnurs

GUY PORTE

L'anfficiel » du vingt-septième congrès du PCF. – Le mensuel politique et théorique du comité central du PCF, les Cahiers du communisme, publie, dans un numéro spécial daté janvier-février 1991, l'intégralité des interventinns publiques faites par les délégués et les dirigeants au vingt-septième congrès du parti, qui s'est déroulé du 18 su 22 décembre dernier. Cet nuvrage (536 pages. 150 francs) est disponible eu siège du PCF, 2, place du Cnionel-Fabien, 75019 Paris.

Ae Monde et SPECTACLES

Les élections territoriales en Polynésie française

MM. Jean Inventin, mnire de

Papeete, président de l'Assemblée

sortante, et Alexandre Léontieff,

président du gouvernement local,

sont nettement distancées. Elles ne

ennservent que quatorze sièges,

après en avoir perdn neuf dans la bataille. Même si le président du

Aia Api, M. Emile Vernaudon,

maire de Mahina, qui a tiré son

épingle du jeu en enlevant cinq

sièges, essayait, contre toute

attente, de vnler eu secours de

MM. Juventin et Léontieff, qui

l'avaient évincé de leur gonverne-

ment l'an dernier, cela ne suffirait

pas à éviter le jeu de l'alternance.

Hurler

avec les loups

M. Finsse déguste sa revançõe.

Parti très tôt en campagne, il

s'était juré de se venger de

M. Léontieff, ce jeune professeur

d'écounmie qu'il avait couvé en

politique, qu'il considérait comme

son fils spirituel et qui avait osé le

trahir, il y a trois ans et demi, au

leodemain de la nuit d'émeute du

23 octobre 1987, pour farmer son

propre gouvernement avec l'appui

des pires eunemis politiques de

Il ne lui pardonnera rien, Et sur-

tout pas d'avoir hurlé avec les

Innps en ayant, ensuite, constitué

une commissinn d'enquête, puis

saisi la justice, en 1988, jusqu'à

provoquer son inculpatioo pour

ingéreoce, à ooe époque où les

plaiotes s'accumulaient contre lui à

propos de certaioes interféreoces

entre ses mandats publics et ses

intérêts privés. Il fera tout pour le

faire choir également de son siège de député et infliger ainsi un pied-

de-nez aux socialistes parisiens qui

s'étaient réjouis de son renverse-

ment.

l'ancien secrétaire d'Etat.

Le grand retour de M. Flosse

Les élections territoriales organisées dimanche 17 mars en Polynésie française sont un succès pour M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat chargé du Pacifique dans la gouvernement de M. Jacques Chi-

de nos envoyés spéciaux

M. Gaston Flosse est aux anges. Il

la foule de ses amis, qui fait la fête

sutour de lui. Dans son sillage, les

flenrs tahitiennes qu'il porte en

colliers exbulent nn parfnm

enivrant. L'ancien secrétaire d'Etat

a bien fait les choses en cette soirée

du dimanche 17 mars, qui vnit basculer la majorité politique de la

Polynésie française. Il a fait instal-

ler un écran géant dans sa rési-

dence d'Erima, sur les hauteurs de

Papeete, et chacun peut y savourer

son triompbe au fur et à mesure

que RFO détaille les résultats des élections territoriales.

Ses militants nnt, en effet, de

quoi être beureux. M. Flosse appa-

raît bel et bien comme le grand

vainqueur du scrutin. Son parti, le

Tahoeraa Huiraatira, disposera de

dix-buit sièges sur quarante et un

au sein de la nouvelle Assemblée

territuriale, alors qu'il n'en déte-

nait que dix dans l'Assemblée sor-

tante. Certes, son score est en recul

de plus de trois mille voix et de

8,70 points par rapport aux élec-tinns de 1986, mais personne ne

semble pouvoir l'empêcher de

reprendre le contrôle des pouvoirs

législatif et exécutif du Territoire.

Il parle déjà, très sobrement, -

de firmer uo gnuvernement - d'a ouverture ». Il sait qu'il devrait

facilement troover les trois voix

d'appoint qui lni permettront de

disposer d'une majnrité absulue.

Le oouveau statut du Territoire lui

facilitera même les choses, puis-

qu'il prévoit que si le président du

gouvernement est élu par l'Assem-blée, il nomme seul, en revanche,

Les listes de ses deux edversaires

de l'Union polynésienne,

Les principaux

résultats globaux

Les résultats sur l'ensemble da

Inscrits, 109 462: votants, 85 755:

abstention; 21,65 %; suffrages expri-més, 84 798. Il y avait quarante et un

- Listes du Rassemblement pour le

peuple, présentées par M. Flosse, ancien secrétaire d'Etat, et apparen-tées au RPR. 26 639 voix, 31,41 %,

- Listes de l'Unioa polynésienne

présentées par le président de l'assem-blée sortante, M. Juventin, et le prési-

dent du gouvernement en exercice, M. Léontieff, député non inscrit,

- Listes de Patrie nouvelle, présen-

tées par M. Vernaudon, député non

- Listes du Front indépendantiste

de libération de la Phlynésie (FLP) présentées par M. Temaru, 9 693, 11,43 %, 4 ELUS.

Les antres listes, ayant recueilli

moins de 5 % des suffrages exprimés, n'ont pas été admises à participer à la répartion des sièges.

Les résultats par archipels :

Thes due Vent (22 afèges): inscr, 79 653, vot, 61 073, abst; 22,32 %, suffr. expr., 60 312. Rassemblement pour le peuple, 17 779 voix, 29,47 %, 8 ELUS; Uninn polynésienne, 13 262, 21,98 %, 6 ELUS; Patrie nouvelle, 7 980, 13,23 %, 4 ELUS.

Hes Sons le Vent (8 slèges): inscr., 15 086, vot., 12 303; abst., 18,44 %, suffr. expr., 12 185. Rassemblement pour le peuple, 4 276, 35,09 %, 4 ELUS: Union polynésienne (deux listes enmplémentuires), 3 303, 27,10 %, 4 ELUS.

Tuamotu-Gambier (5 sièges): inscr., 6 627, vot., 5 698; ubst., 14,01 %, suffr. expr., 5 664. Rassemblement ponr le peuple, 1 883, 33,24 %, 3 ELUS; Unioa polyaésienne (deux listes complémentaires), 1 820, 2 ELUS.

Marquises (3 sièges): instr., 4 223, vot., 3 518; ubst., 16,69 %; suffr. expr., 3 500. Rassemblement pour le penple, 1 652, 47,20 %, 2 ELUS; Union marquisienne, 601, 17,17 %,

Anstrales (3 sièges): inscr., 3 873; vot., 3 163; abst., 18,33 %; suffr. expr., 3 137. Rassemblement pour le peuple, 1 049, 33,43 %, 1 ELU; Union polynésienne, 751, 23,94 %, 1 ELU; Patrie nnnvulle, 576, 18,36 %, 1 ELU.

inscrit, 10 414, 12,28 %, 5 ELUS.

19 737, 23,27 %, 14 ELUS.

sièxes à pourvoir.

ses ministres.

omène un sourire radieux parmi

rac, dont les listes ont abtenu dix-huit des quarante et un sièges è pourvoir. M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a déclaré, lundi, qua ce scrutin, qui n'a « pas permis l'émergence d'une majorité », traduit un

l'éponge sur le comportement de l'autre député non inscrit du Territnire, M. Vernaudon, qui n'a pas été en reste evec M. Léontieff lorsqn'il s'agissait de le elouer au pilori, et qui a même présidé ladite commissinn d'enquête. Aujnur-d'bui, M. Vernaudon fait figure d'allié potentiel. Même si la percée dn maire de Mahina reste limitée, l'ancien secrétaire d'Etat préfère

pour l'instant le ménager.

M. Flosse ne sait pas encore, en ce dimanche soir, que la chambre d'accusation de Paris, saisie de toutes ces plaintes par la Cour de cassatinn, s'apprête, après evnir nrdnuné deux unn-lieux, à l'envoyer devant le tribunal correctionnel pour l'achat litigieux d'une parcelle de terrain jouxtant sa propriété. Il ne se doute pas qu'elle va aussi demander, lundi, un supplément d'information dans une autre affaire, où il est accusé d'avoir fait aménager l'une de ses autres résidences, sur l'île de Huahine, aux frais du Territoire (lire ci-dessous). Le saurait-il qu'il s'en moquerait sans doute. Le verdict des urnes ne le lave-t-il pas, en quelque sorte, de ees snnpçnns? Sa victoire ne pronve-t-elle pas que ses électeurs font litière de ces «affaires»?

Ambiguité de la nouvelle répartition

Rien, ce soir ou demain, ce pourra

altérer le bonheur de « Gaston ».

MM. Juventio et Léontieff, eux, ce soir, jouent les fantômes. Oo ce les verra pas commenter leur déconfiture. La décooveooe est particulièrement cruelle pour le président du gonvernement sortant. Malgré le soutien du gouvernement central, M. Léontieff, de toute évidence, a dilapidé en trois

ces » de M. Finssa, qui, easure-t-il, « conduira son action dans la seul intérêt de la Polynésia et de la France». A la rigueur, M. Flosse passera ans tous les atouts personnels et politiques qu'il evait en sa posses sion au moment de son installation

sentimant d'« incertitude ». M. Chirac e'est

félicité, pour sa part, de l'e indéniebla suc-

à la tête de l'exécutif territorial. Le maire de Papeete, lui, semble victime de l'usurs du pouvnir, bien que la liste de l'Uninn polynéenne ait devancé à Papeete celle de M. Flosse (32,25 % contre 24,74 %). Beancoup des militants dn Here Aia, son parti, n'nnt pas suivi ses consignes de vote. Une autre figure polynésieune

est désavonée par le corps électoral : M. Jacqui Drollet, ebantre, lnngtemps, d'un indépendantisme pragmatique et qui participait au gouvernement de M. Léootiess en qualité de ministre de la santé. Son parti, le la Mana, disparaît brutalement du devant de la scène où il n'a plus un seul élu. Quant au président du Tavini Huiraatira Nn Te An Manbi, M. Oscar Temaru, maire de Fasa, président du Front de libération de la Polynésie, il se mnntre discret, lui aussi, mais ses quatre élus et ses scores parient d'eux-mêmes.

Pnur être relative, sa progression n'en est pas moins spectaculaire; il a donblé ses vnix eo cinq ans, gagné deux sièges et, fort de sa présence dans tnus les archipels, il représente, désurmais, 11,43 % dn corps électoral, soit un gain de 5,03 points. Avec M. Flosse, M. Temaru est l'autre lauréat de ces élections.

Ce constat illustre l'ambiguité de la nouvelle répartition do jeu politique. La nnnvelle donne résulte d'une apparente volonté de changement, dont la première cooséqueoce est, paradoxalement, la remise en selle d'un vieux «cheval de retour ». L'expression, il est vrai, n'a aucun équivalent en poly-

ALAIN ROLLAT et MICHEL YIENGKOW

La guerre du golf de Moorea

matériaux de construction à car-

taine nécessiteux. « Depuis que

j'ai été élu, je pratique beaucoup

l'eide sociala, mais je le fais, cha-

que fois, sur la bace d'une

enquête qui indique si le deman-

deur est vraiment dans le besoin.

explique ce Polynésien de la troi-

elème génération, dont la peau

claire et les yeux bleus trahissent

les aecendances normandae.

Pour ne pas faire d'histoires, un

mois avant les élections j'ai tout

arrêté, en expliquant aux gens pourquoi je le faisais, et tout le

monde a bien compris. »

ILE DE MOOREA

de notre envoyé spécial

lci, quand nn change de parti, nn chenge de chemise. En ce dimanche 17 mers, le maire de Moorea, M. Pierre Dehors, portait une chemise bleue, la couleur du Ala Api, la formation du maire de Mehina, M. Emile Vernaudnn, auqual il a'ast rallié l'en demiar après avoir rompu avec la Here Aia, le parti du maire de Pepeete, M. Jean Juventin.

Et l'on voyait beaucoup de bleu eux alentours de l'école maternelle de Haapiti, nù avait été installé le cinquième des six bureaux de vote da l'île sœur da Tahiti, qui compte cinq mille trois cent quatre-vingt-trois électeurs pour neuf mille trente-deux habitants.

Reconnaissables à leurs teeshirts bicolores Jaune et violet, les partisans de l'Union polynésienne, dont la liste était conduite per M. Juventin et par le président du gouvernement territorial, M. Alexandre Léontieff, faisaient plutôt grise mina. La coulaur orange, distinguant les militants du Tahoerec Huiraatire, que préaide l'encien sacrétaire d'Etat (RPR), M. Gaston Flosse, était peu portée dans ceu perages. M. Dehors, en troisième position sur la liste de M. Vernaudon, affichait la comportement tranquille d'un candidat sûr de son succès

Cela n'avait pas été sanc mal. Le maire de Moorea e'était vu. d'ubord, accuser per ses adversaires da ditapider les biens communaux à deu finu électoralistes sous prétexte qu'il distribueit

Débroussaillage militant M. Dehors a vu, ensuite, débarquer à Moorea, deux mois avant les élections, les services territoriaux de l'équipement, diligentés par MM. Juventin at Léontieff, à grand ranfort de publicité, pour ennunlider plusieurs routes et plusieurs ponts privés, à l'Intérieur de l'île, ainrs que son consail municipal réclamait en vain ces travaux depuis très long-

«Là encore, dit-il, les gens ont vu la manœuvre. » Le maire de Moorea a trouvé la parade en louant à son état-major de campagne l'un des engins du service d'équipement municipal pour des npérations de débrousseillage ilitant au bénéfice des électeurs

temps.

Enfin et surtout, 8 y e eu la dernier épisoda de la « guerre du goif ». Les supporters du tandem Juventin-Léontiaff ont diffusé un

Burner of the Control of the Control

pal da Moorea la responsabilité d'avoir eutorisé la créatinn, par des investisseurs japonais, d'un golf à dix-huit trous de 137 hectares aur les rives de la célèbre baie de Cook.

Or ce projet est vivement contesté par les habitants de ce sita. M. Dehors a répliqué en feisant circuler des photocopiae d'un errêté du 19 décembre 1B90, prouvant que la responsabilité de cette autorisation incombait, en vérité, au président du gnuvernement territoriel, M. Léontieff en personne.

Puie, 8 a contre-attaqué en précisant que l'avis favorable de son conseil municipal avait été assorti da conditions draconiennes. Dernière revendicatina du maire : le classement de Moorea en île à vocation touristique.

Il y a eu foule eu bureau de vote. L'affice religieux terminé, les femmes eux granda chapeaux de paille et aux inngues robes bianches sont venues grossir le file d'attente devant la teble où étalent disposés les bulletins de vnte nux couleurs da chacuna des vingt listes en présence dans le circonecriptinn das lles-du-Vent. Le maire de Moorea les a necuatillen avec un unurira radicux : les pasteurs de l'Eglise évangélique veneient de prendre ponitinn en sa faveur denn sa ¢guerre du golf ».

« Si notre terre nous fait défaut. affirmait la poème qui concluait laur pétitin*n*, nn*us ne* aerons, alors,. que des orphelins. » Avec ce renfort, M. Oehars a été élu sans coup férir.

□ Non-lieu partiel et renvoi en cor-21 septembre 1989, M. Flosse était rectionnelle posr M. Gaston Flosse. - La chambre d'accusation accusé d'avoir autorisé la construction, uux frais du territoire, en de la cour d'appel de Peris s rendu, lundi 18 mars, un arrêt de 1987, d'une route destinée à des-servir sa propriéré (le Monde du 23 septembre 1989). Cette affaire a bénéficié d'un nnu-lieu mais la non-lieu partiel en faveur de M. Gaston Flosse, ancien secré-taire d'Etat charge du Pacifique sud et ancien président du gouverchambre d'accusatinn a renvoyé M. Flosse devant le tribnnal cornement du territoire de Polynésie française. Inculpé d'ingérence le

parcelle de terrain jouxtant sa propriété. Enfin, la chambre d'accusation a demandé nn supplément d'information au sujet des aménagements réalisés aux frais du territoire par M. Flosse dans sa propriété de Paréa eo 1986. notamment no parking et rectionnel pour l'achat à nue l'«enrochement» d'une plage atte-

M. Flosse

1951

Crées en 1951, les Jeux Méditerranéens sont une manifestation internationale organisée tous les 4 ans, rassemblant 18 pays méditerranéens.

Du 16 au 27 juin 1993, la France accueillera en Languedoc-Roussillon la XII^e édition.

3500

3500 athlètes, 24 disciplines sportives, 1500 épreuves, 12 jours de compétition; les Jeux Méditerranéens seront la plus importante manifestation sportive mondiale en 1993.

1000

1000 journalistes issus de 25 pays, 12000 accrédités, 1 million de spectateurs et plus de 200 millions de téléspectateurs contribueront au succès technique et humain de ces Jeux.

1993

1 milliard de francs investis pour la modernisation des infrastructures sportives, 2 millions d'habitants, 19 villes associées à l'organisation des épreuves; le Languedoc-Roussillon se prépare aux plus beaux Jeux Méditerranéens depuis leur création.

"En organisant les XII^e Jeux Méditerranéens la région Languedoc-Roussillon se veut, à travers le sport, un trait d'union entre les pays méditerranéens".

Jacques BLANC
Président du Comité
d'Organisation des Jeux
Méditerranéens 93.

VIVEZ L'ODYSSEE DU SPORT.

A eux 13, ces hommes et ces femmes ont remporté 19 médailles olympiques et 14 médailles aux Jeux Méditerranéens. Champions d'hier, ils ont fait la gloire de ces jeux. Champions de demain, ils la perpétueront en 1993.

A eux 13, ils ont écrit la légende du sport et se rassemblent aujourd'hui pour manifester leur soutien à l'organisation des XII^e Jeux Méditerranéens. 99



JM 93

JEUX MEDITERRANEENS 93 LANGUEDOC - ROUSSILLON Tandis que l'extrême droite mène campagne contre le « traître »

Les défenseurs de M. Georges Boudarel soulignent son engagement contre le régime de Hanoï

Quelques dizainas de militante monarchistes d'Action française ont menifesté, lundi 18 mars, à la faculté de Jussieu à Paris pour demander la démission de l'un de ses enseignants d'histoire, M. Georges Boudarel, maître de conférences, mis en cause pour son passé d'instructeur politique dene un camp vietminh pendant la guerre d'indoehine. Dee militants du Front national ont, quant è aux, brièvement occupé la sommet de l'Arc de triomphe à Paris, lundi eprèsmidi, déployant une large banderole : « Boudarel traître, Jospin

L'extrême droite s'est emparée de l'affaire Boudarel, au risque de paraître l'orchestrer en profitant de cette occasion pour diffuser une vision singulièrement raccourcie de la guerre d'Indochine. A l'écou-ter, les horreurs de cette guerre seraient assimilables aux atrocités nazies, elles seraient imputables aux seuls indépendantistes viet-minhs, et M. Boudarel, en choisissant de comhattre les militaires français, et pis encore de les rééduquer dans un camp vietminh. serait donc un traître au passé monstrueux, sous une façade universitaire d'autant plus usurpée que MM. Robert Faurisson et Bernard Notin, accusés d'avoir diffusé des théories révisionnistes sur les chambres à gaz, subissent les foudres de leurs pairs.

Toute l'extrême droite est sur le pont. Le Front national, par son Cercle national des combattants interposé, vient de fonder un « comité pour la révocation de Georges Boudarel » dont M. Jean-Marie Le Pen figure parmi les signataires. Le même cercle orga-uise, mardi 19 mars à 18 h 30, un dépôt de gerbe au monument à la memoire des civils et militaires français morts outre-mer. L'Union pour la défense des armées fraoçaises patronue une conférence de presse, prévue pour le mercredi 20 mars, s'intitulant : « Boudarel, criminel contre l'bumanité ? »

L'Action française appelle à mani-fester mercredi 27 mars à 18 h 30, place de l'Odéon.

Lundi 18 mars, M. Boudarel a donné son cours sur « guerre et société» comme chaque lundi à l'université de Jussieu. Mais le professeur et ses quarante étudiants se sont réfugiés dans une salle tenue secrète, « pour éviter les journo-listes et les fascistes », a-t-on expli-qué dans les couloirs. La semaine derniére, des commandos d'extreme droite avaient mené à trois reprises des expéditions puni-tives, armés de grenades lacrymo-gènes, de hilles d'acier et de manches de ploche, blessant un étudiant.

La réalité sangiante du totalitarisme

Depuis, un service d'ordre infor-mel s'est constitué à l'entrée de l'esplanade où fleurissent les affiches de soutien à M. Boudarei : « Qu'est-ce que lo guerre d'Indo-chine? Une guerre coloniale contre tout un peuple. Des populations ter-rorisées, des villages détruits, des civils torturés par lo glorieuse armée française. Nous sommes solidoires du choix de tous les déserleurs à colors sons pour outont jer-mer les yeux sur un système qui génère des rééducateurs politiques. Boudorel est victime d'une cam-pogne calomnieuse onimée par les milieux nationalistes et militaristes qui veulent réécrire l'histoire des teurs d'olors sons pour outont ferguerres coloniales. »

Les étudiants et les collègues de M. Boudarel ont du mal à accepter le portrait de ce cadre vietmioh, propagandiste aveugle, tel que le dessinent plusieurs anciens milidessinent piusieurs anciens militaires français déteous au camp 113. « Boudarel, se souvieot M. Vincent Prieur, un ancien étudiant, c'était en 1975, bien ovont les nouveoux philosophes, l'un des rores à nous overtir de lo réalité canalante du trafiliarieme l'un des sanglante du totalitarisme, l'un des premiers à dire que l'opposition à lo guerre uméricaine ou Vietnom to guerre umericaine ou vieinom ne signifioit pas donner un quitus au régime de Hanoï, encore moins l'ériger en modèle. Il posait tout haut des questions qu'on n'était pas toujours soucieux d'écouter sérieu-sentent : pourquoi l'échec monstrueux des socialismes? Qu'est-ce qui fait que des peuples puissent se loisser manipuler?»

M. Boudarel n'a-t-il pas dirigé en 1983 la publication d'un ouvrage critique sur le régime de Hanoï, lo bureaucratle au Vietnam (aux édi-tions L'Harmattan)? Il y fustige le chinh huan, système d'endoctrinechun huan, système d'endoctrine-ment vietnamien, qualifiant de « fléau social » cette « volonté de persunder à tout prix en quelques semoines ou quelques jours et de fabriquer prificiellement l'unani-mité », en lui imputant de « grares dégâts » : « La généralisation du conformisme, et son carollaire le aegais » : « La generalisation du conformisme, et son corollaire, le double langage, qui a fini par faire noître au Vietnum comme en Chine une utmasphère grisatre d'impuissance blasee, d'indifférence cynique et bien souvent de pure et simple schizophrénie relevant de la psychiotrie »?

N'écrivait-il pas dans une lettre adressée au Monde du 15 novem-hre 1980, à propos de la mort de l'intellectuel saïgonnais Ho Huu Tuong, à la sortie d'un camp de rééducation : « Il ne faut pas cesser d'interpeller un système de gouvernement dans lequel le tourment psychologique de lo rééducation détruit les individus, traque les pen-sées différentes (...), fait de chaque individu un suspect?»

« J'étais stalinien, je le regrette à 100 % »

M. Georges Boudarel a donc changé. Ce professeur de philoso-phia qui, à vingt-sept sns, marte-lait ses cours de marxisme aux pri-sonniers français agonisants s'est ainsi mué en critique tenace des perversions du régime qu'il a contribué à installer au Vietnam. «J'étois stolinien, je le regrette o 100 %» reconnaît-il aujourd'hui.

Les maladies tropicales et la politique de blocus menée par les militaires français afin d'accroître la famine dans les zones combat-tantes vietmnihs expliqueraient le tantes vietminis expirqueraient le taux de mortalité élevé (60 %) dans les camps de prisonniers français, qui disposaient, selon M. Bouda-rel, des mêmes rations alimentaires que les soldats vietnamiens. De même la France, refusant de reconoaître qu'elle était entrée en

guerre, s'était délibérément privée de la possibilité de faire respecter les conventions de Genève sur le traitement des prisonniers, en par-ticulier les interventions de la Croix-Rouge internationale, avan-cent les défenseurs de M. Bouda-

S'il convient d'onvrir le chapitre des exactions commises pendant des exactions commises pendant cette période, poursuivent ces derniers, ne faut-il pas rappeler celles commises par l'armée française engagée dans une guerre colonialiste? Ils précisent que la violation du principe de l'amnistie qui couvrait jusqu'alors M. Boudarel pourrait atteindre l'armée française. MM. Daniel Hemmery et Pierre Brocheux, collègues de M. Boudarel, font état d'une lettre confidentielle du sénéral de Reen-M. Boudarel, ront état d'une lettre confidentielle du général de Beaufort, écrite en 1955 à la suite des accords de Genève. Le responsable militaire ne cachait pas son embarras pour établir la liste officielle des prisonniers vietnamiens détended. des prisonniers vienamiens ucae-nus dans les camps français : « Des renseignements officieux me per-mettent de penser que le nombre de prisonniers indochinois décédés ou exécutés dépasse au total 9 000 » ...

Scandalisé par « l'exploitation de l'offoire Boudarel », un ancieo engagé français en Indochine, M. André Plancot, se déclare prêt à témoigner des « séances de torture » des militaires français : « J'oi vu deux officiars manure l'intermediate proficiars manurel l'intermediate. deux officiers menant l'interrogn-toire de quinze «Niaks». L'un d'eux o été fusillé sur ploce pour foire parler les outres. Résultat négotif. Les quatorze ont été mas-sacrés o la mitraillette. A la distri-bation des conductes. bution des sandwiches, l'un des exèculeurs écœuré s'écrio : « Non merci, de la barbaque saignante, je viens d'en voir. »

Reste néanmoins cette question, qui divise les intellectuels soutenant M. Boudarel: peut-on, au nom d'un choix anticolooialiste légitime, aller jusqu'où est allé M. Boudarel? Veodredi 15 mars, sur Europe 1, Jean-Pierre Elkabach termina Pinterview de M. Boudarel par ce commentaire: «Au fond vous étiez un idéaliste... ou un saloud». «Non, répondit M. Bou-darel. J'étais un con.»

ÉDUCATION

L'annulation de la sanction contre l'enseignant « révisionniste »

Un témoignage avait échappé à l'avocat de M. Notin

conférences en économie à l'université Jean-Moulin de Lyon (Lyon-iii), auteur d'un article jugé raciste et niant la réalité des chambres à gaz nazies, pourrait prochainement reprendre ses cours après l'annulation, pour vice de forme, de la sanction qui l'avait interdit d'enseignement pour un an (le Monde daté 17-18 mars). Un témoignage de derniàre minute n'avait pas été communiqué à l'avocat de la défense.

L' «affaire Notin», qui avait compromis l'image de Lyon-III voici m an, semblait classée. Le 18 juillet der-nier, au terme d'une longue contro-verse, la section disciplinaire de cette université avait interdit à l'économiste d'exercer toute fonction d'en-seignement et de recherche pendant un an et lui avait infligé la privation de la moitié de son traitement (17 500 F).

Mais l'avocat de M. Notin, Me Gil-bert Collard, décidait de faire appel de cette décision devant le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), institué en tant que commission natio-nale de discipline par nn décret de novembre 1990. Cette instance a, le vendredi 15 mars, annulé la déci-sion de Lyon-III et, rejugeant an fond, lui en a substitué une autre, moins sévère : le blocage d'avance-ment, pendant une durée da deux

Analogie avec le cas Faurisson

La vice de forme, qui motive la décision du CNESER, vise un détail de la procédure utilisée par ses pairs pour juger M. Notin. Sur les seize témoins cités par Mª Collard, seuls deux s'étaient présentés devant la section disciplinaire lors de sou audience à huis clos du 17 juillet. Et l'un de ces témoins n'était autre que l'un de ces témoins n'était autre que M. Michel Cusin, alors président de l'université Louis-Lumière (Lyon-II), concurrente de Lyon-IIL

L'avocat avait interrogé d'abord Noud ». « Non, répondit M. Bou-rel. J'étais un con. »

M. Cusin sur sa conception des liber-tés académiques, theme auquel il avait consacré un article paru dans le

M. Bernard Notin, maître de afferences en économie à l'uniprsité Jean-Mouiln de Lyon tant de la négation des chambres à l'unigaz. L'intention de M. Collard était claire: minimiser la faute de son client, en amenant le président de Lyon-II à admettre que M. Faurisson avait fait, lui, de véritables « cours de prévious pressure care le cours de prévious parties de la cours de prévious parties de cours de cours de la course de cours de la course de co révisionnisme» sans jamais encourir la moindre sanction disciplinaire.

Dès le lendemain, M. Cusin réagis sait et faisait adresser, par télécopie, une lettre à la section disciplinaire, une lettre à la section disciplinaire, afin de rectifier l'interprétation de ses propos donnée par Mª Collard. Le président de Lyon-II estimair que «c'est par erreur ou abus de langage qu'il avait évoqué les « cours de tévisionnisme » de M. Faurisson. Il doit être clair à tous, poursuivait M. Cusin, que M. Faurisson n'a jamais fait référence en cours, ni d'une manière générale dans i'encelnte de l'université Lyon-II ò ses thèses révisionnistes, et que c'est là thèses révisionnistes, et que c'est la précisément l'une raisons pour les-quelles il n'a pas paru fondé, à l'épo-que, de faire comparaître M. Fuuris-son devant la section disciplinaire de

C'est précisément ce texte qui se trouve anjourd'hui à l'origine de l'annulation de la première sanction con-tre M. Notin. La télécopie, reque par la section disciplinaire le 18 juillet, alors qu'elle délibérait, aurait dû être communiquée à l'avocat de la défense. Ce défant de communicadeletse. Ce defant de communica-tion constitue le vice de forme relevé par le CNESER. A Lyon-III, la déci-sion d'annulation est qualifiée de « masamade bizante» et l'on souligne que l'audience était terminée lorsque la télécopie est parvenue.

Les suites à donner à cette affaire devaient être examinées, mardi 19 mars, au cours de la réunion du conseil d'administration de l'université. M. Notin, qui ne donnait plus de cours depuis octobre dernier, devrait pouvoir les reprendre. Proba-blement pas avant la rentrée prochaine et pas devant des étudiants de DEUG, indique-t-on à l'université.

Déjà, l'Union des étudiants juifs de France annonce qu'elle ne le lais-sera pas enseigner. Quant à l'inté-ressé, il a fait commitre, par la voix de son avocat, son intention de saisir le Conseil d'Etat.

PHILIPPE BERNARD

JUSTICE

A Besançon

Quinze mois de prison pour un insoumis

BESANCON

de notre correspondent

A la maison d'arrêt de Metz-Queuleu, Stéphane partage la cellule des « droits communs ». « Il y en n un qui o dévolisé une personne àgée, l'autre o agresse un commerçant », s'indigne sa mére, qui trouve cette situation «inodmissible ». Stéphane Jeune, dix-neuf ans et demi, n'est pas différent des autres délinquants au regard de la loi. Convoqué à trois reprises par l'autorité militaire pour effectuer les traditionnels «trois jours» au centre de sélection de Macon (Saône-et-Loire), cet élève du lycée professionnel des Graviers Blancs à Besançon ne s'y est pas rendu, oégligeant de faire la moindre démarche pour éviter ou différer son service militaire.

Le 9 février, en pleine guerre du Golfe, les gendarmes sont venus le chercher pour l'incorporer à Metz. Neuf jours plus tard, le lycéen, ayant refusé d'endosser l'uniforme, passait devant la chambre des affaires militaires du tribunal de grande instance de Metz, qui îni infligeait quinze mois de prison

Les paradoxes d'une condamnation

Au lycée professionnel des Graviers Blancs, c'est la consternation. Stéphane s'était engagé dans la pré-paration d'un brevet d'enseignement professionnel avec suffisamment de conviction pour mériter un label d'élève sérieux, qui fait d'autant plus regretter la sanction imposée par l'article 447 du code de justice militaire.

Ses camarades de classe ont alerté un comité de soutieu aux objecteurs de conscience, lequel a écrit aux parlementaires de la région de Franche-Comté et au président de la cour d'appel de Metz, dans l'espoir que sera exa-

miné avec bieoveillance le cas d'« un gorçon qui n'est ni dongereux, ni asociol ». On lui a également trouvé un avocat, Mª de Félice, de Paris, qui le défendra en

appel le 4 avril. Mais, paradoxalement, en l'état actuel des choses, une réduction de peine ne serait guère profitable eu lycecn. Ce o'est pas un hasard si les tribunaux statoaut eo matière militaire prononcent des peines de quinze mois de prison, car c'est le seuil à partir duquel l'armée reod ses « défioquants ».

Elle réforme assez volontiers les jeunes gens qui ont fait l'objet d'une condamnation pénale de quinze mois et plus avant leur incorporation et quel que soit le motif des poursuites.

Il est même arrivé de voir des insoumis (Témoins de Jébovah, notamment, qui refusent le statut d'objecteur de cooscieoce) nnés en première instance à des peines inférieures faire appel, dans l'espoir d'obteoir les quinze mois «lihératoires».

Condamné seulement à trois ou quatre mois de prison par exemple, l'insoumis, au terme de sa peioe, retrouve les gendarmes et la caserne. Et, s'il persiste daos son refus de porter l'uniforme, c'est de nouvesu le tribunal.

Cela peut durer plusieurs années. Pour briser ce cercle vicieux, les magistrats y vont d'emblée de ces quinze mois fatidiques qu'uo juge de l'application des peines conciliant peut ramener à douze assortis de mesures de semi-liberté et de regroupement avec des détenus de même catégorie. Ainsi pourrait être réglé le sort de Stéphane, dont le cas n'est exceptionnel que par l'ardeur mise par ce jeune Bisontin à ignorer la conscription et les moyens d'y échapper.

CLAUDE FABERT

Au tribunal correctionnel de Vannes

Le grand écart d'un « cyrard » trésorier

VANNES

de notre correspondant

Ancian élève officiar da l'Ecole spéciele militaire Intar-armea (ESMIA) de Seint-Cyr Coëtquidan, M. Patrick Manhès, vingt-cinq ans, e été condamné, jeudi 7 mars, par la tribunal correctionnel da Vannes (Morbihan) à quetra ans da prizon dont un an avac sursia e pour abus de confiance, falsification de chèques et usage, courent 1987, 1988 et 1989 », soit la paine réclamée par le ministère

Ancien trésorier de l'easocia-tion Promotion du général Cail-lès, il hénéficiait da l'entière confiance de ses cent soixantequatorze camaradee de promo-tion. En 1987-1988 et jusqu'en juillet 1989, date de la découvarte de saa agiasements, la cyrard (ainsi que l'on appella les élèves-officiers de Saint-Cyr), qui menait grand train de vie et faisait profiter de sea largessaa certains de eas camaradae, totalement ignorants de l'origina dae fonde, avait dilapidé la totalité das avoirs de l'association dont la majorité das fonda provanaient des cotisations mensualles da 450 F verséea par chaque élève (le Monde du B saptambre

Un dirigeant présumé d'ETA militaire interpellé an Pays basque français. - Cinq personnes, dont le Basque de nationalité espagnole José Arkauz, alias « Josu Mondragon», membre présumé du comité exécutif d'ETA militaire, ont été interpellées par la police française sur la côte basque, luodi soir 18 mars. Appréhendées à Anglet, Bayonoe et Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) par la police judiciaire

1990). Le montant des détournements e finalement été errêté par le tribunal à la somme de 1 933 000 F, une aomme que M. Petrick Manhès devra remboursar à l'associetion, qui s'est portée partie civile. Pour préjudice moral, l'essociation sa

voit an outre attribuer une somma de 50 000 F. Lea élèvea da la promotion « générel Caillèa » avaiant été emenée è emprunter chacun une somme de 10 000 F afin de rembourser les dettes accumulées par leur trésorier.

Petrick Menhès a'était enfui au Lihen au moment de la découverte du scandale, suite à un chèque impeyé da 534 330 F émis à l'hôtel intercontinental de Paris, le 27 juillet 19B9. L'ax-élève officiar, qui e reconnu l'ensambla des faits à l'eudience, avait tanté de s'engager comma marcanaira auprès dea milices chrétiennee Ilhanaiaaa e afin de rembourser ees camarades au plus vite ». Rapidemant arrêté par la deuxièma bureau libanaia, il fut incarcéré huit mois dens les geôles de Beyrouth avant d'être expulsé vars la France le 12 juil-

MICHEL LE HEBEL

de Bayonne et les renseignements généraux, ces personnes ont été placées en garde à vue. Parmi elles figure un couple de ressortissants français, sympathisants basques gérant un bar-tabac à Bayonne.

□ Le Syndicat de la magistrature s'oppose au projet de réforme du sta-tut des magistrats. - Le Syndicat de la magistrature (SM) a décidé de ne plus participer aux discussions préparaioires conduites au ministère de la L'affaire du « point de détail »

La cour d'appel de Versailles aggrave les peines prononcées contre M. Le Pen

La cour d'appel de Versailles a non sculement coofirmé, lundi 18 mars, la condamnation en appel de M. Jean-Marie Le Pen dans l'afde M. Jean-Marie Le Pen dans l'ar-faire dite du «point de détail», mais aussi aggravé les peines proconcées en première instance contre le prési-dent du Front national. Le 13 sep-tembre 1987, lors du «Grand Jury-RTL-le Monde», M. Le Pen svait déclaré à propos des thèses révision-nistes miant la réalité des chambres à nistes, niant la réalité des chambres à gaz : «Je n'ai pas spécialement étudié la question, mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Le 23 mai 1990, il avait été condamné par le tribunal de Nanterre à verser 1 F de dommages et intérêts à cha-cune des dix associations (1) qui le

poursuivaient pour ces propos. Scion l'arrêt rendu lundi par la remière chambre civile de la cour d'appel de Versailles, présidée par M. Pierre Estoup, premier président, M. Le Pen devra verser 10 F eu MRAP et 100 000 F à chacune des neuf autres associations au titre des dommages et intérêts. La cour a éga-lement ordonné que soit donnée « une large publicité à la publication de la présente décision » dans cinq quotidiens nationaux, à concurrence de 15 000 F, et dans cinq hebdoma-daires, à concurrence de 30 000 F. En outre M. Le Pen a été condamné aux dépens et devra verser, au titre de l'article 700 du code de procédure civile, I 000 F à chacune des dix

all est encore fécond le ventre d'où

justice sur le projet de réforme du statut des magistrats. Dans un communiqué, le SM estime que « l'ovantprojet de loi organique présenté par le garde des sceaux (...) ne remet en garde des sceuux (...) ne remet en cause ni la dépendance organique du parquet ò l'égard du pouvoir exécutif ni l'organisation pyramidale et forte-ment hiérarchisée du corps judiciaire qui fait de lo justice cette institution peu démocratique dont les citoyens denoncent, avec juste raison, l'opacité

let l'archaïsme».

est sortie la bête immonde » avait conclu, lors de l'audience do 4 mars. le substitut général, M. Jacques Duplat, citant Bertolt Brecht, après Duplat, citant Bertolt Brecht, après avoir demandé à la cour de faire « aurre de justice et d'humanité » en confirmant le jugement du tribunal de Nanterre. « Le témoignage de six millions de just morts dans les camps d'extermination est aujourd'hui présent dans en métoire avait il ai présent de la cour de sent dans ce prétoire, evait-il ejouté. N'oubliez jamais ces victimes qui ont un droit imprescriptible au respect. »

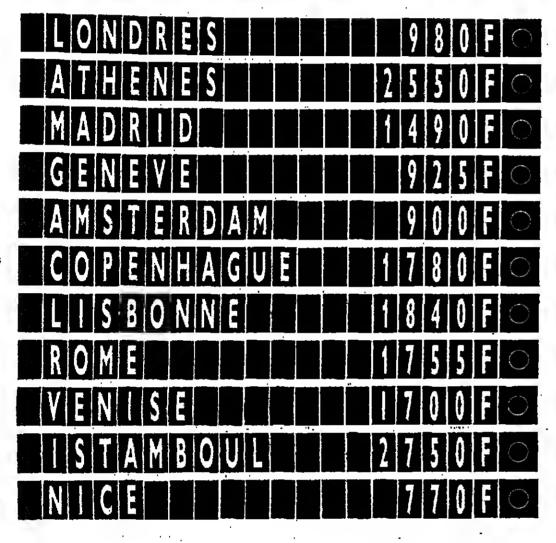
Seloo M. Le Pen, il s'agit d'une « machination politicienne, véritable tentative d'assassinat politique ». Le président du Froot national a annoncé, mardi, son iotention de se pourvoir en cassation, en indiquant : « Les politiciens « internazis » [inter-nationaux socialistes], corrompus et hationaux socialistes], corrompus et hypocrites du PS, et au premier rang François Muterrand qui o financé sa campagne présidentlelle par de fausses factures avec la complicité du ministre de lo justice Nallet, ne se contentent pas de détrousser l'Etat et les citoyens. »

(I) il s'agit du MRAP, de la LICRA, de l'Union anionale des associations de dépontés, internés et familles de dispans (UNA-DIF), de la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance (FNDIR), de l'Amicale des anciens déportés juifs de France (AADIF), de l'Amicale des anciens déportés de Blechamer-Auschwitz III, de l'Amicale des anciens déportés de Buna Monowitz-Auschwitz III, de l'Association pour la fondation de la mémoire d'Auschwitz, de l'Union des Tsiganes et voyageus de France, et de l'Association des filles de déportés juifs de France.

□ Quarante-sixième jour de grève de la faim pour les frères Halfee. ~ Claude et Nicolas Halfen, deux militants d'Action directe détenus à Moulins (Allier) et Saiot-Maur (Indre), ont entamé lundi 18 mars leur quarante-sixiéme jour de grève de la faim. Condamnés à treize ans de réclusion criminelle, ils refusent les plateaux-repas depuis le la février afin de protester contre les quartiers

A ichan ca de Paris Fon-de-

Embarquement immédiat.



Air France vous propose des tarifs allerretour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris du 15 mars au 28 avril, sauf sur Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Saint-Martin où les tarifs sont valables du 15 mars au 5 avril et du 13 mai au 16 juin sur vols Air France

ou Aéromaritime, et sur Tel Avivet La Réunion du 13 mai au 16 juin.

Des tarifs exceptionnels existent également au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

AIR FRANCE
C'est le monent!

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Dix mille jeunes rassemblés à Paris

Les cadets de l'Europe chrétienne

Allée de l'Oratoire ou de le Pieta. De Compoetelle ou de Czestochowa. Dix mille ieunes chrétiens ont pris d'aasaut, samedi 16 et dimenche 17 mars. la parc daa expositions da la porte de Versaillee à Peris. «Mission», clamaient leurs badges collés en croix sur leurs blousons. Leure parents ou grand-parents voulaiant «refaire chré tienne la France». Pour eux, c'ast l'Europe qu'il faut reconquérir. De Doina Cornea, l'opposante roumaine, à Victor Aksiouschis, député du mouvement chrétien pour la Russia, ils étaient daa dizeines ces témoins de l'Est, militants d'un chrietienisme ranaissant sur las débris du com-

Génération Jeen-Paul II, disent-ils. Mais ila étaisnt moins nombreux aux débats sur la solidenté ou le dialogua inter-religieux que pour suivre «le basaille de la réinformations ou écouter Guy Gilbert, le «prêtre des loubards», encenser un jeune saint itelien. Du pepa, ils partagent le goût pour la piété, la démonstration de l'identité cetholique, la hantise de le ccatastrophe démographique», du déclin des valeurs familialaa, du «vagabondage sexuelo et de la faillite morale de le société européenne.

Des cadettes da Notre-Dame eux Légionnaires du Christ, de l'Aide à l'Eglise en détresse à l'Ordre de Malta, de la paletta ment aux groupes de solidanté avec las pays baltes et le Liben: une certaine Église de tredition ralève ainsi la tête. Celle pour qui la aringardises a changé de camp. Qui avait peur de s'affifrançais réputé frondeur avec Rome, ouvriériste, tiers-mondiste, moins soucieux de morale

que de social. Aujourd'hui, le ténacité du pape, l'évolution des moeure, la chute du commuet de la médecine, la défense des chrétiens d'Orient confortent cee raprésentants d'un nouvaau christianisme traditionnel dans son rôle de citadelle essiégée.

Cavalier

Dire que Jeunee Chrétiens Servica, promotaur da ca rassemblement, qui réunissait un grand nombra d'anciena acoute d'Europe ou élèves de bonnes institutions, des charismetiques, laïcs ou religieux des nouvelles communautés, a le vent an poupe screit ellar vite en besogne. Son précédent rassemblement, soue un chapiteau à Versailles il y a trois ens, avait été plus nombreux et plus che-leureux. En revanche, par leure méthodes, les responsebles de cette organiestion versaillaisa créent une certaine confusion.

ils vont chercher des sponsors (BSN, Laferge, Shell) et tout en proclement, mein sur le coeur, leur fidélité eu pape, court-circuitent sa hiérerchie en France et les mouvemente de jeunesse déjà constitués. Cette fois, les évêques français ne se sont pas déplacés, à l'exception de Mgr Cornet, ancien président da la commission épiscopale de la jeunesse, qui essaie de recoller les moreeaux, at de Mgr Frikart, auxiliaire à Paris du cardinal Lus-tiger qui avait préféré se faire

Jeunes Chrétiens Service Invoque son inexpérience, mais son président. M. Philippe de Saint-Germain, professeur du collège Saint-Jeen de Béthune à Vetopposition du haut clergé pari-

QUAND HUIT ROMANCIERS

DE LETTRES.

DEVIENNENT DES HOMMES

l'écrivain

CETTE SEMAINE:

NUMERO SPECIAL SALON DU LIVRE.

et même «des pressions pour que nos évêques amis ne viennsnt pess. Ajoutant mêms: «Notra message est trop romain. Notre axpression de leica ast auspecte dens l'apparail institu-Appréciation ranforcéa par la Père André Menarenche, théolo-gian jésuita qui, à la tribuna, a dénoncé la *epeur de la hiérarchi* frençaisa de compter avac da

L'épiacopat redouta évidemment les groupas de pression, meis son but eet moins de monopoliser l'expreseion at l'ini-tiative, que d'éviter le dérapage y compris politiqua. Calui-ci n'e de le Porte de Versaillee, où la quotidien lapéniste, Présent, eveit été eutonisé à installar un stand, de mêma qua le Pèleti-naga de chrétienté de M. Romain Marie, député européen du Front

Les milliers de jeunes partici-pants ont égalament fait une longue ovation, debout, à M. Philippe de Villiers, député UDF de la Vendée, qui veneit de se livrer à une etteque contre les évêques français (1), le CCFD, les théolo giens de le libéretion («qui aiment tellement les pauvres qu'ils cherchent à en feire davansyatàma éducatif français («La Frence est le seul peys eu monde où on n'epprend pas à eimer la Frances) et de lever l'étendard de la défense du générel Aoun et du «Liban koweitisé par la Syries.

HENRI TINCO

(1) «Le message de Jean-Paul II à votre congrès s'est perdu entre Rome et quelques évêchés», a cru bon d'indi-quer M. de Villiers. En fait, après **SPORTS**

La crise du football professionnel

Le ministre du budget refuse de favoriser les clubs endettés

Alors que de nombreuses municipalités ea sont portéas garantes pour des clubs professionnela de football andettés, M. Michel Charasse, ministre déléguá au budget, refuse d'accorder des passe-droits et n'anvisage pas la négociation d'un moratoire avec las autorités du

intransigeaot. Ainsi, alors que de nombreux clubs professioooels français croulent sous les dettes et soot menacés de dépôt de bilsn, donc de disparition – Bordeaux, Toulon, Nice ou Toulouse en pre-mière division, Dijon eo secoode division, - il effirme haut et fort qu'il enteod faire respecter la loi. Faute d'avoir payé tous ses impôts, le footbell devra payer sa dette à l'Etet, créancier prioritaire sprès les salariés. Aucune «faveur» ne lui sera donc accordée, même si soo déficit global s'élève à près de 1 millierd de francs. Le ministre souhaite exiger de certaines muoi-cipalités qu'elles règlent les dettes de leurs clubs au plus vite. Toutefois, des écheloonements sur une période maximele de trois ans pourraient être envisagés.

« Nous ne ferons pas de favori-tisme. Il n'y a pas de raison pour que les contribuables payent pour le football. Les villes se sont mouillées en garantissant des emprunts, qu'elles assument leurs responsabi-lités », assure M. Charasse, qui doit prochainement rencootrer le maire de Touloo, M. François Trucy (UDF). Celoi-ci avait récemment estimé que la mesure de saisie-arrêt prise à l'encontre du Sportiog Club de Toulon et du Var (le Monde du 15 mars) pour un mon-taot de 7,795 millions de fraocs

> Un déficit de 1 milliard de francs

La fermeté de M. Charasse vis-à-vis des municipalités qu'il juge coupables de ne pas avoir assez surveillé leurs clubs s'explique par les chiffres doot il dispose à propos de la situatioo réelle du ballon rond. En procédant, à la demande des autorités du football, à divers contrôles depuis deux aos, les enquêteurs de l'administration fiscale ont pu évaluer l'ampleur des dégâts daos uo sport qui n'avait pas été ausculté de si près depuis

Treize elubs, parmi lesquels les Girondins de Bordeaux, doot le déficit est évalué à 242 millions de francs, oot aiosi fait l'objet d'en-quêtes en 1989. Contrôlés sur la période 1987-1989, ils cumule-raient un déficit comptable de 650 millions de francs et seraient expo-sés à un rappel de 50 millions de fraocs. A eux seuls, les Girondins de Bordeaux doiveot 44 millions de francs à l'Etat, sans compter, bico sur, tous leurs sutres crean-

Uoe seconde vague de cootrôles, portant cette fois sur sept clubs, a été menée eo 1990. Les prévisions concernant ces derniers permettent d'eovisager un déficit totel, pour l'ensemble des vingt clubs, proche de I milliard de francs. La Fédéra-tion fraoçaise de footbell et la Ligue netiooale font également l'objet d'uo cootrôle extrêmemeot poussé. Enfin, les finances de cer-tains clubs de secoode divisioo devraient à leur tour être exami-nées dans les semaines à venir.

> Des sommes détournées de l'impôt

M. Charasse se défend de vouloir s'acharner sur le football pro-fessionnel. Il rappelle volontiers qu'en debors des affaires de Bordeaux et de Toulon, dont certains dirigeants font l'objet d'enquêtes judiciaires, ses services n'oot relevé « aucune pratique frauduleuse susceptible de déboucher au pénal ». Il parle simplemeot de « pratiques propres à ce milleu et « pratiques propres à ce milleu et qui ont abouti à détourner certaines sommes de l'impôt ». Il s'agit, par exemple, d'evances conseolies aux joueurs mais qui soot, en fait, des salaires déguisés et jamais déclarés. L'Olympique de Marseille y euralt souvent eu recours. D'eutres sommes échappent à tout

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde **ARTS et SPECTACLES** cootròle: celles, souvent importantes, versées à des « intermé-

dieires » français ou étraogers

chargés de oégocier les transferts

doe est celle du « droit d'image », one technique qui permet à oo club de verser à son joueur ooe partie du salaire sur uo compte à l'étraoger, en géoéral dans des « paradis fiscaux ». Ce procédé pent être légal, è condition que le joueur mentionne les sommes ainsi touchées sur sa déclaration d'impôts, ce qui est rarement le cas. Ces salaires détournés, perçus au titre de l'utilisation publicitaire de l' « image » du joueur, sont pra-tique courante dans toute l'Europe. Près de cent cioquante joueurs et entraîneurs ont fait l'objet de

rapides contrôles qui ont abouti à des redressements liscaux plus ou moins conséquents.

Dans ce match qui s'engage avec l'administration, le football dispose de peu d'arguments. Il vit audessus de ses moyens depuis 1986 et offre les salaires les plus éleves d'Europe alors que le nombre de spectateurs o'a pas augmeoté, Ses iostaoces soot divisées sur les moyens d'agir. Quant aux joueurs, arc-boutés sur leurs privilèges, ils menacent de faire grève mais restent sous l'iofmence des « agents ». Sans donte la seule réponse se trouve-t-elle du côté des municipalités. Mais les maires semblent bien embarrassés par ce ballon aux rebonds électoraux souvent capri-

PHILIPPE BROUSSARD

SCIENCES

Les difficultés financières des expéditions polaires

Le gouvernement va aider la recherche française en Antarctique

inquiétudes sur l'avenir de la racherche en Antarctique, M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, e fait savoir dans un communiqué, lundi 18 mars, qu'il evait « engagé une ection eu niveau interministériel » afin de « rééquilibrer les comptes du territoire d'outremer des Tarres austreles at antarctiques françaises (TAAF) et des Expéditions polaires fran-çaises (EPF) ». Il s'agit de « permettre le lancement sans délai de la campagna d'hivernage 1991-1992 (...) et, sans ambiguîté aucune, la mise en œuvre, dans le calendrier prévu, de l'ambitieuse politique du gouvernement en Antarctique.»

La publication de ce communi-qué survieot quelques jours après que les responsables des EPF oot fait coonaître leurs craintes : la situation financière des EPF était telle que la campagne 1991-1992 eo terre Adélie était très sérieusemeot compromise. Pourtant, le 4 février 1990, à l'initiative de MM. Louis Le Pensec et Hubert Curien, ministre de la recherche et Curien, ministre de la recherche et de le technologie, le cooseil des ministres avait décidé de dévelop-per et de réorganiser la recherche française en Antarctique (le Monde du 16 février 1990). Aiosi devait être créée, à l'échéance de quelques erre creee, a l'extreance de quesques anoées, uoe oouvelle base – eu « dôme C» – dans l'iotérieur du cootineot antarctique, base iodispeosable aux développements ectuels de la recherche polaire. Aiosi devait être eussi créé, sans délais, uo institut pour le recherche poleire (chargé de la logistique et de la coordination de la recherche) flanqué d'uo comité intermioistériel (chargé des décisions stratégiques et des grandes oricotetions fioancières) et d'on comité de l'environcement polaire (chargé de la préservation de cet

Au 18 mers 1991, les études techoiques pour le bese du «dôme C» sont certes très avancées : oo eo est à le finition du

S'efforçant de dissiper les projet détailé. Eo revanche, l'instideux comités o'existent toujoors pas. Pire : les crédits accordés par le ministère des DOM-TOM aux TAAF (1) diminuent sans cesse en francs coostants. La subvectioo donnée par le ministère des DOM-TOM est passée, depuis 1980, d'uo équivalent de 103 millions de francs (en valeur 1990) à 75 millions de francs en 1990. Ao fil des années, les Expéditions polaires fraoçaises (uoe association loi 1901 qui assure la logistique de la terre Adélie et qui aurait du être, en quelque sorte, l'armeture cen-trale de l'institut pour la recherche polaire) oot dooc prélevé ce dont elles avaient besoin dans leurs réserves, qui soot meiotenaot à peu près épuisées.

L'eusemble des sommes (les subvections des DOM-TOM et du CNRS, aiosi que les ressources propres) desticées à le terre Adélie devrait être, poor 1991, de 20,4 millions de frances, elors que le coût des activités « cormales » de recharche en Anterrique serait de recherche en Antarctique serait de 27,5 millioos de francs. Les Expé-ditioos polaires françaises se sont dooc très sérieusement demandé s'il oe serait pas plus réaliste de fermer la base Dumont-d'Urville pour la saisoo australe 1991-1992, ce qui coûtereit tout de même 18 millioos de freocs de dépenses obligatoires puisque déjà engagées.

La situatioo financière actuelle soolève aussi le problème de la structure admioistrative de la recherebe polaire française. Les TAAF n'ont qu'une seule justificatioo : la recherche scientifique. Ne serait il pas judicious que tout le la recherche scientifique. serait-il pas judicieux que toute la recberebe et les infrastructures techoiques iodispensables eux activités de recherene relévent du mioistère de le recherche et de la technologie et oon plus du miois-tère des DOM-TOM, qui e forcé-meot en tête d'autres soueis et d'eutres urgences?

YVONNE REBEYROL

(1) Les TAAF se composent de quatre districts : terre Adélie (base Dumont-d'Urvillel, Kerguelen (base Port-aux-Français), Crozei (base Aifred-Faure) et Amsterdam-Saint-Paul (base Martin-de-Visite)

Fréquemm des handid

préciser les circoes

Princes aminguité perdidut. Ce n'est par, il s'en faut, le prin

mier donier de ce type vendu pittie cus derniers temps. Il y a and dispine d'années (ir Monde date 24-25 diviser 1980, L'avril 1980 et

Recherche:

Les coupes dors l

ه کذامن الاصل

CEST QUOI? LE NOUVEAU RÈGLEMENT? CEST UNE FEUILLE ESIN

SCIENCES • MEDECINE

La stérilisation des malades mentaux

Fréquemment mise en œuvre jusqu'à la seconde guerre mondiale, la stérilisation des handicapés est encore d'actualité. Quand convient-il de parler d'eugénisme ?

U terme d'une étude sur le fonctionnement d'une clinique psychietrique de Bâle, les autorités saniteires de cette ville vien-nent de décider l'ouverture d'une enquête sur une douloureuse affaire de castration pratiquée sur des han-dicapés mentaux. Selon un commu-niqué publié le 13 mars par le département cantonal de la santé de Bâle, cette décision fait suite à la découverte d'un cas de castration pratiqué en 1987 chez un handicapé mental âgé de trente-neuf ens, muti-lation réalisée, dit-on, « nvec l'accord de ses parents ». L'enquête menée par une commission indépendante devrait notamment determiner s'il y a ou non matière, ici, à ouvrir une procédure ponr non-respect des règles de la déontologie médicale.

L'affaire est d'eutant plus exemplaire qu'elle ne se limite pas eu dossier de 1987, il apparaît en effet aujourd'hui que quatre autres cas-trations ont pu être pratiquées entre 1960 et 1978 chez des malades hospitalisés à la clinique psychiatrique universitaire de Bâle. Selon le correspondant de l'Agence France Presse dans la cité suisse, les responsables de cet établissement réagissent aujourd'bui « ovec réserve et embarras », refusant notamment de préciser les circonstances exactes dans lesquelles ces mutilations ont été pratiquées. Les enquêteurs doivent, dit-on, rendre leurs conclusions sur ce délicat dossier d'ici à la fin du mois d'evril.

En dépit de son caractère specta-culaire, cette affaire ne trouve qu'un très faible écho dans la presse helvétique. Pour sa part, l'Office fédéral helvétique de la santé à Berne estime qu'il y a sur ce problème une certaine ambiguîté juridique.

Ce n'est pas, il s'en faut, le premier dossier de ce type rendu public ces derniers temps. Il y a une dizaine d'années (le Mande daté 24-25 février 1980, 2 evril 1980 et 24 février 1981), on apprenait que plusieurs milliers de malades men-taur américaine avaient été stérilisée taux américains avaient été stérilisés sans leur consentement dans différents établissements durant la première moitié de ce siècle et dans un cadre tout à feit légal. Plus récemment fle Monde du 19 novembre 1986), une agence de presse sué-doise révélait que, de 1941 à 1975, une loi suédoise autorisait les méde-



cins de ce pays à pratiquer des stérilisations pour des raisons tenant « à l'hygiène sociale » ou encore à « l'hy-

En 1987 enfin, la justice britannique ordonnait la stérilisation d'une eune fille de dix-sept ans retardée mentale, Selon les juges de la cour d'appel de Londres, une grossesse aurait pu avoir chez elle « des conséquences effrayantes a étant entendu que cette jeune fille d'un age mental de cinq ans était incapable de faire le lien entre sexualité et procréation. L'argumentation de la justice britannique faisait indiamment valoir que, bien qu'irreversible, la stérilisation ne correspondait pas, en l'espèce, à la perte d'un droit fondamental dans la mesure où la perte de ce droit n'avait aucune signification pour la personne concernée, celle-ci h'ayar eucun désir de donner la vie et étant incapable de s'occuper d'un enfant. Plus récemment encore, on apprenait qu'un projet de loi adopté par le conseil des ministres de la République fédérale d'Allemegne, prévoyait le possibilité de stériliser les

handicapés mentaux sans leur autorisation (le Monde du 4 février

C'est dens ce contexte que sur-vient la dernière affaire suisse, Celle-ci présente une caractéristique difficilement compréhensible dans la mesure où l'on ne parle pas à Bâle de stérilisation chirurgicale (qui peut être obtenue par ligature des trompes chez le femme ou par vasectomie chez l'homme) mais bien de castration (ablation des deux lesticules ou des deux ovaires), une intervention beaucoup plus mutilante et qui, parce qu'elle tarit la production des hormones sexuelles, e des répercussions notables sur l'équilibre organique et psy-

toujours en vigueur

Comment comprendre et peut-on ici situer les limites de l'acceptable? La question du droit à la procréation des handicapés mentaux rejoint en feit celle, plus générale et d'une

brülante actualité, de l'encadrement législatif des pratiques de procréation medicalement assistée.

Toutes les pratiques - massives ou non - de stérilisation des handicapés ou des malades mentaux se fondent sur l'idée que l'on peut, de la sorte, prevenir la transmission de traits pathologiques héréditaires, «L'expérience a montre que l'héré-dité joue un rôle important dans la transmission de lo folie, de l'imbévillité, etc. peut-on lire dans un célèbre arrêt rendu en mai 1927 par la cour suprême des Etats-Unis. Nous avons vu plus d'une fois le bien commun requéric la vie des meilleurs citoyens. Il serait étrange qu'il ne puisse pas compter, pour des sacrifices moindres, sur ceux qui sapent lo force de l'Etot, socrifices qui ne sont souvent mēme pas resseulis par les intéressés et cela pour empêcher que nous soyons subinerges par les incapables. Il est meilleur pour tout le monde que la société puisse empécher ceux qui sont manifestement inaptes de se reproduire plutôt que de devoir exé-

cuter une descendance dégénérée

pour meurtre ou de la voir mourir de foim parce qu'elle est idiote. » (1).

Cette argumentation est ainsi retrouvée et développée aux États-Unis dans la première partie de ce siècle (une trentaine d'Etats légalisant cette pratique) puis dans les pays scandinaves et au Japon. « On allegue la liberté personnelle, lo dignite de la personne humaine. Mais ne separe-t-on pas de la collectivité les contagieux et les déments? Est-il plus choquant de séquestrer les gametes nocifs dans les glandes génitrices que les somas infectes ou menaçorus dans les hopitaux ou les asiles? , écrivait en 1936 J. Ros-

On sair qu'ensuite l'Allemagne, sous le régime hitlérien, devait promulguer des lois similaires étendant leur application à un nombre consi-dérable de maladies tenues pour être de transmission héréditeire. Le délire nazi fit ainsi que plusieurs centaines de milliers de personnes furent privées de leur droit à procréer dans le but illusoire d'emcliorer à l'échelle collective la qualité de

On découvre donc aujourd'hui, à échéances plus ou moins régulières, que de telles pratiques sont encore en vigueur pour ce qui concerne les handicapes mentaux. Sans doute convient-il de signaler que l'argu-mentation a changé. La stérilisation est en effet présentée non plus comme un geste visant à prévenir la diffusion d'une tare générique dans la population, mais bien comme une mesure rendue necessaire par l'impossibilité dans inquelle se trouve-rait le malade d'assurer la subsistance de ceux qu'il pourrait

Certains soulignent aussi qu'il s'agit là d'un nouveau problème du à la tendance générale de la pratique psychiatrique qui, grace notamment à l'usage des médicaments neuroleptiques, voit les personnes atteintes de pathologies lourdes sortir aujour-d'hui plus fréquemment qu'hier des établissements spécialisés.

> **JEAN-YVES NAU** Lire la suite page 17

(1) Sur ce thème on se reportera avec le plus grand intérêt à une publication de la revue suisse Médecine et hypeène (datée du 10 octobre 1990): « La stérilisation des malades mentaux », de Philippe Ehrenström, Lire aussi; « L'introduction de l'eugénisme en France. Du mot à l'idée », de Pierre-André Taguieff dans la revue Moisfes langages du politique, numéro 26 mars 1991.

(2) Introduction à la génétique, de L. Guénot et J. Rostand. Centre de docu-mentation universitaire. Paris, Tournier et Constans, 1936,

Villes et murs du son

Une onde sismique attelanant Los Angeles pourrait-elle se trenemettre à see gratte-clei, pourtent étudiée pour résieter eux tremblemente de terre? En se posant dimenche 13 eoût 1989 à 6 h 37 (heure locale) sur le bees cellfornienne d'Edwerds, à l'Issue d'une mission militeire de cinq joure, la navette eméricaine Columbia a peut-être apporté un élément de réponse. « Retour perfait », commentaient elore les responsables de la Nasa.

Pour les sismologues, le eurprise est venue plus tard : générées per l'onde de choe émise lors de le rentrée dans l'etmosphère de Columbia, les vibratione des grette-ciel de Los Angeles ont produit à leur tour une onde sismique.

Enregistrée 12,5 secondee avent l'arrivée de l'onde de choc etmosphérique eur les écrans du laboratoire de sismologie de Caltech (California Institute of Technology, Paeadena), situé à une quinzaine de kilomètres du centre de Loe Angeles. cette onde, d'une période de 2 à 3 secondes, vient compliquer un peu plus le réseau de peremètres dont disposent les spécielistes pour prédire lee tremhlements de terre et leure conséquences. « On dénombre

dent plus de vingt étages dens le centre de Los Angeles », précise le Jeponeis Hiroo Kenemort, siemologue eu Caltech et eureur de cette étude récemment publiée dens Nature (1).

€Du feit du feible pouvoir amortisseur que présentent ces immeubles, l'oscilletion produite per checun d'entre eux eprès l'onde de choc persiste un certain temps. L'excitation simultanée de plusieurs d'entre eux peut einsi, dane certeines circonstences, générer une onde sismique.»

En Celifornie, où se trouve le evstème de feilles de Sen Andreas - responsable à San-Frencisco du grand séisme de 1906 et de celul, moine grave, survenu le 17 octobre 1990, les chercheurs surveillent vingtquetre heures sur vingt-quetre l'évolution des paramètres géologiquee, efin de détecter les signes précurseurs elessiques d'un éventuel tremblement de terre. lle devront désormeis tenir compte de cette nouvelle découverte venue de l'espece, qui rand plue urgente que jemeis une meilleura conneissance géologique du bassin de

(t) Daté 28 février

Recherche: des économies bien tempérées

Les coupes dans le budget vont surtout affecter les organismes spécialisés

OILA quelques semaines encore, le pire était à craindre. On n'en finissait pas de prédire un avenir des plus noirs à la recherche. Et on fremissait d'evance à l'idée que les directives budgétaires du premier ministre -économies de 5 %, hors salaires, sur les crédits de fonctionnement et de 10 % sur les investissements ne soient appliquées à la lettre.

Heureusement, le priorité à le recherche voulne par le président de la République et les âpres oégo-ciations menées nvec le ministère des finances par les services du ministère de la recberche et de la technologie (MRT) ont permis de sauver l'essentiel. La preuve en est que les économies faites sur le budget civil de recherche et développement, qui regroupe l'ensemble des dépenses de recherche de tous les ministères, MRT compris, n'ont été que de 931 millions de francs (-3,7 %) sur les 25,064 milliards de francs que représentent les ento-risations de programme (AP), alors que l'on pouvait craindre quelque 2,5 milliards de francs de coupes.

Répartir l'austérité

De même, les sommes réservées aux crédits de paiement et aux dépenses ordinaires n'ont été amputées que de 651 millions de francs (-1,4 %) sur un total de 45,332 milliards de francs. Pris dens leur globalité, ces chiffres montrent bien que la recherche est restée prioritaire dans l'austérité. Mais, à y bien regarder, ces économies ne sont pas sans consé-

S'il est vrai que les décideurs se sont efforcés à un «traitement différencié» de la recherche, force est de constater que les organismes de recherche dont les crédits dépendent directement du MRT ne vont guère être à la fête. Contrairement à d'autres secteurs que les responsables des finances et leurs interlocuteurs ont voulu préserver en raison de certaines des inflexions qu'ils avaient prises eu cours des années passées Trois exemples témoignent de

ces choix. Le premier concerne l'aéronantique dont les antorisations de programme, c'est-à-dire les crédits qui conditionnent l'avenir, n'ont été amputées que de 292 millions de francs. Conséquence : un décalage dans le temps du pro-jet de turbo-réacteur (GE-90) que l'américain General Electrie doit réaliser evec le français Snecma, l'italien Fiat et le jeponais Ishikawajima Heavy Industries. Le deuxième a trait eu programme spatial français qui se voit réduit de 190 millions de francs. Une goutte d'eau, lorsque l'on sait que le budget des activités apatiales françaises dépasse les 8 milliards de francs. Comme il n'est pas question de toucher aux programmes spatiaux européens, ce sont les projets nationaux qui devront se serrer la cemture.

Dernier exemple enfin, la recherche industrielle que les pouvoirs publics «taxe» de 40 millions de francs, peu de chose pour ce domeine d'activités dont les aides atteignent les 4 milliards de francs et une prenve de le constance du soutien du gouvernement à cette recherche financée plus faiblement par les entreprises du fait de la conjoncture. Restent les organismes de

recherche dont les crédits dépendent directement dn MRT et sont amputés de 349 millions de francs ponr les autorisations de programme (-4,2 %) et de 200 millions de francs pour les crédits de paiement et les dépenses ordinaires (-0,77 %). C'est einsi que le CNRS, toutes dépenses confondues (AP+CP+DO), voit son budget réduit de 167, 31 millions de francs, le CEA (82,5 MF), l'INRA (39,78 MF), I'INSERM (39,3 MF), l'IFREMER (39,3 MF), la Cité des sciences (21,9 MF), l'AFME (13 MF), I'ORSTOM (12,3 MF), I'INRIA (9,5 MF) et le CIRAD

L'avance des autres pays industrialisés

Difficile, pour ces organismes, de ne pas souffrir de ces coupes lorsque l'on constate, an travers de ees chiffres, que leurs crédits de fonctionnement sont en moyenne réduits de 3 %, alors qu'une hausse de 6 % était prévue. Si l'on ajonte à cela le coût de l'inflation, on arrive à une sorte de reconduction en francs constants de ces budgets, que ne parviendra pas à feire onblier le traitement de faveur dont avaient bénéficié, fin 1990. les organismes épargnés par les économies de le loi de finances rectificative de l'an dernier.

Ainsi, le ministre de la recberche et de la technologie, M. Hubert Curien, ne pent plus, comme en septembre 1989, dire que la progression du budget eivil de reeberche et de développement « permet de nous ropprocher de notre objectif qui consiste à porter la dépense intérieure de recherche et dévelappement à 3 % du produit intérieur brut ». Ce taux mythique esi nujourd'hui un vœu pieux, même si la France peut s'enorgueillir d'evnir fortement mis l'accent sur la recherche depuis plusieurs engées : d'augmentetion du budget en 1989; 7,1 % en 1990 et 7,25 % en 1991, avant que ne soient faites les coupes annoncées (1).

De feit, In France, qui eurait du atteindre les 2,45 % du PIB cette année et espérait parvenir aux 3 % en 1996-1997, va oevoir patienter. Se baier lentement, en regardant toutefois evec envie les performances de ses concurrents : 2,86 % en 1988 ponr les Etats-Unis; 2,83 % pour l'Allemagne et 2,72 % pour le Jepon! Une tendance que devrait sans doute confirmer le «Bilan à mi-parcours du Xº Plan» dont les conclusions seront rendues publiques à la mi-avril, même si la conjoncture économique freine aussi les efforts de nos concurrents et si l'Allemagne subit de plein fouet les contrecoups financiers de sa réunification,

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Dans le passé, le budget de la cherche a connu de telles coupes, plus sévères en 1984 sous le gouvernement Mauroy et en 1986 sous le gouvernement

Table-ronde

L'association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot (NED) et la cité des Sciences et de l'Industrie proposent un cycle de tables-rondes pour confronter le point de vue des chercheurs de toutes disciplines et des citoyens sur les "questions vives" que pose le développement des sciences et des techniques.

Mardi 26 mars à 17h "Les travailleurs face à l'informatique"

avec jacques Perriault, directeur de la recherche au CNED, Daniele Linhart, sociologue, Dominique Lecourt, Président de la NED. et les auteurs...

(acces libre)

cité des Sciences et de l'Industrie 30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette Informations (1) 40 05 73 32

Les vingt-six siècles de Faïlakah

Les sites archéologiques de l'île koweitienne sont devenus des champs de mines

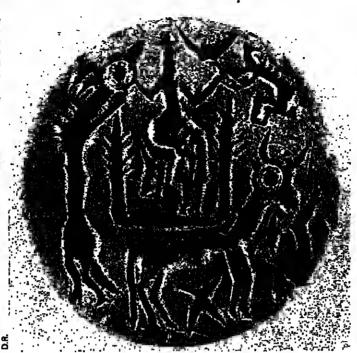
toui ce que nous de Faïlakan est truffèe de mines et que per-n'y va. » Jean-François Salles, qui dirige depuis t983 les fouilles archéologiques menées dans cette île située à quelque 75 kilomètres à l'est de la ville de Koweit par une équipe de la Maison de l'Orient méditerranéen (CNRS et université de Lyon-2), ne sait vraiment pas quand il pourra retourner sur ses chantiers, ni quel est l'état des trois sites principaux sur lesquels travaillaient les Français avant la crise du Golfe.

Le plus ancien de ces sites date de la fin du troisième millénaire avant Jésus-Christ, e'est-à-dire de la période de Dilmoun. De 2500 à 1800 environ avant notre ère, en effet, le commerce maritime entre la Mésopotamie, la vallée de l'Indus et l'Oman a suscité dans le golfe Persique la civilisation de Dilmoun. Et, tout naturellement, l'île de Faîlakah en a été une des grandes étapes et un des centres importants - au même titre que Bahrein et divers autres points de la côte orientale de la péninsule arabique.

l'île un grand bâtiment de briques

CTUELLEMENT, crues dont on a retrouvé le soubasse ment de pierres. Il s'agit probablement d'un temple-tour (pas d'une ziggourat) comme il en a été beaucoup construit en Mésopotamie eu cours des troisième et deuxième millénaires. Il y a aussi de bonnes raisons de pen-ser qu'à cette époque l'île de Fallakah, comme Bahrein, était un centre de fabrication de sceaux de pierre (en stéatite ou diorite, notamment) à l'iconographie très variée : on a retrouvé, au fil des années, plus de six cents sceaux et des traces matérielles de ce travail de fabrication. Des analyses physico-chimiques de ces pierres et eussi de vestiges métallurgiques sont en cours avec le concours d'un laboratoire de l'université de Naples. Ainsi espère-t-on confirmer que les pierres et le cuivre venaient bieo d'Oman (l'étain, indispensable à la fabrication du bronze, venait probablement du nord de l'Iran).

La présence de vestiges de Dilmoun dans l'émirat de Koweit a été révélée par les travaux d'archéologues danois entre 1958 et 1963. Tout comme l'existence d'une forteress bellénistique construite vers 300 ans avant Jésus-Christ pour abriter une L'époque de Dilmouo a laissé sur garnison séleucide chargée de file un grand bâtiment de briques contrôler tout le nord du golfe Persi-



que. Ce qui démontre, s'il en est encore besoin, l'importance stratégique de l'île de Faîlakah et confirme l'opinion d'Alexandre qui pensait que la région du Golfe pouvait devenir eussi riche que la Phénicie... Cette forteresse comportait une enceinte carrée de 60 mètres de côté à l'intérieur de laquelle ont été construits de petits temples grecs et un habitat très dense. On y a trouvé de nombreuses inscriptions grecques et de char-mantes figurines de terre cuite.

Six évêchés dans le Golfe

Le troisième site est encore mal connu puisqu'il a été «inventé» en 1989 par les archéologues français. Il s'agit d'une église chrétienne édifiée selon le plan oriental traditionnel à trois nefs, avec un chœur à abside flanqué de deux absidioles. Cette église - peut-être nestorienne? gurrait être la confirmation archéoogique d'un texte nestorien du dixième siècle racontant l'histoire d'un saint homme qui aurait évangé-lisé une île située au large de Bassorah. De toute façon, on sait que, du quatrième au sixième siècle au moins, ix évêchés existaient dans le golfe Persique, que la communauté chré-

tienne de Bahrein a subsisté jusqu'au dixième siècle et que l'île iranienne de Kharg – célèbre actuellement pour son terminal pétrolier – a été le siège d'un complexe monastique fouillé it y a quelques décennies par Roman Ghrishman. On ne peut encore dire si principal de la complexe par l'été et le gusti, le l'île de Faïlakah a été, elle eussi, le siège d'un monastère mais on sait que l'église est entourée de nombreux

Le passé du territoire de terre ferme de l'émirat de Koweit est encore très peu exploré. Les vestiges les plus anciens connus à ce jour ont été découverts à l'extrême nord-est de l'émirat dans la péninsule de Sabriya, toute proche de l'Irak. Ils datent du quatrième millénaire evant Jésus-Christ. Ils ont simplement été repérès et identifiés comme relevant de la culture d'Obeid (chalcolithique final de Mésopotamie), mais n'ont jamais fait l'objet de fouilles. Pis encore, des silex recueillis plus au sud sur les collines de Burgan (un des plus gros champs pétroliers du monde) n'ont jamais pu ctre datés... En revanche, sont datés du huitième siècle de notre ère les vestiges abbassides repères dans la vallée de l'oued Batin que suit la frontière occidentale de l'émirat.

YVONNE REBEYROL

Les confluences de la drogue

En dépit des différences de législation dans les pays européens, la prise en charge des toxicomanes passe par une coopération transfrontalière

es toxicomanes ignorent les frontières. En Europe, le bassin géographique traversé par le Rhin, la Meuse et la Moselle constitue un des couloirs privilégiés de leut circulation. Situé aux confins de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Belgigéographique. arbittairement découpé, a motivé la misc en place du GEERMM (1), le Groupe européen d'échange Rhin-Meuse-Moselle. un réseau d'intervenants et de chetcheurs centrés sur les problèmes de drogue et de dépen-

dance. Après une première rencontre eo 1986, cette fédération d'associations s'est téunie les 14 et 15 mars dernier, à Luxembourg, efin de concevoir des programmes communs d'ection. Une coopération difficile à mettre en œuvie si l'on considère les différeoces de législetion, de prise en la toxicomanie dans ces pays. Uoe étude portant sur ces cioq régions frontalières tente de dresser un état des l'eux de la prise en charge des toxicomenes (2).

« Pour les Lorrains frontaliers. Francfort est le nec plus ultra en matière de défonce. Et c'est inutile

de porter de l'ottrait de lo Hol-lande, explique M. Armend Fos-chia, président du GEERMM. De ces migrotions, les maisons d'orrêt portent témolgnage pulsque l'on retrouve des détenus étrongers dons les prisons françaises et inversement. Nous disposions d'informations parcellaires sur ce qui se passait de l'autre côté du Rhin ou de la Moselle. C'est o partir de ce constol et de lo nécessité de se préparer à l'Europe de 1992, que nous avans sauhaité en savair

Une des principales difficultés qui ressort de cette étude réside dans la diversité des législations.

Le cadre réglementaire défini par la Single Coovention de 1961, qui fixe le caractère délictueux de la eirculetion et de la consommation de drogue, a toutefois entraîné des interprétations très différeotes dont témoignent les législa-tions française et néerlandaise.

publiques

Aux Pays-Bas, la loi permet, en raison d'un « principe d'opportunité » qui vise à préserver « des intérêts sociaux importants», de renoncer aux poursuites. En

revanche, la situation française, fondée sur la loi de 1970, développe uo volet répressif, un volet d'injonction thérapeutique qui offre la possibilité au procureur de la République d'obliger un toxicomane à se soigner dans un centre spécialisé sous peine de poursuite, et un volet institutionsoins et garantissant l'enonymat des personnes. Les situations des antres pays sont en quelque sorte

intermédiaires. La Belgique a adopté une loi en juillet 1990 sur la détention préventive qui intègre une notion proche de l'injonction thérapeuti-que. « Au Luxembourg, lo répression s'accompagne d'une volonte de nan-stigmatisatian : les toxicomanes tendan! à être intègrés à une catégorie plus vaste, celle des personnes que seul le travail peut resocialiser », signale l'étude.

En ce qui concerne l'intervention publique, le situation des eina peys est très proche. Il n'existe pratiquement plus d'initietives privées qui ne soient subventionnées. Toutefois, en Belgique francophone, la situation de certaines associations apparaît très fragile. Et selon les spécialistes, jusqu'en 1990, la toxicoma-nie ne feisait l'objet d'eucun engagement budgétaire spécifique, signe de la difficulté à feire face à cette question,

Divisions sur la méthadone

Suivant les pays, la prisc en charge ne concerne pas forcément les mêmes publics. La France sépare le traitement des alcooliques et celui des consommateurs de drogues, ce qui n'est pas le cas de la Sarre (Allemagne) où l'on a'ettache plus à la notion de dépendance, quelle que soit la substance. Pour ce qui est dn choix des techniques de traitement, toutes sont utilisées dans les cinq régions étudiées. « En gros, an peut dire que les techni-ques inspirées par lo psychanalyse prédominent en France, celles inspirées par la psychologie étont nius préenantes ailleurs, pout-on lire dans l'étude. Les thérapies psychasocioles fant une percée notable dons toutes les régians. Les thérapies comportementales, pregnantes en Allemagne et au Luxembourg, sont pratiquees en France avec d'infinies précau-

La question de le méthedone, uo aoelgésique de synthèse employé comme produit de remniacement dans le sevrage des toxicomanes ntilisant l'héroine, cootinue à diviser. Considérée dans la plupart des pays comme une disposition d'argence impo-

sée per les citeonstances, cette pratique figure aux Pays-Bas comme un outil parmi d'autres, avec des critères d'attribution assez souples. En Sarre, un progremme měthadone, qni sc déroule dans le service d'urgence spécialisé du ministère de la santé à Sarrebruck, prévoit de soigner une vingtaine de personnes en

trois ans. L'admission à ec programme répond à des critères très stricts. Les patients doivent notamment avoir tenté sans succès au moios deux thérapics d'abstinence. prouver une dépendence aux opiacés de plusieurs années, sans qu'il y ait de polytoxicomanie ni de dépendence aleoolique. Enfin. ils doivent être âges d'eu moins vingt-deux ans et s'engager à participer à un programme d'accompagnement psychosocial visant à se réinsérer. Le Luxembourg et la France mettent en œuvre également des programmes méthadone dans le cadre de dispositions très limitées.

Fece à ces diversités, le GEERMM e toutefois entrepris de jeter les bases d'une coopéretion par-delà des frontières. Les universités de Sarrebruck, Fribourg, Liege, Utrecht et Metz devraient collaborer dans le domaine de la formation et de la recberche. L'échange entre des groupes de jeunes engagés dans des actions de prévention par le biais notamment du théâtre sc pourenit depuis denx ans. Le GEERMM-France a entrepris d'aider les toxicomenes allemands incarcérés à l'étranger.

Enfin, en 1989 et 1990, ont été organisées deux universités d'eté sur le thème de la « prévention des déviances dans les écoles curopéennes » (3). « Elles morquent une nouvelle étope vers la réalisation de nos objectifs, considère M. Armend Foschia. Elles sont un lieu de rencontre, nan seulement entre intervenants, proticiens et chercheurs, mois aussi entre des professionnels de l'éducation nationale et des travailleurs sociaux dans le souci commun de construire une prévention. »

MARTINE LARONCHE

(1) GEERMM. Président : Armand Foschia, 45, rue Principale, Foville, 57420 Verny. Tel. : 87-01-32-79. (2) « Les modes de prise en charge des maicomanies dans les réginas du ues mixicomanies dans les réginas du bassia Rhin-Meuse-Moselle », étude réalisée à l'intiative du GEERMM, fait la synthèse de cinq études réginnales menées en Belgique francophoue, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Sarre aiusi que dans l'est de la France.

POINT DE VUE

Quelle recherche pour l'environnement ?

par Yves Le Bars

IX ans en 1991 : pour le Cen-tre national du machinisme la mer. en particular de politicants à tre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF), cet anniversaire est l'occasion de mieux marquer sa place dans la recherche publique, en mettant l'accent sur l'importance et la venété des récente communication au gouvernement sur « Recherche et Environnement » l'a soulioné.

La CEMAGREF est un établissement de recharches finalisées, souvent conduites jusqu'à l'application sur le terrain. Pràa de 1000 personnes, dont 450 scientifiques, y travaillent. Ses domaines d'activité se situent au cœur de préoccupations fondamentales de la société, l'agriculture et l'environne-

En s'appuyant sur les travaux que mène le CEMAGREF dans le domaine de l'eau, il est possible de tracer quelques perspectives de ce que devrait être cette recherche, à l'heure où se tiennent les Assises nationales de l'eau (19 et 20 mars) et dana un moment où les inquiétudes se manifestent de plus en plus

Prenone par exemple le bassin versant de la Charente, sur lequel illent plusieurs de nos équipes. Il s'agit d'une recherche à l'échelle régionale, dont la finalité est claire : dans la région délimitée par la Charente et ses effluents, le travail des chercheurs consiste, en premier lieu, à mieux connaître les débits des eaux de surface et les mécanismes de transfert des polluants d'origine

agricole, urbaine ou industrielle. Partant de cette première étude, il devrait être possible de mettre en relation les activités humaines avec

sins des ostréiculteurs et sur le littoral. Menés en collaboration evec l'Institut français pour l'exploitation de la mer (IFREMER), ces travaux permettront ensuite d'éleborer des rècles de gestion dans le bassin versant, par exemple sur le traitement des eaux usées des agglomérations, les barrages, les pratiques agricoles, ou encore l'identification d'organismes aquatiques témoina de la pollution diffuse.

Une double approche

Ce type de recherche conduit à s'intéresser à l'eau comme milieu support d'une vie végétale et animale soumis à l'action de l'homme. Ainsi, deux approches complémentaires sont nécessaires. La première, par milieu, considère des systèmes, ie d'en comprendre les mécanismes, de construire des modèle qui permettent de les décrire. Le seconde, per filière, s'intéresse aux relatione entre certaines activités humaines et leur impact sur l'environnement : la construction d'une autoroute, par exemple, modifie les paysages ou bouleverse les équilibres des zones humides.

Que permet l'association de ces deux approches ? Lors de la sécheresse de 1990, l'irrigation, principal poste de consommetion de l'eau. e est trouvée au centre des débats. Imposée par l'évolution économique, elle est directement impliquée dans ques. D'un autre côté, l'imigation a un effet structurant sur le milieu rural, auquei les collectivités territoriales sont très attachées : elle permet le maintien d'une activité egricole, et par conséquent celui d'un tissu social. Les recherchea du CEMAGREF

l'ont conduit à élaborer des méthodes de prévision de la demande en eau, pour l'irrigation tant eux échelles de l'exploitation qu'à celles de le région agricole. La confrontation avec une approche du milieu, en l'occurrence les capacités des systèmes aquatiques, permet une meilleure maîtrise par l'Etat ou les collectivités territoriales des contradictions et conflins dens l'usage du patrimoine collectif. De nouveaux outils techniques (telles lea télécommandes, essociées à une pestion en tamps réel des transports d'eau), une mailleure planification (évaluation économique et écologique plus fine des projets), une tar cation plus transparente en résulte-

Normes européennes

Nous avons développé l'exemple de l'eau, mais des démerches anelogues concernent la forêt, les sols, recherche pour l'environnement eboutit à l'éleboration de lois, de décrets. Elle permet également de préparer des normes françaises ou européennes, et, aurtout, de construire de nouvelles méthodes pour l'action.

L'organisation de la recherche finalisée en France prend-elle suffisamment en compte la nécessité de cette double approcha? Certes. comme le CEMAGREF, beeucoup d'organismes associent dans leurs travaux activitée économiques et milieux. Mais l'effort de recherche

correspondent reste insuffisant. Surtout si on le compare aux efforts menés par la communauté scientifique aux échelles extrêmes : l'infiniment petit (biologie moléculaire, structure de la matière) ou l'infini-

ment grand (la terre, l'univers). Ces recherches présentent, il est vrei, des difficultés nombreuses. L'une tient à la multiplicité et à la nature des partenaires à impliquer. Il est en effet impératif d'introduire dans les débats des élus, des usagere, c'est-à-dire des catégories sociales très éloionées de la communauté scientifique. Tout en sachant se prémunir contre une soumission aux seuls besoina, marchands ou non, exprimés par des groupes

La recherche pour l'environnement demande par ailleurs une véritable interdisciplinarité entre de multiples domaines scientifiques. La guestion est donc de savoir comment faire une meilleure place à cette recherche aux échelles intermédiaires, celles où

l'homme agit. Cet objectif implique une véritable coopération entre organismes de recherche et le mise en œuvre de programmes finalisés evec des financements adaptés. Que ce soit pour l'eau, les paysages ou le montagne, ils sont encore bien rares. Reste aussi à créer des réseaux reliant scientifiques et société, pour construire des projets de recherche prenent en compte les préoccupe tions économiques, sociales ou poli-

➤ Yves Le Bars est directeur géne rai du CEMAGREF (Centre national du machinisme egricole, du génie rural, des eaux et des **SCIENCES • MEDECINE**

Destinés à l'industrie de pointe, les diamants de synthèse seront bientôt plus parfaits que nature

E geste sūr, il a piacé sous la loupe le minuscole joyau, a fait tourner entre ses doigts les multiples facettes. Exercé par un savoir transmis de génération en génération, l'œil a plongé au cœur du cristal. Le diagnostie de l'orfèvre est à la hanteur de ses espérances: Le diagnostie de l'orfè-vre est à la hanteur de ses espé-rances: vierge de toute inclusion, la pierre qui brille est « pure à la loupe dix fois ». Anvers, Amster-dam ou Paris, qu'importe. An royaume des diamantaires, la tra-dition est toujours semblable et l'Objectif migres: teilles liamité. l'objectif unique: tailler jusqu'à la perfection la préciense gemme, pour la parer, facette après facette, des mille feux qui lui donneront son éclat et sa valeur marchande.

Autres lieux, autres rêves. En 1990, la société américaine Gene-ral Electrie présente au monde le dernier-né de ses laboratoires de recherche : un diamant synthétique recherche: un diamant synthétique d'une pureté absolue, exclusivement constitué de carbone 12. Un diamant plus vrai que nature... Contrairement à la légende indienne qui voulait qu'il se reproduise indéfioiment à partir de lui-même, le plus prestigieux, le plus dur et le plus réfringent de tous les minéranx n'est en effet qu'uo simple morceau de carbone cristallisé.

Du diamant naturel à la gemme synthétique, seul l'impératif indus-triel fait la différence, comme viennent de le rappeler les travaux présentés à l'université de Nantes, lors d'une exposition organisée par le CNRS, du 7 au 17 mars, sur le thème « Art, science et maté-riaux ». Produit pour la première. fois en 1954 par General Electric. le diamant de synthèse, alors moios pur, n'en a pas moins connu ses premières applications dès les années 1960. Comparé à la pierre oaturelle, il présentait un meilleur pouvoir de coupe et no rendement supérieur, qualités qui le rendent désormais irremplaçable pour l'usi-nage de matériaux durs et abrasifs.

La genèse de la Terre

Depuis lors, la synthèse des dia-mants o'a cesse de progresser vers la perfection. Les cristaux synthéti-ques atteignent aujourd'bui une régularité inégalable par la nature, régularité inégalable par la nature, qui leur oovre la voie royale de l'industrie de poiote, celle des semi-conducteurs et des lasers. Au point que les orfèvres-joailliers, anxquels ces coosidératioos technologiques importent peu, commencent à s'inquiéter. A force de l'étudier, la chimie fiuirair-elle par rejoindre la nature? Jetée sur le marché des pierres précieuses par des mains peu serupuleuses. par des mains peu scrupuleuses, tentera-t-elle, demaio, d'usurper aux diamants authentiques leur incomparable bistoire?

Car les diamants - les vrais -sont nés dans les entrailles les plus profondes de la Terre, il y a de cela des millions d'années. Disséminé dans le manteao terrestre, le carbone y a trouvé les pressions et les températures suffisantes pour se



cristalliser. Les précieuses pierres en ont jailli lors d'éruptions volcaniques extrêmement violentes, doot les vestiges les plus célèbres ont été découverts il y a un peu plus d'un siècle en Afrique du Sud, daos la région de Kimberiey (1). Blen, rouge ou fancy, le diamant racomte ainsi à sa manière, rare et ioaltérable, la geoèse de la Terre. Et ee privilège, saos y suffire, contribue à lui donner sa fabuleuse valeor marchaode. Le reste est affaire de pureté, de poids et de affaire de pureté, de poids et de réfraction (le diamant possède le plus élevé des indices de réfraction connus), sans lesquels les tailleurs de cristal oc pourraient apprivoiser

scintillements de lumière.

Uo voyage le loog du fleuve Orange, dans cette Afrique du Sud où des hommes blancs venus de Hollande ont fondé eo 1888 l'empire sans égal de la De Beers, a suffi pour en convaincre le diamantaire parisien Edouard Sira-kian: « Le diamont est un trophée v, dont la puissance et la gloire restent inaccessibles ao plus parfair cristal de synthèse. Et lors-que l'on se sonvient qu'il faut, pour obtenir un gramme de dia-maot pur, traiter 20 000 kilos de roche diamantifere, on comprend sans peine qu'à la chambre du commerce et de l'industrie de Paris, seul organisme français habilité à délivrer des certificats d'aothenticité des pierres pré-cieuses, la caractérisation des diamants soit monnaie courante.

Couleur, poids, teneur en inclu-sions, inclinaison et dimension des facettes: leurs signes distinctifs y sont rigoureusement déclinés selon les oormes internationales, offrant ainsi aux professionnels (négo-ciants, courtiers, antiquaires ou eommissalres-priseurs), chaque année, plusieurs milliers de cartes d'ideotité mioérales.

Jaune canari

« En ce gul concerne le diamant, les imitations sont assez faciles à identifier », précise M. Jean-Paul Poirot, responsable du laboratoire de contrôle. Qu'il s'aj mine cristallisée, de titane de strootium, ou même du très réfrac-taire oxyde de zircooium cubique (la meilleure imitation du diamant que l'on connaisse à l'beure aetnelle), un simple reflectomètre suffit à en mesurer l'iodice de réfraction, toujours différent de celui des vrais diamants. Les difficultés d'identification ne concernent finalement que quelques pierres de couleur fantaisie, dont la production a soudain augmenté avec la découverte, il y a quelques années, d'un important gisement de diamants roses en Australie. A l'heure actuelle, les « pierres de fen » donnent donc moins de

snears froides aux gemmologues que les rubis ou les émeraudes, « dont les imitations sont beaucoup plus convaincontes ». Mais pour

combien de temps? Car, pour les joailliers, épris de naturel, un faux frère autrement plus dangereux, le diamant de synthèse, s'annonce déjà, Même si les diamants de fabrication industrielle s'apparentent encore plus souvent à des grains de sable qu'à des jovaux à sertir pour les grands de ce monde. Même si leur couleur, jaunâtre, en

signe encore trop erûment l'arti-

« Sans vouloir faire de la prospective, il est certain que la situation vo devenir plus délicate ovec le développement des macrocrisioux de synthèse, destinés à l'industrie électronique ou à celle des lasers», affirme M. Jean-Paul Poirot. Déjà, les Japonais produisent des diamants de synthèse dont le poids atteint plusieurs carats (1 carat = 0,2 gramme). Et encore ceux-là annoncent-ils la couleur : un jaune canari franc et elair, qui ne peut être confondu avec le « blanc extraordinaire plus» dont la pureté fait la fierté des diamantaires.

Qu'adviendra-t-il, en revanche, larsque se multipliera la fabrication de diamants parfaitement incolores, tel celui annoncé il y a quelques mois per General Electric? a Le microscope n'y suffira plus, prévoit déjà M. Jean-Paul Poirot. Pour trancher entre le faux et le vrai, il faudro avoir recours à des mesures fines de conductivité électrique, ou encore étudier les réactions du minéral en spectrométrie infrarouge. »

Cours de gemmologie

Déià employés au laboratoire de contrôle de la chambre de commerce pour l'analyse des rubis et des émeraudes, ces appareils risquent donc, dans les temps à venir, d'être de plus en plus mis à contribution. Une évolution prévue également par l'Institut de physique et chimie des matériaux (IPCM) du CNRS de Nantes, qui a récemment décidé de consacrer une part de ses activités à l'expertise des pierres précieuses.

« Sur envicon dix mille joailliers en activité en France, seulement 5 % possèdent un brevet de gemmologie », précise M. Bernard Lusnier. Sous la houlette de ce chereheur de l'IPCM, professeur à la faculté des sciences et des techniones de l'université de Nantes, un complément de formation eo gemmologie a même été créé, qui délivre depuis 1983 aux professionnels de la joaillerie un doctorat d'exper-

De la microsonde à effet Raman aux infrarouges à transformation de Fnurier, en passant par un microscope à balayage à effet de champ unique en Europe, les «énidiants» qui participent à ces cours très particuliers (nne soixantaine sont actuellement inscrits) peuvent s'initier aux techniques les plus performantes de la gemmologie. A condition, bien sur, que les cher-cheurs de l'Institut des matériaux ne soient pas en train de les utiliser pour leurs propres travaux.

CATHERINE VINCENT

(1) D'où le nom donné au principal type de roches volcaniques dans tesquelles ont été découverts des diamants,

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur

LES SYNDICATS ET L'EUROPE

Environer 40 F Itimbres à 2 F ou chèque & APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le doasie mandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne drait à l'anvoi gratuit de ce numéro

La stérilisation des malades mentaux

Suite de la page 15

Pour sa part, d'un point de vue général, le Cooseil notional de l'ordre des médecins estime que la sterilisation chirurgicale masculine au féminine e est une inter-vention mutilonte qui, dons la majorité des cas, n'est pas actuellement réversible et dont les conséquences psychologiques et morales sont imprévisibles. Elle ne peut être pratiquee que pour des motifs très sérieux qui amenent à déconseiller sormellement et définitivement la grossesse. Le consente-ment du sujet dûment éclairé est indispensable et l'ovis du conjoint doit être recueilli. Un delai de réflexion de deux mois doit être imposé et lo technique employée doit, outant que possible, laisser des chonces à une intervention réparatrice ».

Dans son commentaire du code de déontologie médicale, l'institution ordinale se refuse toutefois à prendre plus précisément position, qualifiant simplement de « décision grove » la stérilisation des a psychopathes » et des « jeunes débiles influençables incopables d'utiliser un mode quelconque de controception, incopables aussi d'élever un ensont ». D'autres codes de déontologie apparaissent dangereusement plus laxistes. Ainsi, en Allemagne, ee code stipule-t-il : « Les stérilisations sont permises en principe lorsqu'elles sont indiquées pour des motifs médicoux génétiques ou sociaux.» « On ne peut qu'être étonné de constoter qu'en dépit de l'épisode hitlérien et molgré le code de Nuremberg, des législations eugéniques continuent d'exister dans certains Etats des Etats-Unis, dans les pays scandinaves ou au Jopon, déclare le docteur Louis René, président du ennseil national de l'ordre des médecins. Dans ces pays la stérilisation peut être imposée à certoins psychopathes, délinquants, pervers sexuels et même

épileptiques par décision de l'outo-rité publique v.

Quelle que soit l'argumentation invoquée, il est clair toutefois que les stérilisations imposées ne sont très généralement aujourd'hui que des solutions caricaturales au problème plus général du droit à la sexualité des handicapés mentaux et des personnes souffrant d'affections psychiatriques graves. Comment faire si, comme un peut aisé-

ment le comprendre, on tient pour indispensable d'empécher toute procreation et si l'on estime, dans le même temps, que le droit à la sexualité ne doit pas être entravé? En pratique, les contraceptifs injectables, efficaces sur de longues périodes ou encure l'usage de stérilets, permettent souvent de trauver ane solution qui ne concerne, il est vrai, que les personnes de sexe féminin. Lursque ce n'est pas le cas il n'est pas rare que l'avortement - imposé - soit mis en œuvre.

De chirurgicale, la stérilisation devient ainsi chimique, c'est-àdire réversible. Il n'en reste pas moins vrai que dans l'immense majorité des cas, ces pratiques sont effectuées sous la contrainte. l'accord du malade ne pouvant être obtenu. Faut-il être critique vis-à-vis de telles pratiques mises en œuvre en dehors de tout cadre législatif et réglementaire et ne reposant que sur la conscience du médecin ou, au contraire, considérer qu'elles offrent l'avantage de fournir une solution somme toute raisonnable à un problème des plus délicats? Quoi qu'on pense, elles permettent de mesurer le chemin parcouru, les législations sur l'interruption de grossesse, les progrès de la génétique molécu-laire, ceux du diagnostic prénatal et l'émergence de la médecine prédletive conférant aujourd'hui à l'eugénisme un tout autre visage et une nouvelle dimension.

JEAN-YVES NAU



RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 16, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 copieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-65-25-25 opieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent aux à compter du 10 décembre 1944

Principany associés de la société Société civile « Les rédacteurs du Monde ». Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne. gerant.

Tel.: (1)45-55-91-82 on 45-55-91-71 Teles MONDPUB 206 136 F

Teléfa - 45-55-04-70 - Societé filiale du journal le Monde et Regie Presse SA

du - Monde -12 r M Gunsbourg 44852 IVR's Codes emission paritaire des jour et publication, nº 57 347 ISSN :0395-2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Renseignements sur les microfitms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX, Tél. ; (1) 49-60-32-90 SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS
LUXEMBOURG Voie normale-CEE 572 F 400 F 790 F 1 123 F 6 120is .._... 1 560 F 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABQ

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

ETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois 🗆	6 mois 🗆	1 an
Nom:	Prėnom:	
Nom:		
	_ Code postal:	
Localité : l'endles aron l'obligeance d'ecrire toux les m	Paus ·	



1



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. A consommer avec modération.

ه و دامن رالإملى

ARCHITECTURE

In symb

che monte mainire de Todore a cre mangione. La montelle mainire de Todore a cre mangione. La 5 mars, sie policiere de participation de Partir. La propriet minimistration de Partir. La propriet minimistration de Partir. La propriet minimistration de mainistration de mainimistration de mainimistrati

Ce gipuntanțiii enniglente architertural est compand de rome
hitements dont dont tours parelleies de quarante-haite danții,
hautes de 743 antion, les plus
hautes de le copitale. Le mairie de
Tokyo sa vant, aline l'experiment ie son neutropea, leman l'ampile reflei f late lie d'aquience l' l'aute de sign et antique sibile.
Le deux tours, du bătinent pracupal, extinsi l'ambitunte manditalement contin, rappullant actini di Notre-Danie de l'aris. Le gratiapoli, grit riuria, thut chia sum er dinci donnite le constitue manditale
cu qualitud pou statines al'un cu qualitud pou statines al'un cu compale qui tentule avec l'âbgance alimete dei mari volumes
dorness auricul l'impension d'un de cos important d'un film du fring-

Monstringele automaticus apport con control la component ai protein de Cumosoca, la a l'an component ai protein de Cumosoca, la a l'an comma control l'anticul la protein de la particul la capitale negotiere le ganticione. D'un control de 156 milliores de yent fette de com milliores de la particul la capitale de component la component de la capitale de component de la component de

d'aputones. Mais précisiment es cula, le nouvelle maisir est pas à l'image d'ann ville, par, an deput d'an gameisme parlois accabilient.



collages

décol

14murs-29av:

igner of the community of the community

ARCHITECTURE

Un symbole de l'opulence japonaise

Kenzo Tange signe la nouvelle mairie de Tokyo

TOKYO

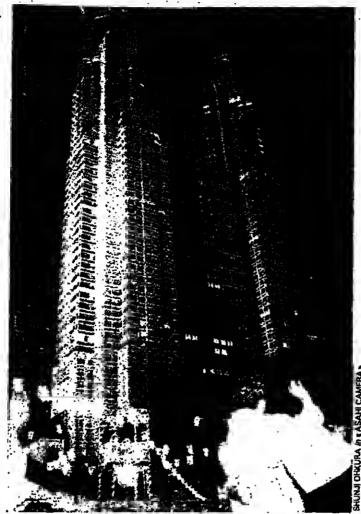
de notre correspondant.

La nouvelle mairie de Tokyo a été ineugurée, le 9 mers, en présence de personnalités parmi lesquelles M. Jacques Chirae, maire de Paris. Le premier ministre, M. Toshiki Keifu, éteit en revanche absent, le parti conservateur ne soutenant plus M. Shunichi Suzuki, gouverneur sortant, pour les élections locales du milieu d'avril. Monumentale, la nouvelle mairie soulèva des controverses qui pourraient bien se traduire par de nouveaux scandales.

Ce gigantesque complexe archi-tectural est composé de trois bâtiments dont deux tours paral-lèles de querante-hnit étages, heutes de 243 mètres, les plus hautes de la capitale. La mairie de Tokyo se veut, selon l'expression de son architecte, Kenzo Tange, « le reflet d'une ère d'opulence à l'aube du vingt et unième siècle ». Les deux tours du bâtiment princi-pal, estime l'architecte mondiale-pal, estime l'architecte mondialement connn, rappellent eclles de Notre-Dame de Paris. Le granit poli, gris souris, dont elles sont revêtues comme le caractère massif et quelque peu stalinien d'un ensemble qui tranche avec l'élégance élaneée des tours voisines donnent surtout l'impression d'une de ces inquiétantes et colossales bêtisses sorties d'un film de Fritz

our ceux qui la comparent en palais de Ceausescu, la « Tax tower », comme l'ont déjà baptisée les Japoneia, est en tout cas à l'image de ce qu'il y a de pire dans la capitale nipponne : le gigan-tisme. D'on coût de 156 milliards de yens (plus de cinq milliards de francs), la nouvelle mairie doit être, selon ses promoteurs, le symbole de Tokyo.

Un symbole de puissance et d'opulence. Mais précisément en cela, la nouvelle mairie est peu à l'image d'nne ville qui, en dépit-d'un gigantisme parfois accablant,



peut être agréable à vivre dans le détail de son chaos apparent dans les quartiers-villages - et encore moins de ses habitants : la mejorité de ceux-ci sont de petites gens bien moins riebes que ne le donne à penser le luxe ostentatoire

de certains édifices de consommation collective. La concentration de pouvoir et d'argent à Tokyo est néanmoins prodigieuse, inimaginable même à New-York. Le budget de cette mégapole de douze millions d'habitants (1) équivaut à

plus de la moltié de celui de la Chine: 46 millierds de dollars. Aussi la municipalité est-elle l'une des bases de pouvoir du eamp

A l'ordre du jour depuis des années, le déménagement de la mairie de Tokyo fait partie d'un plan de décentralisation du quarpian de décentransation du quar-tier de Marunonehi, voisin de Ginza, où depuis le début du siècle se sont ressemblées les instances du pouvoir économique. Le choix de Shinjuku est significatif. Tokyo s'est déplacé vers l'ouest. En dépit des protestations des habitants de la ville basse, à l'est, la mairie ne sera plus au cœur de la vieille cité des shogun, mais à la périphérie de celle-ci. Le gouverneur va en quel-que sorte vers ceux qui l'élisent.

Scandale en filigrane

Shinjuku est en oure, depuis les années 1960, le querrier le plus «tokyone». Bouillonnant d'activités, « cité sans nuit » è l'est de la tes, « cité sans nuit » é l'est de la gare, centre du capitalisme triom-phant à l'ouest, tour à tour chaoti-que et ordonné, Shinjuku, quartier offert et secret à la fois, est uoe ville dans la ville. On y trouve-tout; l'argent, le dénuement, l'ap-pétit de vivre comme l'oubli de

L'implantation de la mairie va quelque peu bouleverser la vie de la partie ouest de Shinjaku, celle des quatorze tours appartenant à des grands groupes industriels ou occupées par des hôtels. Elle signi-fie en effet l'arrivée des 13 000 employés de la municipalité, le ve-et-vient de 10 000 fonctionnaires et de 12 000 visiteurs qui vien-dront se joindre aux 200 000 per-sonnes (parmi les 700 000 transitant chaque jour par la gare de Shinjuku) arpentant le quartiers

La pouvelle mairie fleure surtout un scandale encore en filigrane, un scandule encore en inigrane, qui pourrait éclater à la faveur du réglement de comptes entre conservateurs qui se prépare pour l'élection du nouveau gouverneur le 21 avril : l'octogénaire mais encore vert M. Suzuki brigue en effet un quatrième mandat contre la olonie du parti conservateur (le Monde du 13 février).

Le gouveroeur et l'architecte Kenzo Tange sont eu cœur de cette affaire. Les relations entre les deux hommes remontent aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964 : M. Suzuki était alors gouverneur edjoint et Kenzo Tange conçut le gymnase et la piscine olympique. On retrouve le même tandem pour l'Exposition universelle d'Osaka en 1970. Tout naturellement, l'archileete diriges le campagne de M. Suzuki pour l'élection à la mairie de Tokyo.

M. Suzuki et I' « empire Tange »

En 1986, Kenzo Tange fut désigné pour dessiner la nouvelle mairie. Adjudication pour le moins peu transparente, bien que les projets aient été soumis théorique-ment de manière anonyme. Par la suite, eu cours notamment d'étranges parties de golf organisées par Kenzo Tange, réunissant le «gratin» de la construction, les ententes préalables aux appels d'of-fres furent, semble-t-il, réalisées. Le direction de la société constituée par la mairie pour gérer les travaux était composée en majorité de représentents des grands constructeurs, nous a dit M. Sato, secrétaire général des syndicats de la préfecture de Tokyo.

La construction de la mairie de Tokyo semble essentiellement l'affaire de l' «empire Tange» (auquel elle rapporta officiellement 1,7 milliard de yens). La «reine de l'ombre » de ce deroier est M= Takako Tange, que la presse a suroommée « Imelda » (en réfé-rence à M= Imelda Marcos, veuve de l'aneien dicteteur philippin). Dans les rédactions comme dans les diners en ville, les rumeurs abondent : M= Tange est moins connue pour ses extravagances que pour être une femme de tête, gérant d'une main ferme une partie des contrats annexes à la construction de la mairie.

Pour les syndicats de la municipalité, la construction de la nonvelle mairie est l'une des plus éclateates démonstrations de la collusion de la politique et des grands groupes de construction dans le détournement des deniers

PHILIPPE PONS

(1) Si l'on inclut les préfectures péripheriques, qui formeul avec Tokyo une gigantesque nébuleuse urbaine, la popula-tion se chilire à trente millions d'habiCINÉMA

Un nègre blanc

Mr. JOHNSON de Enice Berestoro

Très noir dans son cossume enionial blanc, Mr. Johnson sait lire et écrire. Il fait donc fonction de accrétaire auprès du représentant de Sa Gracieuse Majesté. Il n'en peut plua de fierté, se prend pour un Anglais, mais il est bien le seul... L'action ae pease eu Nigeria en 1923, et ae veut la aetire à le fois des « petits Blancs » qui se croient supérieurs, et des « nègrea blanes » qui, fascinés par l'Occident, trahissent leurs traditions, leur culture, et naturellement se

Le film de Bruce Beresford Mr. Johnson - tiré d'un roman homonyme de Joyce Cary -ecomule délibérément les poncifs : dene une Afrique bien propre de carte postele avec aomptueux couchers de soleil.

les Noira eont de granda enfants irresponsables mais débrouillards, hâbieurs, fabuletaurs, sympathiques, qui dansent tout le tempa et travaillent comme des bêtes pour un salaire de misère

Lea Blancs ne comprennent rien à l'insondable myatère de ce pays. Quand ile habitent là depuis longtempa, ila sont devenus alcooliques, violents. Quand ils arrivent, ile sont tellement désemparés qu'ils ae raccrochent en aveugles au règle-ment. Leura velléités humeniates sont battues en brèche... Jamais l'huile ne se mélenge à l'eau, comme disait

Peut-être eurait-il fallu préve-nir Bruce Beresford : la situase posent plus tout à fait dans les mêmes termes ectuellement, si bien que sa caricature rétro devient pour le moins

Les champignons de l'ombre

Les Gallois ne cédent jamais, pas même à la misère

COMING UP ROSES de Stephen Bayly

La vic est difficile à Aberdare, petite ville minière du pays de Galles touchée par la crise économique. Et le Rex, dernier cinéme encore en activité, est obligé de fermer ses portes, faute de specta-teurs. Quelques enfents, quelques vieilles demes, le fréquentent encore. L'ane n'y vient que pour utiliser, gratuitement, les toi-lettes

Trevor, le projectionniste, est chargé par la municipalité de gar-der la salle du Rex, en attendant qu'elle soit rachetée. Moca, la cais-sière-ouvreuse et marchande d'esquimaux se retronve au chômage, et obtigée de s'occuper du bébé de sa fille partie chercher fortune ailleurs. Trevor, divorcé, doit payer la pension de ses enfants, emprunte de l'argent, qu'il doit rembourser et accepte de transforr. clandestinement, la einéma abandonnée en ebampimonnière. Le champignon manque dans les restaurants et les boutiques d'Aberdare. Trevor, ses amis et les vieilles dames, se mettent à eultiver des plants dans des couches de terreau répandues entre

les feuteuils. Coming up Roses fut présenté avec succès dans la section officielle « Un certain regard » du Fes-

Cinéma Paradiso, vainqueur des British Academy Awards. -Cinema Paradiso a raflé dimanche 17 mars einq Britisb Academy Awards, les récompenses du einéma britannique. Couronné pour le meilleur film en langue étrangère, le meilleur acteur (Pbilippe Noiret), le meilleur second rôle masculin (Salvatore Cascio), le meilleur scénario original et pour la meilleure masique, le film de Giuseppe Tornatore devance les Affranchis, de Martin Scorsese, récompensé trois fois : meilleur film en langue anglaise, meilleur réalisateur et meilleure adaptation.

D Chamronsse on tes sommets du rire. - Traditionnel rendez-vous du einéma souriant, la station de

tival de Cannes 1986. Que ce film n'ait pas été distribué plus tôt en eireuit commercial reste un mystère. Cette comédie sociale ou l'humour apparaît comme une défense contre le meuvais sort est très proche de certains films de Ken Loach, de Stepben Frears ou de Mike Leigh. Et, si l'espoir fait vivre, les personnages en ont à revendre.

Leur obstination à rester optimistes lorsqu'ils passent, brutale-ment, d'une réussite à un échec est à la fois très drôle et très émouvante. Il est moins question, ici, de la mort d'une salle que du refus de céder à l'adversité, dans la grisaille d'une ville au particularisme bien précis. Car, détail important qui contribue largement à l'originalité du film : celni-ci il est remarqua-blement ioterprété par des comédiens gallois qui parlent leur dialecte comme pour affirmer, jusque dans les situations apparemment régionale.

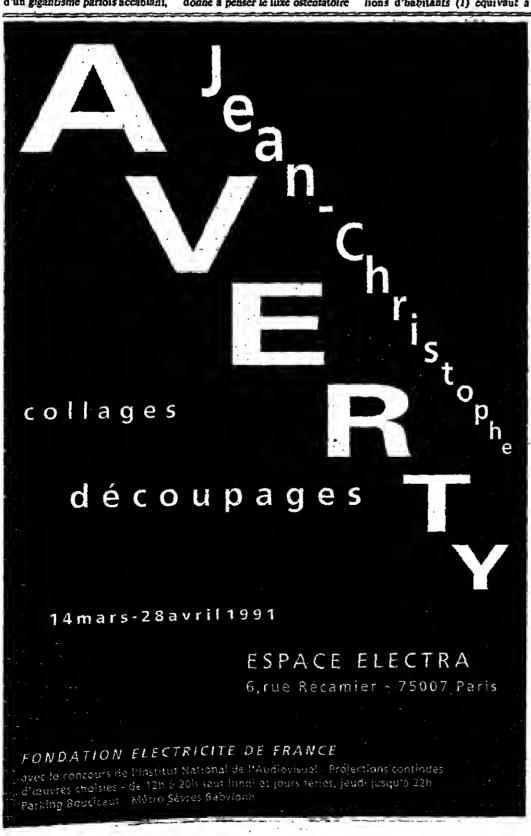
Stepben Bayly, Américain qui fut producteur avec Tony et Ridley Scott, tourne en Angleterre pour Channel Four. Une certaine pratique du documentaire l'a parfeitement servi dans cette fiction realisée, en grande partie, en décors

JACQUES SICLIER

val du film d'humour le réalisateur Nikita Mikhalkov, qui dirigera les déhats du jury afin de départager une sélection de neuf films venus des quatre coins de l'Europe, du Canada et des Etats-Unis. > Jusqu'au 23 mers. Tél. : 76-89-92-65.

U Vente de la bibliothèque de Bernard Blier. - Livres, lettres de comédiens ou d'aureurs, photos et pipes ayant appartenu à Beroard Blier (le Monde du 16 mars) ont été dispersés pour près de 1 million de francs lundi à Peris, à la mairie du IX arrondissement, selon Jacques Tajan qui dirigeait la vente. L'enebère la plus élevée, 75 000 F, est allée à l'édition de Kehl (70 volumes) des œuvres





CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS ERTS

0.22	DE CON	CERT
PRINCIPALITÉ DE MONACO DU 20 MARS AU 2 AVRIL Renseignem.: 93-15-50-1 10-25-15-10-1 10-25-15-10-1 10-25-15-10-1 10-25-15-15-1 10-25-15-15-1 10-25-15-15-1 10-25-15-15-1 10-25-15-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-15-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-25-1 10-	PRINTEMPS	CHATELET THÉATRE MUSICAL DE PARIS Dimanche 24 causs 10 PARIS Dimanche 24 causs (p.e. Valorate CHATELET THEATRE MUSICAL GUERAL SUMMER Lundi 25 Mercradi 27 Vandredi 29 causs 12 h 45 (p.e. Valorate CHATELET Lundi 25 mars 19 hours (p.e. Valorate Lundi 25 mars 19 hours (p.e. Valorate Cedelle) CHATELET THÉATRE MUSICAL DE PARIS Lundi Cedelle)
Culturel Portogals 51, av. léna Jeudi 21 mars 20 h 45 Rens, Tél. 47-20-86-84 jr.s. Valonateur	LE SAGE SCHUMANN SCHUBERT	
g. a. Valenderia Selle PLEYEL Surned 23 mars 20 h 30 (Kiengen) THÉATRE CHAMPS- ELYSÉES Dimpriche 24 mars 15 h 30 Tél. Rena, 47-23-47-77 [s.a. Valenderia]	ORCHESTRE ET CHORALE KUENTZ BACH PASSION ST JEAN J.S. BACH Passion selon SAINT JEAN Concerto Köln Chœur Currende de Louvain Dir.: René JACOBS	CONCERTS A 21 houres ÉGLISES: St-Germale- des-Prés Lundt 25 St-Louis d'Antin id-St-Luzare Marci 26 E. Réformée Aumonistion 19, ros Consumbert Me Pompe Mercsedi 27 mizz Places: 120 F Rèd. 80 F PNAC, VIRGIN (ip-a. Valmalete)
THÉATRE CHAMPS- ELYSÉES Dimanche 24 mars 20 h 30 Tél. Ress. 47-23-47-77 [p.4. Valmoista]	THE LONDON PHILHARMONIC Dir.: Charles DUTOIT	AUDITORIUM CHATELET Marci 26 mars 19 beures (p.e. Valualete Werner) AUDITORIUM CHATELET Mercredi

Concerts Radio France A TRAVERS CHANTS

Morcredi 27 mars 19 heures

Mercredi 20 - 20 h 30
Philidor - Carmen Saeculare
Soprano : Ghylame Raphanel
Mezzo-soprano : Sophie Foumier
Ténor : Martin Hill
Baryton : Jean-François Gardeil
Ensemble Sagittarius
La Grande Ecurie et la Chambre du Roy
Direction : Jean-Claude Malgoire

VADIM REPIN

VIOLORI BERLIOZ, SIBELIUS CHOSTAKOVITCH

Ieudi 21 - Vendredi 22 - 20 h 30

Mendelssohn - Paulus
Soprano: Sheri Greenawald
Alfo: Hanna Schwarz
Ténor: Donald George
Basse: Tom Knuste
Chour et Mahrise de Radio France
Orcharta National de France

LE SALON ROMANTIOUE
Samedi 23 - 15 h
Bruhms - Schubert - Mendelssohn
Soprano : Helen Donath
Clarinatte : Paul Meyer
Piano : Klans Donath,
Jem-Claude Penneticz
Maîtrine de Radio France
Direction : Denis Dupays

Samedi 23 - 20 h 30
Mondanvilla - Ition et l'Ansore
Solistes : Jennifer Smith - Philippe
Huttenlocher Catherine Napoli - Anne
Monoyios - Jean-Paul Fouchécourt
Ensemble vocal Françoise Herr
Les Musiciens du Louvre
Direction : Marc Minkowski



1.

Théâtre des Champs-Élysées Dimanche 24 - 15 h 30

Bach - Passion selon Saint-Jean
Ténor : Guy de Mey (l'Evangéliste)
Soprano : Maria Christina Kiehr
Ténor : Gerd Tink
Haute-contre : Andreas Scholl
Basses : Michael Schopper, Ulrich
Messhaler Messibaler Chœur Currende de Louvain Concerto Köln Direction : René Jacobs

Lundi 25 - 20 h 30
M.A. Charpentier
Les Arts Florissants
Direction: William Christie

Msrdi 26 - 20 h 30 Dverak - Mahler -Wolf - R. Strauss Soprano : Lucia Popp Pamo : Kwin Gage

Mercredi 27 - 20 h 30 Une soirée musicale chez Rassial en 1860 en 1860
Soprano: Anne-Sophie Schmidt
Mezzo-sopranos: Hélène Perragu
Sylvie Sullé
Ténor: Jean-Luc Viala
Baryton; Olivier Lalouette
Basse: Vincent Le Texter
Piano: Christian Ivaldi

Jeudi 28 - 20 h 30 Britten - Webern - Zemiliusky Mezzo-soprano : Hanna Schwarz Orchestre National de France

LOCATION

Radio France Théatre des Champs-Elysées 42 30 23 08 47 20 36 37

CULTURE

THÉATRE

e Pensée Musicale et Transmission s

Solistes de

L'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN SOLBIATI, BERIO PETRASSI

LES MIDIS MUSICAUX

TEZ ÉTÉAEZ DE

LA ROYAL ACADEMY

OF MUSIC
10 25: MOZART
R.STRAUSS, ARAHMO
10 27: SIZET, ARNE
TCHAIKOVSKI, MOZART
10 29: PURCELL
FINZI, WALTON

HARRIES

MICHAEL POLLOCK

HAYDN, FAURÉ

Pro Musicis

DESSAY

piano MOZART OFFENBACH DELIAES THOMAS

Orchestre

Philharmonique de Radio-France

JANOWSKI

COLLARD

OLEG

violon LALO, d'INDY

Quatuor

VIA NOVA

Les Sept Dernières

Paroles du Christ

Rect: Michael

LONSDALE

Texta : J.-P. NORTEL Tél. Loc. : 42-62-40-66

LAZAR BERMAN

Quatuor

ORLANDO

RIAN de WAAL plano FAURÉ, SCHUMANN

Jeunes loups d'aujourd'hui

A Rennes, un « festival des nouvelles tendances théâtrales » qui ne ment pas

Le Grand-Huit-Théâtre national de Bretagne, ex-maison de la culture de Rennes, comprend plusieurs salles qui doivent répondre aux besoins culturels de la popula-tion dans différents domaines cinéma, danse, expositions, musiques, - mais d'obord théâtre. A côté des spectacles importants, de productions plus intimes, le directeur Emmanuel de Véricourt fait appel à la génération montante - François Tanguy ou Stépbane Braunschweig. Il a eu l'idée d'orga-niser du 15 au 17 mars, sous le titre Emergences, un « festival des nouvelles tendances théâtrales » .

Il n'est pas tellement satisfait de la formulation Le mot « festival » est à la fois ambitieux et banalisé, l'invocation à la nouveauté peut paraître prétentieuse. Pourtant, le public a suivi, il ne l'aurait peut-être pas fait pour une seule troupe ineonnue. Sur plusieurs, on prend le risque de la bonne surprise qui fait oublier la mauvaise.

Les mauvoises surprises étent donc oubliées, il y aveit là les Mutilés, de Hermann Ungar, par Marc François, déjà présenté par le dernier Festival d'Automne. Il y avait une troupe rennsise, l'Arpenteur, evec une création, Temperature extérieure zero degre, qui ac passait dans une maison à l'abandon. Un parcours de labyrinthe dans des chambres modifiées eu fur et à mesure, décor surréaliste autour d'une bistoire d'enfant disparu le jour de ses sept ans. C'est pendant la guerre, il neige. Un acteur, mêlé aux spectateurs debout, sondant les murs lépreux, éveille les voix des fantômes. La porte s'ouvre sur une servante qui, voyant tout ce monde, casse une

 Le cinquième Manbenge laternational Théatre. - Seize compagnies, douze créations rythment cette année le cinquième Meubeuge International Théâtre (MIT). Ce Festival, qui se déroule jusqu'au 30 mars, permet de décou-vrir - en version française - de oombreuses troupes étrangères. Les Néerlandais du Studio Hinderik, le Theater Poging; les Belges Patrick Beckers, Jen Decorte ou les Britanniques de la Pascal Theatre Company se succéderont aux côtés des Françaia du Théâtre des pays du Nord ou du Cosmos Kolej. A noter également, la création de la Vie bien qu'elle soit courte, du dramaturge bulgare Stenislav Stratiev, leuréat du Coneours européen organisé par le MIT en mars der-

► Tél. : 27-65-65-40.

DANSE

□ Pierre Lacotte à la tête du Ballet français de Nancy. - Pierre Lacotte, 59 ans, a été nommé, pour une durée de trois ens, directeur artistique du Ballet français de Nancy, devenu Bellet national de Nancy. Il succéde à Petrick Dupond, qui evait occupé ces fonc-tions jusqu'à la fin 1990, cumulant pendant quelques mois ce poste avec celui de directeur de la danse à l'Opéra de Paris. Ancien premier danseur à l'Opéra de Paris, Pierre Lacotte a dirigé plusieurs compa-gnies dont les Ballets de la tonr Eiffel, le Bellet netional des jeunesses musicales de France, et plus récemment les Ballets de Monte-

soupière. A partir de là, le passé intervient sur l'instant, comme des bribes de contes de fées, de vieilles chansons funèbres tournant sans fin dans la tête. Le surréel prend peu à peu le pas sur le réel. Les chambres se transforment en greniers magiques encombrés d'ori-peeux, d'objets quotidiens mais désuets, et la dernière ebambre, tendue de drap écru, est celle du premier désir, celle de l'absence...

Bien que construit également par Bien que construit également par assemblage de fragments – suite de séquences annoncées par une présequences, – Help, du groupe lillois Balletum, donné dans l'une des salles du Grand-Huit, ne ressemble pas à Température extérieure. Les images sont nettes, façon bigh tech. images sont nettes, façon bigh tech. Trois couples se chargent de décrire l'éternelle histoire du couple. Avec hamour, tournant en dérision détresse et solitude, enchaînant banalités et vérités premières, gestes de la séduction et de la lassitude, de la chasse à l'homme

Salomé et la syphilis .

On pourrait trouver un certain rapport entre Help et le Concile d'amour, d'après Panizza, par la compagnie de Patrice Bigel, la Rumeur, la plus ancienne : elle e sept ans. Sculement, ce o'est plus sept personnes, c'est près d'une centaine de figurants qui en plus des comédiens occupent le vaste plateau de la grande salle, partiei-pent à la composition d'images somptueuses, inspirées par Metro-polis, Bob Wilson on Lavandant, images hautaioes de la décadence Concile d'amour, on voit la Sainte Famille dans un état lamentable, incapable de remettre de l'ordre eu Vatican, faire eppel au Diable qui envoie sur terre Salome et la syphilis. Par bonheur, le sida n'est pas mis en avant, mais une fois eucore, le désarroi des bommes et des femmes face à face.

L'avantage de la Rumeur est d'avoir ehoisi un vrai texte, alors que les deux antres spectacles sont construits sur des scénarios moison, trop confus, trop légers. On pourrait dire sans doute que Patrice Bigel serre de bien près ses références, mais son expérience est passionnante. Que les comédiens du Bellatum reprennent des thèmes et des façons auxquels les spectacles de danse contemporaine nous ont habitués. Mais ils le font avec la rudesse de la gaucherie, qui leur donne un eir d'authenticité. Quant à ceux de l'Arpenteur, ils rejoignent une conception de formes libres, d'un contact evec le public expérimenté pendant les années 60. Comme la plupart n'étaient pas nés, ils ne reprodni-sent pas, ils réinventent evec leur

Après tout, une tendence devient, redevient nouvelle dès que quelqu'un la feit aienne, et sept équipes se côtoyant pendant un week-eod finissent par provoquer l'événement. Ce « festival des nouvelles tendances » n'a pas menti. Il e d'ailleurs répondu à la tendance effectivement nonvelle qui consiste à rassembler des personnalités fortes, forcément différentes les unes des outres, et à laisser faire, laisser rêver l'ovenir.

COLETTE GODARD

Racine, Hugo, Camus

à la Comédie-Française Au cours de se première conférence de presse en tant qu'administrateur général de le Comédie-Françalee, Jacquee Lassalle e donné lee Brandas lignee de le politique qu'il intend mener mier mandat.

Créetione salle Richelleu :. Iphigénie, de Racine, mlee en scène de Yennie Kokkos, coproduction evec le TNS à la ml-octobre 19B1: Le roi s'amuse, de Victor Hugo, par Jeen-Luc Boutté, décembre 1991; Caligula, de Camus, par Youssef Chahine, février 1992; l'Ecole des maris et la Comtesse d'Escarbagnaa, de Molière, per Jecquee Lasselle, avril 1992; Mescarade, de Lermontov, par Anatoly Vassiliev, mai 1992.

Grandes reprises

Parmi les grandes reprises : le Barbier de Séville, da Benumar-chais, par Jean-Lue Boutté ; la Fausse Suivante, de Merivaux, par Jacques Lessalle, création le 29 evril ; la Tragédie du roi Christophe, d'Aimé Césaire, par Idrissa Ouedraogo, créetion le la juin; le Médecin malgré ki et le Médecin volant, par Dario Fo, qui partira également en tour-nén, ainsi que le Muit de

l'iguane, de Tennessee Williems per Brigitte Jecquee, créé eu Théâtre des Quartiers d'Ivry, et le Vie de Gelilée, de Brecht, la demière mise en scène d'Antoine Vitez.

En attendant l'ouverture du Vieux-Colombier en décembre 1992, le Comédie-Française présente à l'extérieur, outre le Nuit de l'iguane à lvry, On purge bébé, de Feydeau, per Jean-Christophe Averty aux Bouffaa du Nord - 17 avril, fin juln. En novembra 1991, *Un mari*, da Svevo au Théâtre de la Colline, un Pirendello, le Revizor, da Gogol, eu Théâtre de la Ville en octobre 1B92 et, en projet pour Avignon 1992, le Cid, da Corneille, per Alexander Leng, directeur du SchillerTheater de

Enfin, Jecquee Lassalle a ennoncé le développement de la mémoira de la troupe et da ses erchives, par l'audiovisuel, par la publication des pièces du répertoire, et par cella d'une revue qui complétera le Journal de la Comédie Française.

Renseignements, 40-15-00-15. Les inscriptions pour les abonnements se feront à partir du 14 mai en écrivant à la Comédie Française, service des abonnements, place Colette, 75001 Paris.

MUSIQUES

Bon voyage! Avant de partir aux Etats-Unis

. . . .

1.5

1000

l'Orchestre de Lyon rénové ionait dans sa ville

MUSIQUE FRANÇAISE d l'auditorium Mourice-Ravel de Lyon

LYON

de notre envoyé spécial Le dernier accord du Deuxième Concerto pour piano et orchestre de Saint-Saëns n'e pas fini de réson-ner dans l'auditorium Muurice-Ravel que, aans un regard pour le public, Jean-Philippe Collard se ette dans les bras d'Emmanuel Krivine. Ému et émouvant, l'ex-jeune premier du piano français quarante et un ans cette année, crinière grisonnante - vient de jouer comme nous ne l'evons jameis entendu. Est-il possible que ce concerto ne soit pas cette crépi-tante boîte à musique Second Empire dont tant de aes confrères se plaisent à remonter la mécani-que? Raffiné, reveur, technique immaeulee. Jean-Philippe Collard se moque de le tradition, il est des trabisons plus fécondes que l'au-thenticité, fut-elle avec un grand A.

A la tête de l'Orchestre national de Lyon, Emmanuel Krivine l'ac-compagnait, les 14 et 15 mars der-niers, d'une façon si attentive, si complice, que l'on en oubliait l'acoustique désastreuse de la salle lyonnaise. Son orchestre a fait de granda progrés. Les exigences d'Emmanuel Krivine n'ont pas été vaines. Les nouveaux venus recrutés avec soin se sont si rapidement intégrés à la formation qu'elle sonne avec l'bomogénéité d'un « vieil » orcbestre.

Un envol de mésanges affolées

L'Apprenti sorcier de Paul Dukas, «la Scèce d'amour» de Romée et Juliette de Berlioz, la « Deuxième Suite » de Daphnis et Chloé témoignaieot de la véritable naissance de cette formation créée. eo 1969. Un exemple: trop souvent « le Lever du jonr » de Daphnis ressemble à un envol de mésanges affolées, avec Krivine l'entrelacs des bois et des cordes semble peu à peu percer la brume du matio pour s'imposer triomphalement. Sa recette est simple: tempo lent, rythmique iofaillible, crescendo inexorable, couleurs fondues dans la transparence des plans sonores. Admirable !

L'Orchestre de Lyon part en evril tourner eux Etats-Unis, ses solistes seront les pienistes Jean-Philippe Collard et Bruno Leo-nardo Gelber. S'il n'a pas encore l'infaillibilité des grands ensembles américains, il n'est pas chauvin d'effirmer qu'il parle le musique evec un bel eccent europeen.

ALAIN LOMPECH ► Emmenuel Krivine vient da publier chez Denon un remar-quabla enregistremant de Shé-hèrazade de Rimski-Korsakov.

U L'Opéra-Bastille reporte son concours de chant. - Le Concours international de chant qui devait avoir lieu à l'Opéra-Bastille du 2 au 13 mai prochain est reporté au mois de mai 1993. Une décision due, selon la direction, anux restrictions budgétaires que l'Opéra de Paris dott supporter comme tous les établissements publics culturels. ».



ANNA **PRUCNAL**

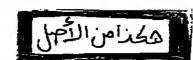
"AUTOPORTRAIT" Blemann, Cormann. Fassbinder, Mailland. Okoudjava, Pasolini, Vissotski 65 F LOC. 42 74 22 77 2 PL. DU CHATELET PARIS 4°

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde ARTS ET SPECTACLES



MOZART des CONCERTOS pour FLÛTE Patrick GALLOIS flute Fabrice PIERNE harpe **BERTRAND de BILLY** Rens. 42 33 72 89





CINEMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI MENCHEUI
Lancelot du Lac (1874), de Robert
Bresson, 18 h ; Hommage à Jean Epstein : Mauprat (1928), de Jean Epstein,
19 h ; Filme du pesaé, tréeors de
demain : la Oéfense du peuple (1861,
v.o. s.t.l.), de Rafigh Pooya, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) MERCREDI Hommage à Alberto Moravia : la Freccia nel flanco (1844, v.o.), d'Alberto Lattuada, 18 h ; le Marchende d'amour (1952, v.o. s.t.l.), de Mario Soldeti,

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU **8ALLE GARANCE (42-76-37-28)**

MERCREDI Les Cinémas d'Asie Centrale Soviétique : les Amoureux , v.f.), d'Eller Ichmouksmadov, 14 h 30 : l'Express transelbérien (1877, v.o. traduction simultanés), d'Eldor Durazbsev, 17 h 30 : Tryptique (1978, v.o. s.l.f.), d'Ali Khamrsev, 20 h 30,

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eusteche Forum des Halle (40-26-34-30)

MERCREDI Gemins de Peris : Jeune public ; Jour de classe (1872) de Jour, les Bottes de sept lieues (1871) de F. Mar-tin, 14 h 30 ; Actualités enciennes : Eclair journsi, 18 h 30 ; Aventures Baby come back (1983) de Ph. Lopès Curval, Rungis à fond la caisse (1878) de Denis Chegaray, 18 h 30 ; Appren-tissages : Bande annonce : Clémentine Targo (1881) de Carolins Raboh, le Nuit porte-jarretelles (1984) de Virginie Thévenet, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCH19 (") (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82); Les Trois 8elzsc, 8- (45-61-10-60); Saint-Lam-

bert, 16- (45-32-91-68). ALICE (A., v.o.) : Cind Beaubourg, 3-(42-71-52-36); UGC Oenton, 8- (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-84) : La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; UGC Champa-Elysées, 8 (45-82-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Escurial, 13- (47-07-28-04) ; 14 Juit Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f.: Pathé-

Montparnesse, 14 (43-20-12-06). LES ARNAQUEURS (A., v.o.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-83); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

ATTACHE MOI I (Esp., v.o.) : Lucer-AVALON (A., v.o.) : Forum Orient

Express, 1. (42-33-42-28); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50). LES AVENTURIERS OU TIMBRE PEROU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; La Berry Zèbra, 11 (43-57-

61-56). SOUGE PAS, MEURS, RESSUS-CITE (Sov., v.o.) : Utopia Champolion,

5- (43-26-84-65). LE SUCHER DES VANITÉS (A., v.o.) : Gaumont Les Helles, 1- (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elyaées, 8-(43-59-04-67) ; Max Linder Panorama, 9- (48-24-88-88) ; La Bastille, 11- (43-

07-48-60) : Geumont Pernasse, 14-M2-35-30-401 · v f. : Paramount Opéra. 9- (47-42-56-31); UGC Gobeline, 13-(45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-22-45-01); Le Gembetta, 20- (45-36-

10-96). LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46). LE CHATEAU DE MA MERE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5. (43-19-09) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-

COMING UP ROSES (Brit., V Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-

COUPS POUR COUPS (*) (A., v Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V, & (45-62-41-46); UGC Normandie, & (45-63-18-16); v.l.: Rex. 2 (42-36-83-93); UGC Mompamasse, 6 (45-74-94-94); Peramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC

PARIS EN VISITES

MERCREDI 20 MARS sLes terrassee et les jets d'eau à la Défense s, 14 h 15, hall RER Défense, sortle 8 (Tourisme culturel).

« Jardins et hôtels autour de Sair Victor s. 14 h 30, métro Jussiau (Paris pittoresque et insolite).

Exposition : s Camille Claude) >, 15 heures, entrée du Musée Rodin P. Y. Jasiet).

CONFÉRENCES

35, rue des Francs-Bourgeois 18 h 30 : s L'Iliade, le premier chefd'œuvre européen de Schliemann, qui e découvert Troies, par G. Juramie

(Maison de l'Europe). Palais de la découverte, svenue Franklin-D,-Roosevelt, 20 h 30 : « Des virus et des hépatites. De l'enthropologie à la biologie moléculaire », par Larouze. Entrée (libre (Dielogues

Gobeline, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-62-43) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18-(45-22-46-01). CYRANO DE SERGERAC (Fr.)

(46-36-10-96). DANCIN' THRU THE DARK (A... v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) : Action Champs Elysées, 8-(43-25-71-68) : La Bastille, 11- (43-07-

| 48-60).
| OANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 • (45-06-57-57) ; Gaumont Opére; 2 • (47-42-60-33) ; Bretsgne, 6 • (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6 • (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 • (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 6 • (45-63-16-16) ; Gaumont Alésia, 14 • (43-27-84-50) ; v.f. : Rex Ils Grand Ravi 2 • (42-34-36) v.f. : Rex (le Grand Rex), 2- (42-36-83-83) ; Fauvette, 13- (43-31-56-88) ;

Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); UGC Odeon, 8- (42-25-10-30); UGC Triomphe, 8. (45-74-83-50); Peramount Opéra, 8- (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Lyon Bastale, 12* (43-43-01-35); USG Gobelins, 13- 145-61-84-951; Mistral, 14- 145-39-52-43]; Sopt Parmassiena, 14- 143-20-32-20); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20-

Geumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01); Le Gembette, 20- (48-36-10-985.

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

74-93-40) : Pathé Clichy, 16- (45-22-

HALFAOUINE (Fr. Tun., v.o.) : Epée HALFAOUINE 67.-Tun., v.o.] : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

HAVANA (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) : UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) : Kinopanarama, 15- (43-08-50-50) : v.f. : UGC Montparassa, 6- (45-74-84-94) : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinochea, 6- (48-33-10-82).

HENRY V (Boir, v.o.) : Foour Orient

HENRY V (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-25) ; Psnthéon, 5- (43-54-15-04) ; Elysées Lincoln, 8-43-59-38-14) ; Sept Parmassiens, 14 (43-20-32-20). HENRY, PORTRAIT DF A SERIAL

KILLER (") (A., v.o.) : Racine Odéon, 8-43-26-18-68) L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Rex, 2- (42-38-83-83); UGC Lyon Bas-tille, 12- (43-43-01-59); Grand Pavois,

LES FILMS NOUVEAUX

AUJOURO'HUI PEUT ETRE ... AUJOURO'HUI PEUT: ETRE... Film français de Jean-Louis Bertuc-celli : Forum Horizon, 1 · (45-06-57-57) ; Pathé Impérial, 2 · (47-42-72-52) ; Pathé Hourefeuille, 8 · (46-33-78-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 · (43-59-52-62) ; Sept Pamassians, 14 · (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II, 18 · (45-22-47-94).

Pethé Wepler II, 18- (45-22-47-94).

8 ONS BAISERS O'HOLLY.

WOOD. Film smérijcain de Mike Nichola, v.o.: Pathé lenpérial, 2- (47-42-72-52); Ciné Beatibourg, 3- (42-71-52-36); Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-78-38); Pathé Marignan-Concords, 8- (43-59-92-62); Mistral, 14- (45-39-52-43); Sept Parnessiens, 14- (43-20-32-20); 14

Juliet Beaugranelle, 15- (45-75-79-78); v.f.; Saint-luzzare Pasquier, 143-67-35-73-13-13-14-14- François, 9-79-78); v.f.: Saint-Lizzne-Pasquer, 6- (43-67-35-43); Pathé Français, 9-(47-70-33-88); Las fletton, 12- (43-43-04-67); Fauvette Bla, 13- (43-31-60-74); Pathé Montparnass, 14- (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94).

EATING. Film américalo d'Henry Jaglom, v.o.: 14 Juillst Odéon, 6-(43-25-59-83).

LE JOUR DES ROIS. Film français te Jour Des Rots, rum trançais de Marie- Claude T freilhou : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28); Seint-André-des-Arts I, 8- (43-26-48-18); George V, 6- (45-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Escuriel, 13- (47-07-28-04); Sept Parmassiens, 14- (43-0-23-27)

LABYRINTHE OES PASSIONS. Film espegnol de Pedro Almodovar, v.o.: Gaumont Lesi Hallas, 1º (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); Publicis Seint-Germein, 6º (42-22-72-80); Gaumont Ambae-sade, 8º (43-59-18|-08); 14 Jullier Bastille, 11º (43-57-90-81); Gau-mont Parasses 144-43-35-30-40). mont Pamasse, 14 |43-35-30-40);

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Républic Cinémas, 11-(48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01). LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont

Opéra, 2. (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille : 6- (46-33-79-38) : Gaumom Ambassade, 8- (43-59-19-08); La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Fauvette, 13-(43-31-56-86) ; Gaumont Pamasse, 14-

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). ETRANGE SECUCTION (k., v.o.) : Forum Orient Express, 1 42-33-42-26]: Publicis Champs-Elysdes, 8-(47-20-76-23); Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40)

L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-58-83); UGC Rotonda, 8- 145-74-94-94) ; UGC Normandie, 8- (45-63-18-18) ; v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; Pathé sse, 14- (43-20-12-06). FENÈTRE SUR PACIFIQUE IA.

v.o.) : UGC Triomphs, 8- (45-74-LA FRACTURE DU MYDCAROE (Fr.) : Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36) : 14 Juillet Parmasse. 6: (43-26-58-00); Les Trois Luxembourg, 8 (45-33-97-77); George V, 8 (45-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-

90-81) ; Gaumont Convention, 15- (48-GÉNIAL MES PARENTS DIVOR-CENT (Fr.) : Georgs V, 8- (45-62-

GHOST (A., v.f.) : UGC Montpersse, 6- (45-74-94-94). LA GLDIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5. (43-26-19-09) ; Gaumont Convention, 15: (48-

28-42-27). GREEN CARD (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 · (40-26-12-12) : Ciné Seaubourg, 3 · (42-71-52-38) : UGC Odéon, 8- (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-18-08); UGC Biarritz, 8- (46-62-20-40); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Geumont Aldsia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juliler Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Blenvenue Montpartesss, 15- (45-44-25-02); UGC Maillot, 17. (40-68-00-18); v.f.: UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94) ; Paramount Opéra 9-(47-42-56-31) : Les Nation, 12. (43-43-04-67) : UGC Lyon Bastille, 12- (43Gsumont Alésia, 14 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugranelle, 15-(45-75-79-79),

15- (45-54-48-85).

LA MAISON RUSSIE. Film améri-Can de Fred Schspisi, v.o.: Forum Horizon, 1 · (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6 · (43-25-68-83); George V, 8 · (45-82-41-48); UGC Biaritz, 8 · (45-62-20-40); Sept Pernassians, 14 · (43-20-32-20); 14 Juillet Reguerapolite, 15 · (45-75. nassiens, 14* (43-20-32-20); 14 Juliet Beeugranella, 15* (45-75-78-78); v.f.; Rex, 2* (42-36-83-93); Saint-Lezara-Psaquiar, 8* (43-87-35-43); Pethé Françaia, 8* (47-70-33-66); Las Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); Fouvetts Bis, 13* (43-31-60-74); Mistral, 14* (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-05); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18* (45-22-48-01).

18- (45-22-48-01). POUSSIÈRES OANS LE VENT. Film chinols de raiwan de taiwan, couleurs, 1h29. Comédie drametique de Hou Haiso-Halan, v.o. : Utopie Champollion, 5- (43-26-84-85).

RUE OU BAC. Film français de RUE OU BAC. Film français de Gabriel Aghion : Gaumont Opéra, 2-(47-42-50-33) ; Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-38) ; Les Trois Librambeurg, 6-(46-33-97-77) ; Gaumont Ambessade, 8-(43-59-19-08) ; Gaumont Alésie, 14-(43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14-(43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27).

STAYING TOGETHER ricain de Lea Grant, v.o. : Publicis Champs-Elysées, 6- (47-20-78-23) ; Sienvende Montpamasse, 15. (45-

TOMBÉS OU CIEL. Film sepa-gnol-péruvien de Francisco Lom-bardi, v.o. : Latina, 4- (42-78-47-88) : 14 Julier Pamesse, 6- (43-26-58-00).

HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-

J'AI ENGAGE UN TUEUR (Fm.,

v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77) : Républic Cinémas, 11- (48-KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.)

Cinoches, 6- (45-33-10-82). LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). MAMAN, J'AI RATÉ L'AVIDN (A.,

v.l.) : Georgs V, 8- (45-62-41-48) ; Saint-Lambart, 15- (45-32-91-68). MERC) LA VIE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Rex, 2- (42-35-83-93) ; UGC Denton, 6- (42-26-10-30) : LIGC Montperpassa, 8: (45-74-94-94) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) Psthé Marignen-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Siarritz, 8- (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); Las Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-85) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14- [43-20-88-52];

14 Julilet Beaugranella, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); UGC Maillot, 17 (40-86-00-18) ; Pathé Wepler, 18 (45-22 (48-01) : Le Gambetta, 20- (45-36-

MILLER'S CROSSING (7 (A., V.O.) Forum Horizon, 1. (45-08-57-67) Psthé Hautefeuille, 6- (48-33-79-38) Pathé Merignen-Concorde, 8- (43-59) 92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-

32-201. MISERY (') (A., v.o.) : Ciné Basubourg, 3- (42-71-52-35); UGC Denton, 6- (42-25-10-30); UGC Bienitz, 8- (45-82-20-40) : v.f. : Rex. 2. (42-36-83-93); UGC Montparnasse, & (45-74-94-94); UGC Opera, 9- (45-74-95-40). MISTER JOHNSON (A., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 8-

43-59-92-921 LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82). NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.o.) : Studio Galende, 5 (43-54-72-71); Grand Pevois, 15- (45-54-

48-85) NIKITA (Fr.): Gaumont Las Halles, 1 '(40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2-

43-01-58); UGC Convention, 15- (45- | (47-42-60-33); Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); Gaumont Ambassade, 8-(43-59-19-08); Les Mompames, 14-

(43-27-52-37). (43-27-52-37).
LES NUITS AVEC MON ENNEM!
I.A., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Pethé Impérial, 2- (47-42-72-52); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6- (45-74-84-94); Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-62); UGC Biarritz, 8- (45-82-20-40); UGC Maillot, 17- (40-88-00-15) 82-20-40); UGC Maillot, 17- [40-88-00-15]; v.f.: Rex. 2- (42-35-83-93); Saint-Lazere-Pasquier, 8- (43-87-35-43); LIGC Opéra, 9- (45-74-95-40); UGC Lyon Bassife, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mis-tral, 14- (45-39-52-43); Pathé Mont-

trai, 14 (45-39-52-43); Pathé Mont-parmasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-83-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gam-betts, 20 (48-38-10-96). DN PEUT TOUJOURS RÉVER (Fr.): Georga V, 8 (45-52-41-46); Pathé Français, 8 (47-70-33-88); Paris Ciné I, 10 (47-70-21-71); Fsuvette, 13 (43-31-56-86); Pathé Montparmasse, 14 (43-20-12-06). L'OPÉRATION CDRNED-BEEF

(Fr.) : Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; UGC Gobeline, 13- (45-61-94-85); Miramar, 14 (43-20-89-52); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94). LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Epée de Bois, 5 (43-37-57-47); Georgs V, 8-(45-62-41-45); Gaumont Parnasse, 14-43-25-20-40;

143-35-30-401 LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) ; Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois,

15- (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15-)45-32-91-68). PRETTY WOMAN (A., v.o.) : UGC Oanton, 8: (42-25-10-30); UGC Triomphe, 8: (45-74-83-50); UGC Opére, 8 (45-74-85-40); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68); v.f.; Bretagne, 6- (42-22-57-97).

REZ-0E CHAUSSÉE [Sov., v.o.) : Lucerneire, & (45-44-57-34) ; Studio. 28, 18* (46-05-36-07). ROSENCRANTZ & GUILDENS-TERN SONT MORTS (A., v.o.) :

George V, 8- (45-62-41-46). George V, 8* (45-52-41-46).
SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.):
Studio Galande, 5* (43-54-72-71):
Lucemaire, 6* (45-44-57-34).
SOUVENIRS DE LA MAISDN
JAUNE (Por., v.o.): Latina, 4* (42-78-47-66); Seint-André-des-Arta II, 8* (43-26-80-25).

TAXI SLUES [Fr.-Sov., v.o.] : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38) ; Studio 28, 19- (48-08-36-07), TELS PÈRES TELLE FILLE (A.,

v.o.) : UGC Normandle, 8. (45-83-16-16); v.f.: UGC Montparnasse, 8-(45-74-94-94); Pathé Français, 9- (47-70-33-86); Fauvette, 13- (43-31-66-88); Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (48-36-

THELDNIOUS MONK (A., v.o.): Images d'ailleurs, 5. (45-67-18-09): Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33). · TiLAI (burkinabé, v.o.) : images d'ail-leurs, 6- (45-87-18-09).

TDRCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Seaubourg, 3- (42-71-52-35) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55). LE TRIDMPHE DE BASAR (Fr.-Can.) : Club Geumont (Publicis Matiion), 8- (43-58-31-97) ; George V, 8-(45-62-41-46) ; Fauvette, 13' (43-31-

66-86] ; Las Montparnos, 14- (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15- 145-32-UN COMPAGNON DE LONGUE

OATE (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3-(42-71-52-35) ; Studio des Ursulines, 5- 143-25-19-091 UN FUC A LA MATERNELLE (A., v.o.) : Georgs V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex. 2 (42-36-83-93) : Fauvette. 13-142-31-58-861

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Club Gaumoni (Publicis Matignon), 8 (43-58-31-87); Grand Pavols, 15- (45-54-UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) :

Lucemaire, 6- (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46) : Pathé Français, 8- (47-70-33-88) ; Les Montpornos, 14-143-27-52-37). LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ACCATTONE (h., v.o.): Accetone, 5- (48-33-86-86) mer. 16 h 30, sem. 13 h 40, km. 21 h 50. ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.): Seint-Lambert, 16- (45-32-91-68) mar. . 19 h, ven. 17 h.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88) mer., mar. 19 h, sam. 21 h. LES AVENTURES DE ROSIN DES: BOIS (A.): Escurisi, 13- (47-07-28-04): mer., sam., dim. 10 h f de 16 ens : 15

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : 5tudio Galande, 5- (43-54-72-71) mer.

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTE (A., v.f.): La Berry Zabre, 11-(43-57-51-55) mer. 13 h 45. BLUE VELVET (*) (A., v.o.) : Cm6-Planète magique, 3- (42-76-00-18) mer., sam., dim. à 17 h, nieu. à 18 h, un à 20 h 45

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Accatone, 5- (46-33-86-86) mer. 18 h 30, ven. 13 h 20, dim. 18 h 30. LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL OIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5-(43-54-42-34) mer., avec.

LE OÈCALOGUE 2, TU NE COM-METRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.1: Refer Médicis Logos sale Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) mer. 12 h. LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lembert, 15-145-32-81-88) mer. 17 h.

EMMANUELLE (**) (Fr., v.o.): Sudio Galende, 5* (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

22 h 30.

LES ENSORCELÉS (A., v.o.): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-83) mer., jeu., ven., kn., mar. à 14 h, 20 h, 22 h 15, sam., dâm. 20 h, 22 h 15.

ENTRE CIEL ET TERRE [Eg.]: La

ENTRE CIEL ET TERRE [153]: LB G60ds, 19: (40-05-80-00) mer., jeu., ven., sam., dim., mar., de 10 h b 21 h. EUROPA EUROPA [Fr.-All., v.o.); Denlert, 14: (43-21-41-01) mer. 18 h 30, km. 16 h. EXCALIBUR (A., v.o.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer. 21 h, sam, 21 h 15.

sam, 21 h 15.

L'EXPÉRIENCE (NTERDITE (*) (A., iv.o.); Grand Pavois, 15; (48-54-46-85) mer. 18 h 45, ven. 20 h, sam., dim. 22 h 30, mar. 15 h 45. FANTASIA (A.): Oenfert, 14- (43-21-41-01) mer., dim. 15 h 30, sam.

GOTHIC (*) (Brit., v.o.): Accatone, 5-(48-33-88-86) mer. 21 h 50, sam, 12 h, mar. 13 h 20.

LE GRANO 8LEU (Fr., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) (son SR ver-sion longue) mar. 21 h. jeu., ven., tun., mar. 14 h. mar, 14 h.

HIGHLANDER, LE RETOUR (A., v.o.); Grand Pavois. 15- (48-54-46-85) mer., lun. 17 h, jau. 20 h, dim, 22 h 30, mar. 18 h 45.

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.l.); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer. 15 h

HOTEL DU NORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., tun, 21 h. JÉSUS DE MONTRÉAL (Can.) : Ciné-Planèts magique, 3- (42-78-00-18) mar., cim. 18 h 10, lun. 18 h,

JU DOU (Chin., v.o.): Uropla Cham-pollion, 5- (43-28-84-66) mar., jeu., ven., sem., lun., mar. 16 h 10. JULES ET JIM (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6- (48-33-97-77) mer., van., dim., mar. h 12 h.

LE KID (A.): 14 Juillet Pemasse, 8-(43-26-58-00) mer., sem., dim. 13 h 50, (- de 14 ans 15 f), LENINGRAD COW-BOYS GO AME-

RICA (Fin., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) mer. 19 h, lun. 16 h. LE MÉPRIS (Fr.): Les Trois Balzec, B- (45-61-10-60) séances mer., ven., dim., msr. à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 60, 18 h 50, 21 h 50 film 15 mn

METAL HURLANT (A., v.o.): Grand Pevols, 16- (46-54-48-85) mer. 22 h 30, Jan. 17 h 16, sam. 0 h 30, dm. 18 h 45. METROPOLITAN (A., v.o.): Reflet Logos II, 5: (43-54-42-34) mer., jeu., lun. 12 h 05.

41-01) mer. 17 h 40, mar. 18 h 20 MO' BETTER SLUES (A., v.o.): Images d'silleurs, 5- (45-87-18-09) mer. 16 h, jeu. 14 h, 22 h, ven., dim. 22 h, sem. 18 h, lun. 14 h, 20 h 30. MR AND MRS SRIDGE (A., v.o.) : Studio des Ursufines, 5- (43-26-19-09)

mer., jeu., ven. 20 h, sam., lun., mar. 18 h, dim. 11 h 45. MUSIC LOVERS (8rt., v.o.) : Accetone, 5. (46-33-86-88) mar. 12 h 40. NES DES ÉTOILES (Jep.) : Le Géods. 19- (40-05-80-00) mer., jeu.,

ven., sern., dim., mar., avec. ORPHEE (Fr.) : Reflet Logos I, 6- (43-54-42-34) mer. 11 h 50. OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursulines, 5° (43·26-19-09) mer., jeu., ven. 12 h, km. 20 h 10, mar. 22 h 10.

PINK FLOYD THE WALL (8rst.-A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) mer. 20 h 45, jeu. 16 h 30, ven. 16 h, sam. 12 h, 18 h 05. 0 h 30, dim. 12 h,

mar. 14 h. PRINCESS BRIDE (A., v.l.) : Escurial, 13- (47-07-28-04) mer., dim. 10 h (- de 15 ans : 15 F.I ; Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) mer., sam. 17 h 15.

(45-54-46-55) mer., sem. 17 n 15.
PUMP UP THE VDLUME (A., v.o.):
Studio des Ursulines, 6-143-26-19-09)
mer., jeu. 18 h 10, ven. 22 h 10, sem.
0 h 15, mar. 12 h.
LE RDI ET L'DISEAU (Fr.): Lucernaire, 8- (45-44-57-34) mer., sem.,
dim. à 14 h, 15 h 45, 17 h 30.

SEXE, MENSONGES ET VIDEO IA v.o,) : Studio dee Ursuines, 5- (43-26-19-09) mer. 22 h 10.

SWEET MOVIE (**))Fr.-Can., v.f.) ; tudio Galanda, 5- |43-54-72-71| mer. 18 h 10. TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr. Bel.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer. 17 h. TDM, JERRY, ORDOPY ET TEX

AVERY (A., v.o.): Le Berry Zèbre, 11-(43-67-51-55) mer., sam. 16 h 45. LES TORTUE5 NtNJA (A., v.f.):

LES TORTUE5 NtNJA |A., v.f.|: Saint-Lambert, |5- (45-32-91-68) mer., dim. 15 h, sam., lem. 13 h 30.

TDUS EN SCÈNE |A., v.o.): Les Troie Luxembourg, 8- (48-33-87-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

37-2 LE MATIN (*) (Fr.): Ciné-Planète magique, 3-)42-76-00-18) mer. à 21 h 10, ven., sam., mar. à 19 h, dim. à 21 h : 5tudio Gelande, 5- (43-54-72-71) mer., sam., dim. 18 h, LA VIE EST BELLE (881-zatroie, v.o.): Imegas d'eilleure. 5- (45-87-

LA VIE EST SELLE (8el. zetrois, v.o.) : Images d'eilleure, 5 (45-87-18-09) mer., jeu. 20 h, ven. 14 h, sam. 16 h 30, dim. 14 h, mar. 18 h.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Républic Cinémes, 11 (48-05-51-33) mer., dim, 17 h 10.

ZOO (8rit., v.o.) : Action Rive Geuche, 5 (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., kun., mar. è / 12 h T.U. : 20 F.

LES GRANDES REPRISES

LES BAS-FONDS (Jap., v.o.) : Reflet .ogos I, 5- (43-54-42-34). 8RAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71).

LE CHATEAU OU DRAGON (A., .o.) : Action Christme, 6- (43-29-11-30). CHIEN ENRAGE (Jap., v.o.) : Elynées Lincoln, 8- (43-59-38-14).

LE CIEL PEUT ATTENORE IA. .o.) : Le Champo - Espace Jecques Tati, 5- (43-54-51-60). LA CINÉMATHÈQUE DE LA DANSE PRÉSENTE :) : Opéra de Paris, Palais Gemier, 9- (47-42-53-71).

OR JEKYLL ET MR HYOE (A., v.o.) Les Trois Luxembourg, 6. (46-33-EASY RIOER (A., v.o.) : Cinoches, 6-(45-33-10-82).

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6. (46-33-10-82). HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Action

che, 5- (43-29-44-40). INDIA SONG (Fr.): Latina, 4- (42-78-

LE MÉPRIS (Fr.) : Le Saint-Germain des Prés, Salle G. de Seauragard, 5 142-22-87-231. LES PETITES MARGUERITES (sché-

'que, v.o.) : Accatone, 5- (46-33-86-86). SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.): Uropia Champoliion, 5- (43-

LE SOUPIRANT (Fr.) : Le Champo .

space Jacques Tati, 5, (43-54-61-60). STRANGER THAN PARADISE (A.-

L'annoe 1990

dans Le Mande

All., v.o.): Utopia Champollion, 5- (43-26-B4-55). 1990





ACTIF TOTAL REGENERANT

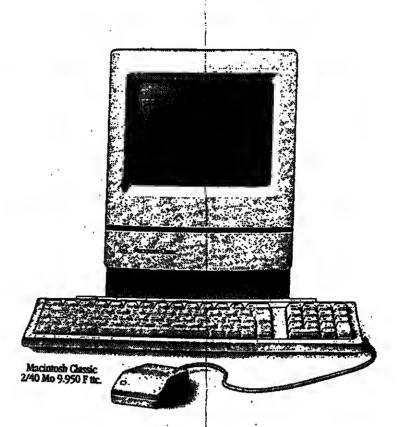
EN 30 SECONDES. CHAQUE MATIN, **TOUT LE SOIN DONT VOTRE PEAU A BESOIN.**



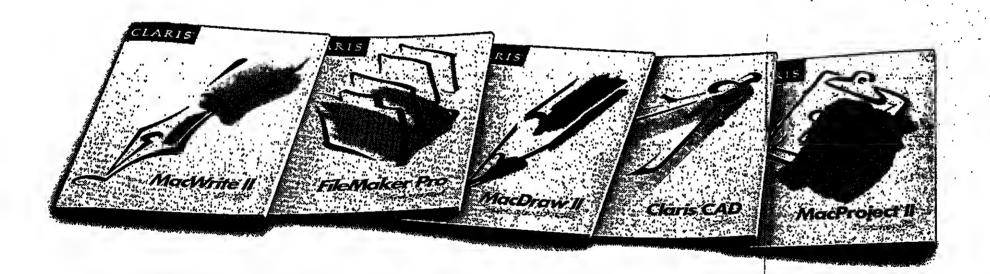
BIOTHERM

Voici deux Macintosh





et cinq bonnes raisons exclusives de les acheter chez IC.



Après le choix Macintosh celui des logiciels est déterminant. IC vous offre en exclusivité et gratuitement' les packs d'évaluation de 5 prestigieux logiciels: MacWrite II, MacDraw II, FileMaker Pro, ClarisCAD, Mac Project II. Avec IC vous allez pouvoir immédiatement utiliser toutes les performances de votre nouveau Macintosh LC ou Classic et choisir en parfaite connaissance de cause les logiciels qui vous conviennent le mieux. En choisissant Macintosh vous êtes sûr de ne pas vous tromper. En l'achetant chez IC vous êtes sûr de pouvoir mieux choisir vos logiciels, et les acquérir

ensuite à un prix exceptionnel. IC est un des premiers distributeurs Apple en Europe, sa puissance d'achat en volume vous fera bénéficier d'une disponibilité immédiate sur toute la gamme Apple y compris sur les nouvelles imprimantes StyleWriter et Personal Laser Writer LS. IC c'est aussi 10 ans d'expérience et de conseils, une maintenance performante et économique, la formation, et sans doute le plus important le sourire. Il ne vous reste plus qu'à choisir une heure pour venir acheter votre Macintosh chez IC du lundi au samedi de 10 h à 19 h.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 /2 20 20 20 RUE DU REINARD / DOT LENGT 100 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 71 57 45 05 71 AVEILLE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE, RENSEIGNEZ-VOUS.

Le Monde

La force des marchés

bondir de plus de 10 % sur les marchés des changes, person beaucoup au succes afrierical dans la cose du Golfe (l'effet guerre du désert), auqu sont ajoutés l'espoir d'un redémarrage de l'économie Etats-Unis et la perspective d'un Réserve fédérale mentre un lerme à sa politique d'assouplissement du crédit pu rendre plus attrayants is naisse des taux d'intérêtoutre-Atlantique rendair de moins en moins rémunérate ébranie l'URSS ne pe qu'affaiblir le mark, monn d'un pays directement aimes rents glaces de l'Caral

L'ampleur du mouvement de balancier a tout de même surpris. If y a à peine un moi dollar de descendre auplein Cette hausse i de la balance commerciale (peut-être, la roposo de expansion.

Elle risque aussi d'inquièter is Banque fédérale d'Aliemagne, qui a érigé en dogme la concept meilleurs moyens de lutte comme l'inflation importée, au moment où les augmentations salarains déferient en RFA (+ 6 % pour les fonctionnaires). Il est done probable que le groupe des sent pays les plus industrialises va tenter à nouveau de « casser » cette hausse, dont l'ampieur parait peu justifiée aux opérateurs de sang-froid, et attendre que le mouvement s'essouffle. Mais la « force das marchés » n'est pas un vain mot, et bien des surprises sont possibles. En ce cas, on pourrai envisager une réaction de l'Allemagne, susceptible de relever ses taux d'intérêt pour défendre sa monnaie, et du Japon, qui redoute par-dessus tout le renchénssement de ses

Michèle SAI Directeur de reche

"COMPR L'ÉCON(

••• pour prévoir i

BON DE COM

prix: 49 Frs - à retourner au

122, rue Réaumur

La force

des marchés

ascenaion, certes, dnit

bondir de plus de 10 % sur les

beaucoup au succès américain

redémarraga de l'économia aux

dans la crise du Golfe (l'effet

guerre du désert), auqual se

Réserve fédérale mettre un

d assurplissement du crédit a

pu rendre plus attrayante lee placements an dollers, que la

paisse des taux d'intérêt

ébrania l'URSS na peut

outre-Atlantique rendan de

moins en mains rémunérateurs.

De plus, la crise politique qui

qu'affaiblir le mark, monnaie

eux vents glacés de l'Oural.

L'ampleur du mouvement de balancier a trut de même

surpris. Il y e à peine un mois, les banques centrales intarvenaiant pour empêcher le

dollar da descendre au-dessous de 1,45 DM. La semeina dernière, elle, n'ont pu freiner sa

opéreteurs adorant ce qu'ils aveient brûlé et se précipitant pour rachater un billet vert

plein. Cetta hausse satisfait,

certes, les industrials auropéens, qui souffraiant da la

concurrence des exportateurs

américalns, de plus an plus compétitifs grâce à la

dévaluation de leur mannaie.

Mais ella risque de mécontenter

le gouvernement des Etats-Unis, dans la mesure où elle peut

de la balance commarciala at,

Ella risque aussi d'inquiéter la

Benque fédérale d'Allemagne,

déferient en RFA (+ 6 % pour

les fonctionnaires). Il est donc

tenter à nouveau da « cassar »

cette hausse, dont l'amplaur

opérateurs de sang-froid, et

attendre que le mauvement

merchés » n'est pas un vain

envisager une réaction de

l'Allemagne, susceptible de reiever ses taux d'intérêt pour

Japon, qui redoute par-dessus

tout le renchérissement de ses

s'assouffle. Mais la cforce das

paraît pau justifiée aux

qui a érigé en dogme le concept

peut-être, le reprise de

d'un mark fort, l'un des

l'expansion.

vandu à carnats ouverts : l'effet « mouton da Panurge » a joué à

hausse irrésistible, les

d'un peys directement exposé

terma à aa politique

sont ejoutés l'espoir d'un

25 L'harmonisation des baux de TVA en Europe Ventes d'angles sure mise au point de M. Védrine.

26 Technologies de selon Hiñ 1991. 28 Les écitions Balland en quête de repreneurs.

28 Les difficultés du « Quotidien de Paris ». 30 Le marché des quotas laitiers.

Alors que le dollar poursuit son irrésistible hausse

Le franc résiste bien à la baisse des taux d'intérêt

à contre-pied, la Banque de France a abaissé lundi 18 mars d'un quart de point son taux d'intervention, ramené de 9,25 % à marchés des changas, passant de 1,45 à 1,62 deutschemark et de 4,95 à 5,54 F. San 9 %. Cette mesure n'a pas affecté la relation entre le franc et la mark, la devise française profitant en particuliar de la nouvelle et forte hausse du dollar. Mardi matin, le billet vert valait 1,62 deutschamark et Etats-Unis et la perspective d'un 5,54 francs sur les marchés eurolent rétablissement de la balence commerciale de ce pays. En nutre, la possibilité de voir la M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances et apôtre de la détente du

loyer de l'argent; déclarait il y a trois semaines : « Les indications données par le marché (la baisse des taux) s'orientent dans la bonne direction.» Et il y a dix jours : « Il est vraisemblable que les traci français pourraient être orientés à la baisse, car les mar-chés l'anticipent actuellement. » Effectivement, cette anticipation avait provoqué un reflux des taux à court terme, revenus de 10 % au début de Tannée à 9 1/8 %-9-1/4 % actuellement, donc un peu au-dessous des

Mais cette dernière se trouvait plongée dans un environnement pen favorable, qui l'obligeait à privilégier la défense du franc. Le 31 octobre derinier, elle avait bien ramené de 9,50 % à 9,25 % son taux d'intervention, mais, aussitôt après, la Banque fédérale d'Allemagne, soucieuse de litter contre l'inflation et la surchausse, avait jugé bon de relever d'un demi-point le sien, à 8,50 %, et récidivait le 31 janvier dernier. De plus, le taux de l'argent à court terme en RFA s'élevait, ces derniers temps, à près de 9 %, ce qui réduisait à peu de chose l'écart avec le taux français et contribuait à maintenir le cours dn mark en-dessus de 3,40 francs, non loin de son cours plafond de 3,43

Pour ne tien arranger, le niveau très élevé des taux d'intérêt en Espagne, à l'initiative d'une banque centrale soucieuse elle aussi de maîtriser l'inflation, hissait la peseta au sommet du système monétaire européen, au détriment du franc francais, en queue du même système. Double tracas pour la Banque de France. Or, vendredi 15 mars, la Ban-

que d'Espagne, satisfaite par un recul des prix en février, et cédant aux pressions des autres instituts d'émission européens, a abaissé d'un point entier son taux d'intervention. ramené à 13,50 %.

Vers de nouveaux paliers

Restait le problème du mark, qui frèlait 3,4t francs jeudi dernier, au point d'alarmer M. Bérégovoy, qui déclarait sur Antenne 2 « vouloir éviter à tout prix la hausse des toux d'in-tèret et, si possible, pouvoir les baisser pour accélèrer la reprise de l'activité ».

C'est fait, avec sans doute un peu de pression sur une Banque de France encore réticente, et tant pis pour le mark, qui, paradoxalement, est reste stable. A vrai dire, le paradoxe n'en est pas un, en mme nous l'avancions dans nos éditions datées 17-18 mars. La dimination de son taux d'intervention par une banque centrale est souvent prise comme une preuve de confiance dans sa monnaie (et non un manque, enmine il a été écrit par erreur). C'est ce qui vient la se passer pour le franc, avec, il est vrai, l'aide providentielle de la hausse du dollar, en pleine ascension – à t,62 DM contre 1.45 DM il v a un mois - vis-à-vis d'un mark sur la défensive.

D'ores et déjà, les milieux financiers français envisagent d'ici à l'été des diminutions supplémentaires du taux d'intervention de la Banque de France, en route vers les 8,50 %. Cette diminution permettrait aux établissements bancaires d'abaisser à nonven leurs taux de base (TBB), déjà ramenés de 10.50 % à 10,15 %-10,25 % en novembre, ce qui permettrait de réduire le coût des crédits accordes aux entreprises, surtout les petites et moyennes, qui paient le TBB majore de 2 à 5 points, tandis que les grandes entreprises s'alimen-tent directement sur le marché, audessous de 10 %

Un danger toutefois existe, celui de voir la Banque fédérale d'Allemagne, pour qui la force du mark a toujours été le meilleur rempart contre l'inflatinn importée, durcir sa politique au cas nu la devise germanique s'affaiblirait encore. C'est pourquoi la Banque de France a maintenu à 10 % la fourchette haute de ses pensions à très court terme, au cas où il lui faudrait faire remonter le loyer de l'argent à Paris pour défendre le franc.

Au journal d' Antenne 2

M. Rocard se donne deux mois pour évaluer la reprise économique

M. Michel Rocard « expère » que les 10 milliards d'économies budgétaires annoncées il y a une semaine scront suffisants, mais s'accorde deux mois pour y voir plus clair et « mesarer comment l'éconumie françuise est repartie », ajourant que même sans la guerre il aurait falla faire des coupes.

Invité lundi 18 mars du jnurnal d' Antenne 2, le premier ministre estime que · l'upres-guerre va runener l'aptimisme au ceur des gens (...). Déjà les uvians sont davantage pleins, déjà l'investissement repart (...). La cansonmutian a donné des signes de redemar-

Après avoir confirme que les prévisions de recettes du budget 1991 ne serzient pas complètement réalisées. M. Rocard a fait un vignureux éloge de la politique de franc fort mence par le gouverne-ment : « Naus u'avans plus la menace d'une inonnaie dérastée qui s'effandre et qui dévalue (...). Un franc stable, au franc debout, rendre le franc.

FRANÇOIS RENARD

c'est la garantie de l'emploi », a déclaré le premier ministre.

Stabilisation de la balance industrielle en 1990

La croissance allemande à l'origine du redressement du commerce extérieur de la France

Melgré la crise du Golfe et le renchérissement des prix pétroliers qu'elle a provoqué au cours du second semestre 1990, la déficit du commerce extérieur de la France s'est très peu aggravé. Il a atteint 50,3 milliards da francs l'année demière, contre 43,9 milliards de francs en 1989. Cette légère détérioration s'explique d'ailleurs complètement par l'alourdissement de la facture énergétique.

Le commerce extérieur, ou piutôt son déséquilibre, est depuis long-temps le point faible de l'économie française. A tel point qu'il a parfois forcé les pouvoirs publics à ralentir volontairement la croissance pour focient les importations compre contractue de la constant de l meilleurs moyens de lutte contre l'inflation importée, au moment où les augmentatinns salarieles freiner les importations, comme ce fut le cas en 1983. Il e surtout pendant longtemps incité les gouverneprobable que le groupa des sept paya les plua industrialisés ve ments en place à dévaluer le franc -. nu à laisser filer sa parité par rap-port aux monnaies tortes - afin de stimuler les exportations des entreprises françaises. Depuis 1987, la brusque et cutastrophique détérioratinn de nos échanges de produits industriels avec l'étranger (1) a provoqué des doutes puis suscité de vives critiques sur le bien-fondé. d'une politique de franc fort, un mot, et bien des surpriees sont possibles. En ce cas, on pourrant franc qui, surévalué, génerait sérieu-sement les entreprises françaises dans leur conquête des marchés

> Les résultats du commerce extérieur de 1990 apportent un début de réponse à ces interrogations et pro-blèmes anciens. La première est que

l'économie française est probable-ment minis vuinérable que par le passé au rencbérissement des prix du pétrole. Certes, la crise du Gotte n'a pes entraîné - de beaucoup s'en faut - le même choc qu'à la fin des années 70, inrsqu'avait débuté le long conflit entre l'Iran et l'Irak. Le prix du baril, qui ne valait que 13 dollars en 1978, avait rimpé à 17 dollars en 1979, pois à 28,7 dol-32,5 dullars en 1980 et même à 34 dullars en 1982 avant de commencer à baisser. Cette formidable hausse evait été aggravée par un eutre choc, celui du dollar, qui, valant 4,51 francs en 1978, était mnnté à 8,98 francs en 1985 sous l'effet des taux d'intérêt élevés pratement eur Etate Lieis pour compatients eur Etate Lieis pour compatients tiqués aux Etats-Unis pour combat-

Vus sous cet angle, les mouve-ments de prix survenus en 1990 du fait de l'invasion du Koweit par l'armée trakienne apparaissent déri-soires : le baril, qui valait 17,6 doi-lars en 1989, n'e augmenté que de 29 %; atteignant en moyenne 22.7 dollars en 1990. On peut à peine parler d'un choc.

On peut d'antant mnins le faire que, payée en francs, la tonne de pétrole importée n'a sugmenté que de 9 % d'une année sur l'autre, pas-sant de 828 francs à 899 francs. Notre pays a ainsi éconnmisé une douzaine de milliards de francs l'année dernière en payant son pétrole avec un franc fort. S'il est vrai qu'à court terme on devrait plutôt parier d'un dullar déprécié, l'ancrage du tranc au mark nous feit peu à peu bénéficier des avantages d'une mon-naie solide, qui permet à un pays de payer relativement moins cher ses

de produits industriels avec l'étran-

achats à l'étranger (2). Le deuxième point marquant de l'année 1990 aura été l'arrêt de l'in-quiétante dégradation des échanges

ger: - 57 milliards de francs (matériel militaire y emppris) après - 56 milliards en 1989.

Il est certain que ce résultat s'explique en grande partie par les inr-midables besoins d'une Allemagne en pleine réunification économique Ainsi, en 1990, l'impressionnant déficit de nos échanges avec le vin-sin d'nutre-Rhin a diminné de 16,8 milliards de francs, revenant de 586 milliards de francs à 41,8 milbards de francs. Cela est considerable. On anra une idée plus précise des furmidables avantages que représente pour l'économie française le boom de la demande allemande quand na saura que le déficit de nos échanges, qui, en moyenne, avait atteint 4 milliards de francs par mois en 1988 et 5 milliards en 1989, n'a été que de 3,5 milliards de francs l'année dernière, ce chiffre se réduisant même à 2 milliards de francs au cours des trois derniers mois de 1990.

Cette heureuse évolution va-t-elle durer? Là est bien sûr l'interrogatinn. L'examen attentif de nos échanges industriels n'incite pas à un optimisme excessif. Globale-ment, c'est-à-dire avec tous les pays étrangers, la stabilisatinn du solde de nos échanges de produits manu-facturés s'explique uniquement par le goullement d'un soul poste : celui des automobiles et des pièces détachées. Nous gagnons là 8 milliards de francs, l'excédent dans ce domaine passant de 17 à 25 mil-liards de francs. Or c'est vers l'Allemagne justement que les exportations d'automobiles ont beaucoup augmenté. On sait à peu près ce qui s'est passé outre-Rhin : les Allemands de l'Ouest ont vendu leurs véhicules d'occasinn à l'Est et nut racheté des voitures neuves. Ce phé-nomène va probablement cesser et, avec lui, le hoom automobile dont nous avons bénéficié. On peut seule-

ment espérer que lui succédera, en provenance d'Allemagne, une demande accrue de biens d'équipement, de biens de consommatinn et de biens intermédiaires, postes sur lesquels nos soldes se sont dégradés nu seulement stabilisés en 1990 vis-

à-vis de l'étranger (3). Autre interrogation : le déficit de nos échanges de produits manufac-turés ne risque-t-il pas d'augmenter à nouveau si la croissance économique reprend? La question vaut d'être posée car la relative améliora-tinn de notre balance industrielle enregistrée l'année dernière s'explique beaucoup par le tassement gene-ral des échanges. C'est ainsi que l'ensemble de nos exportations n'a augmenté en valeur que de 3 % environ, contre 14,5 % en 1989, nos importations freinant quant à elles davantage, puisque passant de + 19 % à + 3,3 %. Une réaccélération de l'activité provoquerait à peu près surement, comme c'est l'habitude, un fort rebond des importa-tions, mettant en péril la stabilisation du snide industriel dant se

réjouit tant le gouvernement. Peut-être faut-il a contrario se rassurer en imaginant que la fin de la récessinn aux Elats-Unis el en Grande-Bretagne amélinrera nos échanges avec ces deux pays, qui se sont dégrades l'année dernière au point d'annuler complètement

l'amélinratinn enregistrée avec l'Allemagne: 16,8 milliards de francs gagnés ici, 13,3 milliards reperdus là.

Tel est le bilan d'une année 1990 meilleure que prévu mais qui, bien plus que par un choc pétrolier de très faible ampleur, a été profindément marquée par le ralentissement de la croissance économique dans le mnnde après trois aunées de forte autivité, par la dépréciation du dollar (4) et enfin par le comportement burs norme d'une Allemagne tnut entière concentrée sur sa réunifica-

ALAIN VERNHOLES

[11] Les échanges de produits industricis (y compris le matériel militaire) étaient largement excédentaires au début des années 80 |+ 97 milliards de francs en 1984, + 83 milliards de francs en 1985. En 1986, cel excédent s'est fortement réduit (+ 32 milliards) pour disparaitre complètement à partir de 1987 (- 10 milliards). Les résultats de 1988 (- 42 milliards de francs) et 1989 (- 56 milliards) ont été encore plus mauvais.

(2) La parilé moyenne du franc s'est appréciée de 7 % en 1990 vis-à-vis de l'en-

(3) En fait, hors ventes d'Airbus, le solde des biens d'équipement professionnels civils s'est très légèrement amétioré. Les ventes d'Airbus ont été freinées en 1990 par des prèves survenues chez le construc-teur anglais.

(4) Le dollar est passé de 6,38 francs en moyenne annuelle 1989 à 5,44 francs en moyenne annuelle 1990 (- 15 %).

Michèle SAINT MARC

Directeur de recherche au CNRS

"COMPRENDRE L'ÉCONOMIE"

pour prévoir la conjoncture

BON DE COMMANDE

Nom FINANCES Adresse

prix: 49 Frs - à retourner au Journal des Finances, 122, rue Reaumur - 75002 PARIS

La balance commerciale par produits

	1988	1989	1990
Agro-alimentaire	+ 39 - 67	+ 48	+51
Industrie (y compris matériel militaire)	- 42	- 56	- 57

La balance commerciale par pays (solde en milliards de francs)

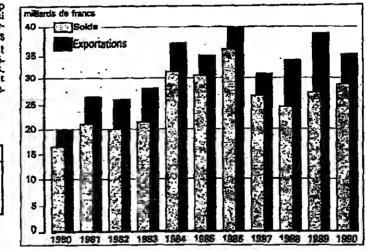
1990 1988 | 1989 - 42 - 50 - 7 - 17 + 15 Roysume-Uni + 17 + 18 + 13 -34- 11 -- 21 - 29

Les chiffres de ces deux tableaux sont calcules CAF-FAB, c'est-à-dire incluant les frais d'approche à l'importation Jassurance, transport, etc.) mais les excluant à

- 28

- 29

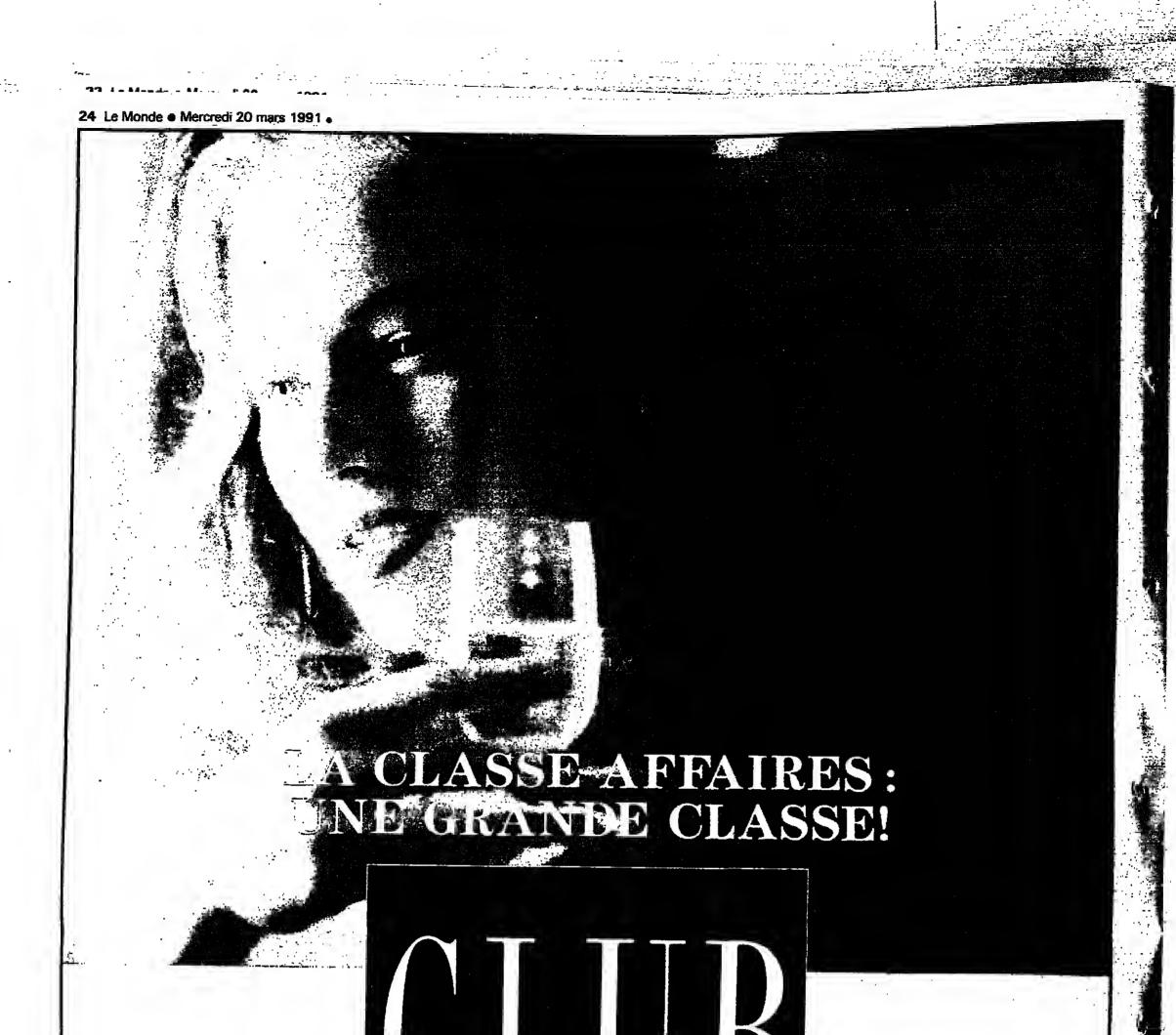
Les ventes d'armes plafonnent



L'administration des donanes n'indique pas, dans ses statistiques d'exportations d'armes, les pays ou les zones destinataires. En revanche, on sait de source parlementaire (rapport Branger sur la défense) que 28 % des 20 milliards de francs de commandes militaires passées en 1989 émanaient des pays du Maghreb et du Proche-Orient, 45 % des pays industrialisés, 14 % des pays d'Extrême-Orient... Les mêmes sources indiquent que 56 % des du Koweit.

livraisons d'armement en 1989 sont allés vers des pays du Maghreb et du Proche-Orient.

On ne dispose d'aucun chiffre pour 1990, mais, d'après nos informations, les livraisons d'armes vers l'Irak auraient été très importantes pendant tout le premier semestre de l'année derniére (de l'ordre d'un milliard de francs par mois) avant de s'arrêter complètement en juillet. c'est-à-dire avant même l'invasinn



Les affaires avec classe.

Poursuivant sa tradition d'hospitalité et de fiabilité, ANA élève à un nouveau standard le service de la classe affaires avec CLUB ANA.

Dès que vous montez à bord, une multitude de détails vous montrent que CLUB ANA pense à votre confort. Comme nos sièges spacieux avec plus de place pour les jambes; des vêtements de vol pure laine; des écrans de télévision individuels* avec des jeux vidéo; et un plus grand choix de canaux de musique stéréo offrant un son CD de haute qualité.

Même notre porcelaine montre que l'on est au-dessus de la classe affaires. Vous aurez le plaisir de goûter des plats de toutes les régions du Japon, servis magnifiquement dans de la porcelaine fine Koimari.

Ou notre repas gourmet occidental, présenté élégamment dans de la porcelaine Royal Doulton.

Naturellement, tous vos désirs seront satisfaits par notre service discret et personnel qui a fait de ANA le favori des voyageurs expérimentés, dans le monde

Que vous soyez un voyageur d'affaires, ou simplement un passager exigeant aux goûts raffinés, nous pensons que vous conviendrez que le service classe affaires CLUB ANA est un service de grande classe.

*Sur D400 et B747 seulement.



Japan's best to the world.

Quelques détails dans le service peuvent varier suivant la route suivie et l'avion utilisé; ce service n'est pas disponible sur les vols opérés par des compagnies associées. ANA offre deux fois par semaine un vol Paris - Tokyo sans escale. Pour réserver ou pour d'autres renseignements, veuillez contacter votre agence de voyages ou All Nippon

Les Douze sur l'hai

Le rapprochement des taux de TVA appliqués par les États membres de la Communauté européenne - condition nécessaire à la suppression saits drame des contrôles aux frontières à compter du 1- janvier 1993 - pourrait s'avérer moins difficile que prévu. « li n'est pas exclu que nous parvenions, avant le 1º juillet, à un accord politique d'ensemble, y compris sur l'essentiel, à seroir le niveau minimum du taux normal de TVA », a estimé tundi 18 mars. un collaborateur de M. Pierre Bérégovoy, à l'issue d'une ren contre des douze ministres des finances consacrás à la fincellia indirecte. Un objectif que M. Jean-Claude Juncker, te ministre iuxembourgeois au préside les traveux des Dhum est déterminé à attainure.

BRUXELLES ** * (Communautide européennes)

de notre correspondant -Le déblocage s'explique largement par une série de décisions prises par six Etats membres - la France, is RFA, is Belgique, le Lucembourg, le Danmark et Fir-

Français et Allemands minimisent leur différend sur l'UEM

Les dolize ministres des Inences ont voille donner l'im-pression, le 18 mars, que les sesvaux de la conference entergou vernamentale (CiG) chargés de rédiger le trané sur l'urson écomi mique et monétaire (LEM) ne poursuivent sens à-coups et sire heurts. L'échange a porté sur les répartition des compétences entre le avstème europeen de banque centrale (SEBC) er te conseil des ministres des

en principe commencer le 1-vier 1994, est plus sens comme en ont témoigne le réactions françaises à la prop tion allemande, présentée à y s un mois, d'attendre la troisière étape pour installer la banque centrale commune. La France avait manifesté une certaine atriation, mais on en trouvait plus aucune trace le 18 mars

M. Jean-Claude Juncker, In président axembourgeois, soumettra à propos de la devoiem étape un projet de comprémie pour la réunion informelle des mai. Minimisant leur différend, la Allemands et les Français sem blent d'accord sur l'essendel : 1 If ne doit pas y avoir de transfer de souveraineté au profit des nouvelles institutions de l'union au cours de la seconde étape ; 2 La deuxième étape sera organ sée pour permettre une con gence accrue; durant cette deuxième étape la discipline de change qu'impose le systèm monétaire européen devendre inéversible ; 3. Le passage à la troisième étape, décidé à l'unanmité, impliquera une large convergence des performences transitoires pourront être prise troisième étape, en faveur des pays ayant des difficultés à sui-we. Le différend franco-allemend porterait uniquement sur l'oppor-tunité d'installer le système euro péen de banque centrale durant

Le Monde PUBLICITE FINANCIÈRE

45-55-91-82, paste 4336

D'ici au 1ª juillet prochain

Les Douze espèrent parvenir à un accord sur l'harmonisation des taux de TVA

Le rapprochement des taux de TVA appliqués par les Etats membres de la Communauté européenne - condition nécesseire à le suppression sans dreme des contrôles eux frontières à compter du 1" janvier 1993 - pourrait a'avérer moins difficile que prévu. « Il n'est pas exclu que nous parvenions, evant le 1ª juillet, à un accord politique d'ensemble, y compris sur l'essentiel, à savoir le niveau minimum du taux normal de TVA», e estimé lundi 18 mers un collaborateur de M. Pierre Bérégovoy, à l'issue d'une rencontre des douze ministres des finances consacrée à la fiscalité indirecte. Un objectif que M. Jean-Claude Juncker, le minietre luxembourgeole qui préside les travaux des Douze. est déterminé à atteindre.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant Le déblocage s'explique largement par une série de décisions prises par six Etats membres - la France, la RFA, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark et l'Ir-

Français et Allemands minimisent leur différend sur l'UEM

Les douza ministres des finances ont voulu donner l'impression, le 18 mars, que les travaux de la conférence intergou-vernamentale (CIG) chargée de rédiger le traité sur l'union éconopoursuivent sans à-coups et sans heurts. L'échange e porté sur la répartition des compétences antra le système européen de banqua centrale (SEBC) at la conseil des ministres des

La controverse sur le contenu de la deucième étape, qui devrait en principe commencer la 1º janviar 1994, est plus sensible, comme en ont témoigné les réactions françaises à la proposition allemande, présentée il y e un mois, d'attendre la troisième étape pour installer la banque centrale communa. Le France avait manifesté une certaine initadon, mais on en trouvait plus aucune trace le 18 mars.

M. Jean-Claude Juncker, la président luxembourgeois, soumettra à propos de la deuxième étapa un projet de compromis pour la réunion informalla des douze ministres des finances en mai. Minimisant leur différend, les Alternands et les Français sem-blent d'accord sur l'essentiel : 1. Il ne doit pas y avoir de transfert de souvaraineté au profit des nouvelles institutions de l'union au cours de la seconde étape ; 2. La deuxième étape sera organiséa pour permettre une convergenca accrue; durant cetta deuxième étape la discipline de changa qu'impose le système monétaire européen deviendra irréversibla ; 3. Le passage à la troisième étape, décidé à l'unenimité, impliquera una larga convergence des performances économiques; des dispositions transitoires pourront être prises pour la deuxième at a fortion la troisième étape, en faveur des pays ayant des difficultés à sulvre. Le différend franco-allemand porterait uniquement sur l'opportunité d'installer le système européen de banque cantrale durant a deuxième étape. Ph. L

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 45-55-91-82. peste 4330

d'un rapprochement des taux de TVA, ainsi que des droits d'accises (les taxes à la consommation sur l'alcool, le tabac et les carburants). M. Theo Waigel, le ministre alle-mand, a confirmé la décision de son gouvernement de relever le taux de TVA normal, qui est actuellement de 14 % (au lieu de 18,6 % en France) au 1º janvier 1993. La France est décidée à continuer à réduire ses taux majorés, qui pourraient avoir complète-

ment disparu an 1= janvier 1993. Le rapprochement des taux est nécessaire pour que l'abolition des frontières fiscales n'entraîne pas de distorsions de concurrence. L'effort à accomplir n'est pas mince : un expert français rappelait ainsi que la valent da point de TVA représentait plus de 20 milliards de

Un double accord a été conclu lundi, qui concerne les particuliers. Le principe était déjà acquis qu'à compter du 1= janvier 1993 les voyageurs circulant dans la Communanté paieront la TVA dans le pays d'origina du produit on du service acheté. Ils pourront donc effectuer leurs emplettes là où bon leur semble, toutes taxes comprises, et repasser la frontière sans encombre. Onze Etats membres avaient admis ce principe et la réserve du Danemark a été levée le 18 mars. En matière fiscale, tout

Dès l'été prochain, les particuliers bénéficieront d'un relèvement de 50 % de la «franchise vovageurs». c'est-à-dire des achnts qu'ils pourront faire, toutes taxes comprises, dans nn antre Etat membre. Le plafond de ces franchises qui est actuellement de 390 écus (2 700 francs) passera à 600 écus (soit 4 200 francs). Les maximums autorisés concernant les cigarettes, les vins et les spiritnenx resteront pour longtemps inchangés.

Le cas des automobiles

Des progrès substantiels ont également été obtenus lundi en ce qui concerne la définition de ce qu'on appelle les régimes particuliers des TVA, et qui sont au nombre des accords. Le premier a trait à la vente des véhicules neufs (voitures, camions, motos, bateaux, avions). Il s'agit d'une exception à la règle évocnée plus baut, au terme de laquelle le citoyen ordinaire pourra aller faire des aebats, toutes taxes comprises, dans nn autre Etat

S'agissant des voitures, produit cofiteux, il était déjà acquis que la TVA serait acquittée par l'acheteur dans le pays d'immatriculation, II restait à définir ce qu'on entendait par véhicule neuf. Ce qui a été fait lundi : la voiture devra avoir été

livrée depuis moins de trois mois et avoir parcouru moins de 3 000 kilomètres. A contrario, dans le cas de vébicule d'occasion (plus de trois mois, plus de 3 000 kilomètres), M. Tont-le-Monde sera libre d'acheter son véhicule là où la TVA est la moins élevée.

Les modalités d'application des autres régimes particuliers de TVA - celui des ventes par correspondance, celui des nebats par des « non assujettis institutionnels » (administrations, collectivités locales, bôpitaux) et celui des «assujettis exonérés» (banques, compagnies d'assurances) - n'ont pas encore été complètement réglés. Dans les deux cas, il s'agit de fixer des seuils (comme pur exemple le montant des achats ponr les administrations et pour les banques), au-delà desquels la TVA devra être perçue dans le navs de consommation.

Les ministres ont aussi rapproché leur point de vue sur la question des taux réduits de TVA tant sur leur niveau (pas plus de deux) que sur la liste des produits auxquels ils seront appliqués. M. Jean-Claude Juncker présentera d'ici la réunion informelle des ministres des finances à la mi-mai à Luxembourg, an projet de compromis sur les points en suspens.

INDUSTRIE

PHILIPPE LEMAITRE

Alors que l'administration améri-

caine parle de limitation du com-

merce des armes au Proche-

Orient, cette même administration

a fait pervenir au Congrès une pro-

position - révélée par la New York

Times lundi 18 mars - visant à

permettre à l'Export-Import Bank,

une agence gouvernementale dont

le siège est à Washington, de

garantir des contrats de ventes

d'armes américaines à des clients

étrangers, sans exclure nommé-

TRANSPORTS

Un plan étalé sur cinq ans

La fermeture de 2 000 gares de fret inquiète les cheminots

Entre la direction de la SNCF et les syndicats représentant les che-minots, le fret – et en particulier le « wagon isolé » - est devenu un motif d'incompréhension profonde. La mise en place d'une nou-velle direction du fret, forte de 1 400 personnes et responsable de ses dépenses et de ses recettes, ne les rassure pas.

Pour la direction, tout est sim-ple. L'aetivité marchandises se divise en trois branches : le train entier, largement bénésiciaire, le transport combinant train et camion, qui est juste équilibré, et le wagon isolé, qui perd l' milliard de francs pour 7 milliards de chiffre d'affaires annuel.

Pressée par le ministère des finances de couper dans ce dernier secteur, qui perd chaque aonée depuis 1973 7 % de son activité, la direction a décidé, dans le cadre du plan d'entreprise (1990-1994), de réduire de 40 à 50 % le coût de ces desseries par wagon isolé, et pour cela, elle entend ramener de plus de 3 000 à 1 200 le nombre des gares ouvertes à ce type de tra-

« Oui, mus recherchons lo rentawon, mus recherchins to renta-bilité, explique M. Jacques Four-nier, président de la SNCF. En matière de fret, il n'existe pas de service public et nous offrontons la concurrence la plus totale. Nous ne sommes plus au XIX-stècle : la route et le camion sont présents sur l'ensemble du territoire.»

Dès 1990, première année du plan, 250 millions de francs envi-ron ont été économisés. Cet objec-

Le débat sur les ventes d'armes

tif de rentabilité se double d'uo effort commercial, car la lenteur du wagon isolé ne donne pas salisfaction à la clientèle. En supprimant les triages intermédiaires et en simplifiant les relations ferroviaires, la direction entend offrir, à terme, un délai d'acheminement des marchandises de vingt-quaire heures, au lieu de quarante-huit beures nuiourd'hui dans le meilleur des cas.

Cette réorganisation passe très mal auprès des cheminois. Bien des agents ne comprennent pas que l'on taille aussi durement dans un secteur qui représente 53 % des recettes du fret. Ils redoutent que le déclin du wagon isolé n'entraîne en conséquence celui du trafic « voyageurs ».

« Ce qui nous fait peur nussi, souligne M, Jacques Menou, responsable de l'union fédérale maîtrise et cadres cheminots de la CFDT, c'est que la direction fait des éconnmies de lo même foçon. qu'il s'agisse du Havre, où le trafic est abondant, ou de la Creuse, où il ne l'est pas. D'nuire part, nous pen-sons que le déloi d'ocheminement en vingt-quatre heures est irréaliste puisqu'il nécessiterait des trains supplémentaires sur des axes déjò encombrés comme Lille-Marscille ou Paris-Bordeaux ». Hostile à la segmentation du fret, la CFDT, qui organise le jeudi 21 mars un colloque sur ce thème, préconisc « un rèseau unique » permettant à cha-que activité de se développer.

ALAIN FAUJAS

En raison d'un différend entre le Parlement et le Conseil des ministres

Les fonds pour la recherche européenne sont bloqués

sième programme cadre de recherchedéveloppement (PCRD) de la Comnunanté, convrant la période allant de 1990 à 1994 ne peut toujours pas entrer en application. Les fonds pre-vus - 5,7 milliards d'écus (40 milliards de francs) - restent bloqués et il y a désormais peu de chance qu'ils puissent être mis à la disposition des intéressés, chercheurs et industriels,

Uo différend entre le Conseil des ministres et le Parlement européen est à l'origine de cette situation. Une fois le PCRD voté à l'unanimité par les Douze, les quinze programmes spécifigues qui le composent devaient être ndoptés à la majorité par le Parlement européen. Soumis en première lecture à l'Assemblée de Strasbourg. les cinq premiers programmes spécifi-ques furent amendés. Mais le Conseil des ministres ne devait retenir aucun de ces amendements, provoquant la colère des parlementaires qui menacèrent de saisir la Cour de justice.

Pour mettre un terme à cette discorde, la Commission a décidé de retirer les propositions relatives aux cinq programmes en question, repre-

Adopté en décembre 1989, le troi- nant ainsi le débat de zéro. Sur les dix autres programmes, le débat n'a pas encore commence.

De nouvelles propositions devraient etre soumises en mai au Parlement. Elles pourraient être adoptées par le Conseil des ministres au mieux en juin. Conséquence, les appels d'offre ne pourront être lancés ou'à l'eutomne : les « robinets » du troisième PCRD ne pouriont être ouverts que début 1992. A supposer volonté

L'opposition de Parlement semble avoir porté plus sur des questions de forme que de fond, en particulier d'ordre budgétaire. Le Parlement estime que c'est à lui de fixer l'enve loppe budgétaire. Dans l'entourage de Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie on avoue être a inquiet » des retards occasionnés par ces différends institudonnels. Mais cette crise met aussi en évidence la nécessité de modifier les modalités de la politique de recherche communautaire, en faisant précéder d'un débat au Parlement l'adoption du programme par la Commission.

NEW-YORK de notre correspondant

ment les pays de cette région.

« Il s'agit d'un programme pilote, aux termes duquel l'Eximbank pourra accorder jusqu'à 1 milliard de dollars [5,5 milliards de francs] de garanties l'emprunts», a indiqué, lundi 18 mars, M. Marlin Fitzwater, porteparole de la Maison Blanche, ajoutant que cette décision visait à créer • un programme orienté vers un marché spécifique permettant aux exportateurs bénéficier des mêmes dispositions que celles actuellement applicables aux exportations d'articles civils ». M. Fitzwater n'e pas caché qu'il s'agissait aussi de répliquer aux concurrents etrangers, qui, en France, en Grandene et en Allem de mécanismes de soutien à l'exportation comparables.

Ces aides nouvelles à l'exportation ne concernent que les ventes d'armes dites commerciales (conclues avec une firme étrangère) et non pas les «Foreign Military Sales» (ventes conclues d'Etat à Etat), lesquelles représentent les deux ders des exportations d'armes, précise toutefois un spécialiste de ces questions à Washington. Au cours de l'année fis-cale 1989-1990, les ventes d'armes d'Etat à Etat ont porté sur 7,3 miliards de dollars, contre 8,9 milliards l'année précédente. Dans le même temps, les ventes commerciales étaient aussi en nette diminution. En 1989-1990, elles représentaient 4.4 milliards de dollars, contre 7,9 milliards l'année précédente.

Depuis le début des années 70, l'Eximbank, dont la fonction est de

Les Etats-Unis vont autoriser l'Eximbank à garantir des crédits relatifs aux exportations d'armement américains de matériels militaires de financer, au moyen de taux bonifiés. les exportations de produits amérigers, n'interveoait que pour des opérations à caractère civil. Les dispositions nouvelles vont rompre avec la politique suivie par l'administration américaine depuis 1968, lors qu'une disposition de la législation sur le contrôle des exportations d'armes (section 32) nvait interdit toute action de l'Eximbank pour des contrats à des fins militaires destinés à des pays en voie de développement.

A présent, la question est de savoir si les pays du Proche-Orient pourront bénéficier de cette levée d'interdiction. Dans un premier temps, l'administration a fait savoir qu'elle songeait surtout aux pays de l'OTAN, à Israël, au Japon et à l'Australie, quelquesuns de ses plus importants clients dans le domaine des exportations militaires. Mais rien n'exclut, si l'intérêt national l'exige, que les ventes d'armes à destination « de tout autre pays », et donc de la région du Golfe, soient aussi, de fait, autorisées, admet-on en privé.

SERGE MARTI

EN BREF

a La Redoute lauce une OPA sur le britanaique Empire Stores. - La Redoute, première société française de vente par correspondance (VPC), filiale du Printemps, vient de lancer nne offre publique d'achat sur Empire Stores, la plus petite des cinq premières sociétés de VPC britanniques (après Great Universal Stores, Littlewoods, Freemans et Grattans) La Redoute, qui contrôlait déjà 25,8 % du capital d'Empire Stores, a porté sa participation à 37,8 % les emaines dernières en rachetant les 12 % que détenait Great Universal Stores. On s'attend qu'Empire Stores, évalué à 49 millions de livres (environ 489 millions de francs), rejette cette offre.

Pessimisme des ménages selon

PINSEE. - L'enquête réalisée en ianvier auprès des ménages par l'INSEE montre dans l'ensemble un grand pessimisme sur presque tous les sujets abordés (prix, situation financière, emploi, intentions d'achat d'automobile et de biens d'équipement ménagers). Mais cette enquêle a été fortement influencée par la guerre du Golfe. Un point favorable apparaît concernant le passé immédint : l'appréciation positive des salariés sur leur situation financière... et, d'une facon générale, ...la bonne appréciation des ménages sur leur propre niveau de vie, l'indicateur se situant dans ce domaine parmi les meilleurs de cenx observés depuis 1984-1985.

D Salomon : cent suppressinas d'emplois supplémentaires. - En raison des mauvais résultats enregistrés l'année précédente - 91 millions de francs de pertes, - le groupe Salomon avait annoncé en juillet 1990 un plan de restructuration accompagné de 467 suppressions d'emplois, dont 241 en France. La direction de la société, implantée à Annecy (Haute-Savoie), a fait savoir landi 18 mnrs qu'elle procéderait à une centaine de suppressions d'emplois supplémentaires par rapport à ce programme. Pour l'exerciea 1990-1991, la perte prévisible devrait être comprise entre 200 et 250 millions de francs

tures » de Bernard Maris («Champs économiques » du Monde du 19 mars), il fallait lire, an début de la chronique, « l'inte-nable ambition des microécono-mistes », et non des «macroécono-citée», et non des «macroéconomistes», comme il a été imprime

D Erratum : la baisse de la natalité au Maghreb. - Dans l'article « Une démographie moins explosive» publié dans le Monde du vendredi 15 mars, une circur de transmission a fait attribuer au Maroc une baisse du nombre de naissances en 1986 (764 000 contre 845 000), baisse qui s'est produite en fait en

Une mise au point de M. Védrine

l'« université de printemps » du cou-rant de M. Laurem Fabius à Grand-Quevilly et de notre commentaire sur le débot relatif aux verves d'armes (le Monde du 19 mars), M. Huberi Véurine, porte-parole du président de In République, nous écrit :

 Je n'ai évidemment, à aucun moment, « plaidé pour la liberté du commerce des armes». Ce commerce est déià très réglementé. Il est néces saire de le réglementer plus encore à divers niveaux : multilatéral, natio-nal. régional, etc. Il n'est évidemment pas question de le libérer. Je ne suis pas particulièrement intervenu sur ce snjet. On ne peut donc, en aucune façon, parler de polémique ou de désaccord sur les ventes

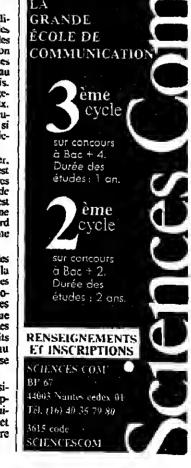
2) J'ai, en revanche, attiré l'attention des participants à ce colloque sur le problème suivant : la lutte contre toutes les formes de prolifération des armes dites non conventionnelles (atomiques, bactériologiques, chimiques) et contre des technologies potentiellement dangereuses est une nécessité absolue, mais elle doit être conduite de façon à oe pas provoquer, de la part des pays du Sud, le refus de ce qu'ils percevraient comme une «Sainte-Alliance des pays développés», visant à leur interdire l'accès à l'ensemble des technologics avancées. Ils n'auraient, alors, de cesse de la contourner et de la combattre. Il faut donc que les pays du Sud voient qu'il est de leur intérêt

A la suite du compte rendu de de s'associer à des accords d'autolimitation ou d'interdiction, selon les cas. l'ai. également, suggéré que les politiques de contrôle, de restriction et d'interdiction soient complétées par des relations prétérentielles au profit des pays qui auraient pris. concernant les technologies dangereuses, des engagements rigoureux Je pense qu'il vaut mieux se préoccuper de cette question à l'avance si l'on veut que contrôles et interdie-

tions soient acceptés et respectés. 3) J'ai eu l'occasion de rappeler, lors de ce colloque, que la France est en pointe depuis plusieurs années dans plusieurs aspects importants de la lutte contre les proliférations. C'est notamment le cas en ce qui concerne la nezociation à Genève d'un accord sur l'élimination radicale de l'arme

4) J'ai souligné que le contrôle des ventes d'armes et, d'autre part, la lutte contre les proliférations d'armes non conventionnelles et les technologies potentiellement dangereuses nt d'autant plus efficaces que l'on s'efforcerait de régler au fond les problèmes politiques et les conflits qui alimentent au Proche et au Moyen-Orient, et ailleurs, la course aux armements de toutes natures.

5) Enfin, M. Honri Weber, président de cette table ronde, a bien rappelé que les participants (MM. Qui-lès, Arnoult, Guetta, Mondargent et moi-même) s'exprimaient, à titre



TECHNOLOGIES

Avec les nouveaux systèmes exposés au salon Hifi 91

Le son et l'image irriguent la maison

Le salon Hiff 91 a célébré les fiançailles de la domotique et de le haute-fidélité. Des réeeaux permertent de diffuser imeges et son dans toutes les pièces d'un logement è partir d'un équipement unique. Perallèlement, la qualité des matériels ne cesse de s'eméliorer, donnent à l'eppartement d'un perticulier le qualité visuelle et sonore d'une salle de cinéma.

Synonyme de confort culturel et de réussite sociale dans les années 60 et 70, largement désacralisée dans le courant des années 80, la haute-tidélité se cherche une nouvelle image et de nouveaux mar-chés. Empilés dans les gondoles des hypermarchés comme de vulgaires packs d'eau minérale, le lecteur de disque compact ou le tuner FM à quartz ne font plus réver grand monde. Il faut ajouter à cela une mauvaise conjoncture économique. Du coup, les stocks s'amoncellent. Le phénomène est apparu en France il y a près d'un an D'après Philippe Folie-Dupart, directeur d'une agence de communication spécialisée notamment dans les produits audioviment dans les produits audiovi-suels graud public (ou « produits bruns »), « la baisse des ventes de choines haute-fidélité orteint près de 50 %. Les grands distributeurs, comme lo FNAC, subissent de plein fouet une récession d'outont plus forte aujourd'hui que les ache-teurs potentiels désertent littéralement les magasins et reportent

Le salon Hifi 91, organisé ces jours derniers à Paris, s'est donc tenu dans un climat économique particulièrement lourd. Thomson venait d'aunoncer des pertes de 2,7 milliards de francs en 1990 dans son secteur électronique grand public. Ce salon a vu s'imposer un peu plus les équipements japonais, suivant en cela une tendance que l'on retrouve dans les claviers musicaux. Pioneer, Panasonic, Yamaha, Matsushita, Sony, Mitsnhishi et quelques autres entreprises nippones contrôlent plus de 90 % du marché des équipements audio-visuels grend public

Les constructeurs européens et américains ont pratiquement disparu. A noter toutefois l'excellente position sur le marché international du constructeur d'enceintes français Cabasse et de l'américain Bose. Ce dernier est actuellement leader mondial des enceintes acoustiques. Une véritable performance, qui s'explique par le fait que les produits proposés sont particulièrement innovants et correspondent aux normes occidentales en matière de confort d'écoute.

Il s'agit là d'un point important. Les Japonais n'ont, en effet, toujours pas réussi à fabriquer des enceintes acoustiques appréciées d'une paire d'oreilles françaises, hritanniques ou allemandes. Cet échec, somme tonte relatif car il ne concerne qu'nn maillon de la chaîne bifi, s'explique par le fait que les habitudes et normes d'écoute européennes sont sensiblement différentes de celles du consommateur japonais. La plupart des enceintes japonaises grand public se caractérisent par leur manque de graves et leur relative agressivité dans les fréquences aiguës. Ce défaut, qui n'est pas perçu comme tel par les mélomanes japonais, est dû au fait que la majorité des enceintes mode in Jopon sont de taille modeste (l'équivalent d'un gros dictionnaire). Ce faible volume est à l'image de la surface des pièces d'appartement japonais, inférieure en moyenne de 30 à 40 % aux normes françaises en matière

d'habitat. Qui dit faible volume interne d'enceinte, dit petit hautparleur et par conséquent manque de graves. Les lois de l'acoustique sont immuables

Les constructeurs ont cherché depuis longtemps à contourner le problème par des moyens de correction électronique. De grands progrès ont été réalisés, notamment par Yamaha, Bose et Aiwa. Ainsi, l'enceinte YST, présentée par Yamaha, est équipée d'un processeur qui analyse en permanence la réponse de l'enceinte en fonction du signal sonore et optimise la réponse en fréquence du couple enceinte/amplificateur. Cette opération a'effectue hien évidemmest en temps réel. L'éconte critique, comparative, démontre l'Intérêt et l'efficacité du procédé. L'amélioration des performances est sensible, même pour des oreilles peu

Bien entendu, le système de processeur, quelle qu'en soit la marque, a des limites. Rien ne vaut une enceinte d'un volume convenable et équipée de haut-parleurs offrant une membrane de bonne surface. A cet égard, les enceintes à panneaux statiques développés par la firme britannique Quad dans les années 60 et remis au goût dn jour représentent une option technologique intéressante. Le principe en est simple : la membrane des différents haut-parleurs est ici remplacée par l'une des deux faces d'un condensateur de plusieurs dizaines de ceutimetres carrés de surface. La réponse en fréquences et l'acuité de la spatialisation, le respect de la phase, rendent le système très perfor-mant, malgré un rendement plutôt faihle. Un amplificateur puissant est donc à prévoir.

Spécialiste des gaz ionisés et du plasma, ancien collaborateur du Commissariat à l'énergie atomique, le physicien Siegéried Klein vient de commercialiser cbez le constructeur allemand MB Quart un haut-parleur novateur. Baptisé a haut-parleur à magnéto-restriction, il épouse la forme d'une boule creuse d'une quinzaine de ceutimètres de diamètre. La surface de cette boule, la « peau », jone le rôle d'une membrane (sphérique) puissante, Le matériau

utilisé est de type « magnéto-restrictif». Il se contracte en fonction du champ magnétique auquel il est soumis et joue donc le rôle conjoint de bobine mobile et de membrane.

Le grand intérêt de ce procédé est qu'il permet une restitution du champ sonore très bomogèna, entraînant une image stéréophonique d'une grande précision. La réponse impulsionnelle est meilleure que sur un hant-parleur dectro-dynamique « classique ». Du coup, les attaques (piano, percussions, etc.) sont particulièrement hien respectées. La réponse en fréquence de la sphère magnéto-restrictive se limite aux fréquences supérieures à 5 000 Hertz. MB Quart complète donc la sphère d'un caisson comportant un haut-parleur de grave (boomer).

Le cinéma chez soi

C'est sur le concept de « personal oudio-visuol home theatre » (traduisez par centrale audio-visuelle à usage domestique) que reposent les espoirs des responsables du marketing spécialisés dans les produits bruns. Le terme fait d'ores et déjà fureur dans les brochures nippones. Sanyo et Panasonic vantent en quadriehromie les mérites du cinéma chez soi, avec grand écran TYHD (télévision haute définition), processeurs d'espaces sonores et lecteur de disque compact audio et vidéo. Dans ce contexte, Matsushita lance cette année un système de diffusion sonore THX miniaturisé, à installer chez soi. Rappelons que ce procédé est ou du moins était jusqu'à aujourd'hui réservé aux salles de cinéma parmi les micux équipées. De même, le procédé « home theoter » développe par le laboratoire Dolby est désormais fabriqué sous licence par divers constructeurs comme Sanyo et Shure,

La firme Bose a choisi une voie différente, en proposant un système de diffusion sonore « intelligent », qui s'inscrit dans le cadre de la domotique. La chaîne Life Style Music Center permet de distribuer et de contrôler plusienrs programmes sonores distincts dans chaque pièce de l'apparte-

ment ou de la maison. Une unité centrale regroupe les sources (tuner FM, lecteur DAT ou cassette analogique, platine CD, etc.). L'utilisation des équipements de la chaîne est donc optimisée. Libre à chacun, en fonction de la pièce qu'il occape, d'écouter Mozart sur un CD dans la salle à manger, NRJ dans une chambre ou Bob Marley dans la salle de bains. Toutes les combinaisons intermédiaires sont possibles. Le choix des programmes s'effectue à l'aide d'une télécommande (en prévoir une par poste d'écoute).

Le constructeur hritannique QED propose un système (Systèm Line) encore plus sophistiqué. Les modulations audio (CD, cassette, tuner, etc.) et les informations de contrôle (égalisation, volume, etc.) circulent sous un seul et unique câble. Un relais infrarouge est installé dans chaque pièce à sonoriser. Il est aussi possible de programmer pour chaque point d'éconte la limitation du niveau de diffusion sonore, ainsi que de mémoriser des configurations d'égalisation (graves, médiums, aigus). Le transport et le contrôle des images vidéo sont également prévus, via un simple câble coaxial du type antenne.

Des cassettes numériques

L'enregistrement audio-numérique grand public est en passe de constituer un imbroglio technico-commercial. L'immense succès du disque compact a bousculé les habitudes d'écoute. L'enregistrement sur cassette analogique a pris un eoup de vieux. Les constructents planchent sur un procédé d'enregistrement numérique, destiné aux professionnels comme aux amateurs. Le R-DAT (Digital Audio Tape Recorder) sort des cartons japonais (Sony en tête). Très vite, ce standard s'impose. Très performant, il pose cependant un problème de liabilité et de coût puisqu'il repose sur le principe de la tête d'enregistrement et de lecture rotative. De leur côté, les constructeurs européens voient leur échapper, une fois de plus, un marché promet-

teur, lis devront se contenter d'as-

sembler des lecteurs, dont les principaux composants sont fabriqués en Extrême-Orient.

A l'exception de Philips. Inventeur de la cassette analogique dans les années 60, il pontrait être le seul constructeur en Europe capable, malgré de graves difficultés économiques, de relever le dési et de bousculer à terme la stratégie japonaise (le Monde du la mars). Si ce n'est que Matsushita et Marantz sont associés à son pro-jet... Le procédé DCC (Digital Compoct Cassette) développé à Eindhoven offre un atout considerable. Il est en effet compatible avec les cassettes analogiques traditionnelles. Un seul et unique lecteur permet de lire indifféremment l'une ou l'autre cassette. Les têtes d'enregistrement et de lecture sont fixes, et la vitesse de défilement (4,76 cm/s) est identique à celle des platines à cassette

Sur le plan technique, la performance réalisée par les ingénieurs néerlandais est remarquable. Il leur a failu notamment condenser, on « compresser », l'information numérique à l'aide d'algorithmes complexes. Cette compression du signal est nécessaire pour limiter le flux da données numériques à mémoriser sur la bande et augmenter d'autant la durée des cassettes (de 90 mn à 120 mn).

ll est hien entendu trop tôt pour se prononcer sur la fiabilité, la longévité et surtout la fidélité sonore du système DCC. La commercialisation est prévue en 1992. D'ici là, Philips s'apprête à mettre au point des bancs de duplication de cassettes enregistrées. Il est vrai qu'un marché comme celui-ci est économiquement bien plus intéressant en terme de vente de supports enregistrés, de programmes, qué de machines. Sur ce point, Philips est bien armé avec le groupe Polygram. Quant à Sony, partisan du R-DAT, le catalogne CBS est à sa disposition. Prudent, le groupe Philips rappelle qu'il fabrique également des platines R-DAT. Au cas où...

DENIS FORTIER

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPTOIF
DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs, réuni le 13 mars 1991 sous la présidence de M. Jean-Jacques Piette, a pris connaissance des tésultats de l'activité de la société et a arrêté les comptes de Portugion (2000)

Grâce à la poursuite de la diversification des activités privées et à une home maltrise de l'évolution des charges de gestion, le Comptoir des Entrepreneurs est parvenu à maintenir ses résultats à un niveau satisfaisant.

ACTIVITÈ

L'année 1990 a été marquée par la poursuite du redéploiement du Comptoir des Entrepreneurs dans le secteur privé. Celui-ci représente désormais:

88.5 % de la production totale de l'exercice (31 % en 1986);
47.8 % du total des encours gérés fin 1990 (24,6 % fin 1986).
La production du secteur privé a augmenté de 15,1 % d'un exercice à

l'autre (12.2 milliards de francs de crédits nouveaux ont été accordés en 1990 contre 10.6 milliards de francs en 1989).

L'état du marché et les conditions de concurrence ont conduit le Comptoir des Enurcpreneurs à poursuivre son développement vers les activités

toir des Enurepreneurs à poursuivre son développement vers les activités professionnells (promotion immobilière et financement d'investissements professionnels), qui ont consu globalement une progression de 90,6 %.

Les credits aux particuliers ont continué à faire l'objet d'une sélectivité

Les crèdits aux particuliers ont continué à faire l'objet d'une sélectivité accrue et ont été orientés vers des clientèles et des nouveaux produits ciblés.

L'encours du secteur privé a augmenté de 11 % d'un exercice à l'autre (38.2 milliards contre 34.4 milliards). Il se répartit de la manière suivante: promotion immobilière (14,6 %), financements professionnels (12 %), particuliers (73,4 %).

En revanche, la production du secteur public a été réduite de 48,4 %, passant de 3,1 milliards de francs en 1989 à 1,6 milliard de francs en 1990. Cette forte baisse d'activité et les importants transferts d'encours de

PAP-diffus au Crédit Foncier de France expliquent la diminution de 25,9 % de l'encours du secteur public, qui passe d'un exercice à l'autre de 56,3 milliards de francs à 41,7 milliards de francs.

Au total, l'encours des prêts gérés par le Comptoir des Entrepreneurs au 31 décembre 1990 atteignait 79,9 milliards de francs contre 90,6 milliards de francs au 31 décembre 1989.

RÉSULTATS FINANCIERS

Le béuéfice net social de l'exercice s'établit à 52,6 millions de francs.

Il ne peut être comparé à celui exceptionnellement élevé de 1989, à savoir 631,5 millions de francs. Ce dernier incluait, en effet, un montant très important de produits exceptionnels provenant de cessions d'actifs.

Le résultat courant de gestion pour 1990 s'établit à 40,8 millions de francs contre 72.6 millions de francs en 1989, malgré une diminution de 90 millions de la marge du secteur public. Ce résultat a été rendu possible grâce à la progression des produits des autres activités, à la maîtrise des charges d'exploitation et à une stabilisation des pertes et provisions permise par une réorientation de la production du secteur privé et un effort de provisionaement substantiel réalisé en 1989.

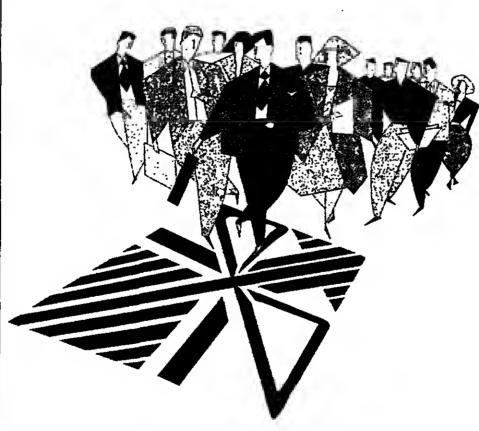
Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui se réunira le 23 mai 1991, la distribution d'un dividende global de 22,8 millions de francs réservé aux anciens actionnaires, le dividende par action étant fixe à 7 francs plus 3,50 francs d'evoir fiscal.

L'assemblée générale aura de plus à se prononcer sur la proposition d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions.

Après répartition des résultats et prise en compte du produit de l'augmentation de capital réalisée en décembre dernier, les fonds propres bruts du Comptoir des Entrepreneurs s'élèvent à 2 269 millions de francs au 31 décembre 1990 contre 1 999 millions de francs au 31 décembre 1989, soit une progression de 13.5 % assurant à la société un ratio de solvabilité supérieur à 7,50 %.

ADEAU ET ENTREPRISE

LE SALON EUROPÉEN DE LA COMMUNICATION ET DE LA STIMULATION



Réservé aux professionnels (accès au Salon sur présentation d'une invitation accompagnée d'une carte de visite société).

DU 26 AU 29 MARS 1991 DE 10H À 19H

CNIT PARIS LA DÉFENSE

Sur 8000 m² de surface d'exposition, plus de 300 exposonts vous présentent des milliers d'orticles et toutes leurs nouveoutés. Une mine d'idées pour vos codeaux d'offaires et vos prochoines campagnes.

INFORMATIONS - INVITATIONS

5.I.J. - 103, rue La Fayette 75010 PARIS Tél. : (1) 40 16 00 15 Fax : (1) 40 16 03 58

CADEAU ET ENTREPRISE

LE PLUS STIMULANT DES SALONS D'AFFAIRES

محدر من الإص

SIEMEN

Ne

Siemens Nixdorf l'informatique toujours adaptés à la taille de l'entreprise.

Enez Siemens Noutort nous sancti ou aucune entreprise ne se resservité le sei les solutions toutes faites sont des solutions mai faites. Pour eous, maintier aures les technologies de l'informatique est bass la maindre des choses

Comment en eller concever and architecture parlamement edeptée eux besses de vour entreprise en n'olfrant qui un seur avec de maternel. L'entreprise croà, l'autreprise de la carrier entreprise, à la foir summitée autre de l'autreprise de la carrier de l'autreprise, à la foir summitée autre de l'autreprise de la carrier de l'autreprise de la carrier de l'autreprise de l'autre de l'autreprise de l

Un constructeur responsable des des capable de répondre à ces responsable de répondre à ces responsable des choses. Les parte que assurer totalement la mainise. Ces parte que chaz Siemens Nindorf, le romagn d'anti-excerte prend toute sa valeur que nous sommes se mesure de vous proposer des solutions adaptives à votre mêtier, au travers de non acrètications sectonelles, des solutions adaptives à votre organisation, à travèrs nos composerces d'ingénierie et d'intégration.

Siemens Nixidorf, 14 ayentre des Bégins

nes 95802 Cergy St Christophe.

Tál.: 34.20.35.04.

La Synergie en Action

2 January January 1

■ Le Monde ■ Mercredi 20 mars 1991 27

SIEMENS NIXDORF

On

Ne pensez-vous pas que ce soit à l'informatique de s'adapter à la taille de l'entreprise, plutôt que le contraire ?

Siemens Nixdorf l'informatique toujours adaptée à la taille de l'entreprise.

Chez Siemens Nixdorf nous savons qu'aucune entreprise ne se ressemble et que les solutions toutes faites sont trop souvent des solutions mal faites. Pour nous, maîtriser toutes les technologies de l'informatique est bien la moindre des choses.

Comment en effet concevoir une architecture parfaitement adaptée aux besoins de
votre entreprise en n'offrant qu'un seul type de
materiel. L'entreprise croît, l'entreprise évolue;
à chaque stade de ses besoins correspond une
architecture précise, micro-ordinateurs en
réseau pour une petite entreprise, qui nécessitera plus tard les ressources d'un mini-ordinateur, ou architecture complexe de la grande
entreprise, à la fois centralisée autour de
grands systèmes et décentralisée sur des sites
régionaux autour de mini et micro-ordinateurs.

Un constructeur responsable doit être capable de répondre à ces besoins diversifiés, c'est la moindre des choses, mais aussi d'en assurer totalement la maîtrise. C'est parce que chez Siemens Nixdert, le concept d'architecture prend toute sa valeur que nous sommes an mesure de vous proposer des solutions adaptées à votre méder, au travers de nos applications sectorielles, des solutions adaptées à votre organisation, à travers nos compétences d'ingéniene et d'intégration.

Siemens Nixdorf. 14 avenue des Bégui-: nes 95802 Cergy St Christophe. Tét.: 34.20.35.04.

La Synergie en Action



MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil d'administration, réuni le 14 février 1991 a décidé de soumettre aux actionnaires de la Sicav, lors de l'assemblée générale extruordinaire du 11 avril 1991, un projet de mise à jour des statuts, conforme à la recommandation de la COB, prévoyant une modification des règles de vulorisation des titres de créances négociables.

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1990 Le Conseil d'administration proposera, lors de l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 11 avril 1991, de fixer le dividende net de l'exercice clos le 28 décembre 1990 à 21,40 F par action.

NET CRÉDIT D'IMP		D'IMPOT
	personnes physiques	personnes morales
10,10F	0.46F	0,48 F
2,56 F	1,49 F	1.56 F
4,15F	_	_
4,59 F	0,81 F	0,85 F
21,40F	2,76F	2,89 F
	10,10F 2,56F 4,15F 4,59F	personnes physiques 10.10 F 0.46 F 2.56 F 1,49 F 4,15 F - 4.59 F 0,81 F

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 12 avril 1991 et mis en palement le 15 avril 1991 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1991).

PERFORMANCES dividendes nets réinvestis au 28.12.90

depuis 5 ans: +39,95 %

• en 1990 : -- 14,68 % Valeur de l'action au 28.12.90 : 601,87 F

GROUPE CASSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE

loca investissement

Chiffres caractéristiques de l'exercice

	en millions de francs					
	1989			1990		
	CB	LS	Total	СВ	LS	Total
Décaissement de l'exercice Engagements nouveaux Engagements bruts cumulés	3,4 178,5	13,4 14,6 268	16,8 14,6 446,5	1,2 177	9,3 274,2	10,5 451,2
Produits locatifs	33,8	37,2	71	32,4	39,1	71,5
Produits exceptionnels	5,3 3,8			1,6		
Résultat	41,1 37,7					
	en france					
Dividende par action		29,3			29,6	

Le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Charles Naouri le 14 mars 1991, pour examiner l'activité de la société et arrêter les comptes de l'exercice 1990. L'actualisation de l'expertise du patrimoine locatif (hors immobilisations en

cours) au 31 décembre 1990 fait ressortir, par rapport à une valeur nette compta-ble de 2148 millions de francs, une plus-value latente (théorique avant imposition) de 206,6 millions de francs. Le résultat de l'exercice s'établit à 37,7 millions de francs contre 41,1 millions

de francs en 1989. Mais d'un exercice à l'autre les produits exceptionnels ent diminué d'environ 3,7 millions de francs, soit près de 10 % du résultat, L'assiette distribuséle s'élève à 39,1 millions de francs compte tenu de la reprise de plus-vailues de levées d'uption réalisées en 1988 et 1989.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 29,60 F correspondant à un taux de distribution de 85 3 % de l'assiette distribution de

35,3 % de l'assiette distribuable. Pour l'avenir, la société entend renforcer son nrientation foncière et dévelop-per une politique d'investissements patrimoniaux de qualité même s'ils sont de rendement immédiat plus modeste. Sous réserve de l'examen des textes d'applica-tion de la loi de finances pour 1991 modifiant le régime fiscal des Sicomi, la société d'envisage pas d'exercer l'optino prévue pour conserver le bénéfice de l'éxonération de l'LS, sur certaines opérations nouvelles de crébit-bail.

En l'état actuel des engagements et compte tenu, notamment, de la taxation partielle des bénéfices retirés de la location simple, le résultat net 1991 devrait être comparable ou légèrement inférieur à celui de 1990.

L'évolution du dividende traduira celle du résultat, la réduction sensible, dès l'exercice 1991, de la quote-part des bénéfices concernés par l'obligation légale de distribution et la stratégie de l'entreprise privilégiant la valorisation plutôt que la distribution.



Le Conseil d'Administration de FRANKOPARIS s'est reuni le 8 mars 1991 sous la présidence de Monsieur Alain MARCHETEAU pour examiner les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

FRANKOPARIS, qui est à la tête d'un patrimoine immobilier de 150,000 m² à Paris Montparnasse, a bénéficié en 1990 d'un niveau accru de revenus locatifs du fait de l'achèvement d'une nouvelle tranche de travaux

Le résultat net de l'exercice 1990 ressort à 20,2 millions de francs qui se comparent à 0,5 million de francs en 1989.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires convoquée le 22 mai prochain à l'hôtel Méridien Montparnasse de mettre en distribution un dividende de 2,65 F par action payable le 16 juillet 1991.

COMMUNICATION

Les éditions Balland devant le tribunal de commerce

Neuf cents livres en quête d'éditeur

Le tribunal de commerce de Paris examinera, jeudi 21 mars, le dossier de le société indus-trielle Capital Développement (Cap D), propriétaire des éditions André Balland, qui vient d'être mise en cessation de paiement. Le tribunal doit décider de la liquidation de Cap D et étudier les éventuelles propositions de reprise du groupe ou da l'une ou l'eutre de ses filiales éditoriales (Balland, Gautier-Languereau, les Deux Coqs d'or).

« Vues avec humour, ces tribulations financières pourraient être une bonne chose : l'équipe est rôdée à ce genre d'aventure. » Ce trait lancé par l'un des quatorze salariés des éditions André Balland ne dis-simule pourtant pas complètement l'anxiété qui ronge l'équipe depuis l'annonce de la cessation de paiement de leur société mère, Cap D (le Monde du 12 mars).

La société de portefeuilles Cap D, présente dans les matériaux composites, les logiciels baneaires, les chaussures de luxe Harel, les bornes interactives (SITU) et les alcools blanes, avait poussé sa diversification jusqu'à racheter les éditions Balland, pour 15 millions de francs, en janvier 1990. L'année précédente, elle avait réalisé une percée dans l'édition pour enfants en prenant le contrôle des Deux Coqs d'or et de Gautier-Langue-reau (l'éditeur de Bécassine). Aujourd'hui, Cap D est en cessa-

La liquidation de la société mère des éditions Balland est, de l'avis même de son président, M. Gérard Noël, « ridicule ». Cap D réalise un chiffre d'affaires de 300 millions de francs et ses besoins en Irésorerie n'excèdent pas quelques dizaines de millions de francs. La société, dont M. Noël reconnaît aqu'elle s'est peut-être trop diversisièe», a tenté de se recentrer sur l'édition après avoir rencontré des déboires dans d'autres domaines où elle est présente – notamment dans celui des logiciels bancaîres. Mais récemment la cession de soo secteur matériaux composites à des acheteurs finlandais a été différée pour cause de guerre du Golfe.

« Le redressement existait »

Résolu à sauver le secteur éditorial de Cap D, son président a pro-posé à ses actionnaires - Crédit agricole, CCF, groupe Damart, etc. - une augmentation de capital de 40 millions de francs, mais il n'a pu réunir que 25 millions de francs.

La mise en cessation de paie-ment de Cap D a entraîné celle des éditions Balland. Celles-ci pour-

D Protestations syndicales à RF1. - Les syndicats de Radio France-Internationale (RFI) - Syndicat national des journalistes, CFDT, SNJ-CGT, FO, CGC - protestent contre la réduction de 150 millions de franes de la subvention que devait lui verser le Quai d'Orsay décidée par le ministre du budget, M. Michel Charasse (le Mande du 13 mars). Selon cux, « le contrat d'objectifs pluriannuel conclu entre RFI et l'Etat est remis en cause». Ils estiment done que la décision de M. Michel Charasse « doit être annulée». En outre, les syndicats de RFI ont assigné en référé la présidence de la station pour « entrave manifeste». Ils estiment que l'an-nonce de la réorganisation de la rédaction ne leur n pas été commu-niquée dans les délais légaux et réclament l'annulation des décisions prises (le Monde du 22 février). lant, selon M. Noël et selon M. Maurice Partouche, directeur littéraire de la maison d'éditinn, venn des éditions Lieu commuo après avoir vécu l'aventure du premier Libération el celle des Editioos des Autres, étaient en train de se redresser. En 1980, elles frôient déjà la liquidation.

Depuis leur création en 1967, les éditions André Balland ont connu les vicissitodes classiques des petites maisons d'édition.

Riches de neuf cents titres ins-crits à leur catalogue, fortes de leur renom de «laboratoire» qui vit passer nne nuée d'auteurs aujour-d'hui considérés (François Weyer-gans, Michel Rio, Dominique Fer-nandez, Patriek Grainville, Frédériek Tristan, etc.) et de la réputation flatteuse de leur collec-tion « L'Instant romanesque», partion «L'Instant romanesque», parfois couronnées par des prix (comme le Goncourt en 1983), les éditions Balland ont cependant toujours vécu sur la corde raide.

«André Balland est un grand seigneur, il avait ses coups de cœur.

Mais il y avait toujours un moment
nu les factures arrivaient...», confie une responsable, qui conclut : « Il se novait peu à peu et savait qu'il ne s'en sortirait qu'en vendant sa maison d'éditions ». Début 1990, André Balland vend

et fait ses adieux. Les nouveaux responsables de la maison d'édi-tion se lancent dans une nouvelle politique éditoriale en créant plusieurs collections nouvelles (« Le Nadir », consacré an monde arabe, «Situatinns», qui veut renouer avec l'imaginaire, «Fondements», dévolue aux sciences humaines. etc.) et en lançant de jeunes auteurs. Mais aussi en modifiant les maquettes de livres, en inangu-rant une nonvelle politique com-merciale qui tente de s'ajuster à la demande des libraires, afin d'éviter un trop fort taux d'invendus. En un trop fort taux d'invendus. En 1990, vingt-cinq livres sont publiés et vendus à 140 000 esemplaires pour uo tirage global de 198 000 alors qu'en 1989, les éditions Balland avaient fait fabriquer 440 000 exemplaires des cinquante et un livres publiés mais o'eo avaieot vendu que 174 000... Résultat : en 1989, Balland avouait un déficit de 8 millions de francs pour 19 mil-8 millions de francs pour 19 mil-lions de chiffre d'affaires ; en 1990, même si le poids du passé demeure lourd, la maison d'édition devrait avoir réduit son déficit.

«Le redressement existait », regrette M. Maurice Partouche, De fait, les éditions André Ballaod bénéficient toujours d'une réputa-tion enviée, même si au seio du petit monde de l'édition, on reproche à la onuvelle équipe «d'avair peut-être vécu aussi sur un grand pied». Les grands groupes éditoriaux – Hachette-Livres, le Groupe de la Cité - démenient tout intérêt pour une reprise. D'ailleurs M. Partouche, qui mène les contacts avec les hypothétiques candidats à la reprise de Balland juge que « la maison d'édition per drait son identité si elle était fon-

due dans un groupe ». Mais d'autres repreneurs pointent le nez : maisons d'édition movennes, comme celle-ci dont le PDG, désireux de garder l'anonymat, estime « que la qualité de l'équipe Balland nécessite qu'un s'interrnge sur son rachat » ou les éditions Masson-Armand Colin, qui viennent de racheter Belfond et manifestent l'ambitinn de s'agrandir. A moins que Masson ne s'inté-resse qu'à Gautier-Languereau, a afin de marier le Sapeur Camember et Bécassine », sourit son PDG, M. Jérôme Talamon.

Le tribunal aurait ainsi le choix entre les éditeurs intéressés par une partie seulement des anciennes activités éditoriales de Cap D -Balland, Gautier-Languereau ou les Deux Coqs d'or - et les sociétés de capital-risque qui pourraient racheter le tout

YVES-MARIE LABÉ

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ecrand

BÉNÉFICE: + 13,5%

le Conseil s'est réuni sous la présidence de M. François Groppotte pour arrêter les comptes de l'exercice 1990. Comptes consolidés (en millions de F)

1989 Chilfre d'affaires Bénéfice net (part du Groupe) % du chilfre d'affaires + 6% 620 + 13,5% 704 T.260 + 13% % du chiffre d'offaires 15% + 24%

En fonction de ces résultats, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale convoquée à Limoges le 21 mai 1991 la distribution d'un dividende en augmentation de 12,6% soit 53,50 F par action ordinaire et 85,60 F par action privilégiés (ADP). Après déduction de l'acompte déjà versé le 31 janvier, le solde, soit 29,75 F par action ordinaire et 47,60 F par ADP sera mis en paiement à compter du 14 juin 1991.

INFORMATION FINANCIERE (#1.: [1] 43.60.01.80

Les problèmes du « Quotidien de Paris »

M. Tesson confirme ses discussions avec le groupe Bouygues

Uo grand nombre des 136 salaries du Quotidien de Paris ont rencontre lundi 18 mars M. Philippe Tesson, directeur et findateur du journal, afin de lui demander des explicaafin de lui demander des explications sur les quarante licenciements
qu'il envisage (le Mnnde daté
17-18 mars). M. Tesson a indiqué
que des discussions visant an rachat
du titre par la gronpe Bonygues
(TF 1) avaient bien été engagées
mais qu'elles n'avaient pas abourt. Il
y a quatre ans, M. James Goldsmith
avait proposé d'injecter 100 millions
de francs dans le journal pour le de francs dans le journal pour le relancer et en faire un International Herald Tribune à la française. Les négociations avaient échoné, M. Tesson refusant la trentaine de licenciements demandés par M. Goldsmith. M. Tesson a par ailleurs démenti envisager un dépôt de bilan du journal.

Les journalistes ont demandé une expertise des comptes et protesté une nouvelle sois contre les trentetrois licenciements à la rédaction (sur un total de soixante quatorze journalistes), qui touchent, selon un délégué syndical, huit femmes sur les onze que compte la rédaction ainsi que quatre titulaires de man-dat syndical sur cinq.

Le Syndicat national des journalistes-CGT a indiqué que « les diffi-cultés rencontrées par le journal ne pourront pas se résoudre par la mise à la porte de près de la moitié des journalistes » en notant que « le nou-veau concept du journal » fondé sur pins de commentaires et d'édito-riaux « n'assure en rien l'avenir du titre». Le syndicat a noté que la situation du Quotidien de Paris cétalt le résultat d'une politique favorisant les grands groupes qui

mandes et la seconde chaîne natiooale ZDF ont créé à Mooieh l'ARTE, l'association relative à la télévision européenne. Cette association doit former avec la SEPT française un GIE basé à Strasbourg, qui exploitera la foture chaîne culturelle franco-allemande dont la création a été décidée en novembre 1988, Dotée d'un budget de 840 millioos de francs partagé entre les deux pays, cette chaîoe devrait commencer ses émissions à l'automne.

O M. De Benedetti relance son nsfensive sur Mondadori. - Le groupe CIR de M. Carlo De Benedetti a demandé une augmentation de capital de l'éditeur italien Mondadori, dont il dispute toujours le contrôle au groupe Berlusconi.

Pagnol offre un bon cru 90 à Gaumont

Malgré le déficit du « Point »

drainent déjà le plus de publicité » et souligné que « le système d'aides à la

presse fatorise les plus riches v.

Le groupe Gaumont a nettement amélioré ses résultats en 1990, avec un bénéfice de 90,8 millions de francs contre 56,4 millions en de francs contre 56,4 millions en 1989. A la base de cette embellie figurent les soccès de trois films: les adaptations de Pagnol par Yves Robert (la Gloire de mon père et le Château de ma mère ont séduit respectivement 6,2 et 4 millions de spectateurs) et Nikita, de Luc Bes-

son (3,3 millions d'entrées).
Ces trois films, qui pèsent à eux seuls plus de 10 % de la fréquentstion nationale, expliquent le dou-blement do résultat net de la société mère Gaumont SA, qui atteint 117 millions de francs. En revanche, l'exploitation des salles reste stable, avec on résultat de 20 millions de francs. Et le pôle presse du groupe, qui comprend essentiellement le magazine le Point, accuse un déficit de 28 mil-

C'est l'intégration complète du Pnint dans les comptes do groupe qui explique le gonflement du chif-fre d'affaires (1243,6 millions de franes contre 997,7 millions l'année précédente), alors que l'activité cinéma est stable.

EN BREF

O Créating à Musich du pendant allemand de la SEPT. - Six stations régionales de télévision alle-

Cette angmentation de capital ramènerait les deux protagonistes

au-dessous de la majorité des actions, dans une situation de quasi-égalité, en attendant le verdiet de la Cour de cassation romaine, qui doit trancher le litige.

D Le Livre CGT opposé à « toute chasse aux surcières » contre la CGT. - Après la démission de son mandat syndical de M. Christian Lelièvre, délégué CGT des Nouvelles messageries de la presse parisicane (NMPP), responsable d'une filiale d'un comité d'établissement actuellement soumise à une enquête du Parquei (le Monde de 13 mars), le Comité intersyndical qu'il o'accepterait pas « que s'arga-nise aux NMPP une chasse aux sorcières contre la CGT». Le Livre CGT sonligue cependant qu'il » a pris acte » de cette démission puisque, d'après ses informations, « M. Lelièvre a failli et que son comportement ne correspond pas à l'idee que la CGT se fait de ses

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LBi Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

INVESTISSEZ DANS LES ENTREPRISES FRANCAISES PERFORMANTES

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1990

Le Conseil d'administration de la Sicar proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 3 avril 1991, de fixer le dividende par action de l'exercice clos le 28 décembre 1990 à :

	NET	CRÉDIT personnes physiques	D'IMPÒT personnes morales
 obligations françaises non indexées 	9,10F	0,39 F	0,40F
• actions françaises	6,82 F	3,79 F	3.87F
 titres de créances négociables 	2,31F	_	_
 Autres actifs 	0,27 F	0,03 F	0,03 F
TOTAL	18,50F	4,21F	4,30 F

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera Sous reserve au voie de l'assernance generale, ce autociaise serv détaché le 12 avril et mis en paiement le 15 avril 1991 (possi-bilité de rétrivestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1991).

PERFORMANCES dividendes nets réinvestis au 28.12.90

depuis 5 ans: + 53.68%

• en 1990 : - 12,44 %

Valeur de l'action au 28.12.90 : 466,37 F

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS GESTION -

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

Trouver en se l'inconnu po Avec son cor le moteur ro une nouvelle est un état d'é

ing was property and

هكذارمن الإمل

• Le Monde • Mercredi 20 mars 1991 25



Trouver en soi l'émotion du corps qui sera partagée par les autres. Accepter de faire un pas vers l'inconnu pour découvrir un autre équilibre, un autre regard. Oublier qu'on a mal aux pieds. Avec son corps, l'homme écrit ses rêves. En se dépassant, il crée une autre réalité. En 1967, le moteur rotatif a donné à la voiture une nouvelle puissance, une nouvelle souplesse, une nouvelle sensation. Sa réalisation avait demandé des années d'effort. Cette expérience est un état d'esprit, celui qui anime l'entreprise qui s'est dépassée pour réussir ce défi : Mazda.

Sur le chemin de la civilisation. Mazda

MARCHÉS FINANCIERS

AGRICULTURE

Selon M. Louis Mermaz

Il n'y aura pas de marché des quotas laitiers

de notre correspondant

« Vends 165 000 litres de quotas », déclare, dans une petite annonce parue su débul du mois de mars dans la Haute-Saône agricole, un agriculteur de quarantecinq ans, M. Denis Parat. Com-ment peut-on vendre ces références laitières notifiées que personne n'a achetées et que tout un chacun considére aujourd'hui comroe un droit à produire? La France va-t-elle s'inspirer du système libéral néerlandais de l'offre et de la

« Il n'y aura pas de marché des quotas », a assuré saroedi 16 roars à Vesoul le ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz, aux dirigeants professionnels du département. Le ministre – qui devait rencontrer, roardi 19 mars, la Fédération nationale des producteurs de lait – rendra publique jeudi sa décision sur la mobilité des quotas.

Les attributions communautaires (249 000 tonnes) seront réparties géographiquement par les commis-

sions mixtes départementales (Etat, profession, interprofession), entre les producteurs ayaot moins de 60 000 litres de référence.

Quant aux 700 000 tonnes que représentent les agriculteurs candireprésentent les agriculteurs candi-dats à la cessation d'activité (l'Etat n'aide plus que les agriculteurs de mootagne), elles seront rachetées « selon un tarif dégressif, le même pour toute la France», ceci grâce à un financement assuré par les régions, les départements, l'inter-profession laitière et une taxe pro-fessionnelle déjà eo vigueur dans certains départements.

L'attribution de ces références s'effectuera, avec un plafonnement dans chaque département, par la coromission mixte qui devra, selon le ministre, «épouser le terrain avec une gestion souple des direc-tives natianales». Reste à savoir si les financements locaux ainsi trou-vés permettront, en attendant l'institulinn de la pré-pension, de « faire à lo fois du social et du structurant », selnn le vœu même de M. Mermaz.

ANDRÉ MOISSÉ

LE PRÉFET DES YVELINES,

(Publicité) LE PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE,

AUTOROUTE A 14 ORGEVAL, (A 13) NANTERRE (A 86). AVIS D'ENQUÊTE COMPLÉMENTAIRE

Le préfet des Yvelines, coordinateur de l'enquête, informe le public que, par arrêté interpréfectoral du 14 février 1991, il a été prescrit conjointement l'ou-

sur le territoire des communes d'ORGEVAL, POISSY, CHAMBOURCY, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, LE MESNIL-LE-ROI, MONTESSON, CAR-RIÈRES-SUR-SEINE dans les Yvelines et NANTERRE dans les Hauts-de-Seine, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative des travaux de construction de l'autoroute à 14 entre ORGEVAL (à 13) et NANTERRE (à 36) portant sur la suppression de l'échangeur de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE avec les RN 184 et 190 et le prolongement de la couverture en furêt à l'ouest de la RN 190.

Sur le territoire de la commune de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE d'une enquête parcellaire eo vue de déterminer les parcelles à exproprier pour la réalisation de ce projet et de rechercher leurs propriétaires, les litulaires des droits réels et autres inécressés. Les dossiers relatifs à ces enquêtes, qui se dérouleront pendant 34 jours du 18 mars au 20 avril 1991 inclus, pourront être consultés par le public, qui pourra présenter ses observations sur les registres ouverts à cel effet ;

à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE du lundi au vendredi de 9 b à 12 h et de 14 b à 16 h, le samedi 6 avril 1991 de 9 h à 12 h et le samedi 20 avril 1991 de 9 h à 12 h,

· à la préfecture de NANTERRE du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30.

ninsi que dans les mairies :

d'ORGEVAL: du lundi au vendredi de 9 h à 12 b et de 14 b à 16 h et le samedi de 9 h à 12 h.

de POISSY : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 b et de 13 h 30 à 18 h,

 de CHAMBOURCY: le lundi de 13 h 30 à 18 h, du mardi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 b 30 à 18 h le samedi majio de 8 h 30 à 12 h 30, de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE : du lundi au vendredi de 9 h à 12 b et de

de MESNIL-LE-ROI : du mardi au vendredi de 8 h 45 à 12 b

et de 13 b 30 å 17 h 45, le samedi de 8 b 45 å 12 h.

de MONTESSON : le luodi de 13 h 30 à 18 h les mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 b 30 à 17 h le samedi de 8 h 30 à 12 b

de CARRIÈRES-SUR-SEINE : les hundi, mardi, jeudi, vendredi de 8 h 30 à 12 h

et de 13 h 30 à 17 h 15 le mercredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 19 h le samedi de 8 b à 12 h,

de NANTERRE: du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 b 30 et le samedi 20 avril 1991 de 8 b 30 à 13 h.

Le public pourra en outre adresser ses observations par écrit : à M. le président de ls commission d'enquête, sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, I, rue du Panorama 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, en ce qui concerne l'enquête d'utilité publique.

à M. le commissaire enquêteur chargé de l'enquête parcellaire ou à M. le maire de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, bôtel de ville, 16, rue de Pontoise 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, en ce qui concerne l'enquête parcel-

L'un ou l'autre des membres de la commission d'enquête recevra en per-sonne les observations du public :

à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, le 6 avril 1991 de 9 h
 à 12 h et le 12 avril 1991 de 14 h à 17 h,

à la préfecture de NANTERRE, le 19 avril 1991 de 9 h à 12 h

le 26 mars 1991: de 14 h à 17 b le 4 avril 1991: de 14 h à 17 h le 11 avril 1991: de 14 h à 17 h le 16 avril 1991: de 14 h à 17 h le 16 avril 1991: de 14 h à 17 h le 9 avril 1991: de 14 h à 17 h le t6 avril 1991: de 14 h à 17 h le 20 avril 1991: de 9 b à 12 h POISSY CHAMBOURCY
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
LE MESNIL-LE-ROI
MONTESSON
CARRIÈRES-SUR-SEINE
NANTERES NANTERRE

M. P. SEGARD, ingénieur général des ponts et chaussées (en retraite) demeurant 99, rue du Clos-Battant, 78120 RAMBOUTLLET, avec lequel

M. P. CUISINIER, directeur départemental honoraire des PTT, demeurant 14, rue Mozart 92700 COLOMBES.

M. H. MARTIN, ingénieur des TPE honoraire, demeurant 25, rue de la Liberté 78200 MANTES-LA-JOLIE.

membres titulaires, et :

M. P. FOURNIE, ingénieur principal honoraire de la SNCF, demeurant 23, houlevard de la Seine 78480 VERNEUIL-SUR-SEINE.

M. R. VICTOR, ingénieur divisionnaire des TPE (en retraite), de 22, rue des Sablons à MERE 78490 MONTFORT-L'AMAURY.

M. P. SEGARD est nommé commissaire enquêteur et M. P. FOURNIE commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête parcellaire dans la com-mune de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée dans chacune des préfectures, à la sous-préfecture de SAINT-GÉR-MAIN-EN-LAYE et dans chacune des communes concernées pour être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet des Yvelines - DIRECTION DE L'URBANISME, de l'ENVIRONNEMENT et du LOGEMENT - Bureau de l'Urbanisme - annexe avenue de l'Europe 78000 VERSAILLES CEDEX.

NEW-YORK, 18 mars 4

La baisse reprend

Triste début de semaine à Wali Strest. De nouveaux dégagements ont en effet pesé lundi sur les cours. Du coup, une timide temptive de reprise à lamentablement échoué et, à le clôure, l'indice Dow jones des Industrielles, un courr Instant monté à 2 960.64, s'inscrivait à 2 929.95, soit à 18.32 points [-0,62 %) en deseous de son nivasu de vandregi dernier. La bilan général e toutefole été moins meuvels que ce résulter. Sur 2 035 valeurs traitées, 831 ont balesé, male 735 ont progressé, tendis que 487 reproduisaient leurs cours précédents.

Selon les professionnels, ce sont les perspectives pessimistes pour l'industrie chimique qui ont pesé sur le tendance.

pour l'industrie commique qui oripesé sur le tendance.

Meie le sentiment n'était pas
frenchement meuveis autour du
e Big Boards. Si r'an en croit une
étude préliminaire de l'université
du Michigen, la confiance des
consommeteurs eméricains se
serait améliorée eu début du moie
de mere. Les investisseurs
demeurent néanmoins prudents,
préférant ettendre des signes tangibles de reprise économique. Le
rémontée des teux d'intérêt à
long teme constitue pour eux une
relson supplémentaire de se
mélier. L'activité s'été modérée
evec 163,10 millions de fitres
échengés, contre 236 millions
vendred demier, la famouse journée des « trois sorcières » (triple
échéence des commets à terme
sur indices, actions et options).

VALEURS	Cours du 16 mars	Cours du 18 mars	l
Alcon	67 7/8	67 548	i
ATT	31 7/8	33 7/1	ı
Boeing	48	48	l.
Chase Manhattan Bank	15	14.7/2	ľ
Du Post du Hemours	37 3/4	36 7/8	t
Eastman Kodak	44 5/8 57 1/8	44 5/8	ı
Exxxx	34 5/8	34 5/8	ı
Ford	68 3/4	88 34	ı
General Motors	40	39 1/4	ľ
Goodyear	221/2	2214	
EN	127	128 1/8	l
TT	55 5/8	54 1/4	Ī
Mobil Cil	64 1/2	62 7/8	
Picer	104 3/8	103 1/4	ł
Schladerger	61 1/2	60 7/8	ľ
Terace	64 1/4	62 3/4	
UAL Corp. ex-Allegh	144 1/8	144 7/8	
Union Carbide	18 1/A	TØ .	
USX	20	30 1/4	
Westingboose	29	28 7/8	
Xerox Corp	66 1/8	56	

LONDRES, 18 mars =

Léger retrait

Les valeurs tritenniques unt terminé en léger retrait lundi eu Stock Exchange de Londres. L'Indica Fontsie des 100 grandae valeurs s'eet maintenu dans le rouge pendant toute la journée, pour céder 3,6 pointe à 2 490,6 en clôture. Le volume des transactione a été très feible, n'etteignant que 451,9 millions de titres, contre 667,4 millions vandredi.

La publication des statistiques La publication des statistiques. britanniques sur la production industrielle en janvier (~ 0,3 %) at les ventes de détail en février (+ 1 %) n'a pae Influencé le mer-ché, qui a été boudé par les inves-tisseurs dens l'attente de la pré-sentiation du budget 1991-1992 mardi. Les opérateurs espèrent encore una réduction des teux d'intérêt, mêma s'ils na teblent plue que sur 0,5 point à 12.5 % d'ici à la fin de le semaine.

PARIS, 19 mars

Plus résistant

Pour la troisième séance consé-cutive, les valeurs françaises unt continué mardi de se replier. Mais cette fois le tendance e été nattement plus marquée à la résistance. En baisse, de 0,85 % à l'ouverture matinete, l'indice CAC 40 devalt imponera, i moles combier son-progreseivement combier son-retard. En début d'après-midi, il ne se situait plus qu'à 0, 19 % de son raveau de la veille. Pust tard dans le journée, l'écert se creusait à nou-veau légèrement (- 0,40 %).

journée, l'écrit se creuseit a noujournée, l'écrit se creuseit a noujournée, la Bourse de Paris raprend
des couleurs. Quelques ejussements de positione, intévitables à
vingt-quatre heures de la liquidation
générale du mois de mars, se sont
encore procuiss. Mais, progressivement, les courents de ventes vont
en se tarissant. A l'évidence, les
investisseurs hésitent tout autant à
allèger laurs portefeuilles qu'à les
regernir. La réstive maigreur das
échanges lundi, avec seulement
1,77 miliard de frances de transsotione sur le marché à réglement
meneuel, témnigne de l'indécision
générale. D'ire que la Bourse na
croit pas à la reprise de la croissance serait mentir. Mais les avis
sont très partagés sur l'heurs de
cette reprise. L'utilité de le
méthade Coué employée par les
e politiques a des deux côtés de
l'Atlantique pour tenter de vaincre
les rélicences des consummateure
ne convainc pas les milleux boursiers. Pour eux, l'expansion pourra
tout aussi hien raprendre au début
du second semestre, qu'à la lin de
l'année ou en 1992. « Ce n'est an
tout cas pas la bassa d'un quart de
point du teux d'intervention de la tout cas pas is balsas d'un quart de point du teux d'intervention de la Banque de Franca sur appel d'ni-fres, qui changers grand-choes», effirmait-on sous les colonnes. En leit, pour décider d'une stratégie nouvelle, beautoup veulent prandra le pouls de l'économie,

TOKYO, 19 mars

Morosite

La Kabuto-cho n'aura pas long-lemps conservé le sourire. Quel-quae dégegemente ont euffi, mardi, pour ful redonner l'eir marces. Après avoir nattament baiesé, puis évalué de façan assez rirégulière, l'indice Nikkei e'établisaeit an clôture à 27 006,66, soit à 140,25 points (~0,52 %) au-dessous de son mosau de la veille.

Os l'evis générel, l'ebsence quaei totale des institutionnels à quelques jours de la fin de l'année ifiscale japonaise e pesé sur la tendance an l'absence de lout élément stimulant. ell y a quelques poches d'activité, faleait remarques un fondé de pouvoir, mais pocnes d'activité, taleait temarquer un fondé de pouvoir, mais, idans l'ensemble, les transections ont été peu importantes, a De fait, les échanges ont été asesz peu étrallés et, eu totel, quelque 800 millions de tirres seulement ont changé de mains, contre 680 millions an début de semeine.

VALEURS	Cours de 18 sces	Cours do
Atai Bridgestone Canose Fuji Bark Housel Mozors Matsuatrics Beccris Mosabish Hasey Sony Corp.	791 1 140 1 830 2 702 1 510 1 850 821 8 850	785 1 129 1 610 2 669 1 500 1 830 8 10 8 940

FAITS ET RÉSULTATS

n Baisse « sessible » des résultats de Pirelli Spa. » Pirelli Spa. holding industriel du groupe Pirelli, annonce que ses bénéfices consolidés pour 1990 seront « en sensible diminution ». Dans l'attente du consoil d'administration, qui publicra les chiffres du dernier exercice, la société s'est bornée à indiquer que le chiffre d'affaires était resté sans changement l'an dernier, à 10 300 milliards de lires (45,5 milliards de francs). La baisse des résultats est due, précise le (45,5 milliards de francs). La baisse des résultats est due, précise le communiqué de la société, à la mauveise conjoncture du secteur pneumatiques. En revanche, les activités diversifiées, notamment le secteur cáble, onl enregistré des résultats « satisfaisants ». Pour l'année en cours, les prévisions sont soumises à l'évolution de la situation économique mondiale, souligne la société, qui estime que la première partie de l'aonée devrait encore être difficile, maie que la conjoncture « devrait ensuite s'améliorer graduellement ». En 1989, la société avait enregistré un bénéfice net consolidé de 320 milliarde de lires (1,41 milliard de francs).

La Banque de Santander prend t3,3 % de la hanque américalne First Fidelity. - La Banque de Santander, l'une des sept grandes banques privées espagnoles, a acquis pour 220 millions de dollars (1,3 milliard de francs) 13,3 % du capital de la First Fidelity Bancorporation, 21 groupe hancaire des Etats-Unis. La Banque de Santander à pris une option dans les quatte prochaines années pour acquérir d'autre part 9,5 millions d'actions de la First Fidelity Bancorporation et porter sa participation jusqu'à 23,4 % du capital avec un investissement total de 463 millions de dollars. La First Fidelity Bancorp. détient des actifs de Bancorp. détient des actifs de 30 milliards de dollars et 550 suc-cursales dans les États du New-Jersey et de Pennsylvanie.

n Procordia : bénéfice en baisse. -Le groupe industriel enédois Pro-Le groupe industriel euédois Pro-cordia (pharmacie, alimentation, etc.) a enregistré l'an dernier un bénéfice avant impôls de 2,083 milliards de couronnes eué-doises 11.9 milliard de francs), soit une diminution de près de 1,5 mil-tiard de couronnes par rapport aux 3,5 milliards de couronnes

Cl Quetra hanques acandinaves créent une société d'investissement.

— Quatre banques scandinaves, l'Arbejdernes Landsbank (Daoemark), la Landsbank et deux établissements financiers finlandais, le STS et l'OPY Bank, toutes situées deux la mouvages syndiges (eller le mouvages syndiges) STS et l'OPY Bauk, toutes situées dans la mouvance syndicale (elles en sont ou totalement ou en partie actionnaires), ont décidé de créer ensemble une société d'investissements baptisée Fidano, dotée d'un capital de départ de quelque 23 millions de francs et dont le siège sera à Copenhague. Face aux très nombreuses fusione des banques privées en Europe septentriouse depuis un an et demi et à la perspective de l'étahlissement du marché unique, ces banques d'un coractère particulier – qui teur interdit par exemple de fusionner avec d'autres banques – ont cherché ainsi à mieux s'armer.

avec d'auries oanques - ont enerché ainsi à mieux s'armer.

a Usinor-Sacilor continse à simplifier son organigramme. - Le groupe
sidérurgique publie Usinor-Sacilor
continne à simplifier son organigramme complexe. Usinor-Sacilor
vs fusionner d'ici à la fin juin sa
filiale Sacilor - société de portefeuille détenue « à prée de
100 %» - avec Ugine Aciers de
Chétillon et Gueugnon, filisle à
95 % de Sacilor, indique un communiqué publié lundi 18 mars. La
société née de cette absorption
prendra le nom d'Ugine SA. Les
estionnaires d'Ugine Aciers de
Châtillon et Gueugnon, société
cotée, se verront offinr une action
nouvelle Ugine SA contre une
action estuelle d'Ugine Aciers de
Châtillon et Gueugnon, ajoute Usioor-Sacilor. Ugine SA devieudra
aussi la maison-mère de deux
filiales actuelles de Sacilor: Ugine
Savoie (aciers inoxydables) Le ocuvel
ensamble représeolera un effectif
d'environ 12 000 persoones et un
chiffre d'affairee de quelque

PARIS

Second marché (sélection)					
VALEURS	Cours préc.	Demier	VALEURS	Cours préc.	Demier cours
Aicsed Chihes Arnauk Associas Anystel BAC Bigue Varce (ex 8024) Boiron Eyl Brisset (Lyori) Call-de-Fr. (C.C.L) Calberson Certif C.E.G.E.P. C.F.P.L. Contourne Creeks Despite D	3610 265 105 169 87B 395 210 1050 485 631 178 335 200 277 880 262 60 486 890 397 277 1068 403 150 280	3644 288 80 167 880 390 205 1080 485 540 178 325 890 284 840 270 480 890 284 840 270 480 890	Guintalia [G.C. [DIA. glincolea stomoto. Hitosilice 1P.8.M. Locario: Mare Comm. Molex (Newto Logahax Presbourg Presbourg Share Sha	990 251 50 253 50 138 839 108 25 283 101 159 124 590 84 396 670 294 170 50 97 90 480 168 10 255 261 270 90 108 70 865	259 259 302 138 10 830 108 243 101 155 133 560 85 254 171 97 90 446 165 253 262 210 111 16 851
Frankoparis	130 150	151	LA BOURSE	SUR M	INITEL

MATIF Nombre de contrats : 100 097.

400 219

Mars 91 104,88		2 9t	Sept. 91
104 22			
105,56		1,44 1,12	195,52 106,74
Options	sur notiona	ei .	-
OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS	DE VENTE
Joio 91	Sept. 91	Juin 91	Sept. 91
0,87	1,63	1,47	-
	Options OPTIONS Joie 91	Options sur notions OPTIONS D'ACHAT Joio 91 Sept. 91	Options are potionnel OPTIONS D'ACHAT OPTIONS Join 91 Sept. 91 Juin 91

Volume : 6 801.		TIF)		1
COURS	Mers	Avril ·	Mai ·	7
Prioblest	1 789 1 808	1 803.59 1 822.50	1 823 1 862	7
•				┛.

CHANGES

Dollar: 5,5405 1

Le dollar s'échangeait de nou-veau co nette hausse mardi 19 mars. A Paris, le cours de la monnate américaine atteignait 5,5405 F contre 5,5115 F lundi à la cotation officielle. Au lendemain de la baisse des taux direc-leurs français, le mark était sta-ble à Paris, à 3,4063 F contre 3,4075 F la veille.

FRANCFORT 18 mars 19 mars Dollar (en DM) ... L6147 1,6178 TOKYO 18 mars 19 mars Dollar (en yeas). 137,65

137,98 MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (19 mars)_____ 9 5/16-9 7/16 % New-York (18 mars)___

PARIS INSEE, base 100 : 28-12-90) | 15 mars | 18 mars | 18 mars | Valeurs françaises | 217,78 | 216,48 | Valeurs étrangères | 111 | 111,48 |

BOURSES

(SBF, base 100 : 31-12-81)

t 783,50 1 979,20 145,60 t.47,40 84,61 84,49 FRANCFORT

5 15/16%

BF. base 1 000 :	483,30 475,71 31-12-37) 1890,49 1777,91
	dice Dove Jones) 15 mars 18 mars 2 948,27 2 929,95
	Financial Times of 15 mars 18 years 2 494.20 2 490.60

1 570,55 1 552,85 TOKYO

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

		DV SVVD		-	UEU.	X MUIS	SIX	MOCE
	+ bee	+ host	Rep. +	ou dáp, -	Hop.+	ee dip	Rep. +	ou dip
\$ EU \$ car Yes (100) _	5,5610 4,8085 4,0297	5,5630 4,8144 4,034t	+ t44 - 42 + 20	+ 154 - 4 + 53	+ 275 - 6t + 62	+ 295 - 15 + 97	+ 780 - 77 + 306	+ 840 + 14 + 376
DM Floria FB (100) FS L (1 000)	3,4054 3,0723 16,5260 3,9454 4,5647 9,9403	3,4087 3,0250 16,5418 3,9496 4,570t 9,9494	- 1 - 5 - 63 + 10 - 143 - 289	+ 17 + t0 + 113 + 25 - 6t - 269	+ t9 - 259	+ 24 + 17 + 114 + 44 - 169 - 423	- 12 - 6 - 329 + 174 - 634 - 1132	+ 54 + 48 + 329 + 238 - 489 - 982
	-	IIV B						

TAUX DES EUROMONNAIES

						MIL	•	
\$ E-U	6 U16 8 1 16 8 5/8 9 9 3/4 11 U2 12 3/4 9 1/4	6 5/16 8 5/16 8 7/8 9 1/4 10 12 1/2 14 9 1/7	6 5/16 8 1/2 8 7/8 9 5/16 9 11/16 11 7/8 12 5/8 9 1/4	6 7/16 8 5/8 9 1/8 9 9/16 9 13/16 12 3/4 9 3/8	6 5/16 8 1/4 8 15/16 9 3/8 8 5/8 11 7/8 12 U/4 9 U/4	6 7/16 8 3/8 9 1/8 9 1/8 9 5/8 8 3/4 12 3/8 12 3/8 9 3/8	6 3/8 7 3/4 9 L/16 9 L/16 9 3/8 8 L/4 11 7/8 11 5/8 9 3/8	6 1/2 7 7/8 9 3/16 9 3/16 9 5/8 8 3/8 12 3/8 11 3/4 9 1/2
Ces cour	rs pration	és sur le	marché i	nterbana	· · ·			

fin de matinée par une grande banque de la place.



Cripps 13 Bridg 79 George 13 Son Golde 77 Debood 17 ACSS

Cand Plan.
Lan Con S.
Candida

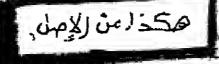
CITECO " PER \$ 3477. . TEN 19194 Fre E'er 11 4445. 1.55 Comments
2.67 Seminate
2.50 Department
3.50 Department
3.50 Organisation 575 57 124 M 104 M Emp Car 114 Mars 15 21% may 88. J DAT 10% 5-2000--247 9 9% 12:1987 CAT 3.9% 1/1995 LR? 12 30% 1986 PTT UZWW. .. 3°1 10.30% at ... ZIA 12 6 7879... CV8 Bques 50000 CHS Purpos \$000F CHE Sant \$000F ... CNE 11 5% 25... CV 1/82 5000F . ON 10,30% dec.85

CHARB FCE 3% 100 2152 ... CYCA Carus Section 6 Acces 8 % june 18 Ly Emp D. 5% ... Thomas or 2,2% 88. VALENCE

Actions Back Clibe 144 B Hypoth Europ AND DINE Carbodys...... CEGF From 1.

130 136 Cote des Charge MARCHE OFFICIEL

James Aller S. James S. James



a la Monda e Marcredi 20 mars 1991 31

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE	BOURSE DU 19 MARS Cours relevés à 14 h 26											n 26				
setting VALEURS précéd, cous	r Dessier ≤	-		Ré	gleme	nt me	ensue	ı				Compet- Sazion	YALEURS	Coers Pretti	Demier cours	*-
CALE 396 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 3900 390	255 -0 84 88 408 50 -1 87 38 89 40 15 21 150 21 125 170 24 150 21 170 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24 150 24	55 Cpt Framp. 56 Cpt Framp. 57 Court Med. 58 Court Med. 58 Court Med. 58 Court Med. 59 Court Med. 50 Child Fram Min 1. 51 Court Med. 51 Court Med. 52 Child Fram Min 1. 52 Child Fram Min 1. 53 Child Fram Min 1. 54 Child Fram Min 1. 55 Child Fram Min 1. 56 Child Fram Min 1. 57 Child Fram Min 1. 58 Child Fram Min 1. 58 Child Fram Min 1. 59 Child Fram Min 1. 50 Child Fram Min 1. 50 Child Fram Min 1. 51 Child Fram Min 1. 52 Child Fram Min 1. 53 Child Fram Min 1. 54 Child Fram Min 1. 55 Child Fram Min 1. 56 Child Fram Min 1. 57 Child Fram Min 1. 58 Child Fram Min 1. 59 Child Fram Min 1. 50 Child Fram Min 1. 50 Child Fram Min 1. 51 Child Fram Min 1. 52 Child Fram Min 1. 53 Child Fram Min 1. 54 Child Fram Min 1. 55 Child Fram Min 1. 56 Child Fram Min 1. 57 Child Fram Min 1. 58 Child Fram Min 1. 58 Child Fram Min 1. 59 Child Fram Min 1. 50 Child Fram Min 1. 50 Child Fram Min 1. 51 Child Fram Min 1. 52 Child Fram Min 1. 53 Child Fram Min 1. 54 Child Fram Min 1. 55 Child Fram Min 1. 56 Child Fram Min 1. 57 Child Fram Min 1. 58 Child Fram Min 1. 58 Child Fram Min 1. 59 Child Fram Min 1. 50 Child	222 224 10 1280 1552 21 10 1280 1552 21 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	Density Signature Signat	Labora Lagrand	Court Cour	Densier 1	680 Schember	1	1800 1800 1800 1800 1800 1800 1800 1800	2 0 2 4 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	173 150 150 150 150 150 150 150 150 150 150	sto Bry lescritor in the second process of t	45 5 210 45 5 210 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9 195 9	210 197 308 34 05 34 05 307 307 307 307 307 307 307 307 307 307	- 115 - 15 - 15 - 15 - 15 - 15 - 15 - 1
105 Codes 109 107 10 570 Code 535 539	107 10 - 174 725 540 + 033 2428	[atival	0 2600 2	720 +070 720 880 -182 250 Section)	6AT	1720 202 10 207	1739 +2 50 282 (-0.04	ZAS Bentras Ked	245 1750	246 80 24	680 +073 1750		maach	134 50 135 1 74 1 7	8/3	+ 007
VALEURS du nom. coupon	- C	nama Demiler		Come Dumler	VALEURS	Cours Dan	- J	LEURS Frais	n Rachet	VALEURS	Emiss Frais			EURS Frais	sion Ruch	hert
MARCHE OFFICIEL préc. Etata-Unis 11 usd)	CLT.RAM 64 280 Coffung. 220 Cogill 280 Comphos 280 Comphos 280 Comphos 280 Comphos 280 Contraminist 480 Contraminist 480 Contraminist 70 Contr	05	en berre) 64 Ingot 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63 (20% 63	600 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580 580	AEG Alam Ne Str. Alam Alkonivist. Asservan Bland. Asterioure Mines. Basco Popular Espa. Biringlements Int. Chr. Pacilique Chrysler Corp. C1R. Contrenstant. Do Bears port.). Dow Chemical. Fist. GR. Brut Lamb J. Grouper Tist. From Foulance Row. House Inc. Proctor Samble. Proces. Supper. Supper	40 40 40 103 235 103 225 74 225 55 110 100 100 100 100 100 100 100 100	d ASF 500 ASF	Trans. T	213 67 74 65 13 74 65 13 14 18 18 16 18 18 16 18 18 16 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	Frustis Coarl. Frustis Carl. Frustis F	31 33 33 33 34 35 35 35 35	87 235 60 235 33 113 113 123 123 135 135 135 135 135 135 135 135 135 13	37 Poste Germiniae 39 Poste Germiniae 39 Poste Germiniae 30 Privi Ess	Section Sect	106 11276 11276 11276 11276 11276 11276 11276 11276 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776 12776	27916 664 644 644 644 644 644 644 644 644 6

The second of the contractions of

M. Jack Lang annonce la création de l'association France édition

A trois jours de l'ouverture du Salon du livre au Grand Palais, M. Jack Lang, ministra de la culture, de la communication et des grands travaux, a tenu, mardi 19 mars, une conférence de presse sur un double anniversaire, celui de la mort da Rimbaud, il v a cent ans (1), et celui du vote de la loi sur le prix unique du livre, il y a dix ans. La ministre a annoncé la création de l'association Frence édition, destinée à promouvoir le livre français dana le monda.

M. Jack Lang a d'abord rappelé que l'objectif de la loi sur le prix unique du livre datant du 10 août 1981 qui porte son nom avait été de favoriser la création littéraire en tentant de maintenir le réseau des librairies. Malgré les menaces qui continuent de peser sur les libraires petits et moyens, notamment dans les centres-villes, il a jugé le bilan de sa loi positif. Une commission de surveillance de l'application de ce texte a été mise en place en décembre. Les Rencontres européennes de la librairie, qui se dérouleront pendant le Salon, les 24 et 25 mars, examineront les problèmes qui demeurent, ainsi que les perspectives européennes.

En ce qui concerne les rapports entre libraires et éditeurs, le ministre a fait état du travail de M. Patrice Cahart, nommé l'an dernier médiateur du livre, L'actuel système de l'office serait remplacé par un « système des nouveautés », faisant une part meilleure à l'évaluation qualitative de l'activité des libraires, M. Cahart devait faire connaître ses conclusions à la lin du printemps.

Outre une amélioration, en coopération avec les éditeurs, des systèmes de transport du livre et un projet de récupération d'ouvrages destines au pilon pour des demandeurs dans l'incapacité de les acquérir (des pays comme la Bulgarie, ou bien encore la Roumanie ou l'association ADT-quart-monde). M. Lang a annonce la création de France édition, qui remplace l'Office de promotion de l'édition française.

4

Cette nouvelle association, destinée à promouvoir le livre français dans le monde, se verra allouer ectte année une somme de quinze millions de francs. Enfin, un fonds d'aide au financement des industries du livre sera mis en place au sein de l'Institut de linancement du cinéma et des industries culurelles (IFCI) qui proposera aux editeurs des cautions sur crédits bancaires el des garanties de capitaux propres. Une dotation exceptionnelle de 7 millions de francs sera accordée par le ministère. Le dispositif permettra de garantir environ 70 millions de Francs auprès des banques.

(1) Le prochain numéro do « Monde des livres », daté 22 mars, se fera l'écho

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 4 AVRIL, à 14 h.

APPARTEMENT à PARIS (19º)

55, boulevard Sérurler - (Ensemble immobilier)

BÂTIMENT F - L' ÉTAGE - 4 PIÈCES PRINCIPALES - + UNE CAVE
ET UN EMPLACEMENT
DE PARKING (bât, Romainville)

S'adr. M' R. BOISSEL, avocat, 9, hd St-Germain, PARIS-5. Tél.: 43-29-48-58.

le JEUDI 4 AVRIL 1991, à 14 h 30.

APPARTEMENT à PARIS (12°)

26, avenue du Bel-Air porte gauche sur le palier, comprenant: entrée, séjour avec 2 placards, débarras, chambre avec placard, bains, cuisine avec placard, w.c., cave.

Mise à prix : 400 000 F
S'adr. pr ts reas. à M' François INBONA, de la SCP MORRIS LUCAS INBONA, société d'avocats, 4, av. Sully-Prudhomme à PARIS (75007), 161, : 45-55-74-06, et à tous avocats près le TGI de PARIS. Sur les lieux pr visiter, le 3 avril 1991 à 9 h 30.

suisie immobilière au Palais de Justice de PARIS,

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 16 mars : UN DÉCRET

- Nº 91-274 du 13 mars 1991 portant publication de la convention contre le dopage (ensemble une annexe), signée à Strasbourg le 16 novembre 1989.

CARNET DU Monde

- Le prince Mihaï de BRANVOCAN et la princesse, née Settina Funck-Brentano.

ont la joie de faire part de la naissance

Clément-Constantin, le 12 mars 1991.

Mariages

 M * Maurice Jordan,
 M. et M * Bertrand Poirot-Delpech, M™ Pierre Purelle. M. et M™ Alexis Wolkenstein. unt la joie de faire part du mariage de

Julie POIROT-DELPECH Plerre WOLKENSTEIN.

Décès

Nous apprenons le décès de

Prosper ALFONSI, ancien président de l'Assemblée de Corse,

survenu à Paris le 15 mars 1991,

[Né le 17 juin 1920 à Albertacce (Haute-Corse), commune dont il devait devenir le maire an 1965, Prosper Alfonsi, ancien directeur administratif des cercles de jeu, avait été conseiller général de 1955 à 1973, représentant le canton de Calacuccia. Inscrit au Parti radical depuis 1949, Prosper Alfonsi avait été étu, en juiller 1931, président du conseil régional sous l'étiquette radical de gauche. En août 1982, il avait été étu premier président de l'Assemblée de Corse issue du nouveau statut de l'Be. contre M. Jean-Paul de Rocpresident de l'Assentinee de Cosse respect de inca-reau statut de l'Be, contre M. Jean-Paul de Roc-ca-Serra, tandidat du RPR. En 1984, il dirigea une liste contre celle conduite par M. François Giacobbi. dont il avait été naguère le partisan. Prosper Alforsi s'était ensuite retiré de la vie pol-tique et vivait essentiellement à Paris. Il étah

Après avoir souffert avec patience les épreuves du grand âge, la

générale Georges BATTER, née Lambint de Baubert,

a été rappelée à Dieu, dans sa quatrevingl-scizième année, le 14 mars 1991.

La céremonie religieuse a eu lieu dans l'intimite familiale, à Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, sa paroisse.

En attente de la Resurrection!

11. rue Brown-Séquard. 75015 Paris.

Le commandant Andre BOTELLA

est mort, à soixante-dix-sept ans, le

Les obséques ont été célébrees dans l'intimité familiale.

Mrs André Botella. Claudine et Jean-Claude Vey. sapliste et Franco Dominique et Loïe Révillon, Frédéric et Sidonie.

95160 Montmorracy. 3. rue Crémicux, 75012 Paris. 13, avenue George-V, 35800 Dinard.

Des dons peuvent être versés à l'As-sociation pour les soins palliatifs de la Côte d'Emeraude, centre hospitalier, 35403 Saint-Malo Cedex.

Décès de Mgr Francis Barbu, anclen évêque de Qnimper et Léon. - Mgr Francis Barbu, évêque de Quimper et Léon de 1968 à 1989, est décédé samedi 16 mars à Dinan, à l'âge de soixante-seize ans, à la suite d'un malaise cardiaque. Mgr Barbu s'était retiré début 1989, remplacé par Mgr Clément Gudlo. Il sera inhumé, selon la tradition, mercredi 20 mars dans la cathédrale Saint-Corentin de Quimper. Une trentaine d'évêques assisteront aux obsèques.

- Lyon, Paris. **Naissances**

Dieu de

M[™] Jacques Chaine, M. et M= Louis Chaine, M= Raymond Isaac-Dognin, M. et M= Bernard Isaac, Sœur Rose-Marie Chaine (p.s.a.). M. et M

Mare Rerolle,
M. et M

René Pahud,

ses enfants, Ses trente-deux petits-enfants Et ses soixante-six arrière-petits-en

M" Jean CHAINE, née Anne Ravier,

ont le chagrin de faire part du rappel à

décèdée le 17 mars 1991 à l'âge de qua-tre-vingt-dix-huit ans.

La messe de funérailles aura lieu en l'église de la Rédemption à Lyon, le mereredi 20 mars, à 14 h 15.

Jean et Suzanne Deseroix. Claude et Françoise Descroix, Monique Vagne-Descroix, Maguy Descroix.

Dominique et Michelle Descroix,

Etienne Descroix et Anne-Marie

Pain, Michel et Marie Descroix,

ses enfants, ses petits-enfants el arrière-petitsenfants, Irène Jambon, Gaby Lamure,

Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de Mª Joseph DESCROIX,

nie Berthe Combarel, survenu le 18 mars 1991, dans sa qua-

La messe de l'unérailles aura lieu en l'église Saint-Etienne de Lantignié (Rhône), le mercredi 20 mars, à 15 heures.

M. Adolphe Kassis, M. Laurent Kassis,
M. Laurent Kassis,
Igor-Alexandre Kassis,
M. Jean-Jacques Lardat,
M. et M™ Paquet et leur fils.

ont la tristesse de faire part du décès de Mª Louise KASSIS.

ancien combattant déporté, chevalier de l'ordre national du Mérite, docteur en chlrurgie dentaire, docteur en sciences odontologiques, nncien professeur à l'université Paris-V (René-Descartes), ancien chef du service d'odontologie de l'hôpital Charles-Foix,

survenu à Bagnolet (Seine-Saint-Denis) le 16 mars 1991.

Les obsèques auront lieu, le mercredi 20 mars, à 11 h 30, au cimetière Pas-teur. 201, rue Sadi-Carnol, 93170

Cet avis tient lieu de l'aire-part.

M. et M= Pierre Legrand. M. et M= Michel Baude, Et toule la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de M™ Jean LEGRAND, née Raymonde Morean.

qui s'est endormie dans la paix du Sei-gneur, le 12 mars 1991, à l'àge de qua-tre-vingt-cinq ons.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église de Magnat (Creuse). 42, avenue du Général-de-Gaulle,

91260 Juvisy-sur-Orge. 6, chemin des Grands-Jardins. 57050 Lorry-lès-Metz

- Jacques et Odile Lesourne. Catherine, Justine et Renaud, ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père M. André LESOURNE,

officier de la Légion d'honneur survenu à Paris, le 17 mars 1991, à l'age de quatre-vingt-cinq ans. La cérémonie religieuse sera célébrée

le jeudi 21 mars, à 10 h 15, en l'église Saint-Victor à Bordeaux. L'inhumation aura lieu le même jour dans le caveau de famille, au cimelière de Marans (Charente-Maritime).

52, rue de Vaugirard, 75006 Paris. - Anne Mounier-Vuillod

et ses enfants, Martine et Jean-Pierre Monnier-Mathieu Les familles Leclereq, Parisel, Séguy, Forestier, Ses amis des Murs-Blanes,

Paulette, Elsa MOUNIER. née Leclereq, veuve Emmanuel Mounier,

ont la tristesse de faire part du décès de

k: 13 mars 1991, à l'âge de quatrevingt-cing ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 19 mars, à Châtenay Elisabeth SOUZA LOBO.

Cet avis tient lieu de faire-pan. Anne Mounier,

Barraux, 38530 Pontcharra,

- L'association Les amis d'Emmaa la tristesse d'annoncer le décès de

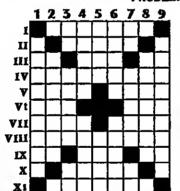
> Paulette, Elsa MOUNIER, née Lecierco.

Les obsèques ont eu lieu à Châtenay-Malabry, le 19 mars 1991, dans la plos stricte intimité.

rue Henri-Marrou,
 92290 Châtenay-Malabry.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N. 5480



HORIZONT ALEMENT

Mine de cuivres. - II. Agent da liaisons. - III. Sort da l'eau. Source de lumièra. Précise una possession. -IV. N'est pas incummodé par les fortas chalaurs. - V. A droite de la Sicile. Manifeste sa confiance. – VI. Se suivent an pataugeant. Négo-ciant en marrons. – VII. L'eau y est rare. Evoque una royale installation. -VIII. Entral dans le vif du sujet. -IX. Préfixe. Un bruit qui court. Lettres

nour. - X. Parties du monde. XI. Augmente des qu'on l'encourage. VERTICALEMENT 1. Signal d'alarme. - 2. Court jus-qu'à l'épuisement total. - 3. Toujours

Terma musical. – 4. A de jois reflets.

Veiller à ne pas dépasser la mesure.

5. Fit des nœuds. Une drôla de bobine. - 6. Elément d'une tarpille. Plis dens un tissu. - 7. Degré. Eclairs de chaleur. Abréviation. - 8. Reste au fover. - 9. Carnet de notes. Solution du problème re 5479

Horizontalement

I. Vengeurs. – II. Agueusia. – III. Ger. Etat. – IV. Ursula. Ur. – V. Emeri. – VI. Mer. Maie. – VII. Ery-sipèle. – VIII. Cernes. – IX. Traira. Go. – X. Réno. Trip, – XI. En. Enée. Verticalement

1. Vaguemestra. – 2. Egermer. Ré. – 3. Nursery. Ana. – 4. Gě. Ur. Scion. – 5. Eu. Limier. – 6. Usée. Apreté. – 7. Rit. Rien. RN. – 8. Seau. Elégie. –

9. Tri. Esope. **GUY BROUTY**

Le Monde Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : ues Lescume, gérant directeur de le publication Bruno Frappart, directeur de la rédaction Jacques Guiu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Amelric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Rédacteurs en chef :

Daniel Vernet

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: 49-60-30-10

- Andrée Carriere, née Saiot Fort Paillard,

rsœur, Nicole Gandini Offroy, Ghislaine et Mario Allouio, Nadine Torralbo Offroy,

ines et Juan Manuel Torralbo. ont la douleur d'annoncer que M= PAILLARD OFFROY.

née le 22 octobre 1911 à Saint-Cyr-l'École, s'est endormic dans la paix du Seigneur

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

10, rue de Rouvray, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Elle fut la première épouse de l'am-bassadeur Raymond Offroy et participa à ses côtés aux activités de la France libre à Londres et à Alger.

- M. et M= Daniel Simonin, M. ct M= Jean Simonin t leurs enfants.
M. et M= Daniel Hausdorff

et leurs enfaots, M= Marie-Madeleine Mossaz et sa fille.

Les fomilles Lasic, Domain, Hausdorff, Mossaz, ont la douleur de faire part du décès de M= Yvonne SIMONIN, colonelle de l'Armée du Salut,

en sa quatre-vingt-onzième année, le 15 mars 1991, à Melle (Deux-Sèvres). Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Préconseil. 79120 Chev.

- Avec profonde émotion, ses amis ont la dopleur de faire part de la dispa-

professeur à l'université de Sao-Paulo, chercheur associé au GEDISST-CNRS, membre de l'APRE-CNRS, membre fondateur do Cereic des femmes brésiliennes de Paris,

survenue le 15 mars 1991, au Brésil. Son engagement restera un témoi-

Une réuojon à sa mémoire aura lieu le vendredi 22 mars, à 17, h 30, à PIRESCO.

59-61, rue Pouchet, 75017 Paris,

- L'association Les fils et filles des déportés jurs de France a la donieur de faire part du décès de son compagnon de la première henre. survenu le 15 mars 1991, dans sa soixante-cinquième année,

déporté à l'âge de scice ans (convoi nº 53 du 25 mars 1943).

Elle rappelle la mémoire de sa mère

Marguerite STEINER. née Efraïm, assassinée à Auschwitz,

Les FFDJF assurent son épouse et ses enfants de toute lenr affection.

à l'âge de trente-sept ans.

EN BREF

□ Vers une nouvelle voic éducative pour l'Afrique d'aujourd'hal. -Comment l'Africain, enfant et adulte, passe-t-il d'un système édu-catif à un autre ? Pour répondre aux hesoins réels d'auinord'hoi. quelles traditions africaines sont porteuses d'avenir. Tels seront les thémes du prochain colloque du centre culturel Les Fontaines, du 22 au 24 mars.

▶ Renseignements et inscriptions : Les Funtaines-sessions, boîte postale 219, 80631 Chantilly cedex. Tél. : (16) 44-57-

Les Rescoutres d'Alerte aux réa-lités internationales. — Alerte aux réalités internationales, association présidée par M. Christian d'Au-male, ambassadeur, organise, dans le prolangement de la guerre du Colfe deux reponetres sur les Golfe, deux rencontres sur les thèmes suivants

 Prospective économique mon-diale après la guerre du Golfe, avec M. Philippe Lefournier, directeur du Centre de prévision de l'Expansion. Déjeuner-débat, le vendredi 22 mars, au Club des arts et métiers, 9 bis, avenue d'Iéna. - Israël et le conflit israélo-

arabe, nvec Dominique Maisi, directeur adjoint de l'Institut francais des relations internationales.
Conférence-débat, le jeudi 28 mars de 18 h à 20 h aux AGF, 39, rue Saint-Marc, 75002 Paris.

▶ Renselgnements et Inscriptions à Alerte aux réalités internationales (24, boulevard Poissonnière, 75009 Paris. Tél.: 45 23 23 63}, qui publle par alleurs un dossier apéciel sur le Proche-Orient et la crise, enricht de documents de référence.

- Paul, Martine et Séverine Tehen ont la douleur de faire part du décès de

Alexandre TCHEN.

survenu le vendredi 8 mars 1991, en sa vingt et unième année.

Une messe à sa memoire sera céléone mease à sa memory sera cere-brée en la eathédrale de Nanterre, le vendredi 22 mars, à 17 heures.

 L'Association des journalistes européens à le regret de faire part du déces de

Alain TOURBIER, président de la section française.

survenu le jeudi 14 mars.

A sa femme et ses enfants, elle exprime sa tristesse et sa sympathic. **Anniversaires**

- Le 20 mars 1989. France POUMIRAU,

moorait

Souvent nous pensons à elle.

« Vaste et tendre était la cam-pugne, comme un fond peint pour une femme en robe verte. 9 Rainer Maria Rilke.

 Que tous ceux qui l'ont aimée et qu'elle ensoleillait, se joignent aujour-d'hui à nous dans le lumineux souvenir Valérie QUENNESSEN.

disparue le 19 mars 1989. De la part de Marie, Jean-Louis, Stéphanie, Fran-çois, Antoine et Elsa-Louise,

Messes anniversaires Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

M. Michel Ibrahim WARDE,

one messe sera célébrée en l'église Saint-Julien-le-Panvre, t, ruc Saint-Ju-lien-le-Panvre, Paris-5-, le mercredi 20 mars 1991, à tt h 30.

Rita, Danièle et Paole, Ainsi que de toute la famille. Cenz qui l'ont aimé sont conviés à so

Et de ses enfants, Robert, Nayla,

Familie Warde, . t7, rue de Monceau,

De la part de Son épouse Lidia

75008 Paris.

Communications diverses Lecon, mercredi 20 mars 1991, 4 20 b 30 : « Que dit le Coran den julfs ? Ou l'anatomie d'une greffe d'origine », par Daniel Sibony, au Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, Paris-5. Tél. : 43-31-75-47.

CARNET DU MONDE

Tarif: la ligne H.T. Toutes rebriques

Abonnés et actionnaires _ 80 l Communicat. diverses ____ 95 F Thèses étudients _____ 50 F

□ Une Europe on chantier. - L'Association pour la participation et l'action régionale (APARE) pro-pose, pendant l'été, de participer à des chantiers de hénévoles en France ou en Europe. Ouverts à tous, à partir de seize ans, les chantiers regroupent une quinzaine de personnes d'âges, de nationalités et

► Renseignements euprès de l'APARE, 103, rue des Infir-mières, 84000 Avignon. Tél. : (16) 90-85-51-15.

d'horizons divers. Aucune qualifi-

cation a'est nécessaire (coût :

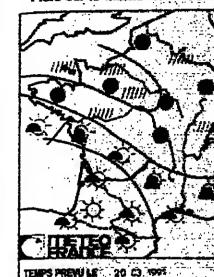
Tous les jours du lundi 18 mars au vendredi 22 mars inclus. 9hà 12h/14hà 18h.

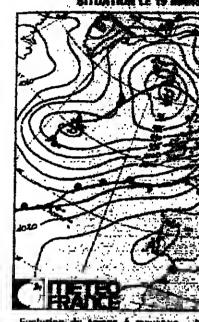
24, FAUBOURG ST-HONORÉ. PARIS 6

PRÉT-A-PORTER, MARQUEINERIT, CARRÉS, CRAVATES, GANTS, CRALSSURES, ÉPONGE,

MÉTÉOROLOGIE

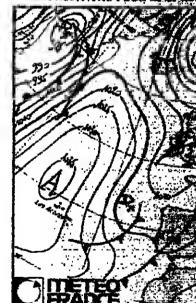
Prévisions pour le mar Pluje sur la moitié Nord. Bella





échéance du limit 18 mars 1991 : Se temps va ringer très ilsen junge's vendredi. — Agrès un peninge plurieux compagné de vents forte, les tampésamed pour revenir le des velleurs non

Joudi 21 mars : pluis at yout & ... fercrit que voder le soleil, en recessité. A des le seront épeis et menaçants près de ... Se de l'Atlantique et de la Marche II plemen 6 2 d'abord sur ces régions le mess, suis 7 dinne les pluses à érendront vers l'intéraire de ... 36 de



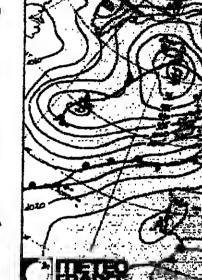
TEMPÉRATURES maxima

to 18-03-1981 \$ 18 houses Rifer in 13-03-01 \$ 6 house FRANCE

moins 2 heures en été ; he

محدر من الإملى

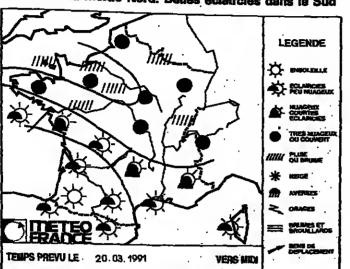
STUATION LE 19 MARS 190



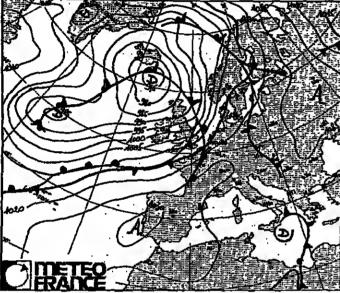
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 20 mars Pluie sur la moitié Nord. Belles éclaircies dans le Sud



SITUATION LE 19 MARS 1991 A D HEURE TU



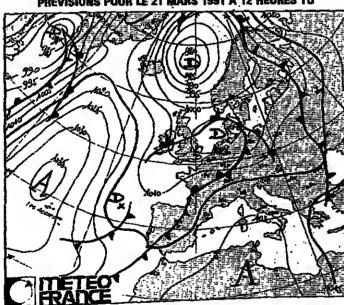
échéance du lundi 18 mars 1991 : le temps va rester très doux jusqu'à vendredi. - Après un passage pluvioux accompagné de vents forts, les températures vont s'abaisser brutalement samedi pour revenir à des valeurs nor-

Jeudi 21 mars : plule et vent à l'ouest. - Le ciel sere généralement nuageux en toutes régions. Sur les régions du Sud-Est, ces muages ne ferent que voller le solell, en revanche, ils seront épais et menaçants près de l'Atlantique et de la Manche. Il pleuvra d'abord sur ces régions le matin, puis

pays. Le soir seront touchés l'Aqui-taine, le Limousin et le Centre, l'ile-de-France, la Picardie et le Nord. Il pieuvra également un peu sur les autres régions, au nord et à l'ast de le Saine en particulier. Des orages sont possibles sur le Sud-Quest, Le vent de sud-ouest se renforcera dens l'après-midi, il soufflera jusqu'à 60 km/h près des côtes

Les températures seront très élevées pour la saison. Au lever du lour, 9 à 12 degrés en général, localem 6 degrés sur l'est du pays, jusqu'à 14 degrés sur le Midi. L'après-midi, 13 à 17 degrés sur l'Ouest et le Nord-Ovest, 18 à 22 degrés silleurs, jusqu'à

les pluies s'étendront vers l'intérieur du 24 degrés localement. PRÉVISIONS POUR LE 21 MARS 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES mexima - minima et	tempe observé
Valours extrêmes relevées entre le 18-03-1991 à 18 heures TU et le 19-03-91 à 6 heures TU	

PERPEGNAN 18 11 C	LE CAIRR 23 LISSONNE 18 10 D LONDRES 13 9 C LOS ANGELES 17 12 7 D N O ciel russeux orage	VARSOVIE 9 2 C VARSOVIE 17 8 B VIENCE 17 6 B P T * pluie templer neige
BARRITZ 1: 12 C BOUDEAUX 17: 11 C BOUDESS 13 S P BERST 11 II P CARRIGUES 11 10 P CLERMONT-FER 14 4 C DUON 14 C CLERMONT-FER 14 4 C DUON 15 7 N CHILE 12 9 P LINGUESS 13 S P LINGUESS 14 S N MANCY 12 5 P MANTES 15 II P HERE MONTS 15 IO P	ETRANGER ALCER 16 5 D AMSTERDAM 12 8 P ATRIBUS 19 11 C RANGEOR 35 25 C REALCELONE 16 6 D BELGRADE 11 6 C BERLIN 12 4 6 BERLIN 12 4 6 BERLIN 12 4 6 BERLIN 12 1 0 9 P COPENHAGUE 5 3 6 DAKAR 25 18 D DAKAR 16 12 N CENEVE 11 2 C HONGKONG 9 17 C HONGKONG 9 17 C RETARNEG 9 1 C	MOSCOU 3 - 7 C NAIRORE 25 14 D NEW-DELHI 30 18 D NEW-YORK 11 7 P OSLO 3 1 B PALMA-DE-MAI 17 2 D PÉRIN 18 7 D ELO-DE-JANEIRO 30 21 D BOME 18 7 D SUNGAPOUR 31 23 N STOCKHOLM 4 3 P
FRANCE ALACCEO 15 4 D	TOURS 16 IO P	

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la França : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. ument échli arec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi, Signification des symboles :

• signalé dans « le Monde radio-télévision » ; n Film à éviter ; s On peut voir ; s s Ne pas manquer ; s s ne Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 19 mars

TF 1	22.05 Journal et Météo.
20.35 Sport : Football. Quart de finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe : Montpellier-Man-	22.25 Télévision régionale, 23.25 Variétés : Eurotop. 0.15 Magazine : Espace francophone. La francophonie en questions : le cine
chester United, en direct de Montpellier. 22.40 Magazine : Ciel, mon mardi l	français doit-il être anglophone?

0.30 Au trot. 0.35 Journal, Météo et Bourse.

20.45 Les Dossiers de l'écran : Une femme d'affaires. II Film américain d'Alan J. Pakula (1981). 22.45 Débat : Les voies mystérieuses

Débat : Les voies mystérieuses de l'argent international.

Animé par Alein Jérôme. Invités : PaulLoup Sulitzer, Yves Guihennec, journaliste eu Point. René Wack, chef de l'Office centrancière. Yves-André Istel, président de la banque Wasserstein-Perella, Henri Bourguinat, directeur du laboratoire d'analyses économiques du CNRS, Phillips Jurgensen, directeur général de le Ceisse de coopération économique, Jean-Jacques Burgard, délégué général à l'Association française des banques.

Puissances 12 - Etymphellenge 91

23.45 Puissance 12 : Eurochallenge 91. 23.55 Journal et Météo. 0.20 Concert ; Musiques eu cœur.

FR 3

20.35 Téléfilm : Marie Curie, une fermme honorable. De Michel Boisrond, avac Marie-Christine Barrault, Roger Van Hool (2º partie), 1.00 Musique : Carnet de notes. **CANAL PLUS**

20.30 Cinema : Octopussy. ■ Film britannique de John Gien (1983). 22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : L'Insoutenable Légèreté de l'être. e p Film eméricain de Ph (1987) (v.o.). Philip

1.25 Cinéma : La Lampe.
Film américain de Tom Daley (1986).

LA 5 20.45 Cinéma: Le ciel peut attendre.
Film américain de Warren Seatty et Suck Henry (1978).

22.25 Magazine: Ciné Cinq.

22.35 Cinéma: Patricia.
un voyage pour l'emour. El Film hispano-austro-allemand d'Hubert Frank (1980).

0.10 Neurol de minuit

0.10 Journal de minuit.

M 6

19.30 Sport : Football.

20.35 Téléfilm : Les Rescapés de l'Alaska. De Zele Dalen. 22.15 Téléfilm : Le Train de l'angoisse. De Devid Lowell Rich.

23.35 Magazine : Dazibao. 23.40 Musique : Boulevard rock'and hard. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.30 Documentaire : Ici bat la vie. 20.59 Série : Souvenirs souvenirs. 21.00 Magazine : Mégamix. 22.00 Magazine : Dynamo. 22.30 Téléfilm : Un village

loin de la guerre. 23.50 Court métrage : Les Chiens

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. La leucémie.

21.30 Le retour de la morale 7 Débat animé par Michel Byldowski (en direct de la Maison de Radio-France). 22.40 Les nuits magnétiques. Adok

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Aux sources du rap.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert Idonné le 16 mars au Châtelet) ; Dérive I, Dérive II, de Boulez ; Canti per 13, La fabbrica illuminata pour voix et bands, de Nono ; Pierrot lunaire op. 21, de Schoenberg, per l'Ensemble interContem-

23.07 Poussières d'étoiles.

Mercredi 20 mars

TF 1

13.35 Série : Alerte à Malibu. 14.35 Club Dorothée.

17.35 Série : Chips (rediff.). 18.25 Jeu : Une famille en or.

18.55 Feuilleton : Senta Barbara. 19.20 Jeu : La Roue de la fortune 19.50 Divertissement : Le Bébête Show.

19.52 Tirage du Loto. 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto. 20.55 Variétée : Sacrée soirée.

Emission présentée per Jean-Pierre Fou 22.50 Sport : Féotball, Quest de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions : Olympique de Marseille-Milan A.C., en différé de Merseille.

0.30 Journal, Météo et Bourse. 0.55 TF1 Nuit. Revue de nuit

1.30 Feuilleton : C'est déjà demain.

1.55 info revue.

A 2 13.40 Feuilleton : Générations. 14.25 Série : Fantomas. 16.00 Hit NRJ.

17.00 Magazine : Giga. 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres

18.30 Série : Alf (rediff.). 19.00 INC. 19.05 Série : Mac Gyver (rediff.). 20.00 Journal et Météo.

20.45 Téléfilm: Bébé express.
De François Dupont-Midy, avec Jean-Luc Moreau, Michèle Laroque.
Lin héritage empoisonné... 22.10 Documentaire : Les Aventures de la liberté.

2. Le temps du mépris.
Les intellectuels face au fascisme.
23.10 Puissance 12 : Eurochallenge 91. 23,20 Journal et Météo. 23.45 Magazine : Prolongations. Special Rugby.

FR 3

13.35 Série : Chers Détectives. 14,30 Magazine : Montagne (redff.). 15.05 Magazine : Objectif Tintin.

16.20 Jeu : L'Œuf de Colomb. 17.05 Magazine : Une pêche d'enfer. 17.30 Amuse 3. 18.10 Magazine : C'est pas juste.

18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19,00 Le 19-20 de l'information. De 19,12 à 19.30, le journal de le région. 20.05 Divertissement : La Classe.

Magazine : La Marche du siècle. La Sex Society. 22.20 Journal et Météo.

22.40 Magazine : Faut pas réver.
Carada : de l'or au pays blanc ; URSS : le
Silence des Nentsi ; Islande : Hekle, la Porte
de l'enfer. 23.35 Magazine : Minuit en France.

 Magazine : Espace francophone.
 La Francophonie en questions : le Québec entre deux destins. 1.20 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm :

Rendez-vous à Dingoville. 15.05 Jeu : V.O. 15.35 Téléfilm : Le Mur du silence. 17.10 Les Nuls... l'émission (rediff.). 18.00 Canaille peluche.

→ En clair jusqu'à 20.30 18.30 Ca cartoon. Présenté par Valérie Payet. 18.50 Top albums.

19,20 Flash d'informations.

Olympique da Marseille-Milan A. C. Quart de finale retour de le Coupe d'Europe des clubs champions. En direct du stade vélo-drome de Marseille.

22.40 Flash d'informations. 22.45 Clnéma: Le Singe fou.

Film france-espagnol de Fernando Trueba
(1988). Avec Jeff Goldbium, Miranda
Richardson, Anémone.

0.30 Cinéma:

La Race des champions, e Film canadien de Charles Jamott (1985). 2.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.

13.30 Série : Arabesque, 14.25 Série : Le Renard. 15.30 Série : Sol

brigade des stups. 16.30 Youpi I l'école est finie. 18.30 Série : Happy Days. 19.00 Série : Riptide.

20.00 Journal. 20.40 Journal des courses. 20.45 Histoires vraies. Plus fort que le nuit. Les combats d'une jeune aveugle

Débat : Vivre comme tout le monde. 0.00 Journal de minuit.

0.10 Les Animaux du soleil (rediff.). 0.36 Série : Voisin, voisine

M 6

13.25 Série : Madame est servie (rediff.). 14.00 Cinéma :
Maciste contre la fantôme.
Film italien da Giacomo Gentiomo (1962).
Avec Gordon Scott, Gianna Maria Canale,
Leonora Ruffo.

15,30 Jeu : Quizz cœur. 16.15 Série : Drôles de dames. 17.05 Jeu : Hit hit hit hourra l 18.05 Série : Supercopter. 19.00 Série : La Petite Maison

dans la prairie. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20,35 Téléfilm : Une mauvaise plaisanterie. Deux adolescentes jouent dang avec le téléphone.

22,15 Série : Equalizer. 23.05 Documentaire :

La Glaive et la Balance.
L'affaire Gilbes Burgos.

0.00 Six minutes d'Informations.

0.05 Magazine : Dazibao.

0.10 Musique : Boulevard des clips

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.30 Documentaire : Histoire parallèle. 17.30 Magazine : Mégamix. 18.25 Moyen métrage : Turbulences,

18,55 Documentaire : Ici bat la vie. 19.20 Magazine: Dynamo.

19.55 Chronique : Le Dessous des cartes.

20.00 Documentaire: South of the Border.

20.59 Série : Souvenirs souvenirs. 21.00 Documentaire : Tabarka 42-87.

22.25 Cinéma d'animation : Images.

22.30 Cinéma : Les Folles Années du twist. **e Film algérien de Mahmoud Zar

(1984). 0.00 Court métrage : La poupée qui tousse.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Francophonie version balge, en direct de Bruxelles.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoires fantastiques, d'après Edgar Allan Poe.

22.40 Les nuits magnétiques. Adolescences. 0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Aux sources du rap.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elyaées): Carmen Saeculara, ora-torio de Philidor, par Le Grande Écurie et la Chambre du Roy et l'Ensemble Segittarius, dir. Joen-Claude Malgoira; sol.: Ghylaine Raphanel, soprano, Sophia Fournier, moz-zo-soprano, Martyn Hill, ténor, Jean-Fran-pois Gardeil, baryton.

23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club en direct du Topaze à Angers : Denis Bedault, piano. Simon Cato Spang-Hanssen, saxophone, Yves Torchinsky, contrebasse, François Laizeeu, batterle.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNECK COUEAN et la collaboration du « Monde »

Le Monde SDFRESNIELSEN Audience TV du 18 mars 1991 ce instantanée, France entière | 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (an %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
		Bande enn.	Mac Gyver	Journ. rég.	Nuffe part		Maison prairie
19 b 22	56.7	18,4	12,2	21.4	1.6	2,2	2,5
		Roue lortune	Mec Gyver	19-20	Nulle part	Riptide	Maison prairie
19 h 45	61,3	26,3	15,7	13,1	2.3	1,8	3
		Journal	Rocard	La classe	Nulle part	Journal	M- est servic
20 h 16	71,3	27,8	18,8	9,9	3,6	4,1	6,1
		Pub	Météo	SOS fantôm.	Lady Beware	Police Story	L'Addition
20 h 55	73,8	19,1	18,3	18,5	2,8	9,1	6,9
		Put)	L'illusionn.	SOS fantôm.	Lady Beware	Police Story	L'Addition
22 h 8	61,2	19,7	6,9	19,4	3,4	9,3	3,1
		Pub	Téléthon	Soir 3	Et la kumière	Scène crime	Hongkong
22 h 44	32,1	15,8	3,5	5,4	0,8	4,1	2.6

Nouveaux incidents à la Réunion

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

De nouveaux incidents se sont produits, au cours de la nuit du lundi 18 eu mardi 19 mars, dans les quartiers des Camélias et du Chaudron, à Saint-Denis, Plosieurs magasins ont été saccagés et pillés. Des ermes - des fusils de ebasse et des carabioes auraient été vnlées dans une quincaillerie de Montgaillard.

Lundi soir, le cité Michal-Debré, au Chaudron, était toujours le théâtre d'affrootements cotre plusieurs groupes de jeunes très mobiles et les forces de l'ordre. Une nouvelle fois, les casseurs ont assiégé la brigade de gendarmerie du Chaudron et l'nnt bom-bardée, plusieurs heures, à coups de galets. Depuis dimanche soir, cioquante persnnnes oot été interpellées et une quinzeine d'antre elles étaient toujnurs en garde à vue mardi matin. Lundi, quatre manifestants ont été condamnés à des peices allant da

L'ESSENTIEL

SECTION A

Affaires : « L'injustice feite à Antoine Gaudino», par Thierry Pfister : Revuea : « La « mel » popu-liste », par Frédéric Gaussen 2

Diagonales

M. Dumas

en Amérique latine Visites eu Mexique, au Venezuela et au Nicaragua ...

La rentrée parlementaire Débats sur le Golfe à l'Assemblée netionale at sur la Corse au

Les élections en Polynésie Le grend retnur de M. Geston

Las mystérieuees reisons d'un vice de forme.....

Football

M. Charasse refuse de favoriser

SCIENCES MÉDECINE

 La stérilieetinn dee meledea mentaux e Recherche : des éco-namies blen tempérées e Les vingt-six siècles de l'île kowei-tienne de Feïlekah e Les ennfluances de le drogue • Pnint da vue : « Quelle recharche pnur l'envirnnement ? », per Yvea Le Bors • Oes diamente de aynthèse plus parfaits que nature 15 à 17

Le programme de la Comédie-Française Racine, Hugn, Camus, Mnlière, Lermontov et quelquea grandes

SECTION B

Nouvelle baisse du taux d'intervention de la Banque de France Le dollar poursuit sa hausse, le franc en bonne position 23 La SNCF et le fret La fermeture de deux mille geres d'ici à 1994 inquiète les chemi-

La TVA en Europe Les Douze espèrent pervenir à un occord sur l'harmonisotion des

Services

Marchés financiers 30-31 Mots croisés. Radio-Télévision 33 21 La télématique du Monda :

3615 LEMONDE 3615 LM Ce numéro comporte un supà XXVIII comprenant les

Le numéro du « Monde » daté 19 mars 1991 été tiré à 565 907 exemplaires

4.1

deux à eioq mnis de prisnn

Le bilan de ces iocideots est très lourd pour plusieurs entre-prises de Saint-Denis. Les casseurs s'ettaquent, eu basard de leurs déplacements, eussi biec aux magasins de luxa qu'aux commerces les plus modestes.

Dans une déclaratino remise à la presse locale, M. Alain Defaud, secrétaire départemental du RPR, a estimé qu'on assistait à la Réunion « à la fin de l'auto-rité de l'Etat ». « Les Réuninnnmis ne fêtent plus în départe-mentalisation dins la juie et la bonne humeur, mais la peur au ventre », a-t-il ajouté. Mardi 19, la Réunion devait en effet célé brer le quarante-cinquième anniversaire de la loi de départemen-talisation de l'île, votée par l'Assemblée nationale le 19 mars 1946 à l'initintive de plusieurs députés de gauebe des quatre colonies que constitueient alors la Réuninn, la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe.

De son côté, M. Camille Sodre, président-directeur général de Radin et Télé-Free-DOM, a ennnneé qu'il suspendait, en signe de protestation, les émissions de sa statinn pnur une durée indéterminée, « M. Rocard n nffiché son mépris pour les Réu-ninnnais », a-t-il déclaré au lendemain d'un entretien qu'il avait eu avec un conseiller dn premier mioistre.

AUX DIJOUX

L'affaire des fausses factures et du financement du Parti socialiste

Le ministre de l'intérieur

a révoqué l'inspecteur Gaudino

M. Philippe Merchend a impôts, d'une assistante sociale

□ RECTIFICATIF. - C'est par erreur qu'il e été écrit dans l'article de notre correspondant à la Réunion (le Monde du 19 mars), que .M. Michel Rocard a effectué en bélicoptère le trajet entre l'aéro-port et la ville de Saiot-Denis, Inrs de sa visite dans l'île, dimeache 17 mars. Le premier ministre a rejoint la ville par la route, en tra-versant le quartier du Chaudron.

annoncé la révocation de l'inspecteur Antoine Gaudino de la

police nationale, lundi

18 mars, pour « manquement

à l'obligation de réserve e et

eviolation du secret profes-

sionnel ». M. Gaudino avait

été au cœur de l'enquête sur

les fausses factures du Sud-

Est, mettant en cause le

finencement du Perti socia-

liste et de la campagne élec-

torale de M. François Mitter-

Racontant ees déboires dans

un livre, l'Enquête impossible, eu j nurd'hui vendu è 250 000 exemplaites, l'inspec-

teur de la brigade financière de

la PJ marseillaise ovait notamment dénoncé l'ebaence d'nu-

verture d'une informatinn judi-

eioire aur l'implieotinn d'Urbe-Technie, un bureau

d'études lié ou PS, oinsi quo lo

vote de la loi d'emnistle aur le

financement des partie politi-quos qu'eveit suscité le révéla-

Reprochent à M. Gaudinn d'avoir « révélé le déroulement

d'enquêtes auxquelles il a parti-cipé, révélé des informations

sur le fonctionnement des ser-

vices de la police nationale, cri-

tiqué la hiérarchie, voire mon

prédécesseur [M. Pierre Jnxe],

de façon assez outrancière », le ministre de l'Intérieur e décidé

de révoquar l'inspecteur. Esti-

mant que celui-ci e « très large-

m*ent dépassé la* meaure», M. Marchand suit einsi l'avis du

conseil de disciplina de la police

netionalo qui eveit proposé, la

semaine demière, le révocation

du policier, malgré l'opposition des représentants syndicaux (le

L'ottitudo de M. Geudino

«n'est pas tolérable», selon le

ministre, car elle participe à « un déséquilibre de la démocratie »

par une catteinte à une garantie fondamentale de tout citoyen :

le discrétion», « Que pensa-

rait-on d'un inspecteur des

Monde du 18 mars).

tion de cette affaire.

rand en 1988.

La lutte contre le choléra

Le ministre péruvien de la santé est limogé

de notre correspondante Le ministre de la santé, M. Carlos Vidal, e été victime de la lutte qu'il meoeit enntre le eboléra : après trois semaines d'une contro-verse l'opposant au chef de l'Etat et au ministre de la pêche sur les mesores à adnpter pour enrayer l'épidémie, il a été limogé luodi 18 mars. Son remplaçant est un médecin, M. Victor Yamamoto.

M. Vidal avait lancé une vaste campagne de préventino de lo maladie. Il aveit demandé à la population de faire buuillir l'eau population de faire bnuillir l'eau evant de la consommer, de laver les légumes et les fruits, de ne plus fréquenter les plages et surtout de ne plus manger le plat traditionnel, le ceviche, préparé avec du poisson cru. Il avait ainsi réussi à limiter à 0,5 % le taux de mortalité de l'épidémie et reçu les félicitations de l'Organisation moodiale de la santé.

Mais le président de la Républi-que, M. Fujimori, et le ministre de la pèche, M. Félix Canal, préoccu-pés par les conséqueoces économiques de la campagne contre le choléra, agissaient en sens loverse : ils multiplieient les dégustatinns publiques de poisson eru pour démnntrer que sa consommation est innffensive. A tel point que le ministre, victime d'une prétenduc « déshydration », mais surtout de l'ebus de ceviches populaires, a dû être bospitalisé la semeine der-

M. Vidal a durci sa position lorsi que l'épidémie a redoublé, après avoir été en perte de vitesse. Invité: le 14 mars à un firum sur le Pérou et le choléra, il a ettaqué de front et le choiera, il a etraque de rront la politique du gouvernement. Il a révélé avoir été l'objet de pressinns pour ne pas dévoiler l'nrigine de l'épldémie de dysenterie. Lorsqu'il a réclamé de l'argent pour amélio-rer les services d'hygiène, a-t-il ajouté, il s'est heurté à un mur

qui agireit da même?», e demendé le ministre, lundi

18 mers, en commentant sa

décisinn, evant d'ejouter : « Il ne

s'egit pes de bâillonner les

fonctionnaires de police, de les

empêcher de s'exprimer», mais

ile ne peuvent le feire que « dans le cadre du devoir de

réserve» qui e été « outrepassé

«Il y e eu une affaire Urba et

une effaire Gracco qui ont été

enterrées. Il y a une affaire Gau-dino qui ne fait que commen-cer», e estimé M. Gaudinn

après la décision de révocation,

sane eacher ae volonté d'en faire appel devant le juetiee administrative. e Cette décision

est tout à fait politique, affirme-

t-il. Le ministre prétend que j'ai

manqué su secret profession-

nel. Or j'el agi en tant qu'nfficier

de police judicieire, dens le

cadre d'une action judicioire,

aoua le contrôle des magistrats.

Et la justice ne m'en o fait aucun

reproche. Aucune poursuite en

suita de la publication da mon livra. » Aussi le policier entend-il « rétablir la réalité des faits » qui

lui sont reprochés, souligner la responsabilité de ceux « qui déséquilibrent la démocratie »,

et continuer son « combar pour

« Un auxiliaire de justice à qui

ses supérieurs hiérarchiques ont demandé de traquer la vérité se

voit sanctionné et frappé d'us-tracisme pour ovoir découvert

et fait connaître la vérité », e commenté M. Philippe do Vil-liers, député (UDF) de Vendée,

ouquel M. Gaudino avait fait

eppel comme témoin devent le ennseil de discipline, ejoutant que ele pouvoir socialiste e'est

déshonoré [par cette] opération

De son côté, M. Pasqua, pré-

sident du groupe RPR du Sénat,

e dénoncé « la démiesion des

Lire également page 2 : « L'injustice faite

à Antoine Gaudino »,

par Thierry Pfister.

de basse police».

autorités judiciaires ».

l'indépendance de la justice ».

par cet inspecteur».

lèra ne frappe que les pauvres » et que ceux-ci sont des « victimes ano-nymes » ... Et, claire allusion au goût du chef de l'Etat pour le pois-son cru, il a dit : « Il y a le ceviche pour les riches et le ceviche pour les pauvres. C'est la différence qui crée le danger ».

Le choléra o'est pas seul respon-sable de la démission do ministre. M. Vidal était également mécontent de la politique économique do gouvernement, de plus en plus inspirée par l'ultra-libéralism **NICOLE BONNET**

La production industrielle a fortement progressé en janvier

La productino industrielle a for-temaot pringressé en France au cours do mois de janvier. L'indice calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985 s'est inscrit – après correction des variatinns saisonnières – à 112,7 contre 109,5 en décembre, soit une augmentation de 2,9 % en

La progressinn de janvier, parti-culièrement finte dans la secteur de le production des biens de consommation et des biens intermédiaires (+5,3 % en un mais dans les deux cas) compense la chute d'ensemble enregistrée en décembre (- 1,6 % par rapport à novem-

L'indice d'ensemble de la pro ductinn iodustrielle se situe ainsi à on alveau sopérieur de 1,1 % à celui atteiot au cours du quatrième trimestre 1990. Il n'en demeure pas moins inférienr au sommet (indice [15,1) de la production atteint durant l'été 1990. En un an (janvier 1991 comparé à janvier 1990), la progression n'est que de

Une grève du Livre CGT empêche la parution de nombreux quotidiens régionaux

La fédératinn nationale du livre CGT a lancé, lundi soir 18 mars, une grève dans la presse de pro-vince, en raisoo de l'échec des négocietinns saleriales pour les employés et ouvriers des imprime-

Cette grève a empêché la parutinn mardi metin de nombreux quntidiens, en particuliar dans l'Ouest et le Sud-Ouest : Ouest-France, le Télégramme de Brest, Paris-Nurmandie, Sud-Ouest, lu Dépêche du Midi n'ont pu paraître. La grève e aussi affecté les quntidiens alsaciens, le Bien public à Dijon, le Dauphine libére à Grenoble, et plusieurs quntidiens do Nord et de l'Est, comme l'Union de Reims, le Républicain lorrain, ou Nord-Eclair et Nord-Matin.

Eo revanche, les quotidieus liés suz convectinos parisicoces, comme la Voix du Nord et le Courrier picard, soot parus oormalement, tout comme les quotidiens des régions marseillaise et lyon-

Dans le Lot-et-Garonne

Trois morts dans un accident d'avion militaire

Uo appareil militaire français s'est écrasé, mardi 19 mars, près de Pnrt-Sainte-Marie (Lot-et-Ga-ronne), provoquant la mort de page. Une quatrième personne e été grièvement blessée dans l'accideot, mais no ignnrait encore, mardi matin, »'il s'agissait on non du quatrième membre de l'équi-

L'evion, un Jodel Mousquetaire basé à Tnulouse-Francazal, s'est écrasé dans un bois, au lieudit La Pnuleille, seloo les iodications données par le SIRPA (service d'information des armées) à Bor-deaux. Les Jodel Mnusquetaire sont ntilisés ponr des vols d'entrainement par les équipages do Commaodement du transport aérien militaire (COTAM), a-t-on précise au SIRPA. Les circonstances de l'accident n'étaient pas encore connues mardi en fin de SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

On s'en tape!

A00AM? Qui e'eat, Saddam? Ça vous dit plus rien, hein! Voyons, essayez da vous reppeler. Saddam Hussein. Vous savez bien, ce tyran psychopathe qui a mobilisé une bonne trenteine de pays contre lui an envahissant le Koweit en août dernier. Mais si, vous l'avez vu encore l'eutre jour à la télé aa venter d'avoir écrabouillé les forces rebelles, enfin soulevées, 1 ppo sées à sa folie sanguinaire.

Ah bon I vous avez zappé? Au fond, vous evez reisnn, quel intérêt? Finia, terminée, cette foutue guerre du Golfe. Meintenent qu'on lui e mis la pâtée, on n'e plus qu'à remballer notre ersenal et le laisser massacrer, pilonner eu napalm, tous ceux qui tentent de le renverser au sud et eu nord du pays, Quel pays? Ben, I'lrak. Qui, e'est ça, l'irek qu'on e ermé pour qu'il puisse envahir l'Iran et nous débarresser des pntes à Khomeiny : Vas-y, mon grand, rentre-leur dedans, te mets pas à compter les morts. Combien ? Un million en neuf ans? Tant que ça? Tiens donc'l

On ve quand même pas enmmencer à s'apitoyer sur tous les cadavres de chites plus ou moins I monde de demain.

manipulés par Téhéren qui ensan-glentent les trottoirs de Bassorah. de Nadia at de Karbale. C'est où, au juste? On evait du mal à a'y retrouver quand on nous les montrait sur une carte d'état-major. mais elnrs, là, nn est complètement peumé. Pour les insurgés kurdes, on e déjà donné. On y est allé d'une petite larme en voyant leurs femmes et leurs enfants tomber comme des mouches sous les bombardements à l'arme chimique. Non, c'est vrai, un evoit les yeux

qui picotaient. De toute façon, il est maître de faire ce qu'il veut à l'intérieur de ses frontières, Saddam, du mament qu'il embête pas les autres. Pareil au Koweit. Ils peuvent bien e'exterminer entre eux, eu lendamain d'une libération lourde de débordements vengeurs, dans l'ettente exaspéréa d'un changement de régime, un en e rien à cirer. C'est son problème, à l'émir Jaber.

Le nouvel ordre international, ca concerne pes les peuples, co concerne les Etats. Et plus particulièrement les chefs de ces Etats. Démocratiques nu pes. Chacun chez soi, Chacun pour soi, Il feran beau voir qu'on aide nos frères humains à devenir les citoyens du

□ Le RPR critique le projet de lei sur la Corse. - M. Jacques Chirac, président du RPR, a estimé, mardi 19 mars, à Paris, que le projet de loi réformant le statut de la Corse presentait « des possibilités de dérives particulièrement graves ».

Il a qualifié de « boîte de Pandore » l'article premier, qui fait référence à la notion de « peuple corse». M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a ajooté, à propos du ministre de l'intérieur, que « M. Marchand connaît sans duute très bien la situation de la Charente [nù il est élu], mais il n'est certainement pas compétent s'agissant de

Nouvelles Collections DE LA SIMPLE RETOUCHE **AU PLUS BEAU VĒTEMENT** avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 490 F PANTALONS 830 F VESTONS 1 660 F

3 000 tissus
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILEURS, UPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS Uniformes et insignes militaires **LEGRAND Tailleur**

Du kandi au samedi de 10 h à 18 h

NOUVELLE FORMULE MENSUELLE

FullWrite, MacWrite II, Nisus, WinText, Works, Word, WordPerfect, WriteNow... Un dossier complet pour choisir le traitement de texte à votre main.

Pour répondre aux exigences d'un marché en constante évolution et satisfaire les attentes de tous les utilisateurs, SVM MAC paraît désonnais tous les mois. Découvrez vite ce nouveau SVM MAC avec encore plus de bancs d'essai de matériels et de logiciels, encore plus de conseils pratiques, de trucs et astuces pour aller plus vite, plus loin.

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE "MAC"